

# LE PROLÉTAIRE

## Abonnement :

Payable d'avance pour Bruxelles.

Un an . . . . . 2 fr. 00

Six mois . . . . . 1 . 00

Trois mois . . . . . 0 . 50

LE JOURNAL

est expédié franco

Par la poste.

Plus de Privilège.

Tout par le travail.

**JOURNAL PARAISSANT TOUS LES QUINZE JOURS.**

S'adresser, pour tout ce qui concerne le Journal, chez Morvoet, rue de Christine, 13.

Les lettres et les paquets ne seront reçus qu'affranchis.

## Pour la province :

Un an . . . . . 3 fr. 00

Six mois . . . . . 1 . 50

Trois mois . . . . . 0 . 80

Pour la Suisse et l'Angleterre,

5 francs par an.

MM. les abonnés de la province

peuvent en envoyer

le montant en timbres postes.

## AVIS.

Les lettres et les envois à l'adresse du journal *Le Prolétaire* doivent être expédiés franco, Rue de Christine, 13, chez Morvoet.

Nous prions nos amis qui ont des listes de souscriptions, relatives à la condamnation du journal *LE PROLÉTAIRE*, de bien vouloir les faire parvenir à la nouvelle adresse ci-dessus.

Bruxelles, 7 Janvier 1859.

La dernière heure de l'an de grâce 1858 vient de sonner; cette année a été féconde en enseignements pour les peuples en général.

Nous ne nous arrêterons pas à énumérer les faits qui se sont produits dans le cours de cette année, nous voulons seulement prendre l'ensemble des choses et rechercher au milieu du travail qui s'accomplit dans le sein des sociétés, quelles sont les tendances qui se font jour, tant chez les oppresseurs que chez les opprimés.

De tous les points de l'Europe, on peut remarquer que les gouvernements, qu'ils soient de souche aristocratique ou d'origine bourgeoise, que leur pouvoir soit absolu comme celui du roi de Naples, ou tempéré par une oligarchie comme en Belgique; qu'ils se rapprochent davantage du peuple comme le gouvernement fédéral de la Suisse, on peut remarquer, disons-nous, que les gouvernements, aux mains de qui les sociétés officielles et privilégiées ont confié le soin de leur commune défense sont entrés à pleines voiles dans les idées les plus réactionnaires, dans des systèmes de compression les plus prononcés, seuls moyens, pensent-ils, d'arrêter le flot révolutionnaire qui monte chaque jour et qui ne tardera pas à devenir un torrent impétueux devant lequel tout devra céder.

Il est de l'essence même des gouvernements, par la raison qu'ils sont gouvernement, de s'opposer sans cesse à la marche du progrès, et plus les idées se développent, plus les besoins grandissent, plus l'amour de la liberté se font sentir chez les gouvernés, plus la résistance est opiniâtre dans les régions gouvernementales.

Et cette résistance, et cette oppression, prennent un caractère plus violent chez les gouvernements qui ont la prétention d'être issus de la volonté nationale et qui sont sortis des révolutions.

Les mesures prises par le despotisme pour le

maintien de l'ordre, et quelles qu'arbitraires que soient ses mesures, elles reçoivent la sanction de la bourgeoisie, parce qu'elle veut avant tout sauvegarder ses privilèges, et que ses destinées sont limitées à la durée des pouvoirs établis actuellement.

Il y a donc une communauté d'intérêts, une solidarité parfaitement établie entre les pouvoirs politiques et l'aristocratie capitaliste, qui, afin de jouir et de continuer à entasser ses écus, a complètement abdiqué. S'en remettant à la force pour la sauver du naufrage dont elle est menacée par la révolution.

Les précautions dont s'entourent les sociétés officielles sont donc prises avec connaissance de cause; c'est parce qu'elles pressentent l'imminence du danger que courent leurs privilèges. Comme toujours dans ces circonstances, la frayeur qui s'est emparé d'elles leur a donné le vertige et les entraîne plus rapidement au fond du précipice.

Car, malgré tout, l'ordre social actuel repose sur la pointe d'une aiguille!

Or, tandis que dans les régions supérieures on perd la tramontane, que se passe-t-il dans les régions infimes? Que fait, que pense le prolétariat?

Replié sur lui-même, il examine de sangfroid le mécanisme de la vieille société qui lui a fait des conditions si misérables, tout en faisant l'existence si douce à ceux qu'il nourrit de ses sueurs; voyant approcher le jour de son triomphe, où débarrassé de ses maîtres, il pourra en toute liberté jouir de tous ses droits sociaux, il étudie les moyens de pratiquer cette liberté pour laquelle il a tant versé de sang, et qu'on lui a sans cesse ravie par la ruse et par l'astuce, et qu'il est fermement décidé à garder.

Comme il n'entend que personne, dans l'avenir, ne puisse attenter à sa liberté, comme il entend désormais être le seul dispensateur de la richesse publique créée par son travail, il n'admet plus qu'on vienne lui dicter des lois; il sait que tout ce qui a été fait en dehors de lui, l'a été contre lui, et sous aucun prétexte, il ne permettra à qui que ce soit de réglementer sa chose!

Le salut du prolétariat est dans la révolution, lui seul est intéressé à ce qu'elle soit radicale et lui seul peut la faire marcher, parce qu'il possède la force et la puissance nécessaires pour qu'aucun obstacle ne puisse arrêter son élan. C'est pour ces motifs que le prolétariat veut et qu'il doit s'emparer de la chose publique.

Donc, si dans le cours de l'année 1858, l'heure de la venue de la liberté n'a point encore sonné, les positions entre les exploités et les exploités

se sont plus nettement dessinées. Si dans les régions élevées, on s'apprête à défendre les privilèges, l'exploitation et tout le hideux cortège de crimes et de misères qui en résultent; dans les basses régions, on se prépare à conquérir l'égalité, à mettre fin à l'exploitation et à jouir de la liberté la plus complète, la plus absolue!

## Chronique judiciaire.

Aux condamnations déjà obtenues contre les auteurs des articles publiés dans le *Drapeau* et dans le *Prolétaire*, et considérés comme offensants envers la personne de M. Bonaparte (articles qui ont valu à leurs auteurs, à l'un treize et à l'autre dix-huit mois d'emprisonnement), le jury du Brabant vient d'ajouter une nouvelle condamnation, celle de M. Victor Hallaux, condamné à l'audience du 27 décembre à six mois de prison, 300 francs d'amende et aux frais, pour un article publié dans le *Crocodile* au mois de janvier dernier.

Sa Majesté Impériale Napoléon III sera donc pleinement satisfait!

Nos réflexions sur le procès qui vient clore la série des journaux poursuivis pour délit d'offense envers Sa Majesté française, se seraient bornés là, si dans le cours des débats, il n'eut point été question des affaires du *Drapeau* et du *Prolétaire*.

Le ministère public a répété une foule d'arguments plus ou moins sérieux qu'il avait déjà débités au mois de mars dernier; il a rappelé entre autres choses que : « La presse belge prit alors (après le 14 janvier) une attitude digne de la bonne presse. Trois journaux seulement firent tâche dans cet accord unanime : ils se nomment le *Drapeau*, le *Prolétaire* et le *Crocodile*. Ils se rendirent coupables, etc. etc. »

Nous qui avons tant de fois fait ressortir la sincérité, le courage et la loyauté qui caractérisent la bonne presse, nous ne chicanerons pas M. Hendrick. Le cher homme examine tout cela avec ses yeux d'avocat-général.

Nous n'insisterons donc pas sur ce sujet.

Comme bien on le pense, les arguments du ministère public ont été réfutés victorieusement par M<sup>e</sup> Jottrand fils, défenseur du *Crocodile*.

Recherchant les motifs qui ont amené la condamnation des citoyens Labarre et Coulon, M<sup>e</sup> Jottrand dans une magnifique improvisation, s'est écrié :

• J'ai recherché quelles avaient été les causes déterminantes des condamnations du *Drapeau* et du *Pro-létaire*. Ces motifs, suffisants pour donner toute espèce de satisfaction à qui en avait besoin, je les ai trouvés dans le réquisitoire de mon honorable contradicteur, qui a mis la plus grande persistance à rechercher les opinions politiques de Labarre et Coulon. Contre Labarre, il a dit que c'était un ennemi de nos institutions. Coulon, on l'a représenté comme étant socialiste. Les opinions politiques de ces accusés ont dû exercer une influence incontestable sur le jury, elles ont montré dans l'un de ces accusés un républicain ardent et ferme, et dans l'autre un *socialiste exagéré, même un peu fou*.

Voilà certes de l'éloquence! et Démosthène, le père des hâbleurs, n'eût pas mieux dit.

Il y a une chose que vous ignorez sans doute, *jeune Cicéron*, et c'est pardonnable, parce qu'elle ne se trouve pas dans vos grimoires, c'est que si Coulon est atteint de *folie*, cette maladie est singulièrement contagieuse, car beaucoup de prolétaires pensent avec lui que, s'il y a tant de souffrances et de misères chez eux, c'est qu'ils ont à nourrir une infinité de parasites; et, voyez jusqu'où va leur aberration, ils rangent dans cette catégorie, et en première ligne encore, l'honorable corporation des avocats.

Ce n'est pas encore tout; dans leur *démence* furieuse, les prolétaires trouvent que si les révolutions ont si souvent dévié et n'ont servi que de marche-pied aux intrigants pour se hisser au pouvoir, c'est grâce aux *bavards* qui ont tout embrouillés afin de pêcher en eau trouble, et qu'ils sont décidés dorénavant à y mettre *bon ordre!*

Vous êtes jeune, M<sup>r</sup> Jottrand, et vous apprendrez plus tard; l'avenir vous le prouvera, qu'une paire de sabots pour se garantir du froid et de l'humidité a beaucoup plus de valeur et d'utilité pour la société que toutes les harangues réunies, qui ont été débitées depuis le premier discours de Démosthène jusqu'à votre dernier plaidoyer!

## Bourgeoisisme et prolétariat.

La bourgeoisie finit où la révolution commence.

(Le *PROLÉTAIRE*, 2 Juillet 1857).

Le citoyen Talandier vient de nous adresser une nouvelle lettre, en réponse à notre article le concernant et inséré dans notre avant-dernier numéro.

Quand nous qualifions cette lettre de réponse, c'est une façon de parler, car elle répond à notre article, absolument comme le fameux discours du même auteur s'adressait au *Prolétaire*.

Le citoyen Talandier a oublié, paraît-il, l'axiome : *La colère est une mauvaise conseillère*, car dans cette lettre où le dépit tient lieu de raison, il a constamment omis la question sur laquelle il semble avoir l'intention de nous écrire, et s'est attaché avec une scrupuleuse exactitude à se tenir en dehors de la vérité. Nous en sommes vraiment et sincèrement peinés pour lui.

Voici cette lettre :

• Citoyen,

• Vous poussez vraiment bien loin l'art d'être désagréable. Que vos lecteurs en soient juges.

• Je vous envoie, il y a quelques semaines, un discours.—Exposé de principes ou dissertation historique peu importe : cela ne regarderait vos lecteurs que si vous l'aviez publié.

(Un discours prononcé en public regarde tout le monde quand bien même on ne le publie pas).

— • Vous en refusez l'insertion.—C'était votre droit comme c'était le mien de décliner toute censure préalable.—Sur ce, vous m'écrivez pour me dire les motifs de votre refus et pour me faire savoir que si je veux discuter directement avec le *Prolétaire* mes articles seront insérés *in extenso* tant que durera la lutte (sic). Jusque là tout est bien. Mais, sur mon refus motivé d'engager une *lutte* avec vous, voici que vous publiez, non pas ma réponse à votre lettre, mais la lettre d'envoi du discours que vous avez refusé, et que vous déclarez à qui veut l'apprendre, que le citoyen Talandier a *abandonné* la discussion après l'avoir provoqué : ce que je nie.

Pardon citoyen, un petit temps d'arrêt si vous le voulez bien.—Nous n'aimons pas les démentis, et cela par la raison que nous ne mentons jamais! Car nous faisons de la révolution toujours! Du journalisme et de la camaraderie point!

Vous niez avoir *provoqué d'abord et abandonné ensuite* la discussion avec nous.—Savez-vous qu'il vous faut avoir pour cela un fier toupet.—Comment! après avoir dit *blanc* dans vos deux premières lettres, vous vous passez la fantaisie de dire *noir* dans celle-ci, et vous vous imaginez que votre seule affirmation suffira pour changer ainsi les choses! Nous prenez-vous donc nous et nos lecteurs pour des niais?—Oubliez-vous que chacun a pu lire et peut relire encore votre première lettre (voir dans notre avant-dernier numéro. 2<sup>me</sup> et 3<sup>me</sup> alinéas) et votre réponse?—Avez-vous donc également oublié les termes de votre seconde (voir plus loin toute la dernière partie de cette 2<sup>me</sup> lettre. commençant par ces mots : « J'aurais voulu pouvoir écrire une réfutation, etc. »)

Allez citoyen Talandier, si nous poussons loin l'art d'être désagréable, vous pouvez vous flatter de posséder une furieuse force dans l'art d'être..... ridicule.— Nous pourrions, usant de la licence que nous donne votre façon d'agir, nous exprimer à votre égard en termes beaucoup plus énergiques, mais il nous répugne d'user envers vous des avantages qu'a toujours sur les natures nerveuses, la calme et froide raison!

• Eh bien, citoyen, je ne sais pas comment vos lecteurs, si toutefois cela peut les intéresser (ce dont je doute) apprécieront tout cela; mais je me erois, moi, justifié à me plaindre à vous même de votre conduite envers moi, comme d'une conduite peu loyale, et je ne crois pas que vous puissiez moins faire maintenant que de publier cette lettre-ci et la précédente. Cela j'espère, vous coûtera peu, puisque vous dites dans votre dernier numéro que ce n'est qu'à votre grand regret que vous ne publiez pas la lettre dont je vous demande aujourd'hui la publication.

O! bourgeois, vous êtes bien toujours les mêmes, et comme dit le proverbe : *La caque sent toujours le hareng*.

• Mais ce n'est pas encore, citoyen, tout ce dont je crois avoir à me plaindre, et quelque ennuyeux qu'il soit de faire des reproches, je dois vous en faire encore un.

• Ne pouvez-vous donc, citoyen, écrire sans dire aux gens des choses déplaisantes? Ne pouvez-vous parler de nos maîtres en science sociale, Pierre Leroux, Cabet, Louis Blanc, etc., sans les appeler irrespectueusement des *petits maîtres d'école*? Ne pouvez-vous parler de la

*Commune révolutionnaire* autrement que comme nous ne savons quelle coterie soi-disant révolutionnaire? Et ne pouvez-vous aussi parler d'un homme qui a toujours été pour vous, jusqu'ici, fraternel et bienveillant, moi, sans en dire; *Croyant avoir à faire à un adversaire sérieux et convaincu, etc.*?—Où prenez-vous, s'il vous plaît, le droit de parler ainsi? Vous ne pensez pas, j'espère, que le droit de dire à tous la vérité, implique le droit de dire des injures? Ce n'est pas que pour moi, cela ne me soit assez indifférent. De même que je regarde les invocations à Satan, aussi bien que les oraisons au *bon Dieu*, comme des actes de dévotion puérile, de même que je regarde l'injure comme une des formes de l'adulation. C'est, si vous voulez, de l'adulation à l'envers, et cela donne exactement, au bout du compte, le même résultat que l'adulation à l'endroit, c'est-à-dire l'exaltation de l'un et l'abaissement de l'autre. Mais c'est également parce que je désire nous voir tous debout, égaux, libres et fraternels, que je me révolte également contre l'adulation et contre l'injure.

Nous voudrions bien savoir à quel propos et ce que signifie tout ce galimatias de « *Satan, de Dieu, d'adulation à l'endroit, d'adulation à l'envers, etc.* »

Bon Dieu, citoyen Talandier, il faut que vous soyez bigrement éduqué, pour pouvoir dire et comprendre tant et de si belles choses.

• J'espère, citoyen, que vous ne verrez dans ce langage que l'expression franche et libre d'une pensée qui vous est au fond sympathique, mais qui a le droit d'exiger des autres le respect fraternel qu'elle leur accorde.

« Alfred Talandier.

• Londres, 29 novembre 1853. »

Voici maintenant la seconde lettre dont nous avons parlé plus haut :

• Citoyen,

• Je ne sais pas ce qui a pu m'attirer l'espèce de morale que contient votre lettre, et des phrases soulignées du genre de celle-ci : (*Comme il convient à des révolutionnaires sans peur et sans reproche!*) Je ne sais pas quant à moi jusqu'à quel point je suis sans peur et sans reproche, et je n'ai aucune prétention à la perfection. J'ai tâché toujours d'accomplir mon devoir de révolutionnaire socialiste, et il paraît que j'ai réussi quelquefois, car depuis plus de dix ans, j'ai été constamment en prison ou en exil, ruiné d'amendes, et réduit, bien volontairement, il est vrai, à la condition de prolétaire, condition qui ne plaît pas du tout, car ce que je désire, c'est de n'être ni bourgeois ni prolétaire, mais homme libre. Si je dis tout ceci (entre nous, bien entendu) c'est parce qu'il m'a semblé que vous faisiez, dans votre lettre, quelque différence entre nous au point de vue de la cause que nous défendons, comme si vous et moi ne défendions pas la même. Or, je vous dirai que si les erreurs qui me semblent trouver place quelquefois dans le *Prolétaire* me font de la peine, c'est précisément parce que votre journal est un organe de la cause du prolétariat, que je le reconnais comme tel, et que je voudrais le voir toujours, sur les hommes et sur les choses, dans le vrai.

• Quant à vous *attaquer*, quant à une lutte entre vous et moi, cela n'a jamais été dans ma pensée. Nous avons mieux à faire l'un et l'autre que de lutter ensemble.

• J'aurais voulu pouvoir écrire une réfutation de quelques tendances qui me semblent conduire à la doctrine du *chaacun pour soi*, et j'aurais voulu relever aussi, ce que je considère comme une chose très-vilaine, un article où Pierre Leroux, Cabet, etc. sont foulés aux pieds pour la gloire d'un homme qui a été toujours très-poli avec les préfets de police et les archevêques, et toujours mal embouché avec les femmes et les so-

cialistes, et qui depuis le coup d'Etat, n'a rien trouvé de mieux à combattre que... la tyrannie de Robespierre. Ai-je besoin de nommer Proudhon? Cet article, je vous l'avoue, m'a profondément peiné. Je fais aussi bon marché que vous pouvez le faire vous-même des grands hommes, mais enfin c'est Pierre Leroux qui a dit le premier : « Il faut que chaque homme soit à lui-même son pape et son empereur, » et je ne puis voir sans regret, un journal comme le vôtre, parler d'un des plus grands apôtres du socialisme, et d'un dont la conduite a toujours été conforme aux idées, dans les termes où vous l'avez fait. Si au lieu de vous envoyer un article s'adressant directement à vous, je vous ai envoyé un discours, c'est que les nécessités de la dure position où je suis, avec femme et enfant ne me laissaient pas le temps de faire discours et article. Cette nécessité durera encore longtemps, je le crains, et c'est pour cela que je ne puis pas promettre de profiter de la liberté que vous voulez bien m'offrir dans vos colonnes. Si pourtant quelques loisirs m'arrivaient, j'espère que vous voudriez recevoir mes articles, non pas comme des attaques, mais comme les instruments d'une discussion fraternelle des questions qui doivent le plus intéresser tous ceux qui aspirent à la liberté, à l'égalité et à la fraternité universelles.

• Alfred Talandier. •

Il paraît, citoyen Talandier, que c'est chez vous comme chez Nicolet, *de plus fort en plus fort*, vous aimez donc bien les temples et les idoles, que la moindre atteinte à leur prestige vous porte sur les nerfs. Quoi! vous vous fâchez tout rouge parce que nous avons librement exprimé notre opinion sur votre petite église, la *Commune révolutionnaire*, et sur vos dieux, *Cabet, Pierre Leroux, Louis Blanc, etc.*?

Où prenez-vous, s'il vous plaît, exclame notre contradicteur, *le droit de parler ainsi?*

Fichtre! citoyen *fraternel*, savez-vous que vous êtes un *drôle de pistolet!* Comment, où nous prenons le droit de parler ainsi? mais sous notre casquette, sauf votre respect. Et si nous vous demandions, à vous, où vous prenez le droit d'être si... *spirituel et si poli*, que répondriez-vous?

Mais passons et procédons par ordre. Et d'abord, écartons, s'il vous plaît, votre *M. Louis Blanc*, qui n'a que faire ici : la révolution n'a rien de commun avec les traîtres! En ce qui concerne votre chère *Commune révolutionnaire*, nous croyons avoir été très-poli, en la qualifiant ainsi que nous l'avons fait. Nous pourrions vous en donner beaucoup de raisons, mais l'espace nous manquant, nous nous bornons à vous dire qu'au ridicule d'avoir ses *séances secrètes*, elle joint la honte de compter au nombre de ses premiers fondateurs, un sieur CAUSSIDIÈRE!

Quant à *Cabet et Pierre Leroux*, c'est autre chose, et nous n'hésitons pas à avouer la profonde sympathie que nous avons toujours eu pour leur personne et leur caractère; nous n'avons pas oublié les services qu'ils ont rendu à la cause populaire, et nous savons comme vous qu'on trouve dans leurs écrits d'excellentes données socialistes, mais ce que nous savons aussi, et ce que vous devriez savoir, citoyen, c'est que s'ils sont nos aînés en *science sociale* (nous n'admettons la maîtrise en faveur de personne), ils pourraient bien n'être que nos cadets en pratique révolutionnaire! car enfin, *noblesse oblige!* Or, qu'ont fait ces messieurs lors de la révolution de 48? Leur est-il seulement venu à la pensée d'abandonner leurs rivalités d'écoles et d'amour-propre, afin de réunir en un seul les divers groupes qui, isolés, marchaient

sous leur bannières respectives? Non.—*Sectaires* avant tout, ils n'ont rien compris à la révolution et n'ont rien fait pour elle. Si, nous nous trompons, ils ont, par leurs discours *humanitaires et fraternitaires*, endormis le peuple qui avait placé en eux sa confiance, et donné ainsi, aux comédiens de l'hôtel-de-ville et du Luxembourg, le temps de lui forger de nouvelles chaînes!!!

Et vous êtes surpris de nous entendre les qualifier de *petits maîtres d'école!*—Et vous trouvez mauvais que nous mettions le peuple en garde contre de nouvelles duperies!

*Pierre Leroux*, dites-vous, est un apôtre du socialisme. Soit.—Mais pendant qu'il cherche la  *cité future*  dans les abstractions de la métaphysique, nous poursuivons, nous, la solution du problème social dans la pratique matérielle des faits. C'est un professeur d'idées, soit encore. — Nous sommes à la fois, nous, professeurs d'idées et soldats de la révolution. S'il prêche, s'il inspire aux hommes l'amour mutuel, la communion fraternelle, nous faisons pénétrer au cœur des prolétaires, en même temps que l'amour de la liberté, l'ardente et sainte haine contre leurs dominateurs!

Vous le voyez donc bien, citoyen, *Pierre Leroux*, pas plus que les autres, ne saurait être notre maître en science révolutionnaire (la seule que nous acceptons). Nous vanterez-vous la puissance de l'idée?—Nous ne la nierons pas.—Mais qu'est-ce que l'idée sans la force?

Voyez plutôt en février 48, malgré toutes les idées éparpillées dans leur cervelle, les *grands apôtres* n'ont pu parvenir à formuler un critérium une définition révolutionnaire! Il a fallu pour cela le plomb et les barricades de juin! Il a fallu que le seul *maître en science morale*, le prolétariat, vienne pulvériser les petites églises où se tenaient claquemurés, et où dogmatisaient tous les *petits maîtres d'école*, et fonder le grand parti socialiste, en dehors duquel aujourd'hui, nous ne voyons que des coteries ou de mesquines personnalités.

Quant à cette *putain politique* qui a nom Proudhon, il faut que vous ayez eu de bien fines hélices, citoyen, pour avoir découvert que nous n'agissons que *pour sa plus grande gloire*.

Vous vous plaignez également de ce que nous avons dit en parlant de vous, « *croquant avoir à faire à un adversaire sérieux et convaincu.* » — Mon Dieu, c'est qu'alors nous étions dans le doute, tandis qu'aujourd'hui nous avons la certitude,—la lecture de vos trois lettres a suffi pour nous la donner — que nous n'avons eu à faire qu'à un *PAUVRE SIRE!*

Permettez-nous, en terminant, de vous donner un bon conseil :

Abandonnez, croyez-nous, les sentiers tortueux, les étroites et ténébreuses ruelles, où clapit et s'étirole la vieille et routinière démocratie bourgeoise, et entrez franchement dans la grande et large voie révolutionnaire où se développe et grandit le prolétariat!!!

### Le cas que fait du prolétariat la démocratie bourgeoise.

Le *National*, dans son numéro du 18 décembre, a fait un compte-rendu détaillé de la manifestation qui a eu lieu, à Gand, sur la tombe d'un étudiant, A. Dufranne, dont la fin a été une protestation contre le despotisme clérical.

Le dernier discours prononcé pour rendre hommage à la mémoire du défunt, est celui de M. Ch. Potvin, discours duquel nous extrayons ce qui suit :

« ..... Et déjà, ce grand enseignement de « l'exemple se propage partout : il sort de « l'armée avec le colonel de Ladrière; il sort de « la presse avec Mathieu, le brillant orateur, « mort aussi avant l'âge; il sort de la magistrature avec Van Meenen; il sort de la chaire académique et de la tribune parlementaire avec « Destriveaux; il sort de l'empire même, qui a « sauvé la religion : M. Vieillard est mort comme Lamennais..... »

Il y a quelques mois, Arnaud Bataille, l'un des promoteurs de la société des *Affranchis*, rendait le dernier soupir à l'hôpital, et malgré les obsessions dont on assiège les malades dans les hôpitaux, Bataille mourait en *homme libre*. M. Ch. Potvin ne pouvait pas ignorer; Bataille était assez connu dans la capitale; plusieurs journaux ont rendu compte de ses funérailles. C'est donc *bien volontairement* que M. Ch. Potvin a omis de joindre son nom à ceux des hommes qu'il a cités comme modèles.

Le *décembriste* Vieillard a eu le pas sur Bataille le *révolutionnaire socialiste*. On ne doit pas s'en étonner.—C'est très-logique.

Qu'est-ce qu'un prolétaire aux yeux de nos démocrates bourgeois?

Est-ce que ça compte pour quelque chose? Fi donc! Ça sent l'atelier. Pouah!

Quand ces messieurs *daignent* s'occuper de nous autres, prolétaires, c'est de façon à nous annihiler complètement, en nous déniaient toute initiative, et en nous représentant comme des *moutons de Panurge* ne possédant aucune des qualités requises pour avoir une pensée propre, sans qu'elle nous ait été suggérées par eux; en un mot, en nous montrant comme des machines qui ne pourraient fonctionner sans leur impulsion.

Vos efforts seront vains, messieurs nos *maîtres futurs*, loin de rester sous votre tutelle, nous marcherons sans vous, même contre vous, et le cas échéant, nous vous ferons rentrer sous terre!

Le *Prolétaire* était sous presse le 31 décembre lorsque nous avons lu dans le *National* du jour un article intitulé : *Toujours la peur*, — article nous concernant spécialement.

Ne voulant pas remettre à quinzaine nos *petites observations*, nous avons fait retarder le tirage de notre journal.

Répondant à nous ne savons quel article du *Journal de Bruxelles* (règle générale, les grands journaux lorsqu'ils s'occupent du *Prolétaire* mettent le plus grand soin à ne pas lui adresser un exemplaire), l'organe du jeune libéralisme débute par déclarer que le *Prolétaire* « dont on connaît le degré de publicité » ne doit pas être pris au sérieux; que les doctrines qu'il émet ne paraissent dangereuses au *Journal de Bruxelles* que depuis l'avènement des libéraux au pouvoir; que cette feuille ne se montrerait plus effrayée des théories du *Prolétaire* sur la bourgeoisie si les catholiques étaient au ministère, et qu'elle ne les exploite « que pour les besoins de sa cause, c'est-à-dire pour agiter son sceptre favori de la Peur. »

Après cet exorde qui a pour but de ramener le calme dans les esprits des libéraux-démocrates, et afin qu'ils montent à l'assaut des portefeuilles

et des places sans aucune crainte pour l'avenir, le *National* continue en assaisonnant sa tartine des épices les plus hétérogènes. Il parle de tout dans cet épître : des bourgeois égoïstes et de ceux qui ne le sont pas; des vestes qu'il faut allonger et des habits qu'il ne faut pas raccourcir; de Nadaud et de Charas, d'Agricol Perdiguier et de Ledru-Rollin; de l'empire et de l'union; du journal le *Bien public* et de ses propres sympathies pour la classe ouvrière, etc. etc.

C'est un de ces articles dont les badauds peuvent dire : « Sapristi! que c'est bien tapé! Comment est-il possible de ne pas se ranger à l'opinion d'un journal qui parle si bien? »

« Pourquoi, au contraire, ne pas reconnaître avec le *National*, les éminents services rendus aux prolétaires par la bourgeoisie libérale et démocratique? Car enfin, c'est à cette bourgeoisie intelligente que le prolétariat doit d'avoir pu contempler plusieurs des siens, tels que Nadaud le maçon, Agricol, Perdiguier le charpentier, etc. à côté de Charas le colonel, et de Ledru-Rollin le grand orateur. »

En vérité, nous sommes des ingrats! et au lieu de faire la guerre à la bourgeoisie, nous devrions nous incliner humblement devant ses œuvres et ne pas l'attaquer injustement.—Voyez plutôt. La révolution de février, dont le *National* évoque les souvenirs, avait,—la bonne fille qu'elle était,—laissé la direction de ses affaires à la crème de la bourgeoisie démocratique. Pendant la durée du gouvernement provisoire et de la commission exécutive, le ministère de l'intérieur était aux mains de Ledru-Rollin,—le collègue de Nadaud à l'assemblée.

Puisque le *National* se complait à nous rappeler l'octroi du suffrage universel en 48, par la bourgeoisie, il devrait bien nous dire également qu'elle a été l'attitude de cette même bourgeoisie libérale et démocratique, pendant la courte, mais si désastreuse période de la révolution, qui a précédé le 15 mai, ce qu'elle a fait pour consolider la république.

Qu'il nous cite donc les actes par lesquels se manifestait l'intérêt porté au peuple par l'élite de la bourgeoisie, alors un pouvoir, et sa ferme volonté de travailler à l'affranchissement du prolétariat.—Ce serait assez instructif.

Si le *National* ne veut pas avoir de la mémoire nous nous souvenons, nous, et nous rappellerons quelques-uns des faits qui se sont passés à cette époque, ainsi que quelques mesures auxquelles prit une si large part, en sa qualité de ministre de l'intérieur, M. Ledru Rollin.

(L'histoire des premiers mois de la révolution doit être constamment sous les yeux des prolétaires.)

Au nombre de ces faits, se trouvent en premières ligne les affaires de Limoges et les massacres de Rouen.

Dans ces douloureuses circonstances, où la révolution se trouvait aux prises avec la réaction, on a bien vu quels étaient les sentiments qui animaient les grands bourgeois, et de quel côté penchait leur cœur.

Ils ont donné raison à la réaction et contribué à lui faire relever la tête, à elle si humble le 25 février!

L'impôt des 45 centimes si populaire dans les campagnes et destiné à faire chérir la république par les paysans n'a-t-il pas montré le degré de science révolutionnaire que possèdent les bourgeois?

L'établissement des ateliers nationaux, l'issue de la manifestation populaire du 17 mars, les saturnales du 16 avril, l'expédition de Bade, celles de la Savoie et de *Risquons-Tout*, etc, etc, sont là pour témoigner du génie révolutionnaire, et du bon vouloir des bourgeois tant vantés par le *National*.

Qu'est même devenu le suffrage universel entre leurs mains?

Qu'en ont-ils fait...?

Avant de nous reprocher notre haine « contre tout ce qui est bourgeois » que le *National* répondet qu'il nous dise en même temps ce qu'ont gagné les ouvriers français, depuis « qu'ils ont voté en masse (ce que nous nions) pour des candidats sortis du sein de la bourgeoisie. »

Après avoir dit toutes ces belles choses, le *National* ajoute :

« Nous n'acceptons pas cette aristocratie de la démocratie qui voudrait tout pour les uns, rien pour les autres, et retourner la société, ce qui serait une autre injustice, une autre inégalité. »

En vérité c'est amusant et il y a de quoi pouffer de rire en attendant le *National* nous traiter d'aristocrates!

Qu'il s'occupe donc de ses jeunes libéraux et ne parle pas révolution. Ce n'est pas son affaire. Il n'y entend pas le premier mot.

Les prolétaires défendront bien leurs intérêts sans son concours, et qu'il le sache bien.

En ce qui concerne la bourgeoisie libérale et démocratique, que celle-ci en fasse son deuil, son influence est perdue à jamais : On l'a trop bien vu à l'œuvre dans d'autres pays, et on peut encore l'admirer aujourd'hui en Belgique.

Quant aux bourgeois qui sont sensibles aux souffrances des peuples, s'ils aiment la révolution pour elle-même, pour le bien qui en doit résulter pour l'humanité, ceux-là suivront le drapeau révolutionnaire, porté d'une main vigoureuse par le prolétariat!

Un numéro du *National* qui nous tombe sous la main, et dans lequel ce journal faisant allusion à l'article du *Prolétaire* dont s'est servi le *Journal de Bruxelles*, pousse l'infamie jusqu'à imprimer cette phrase ignoble :

« On ne peut mieux servir les intérêts du bonapartisme, qui ne pardonne pas à la bourgeoisie intelligente et démocratique de ne pas se rallier au coup d'Etat et qui disait, on sait pourquoi :

« Mes meilleurs amis sont dans les ateliers et dans les chaumières. »

Quoi! vous osez, vous, *National*, faire planer sur nous le soupçon d'être bonapartiste!

Nous en prenons acte.—A bientôt.

#### De la justice, partout et toujours.

Le compte-rendu de ce qui s'est passé à la séance du 2 décembre, à la Chambre des représentants, est tellement instructif, que nous appelons toute l'attention de nos lecteurs sur la portée des paroles prononcées par M. Tesch, ministre de la Justice.

« M. NOTELTIERS (motion d'ordre) demande à M. le ministre de la justice de faire connaître à la Chambre s'il est disposé à prendre l'initiative d'une mesure de réparation en faveur du nommé Geens, âgé de 63 ans, victime d'une condamna-

tion injuste prononcée contre lui il y a une quinzaine d'années. Geens a été condamné à mort pour un crime commis par d'autres. Il a subi la peine du carcan et de la prison pendant un temps assez long avant d'être réhabilité.

Des secours lui furent donnés à la sortie de prison, mais ces secours étaient insuffisants et ont été depuis longtemps épuisés. Récemment il est vrai que les époux Geens ont été admis dans l'hospice St-André, mais ils n'ont là que le logement et une rente de 3 francs par semaine, ce qui est insuffisant. L'orateur pense que la société a contracté envers ces malheureux une obligation qu'elle acquitterait en leur faisant une petite pension.

M. LELIÈVRE appuie les observations de M. Noteltiers et se joint à lui pour recommander les époux Geens à la sollicitude du gouvernement.

M. TESCH, ministre de la justice. Je regrette de n'avoir pas été prévenu de l'interpellation, j'aurais pu donner des explications complètes et précises. Je puis dire cependant que je suis décidé à ne pas aller au-delà de ce qui a été fait jusqu'à présent pour Geens. Lors de sa mise en liberté, Geens a reçu une indemnité reconnue suffisante pour réparer le dommage qu'il avait subi. Il serait dangereux d'établir le principe qu'un individu victime d'une erreur judiciaire doit devenir par le fait un rentier de l'Etat.

M. VAN OVERLOOP. Indépendamment du dommage matériel, il y a pour le condamné injustement, un dommage qui doit être réparé. Nous avons vu, il y a quelques jours, comment le czar de Russie a agi en pareille circonstance; notre gouvernement ne doit pas se laisser devancer par le gouvernement russe en fait de générosité.

M. TESCH. Il faut que la réparation soit proportionnée au dommage. Il est évident pour moi et pour tout le monde que si Geens, qui était un malheureux colporteur, n'avait pas été condamné, sa position, aujourd'hui, ne serait pas meilleure qu'elle n'est au contraire, on peut dire que, matériellement, elle s'est améliorée. La société ne doit pas aller au-delà. Le dommage moral ne s'apprécie pas à prix d'argent. »

En effet, M. le ministre, le dommage matériel ne s'apprécie pas à prix d'argent. Au lieu de solliciter une réparation autre que les 3 francs (?) par semaine, que le gouvernement, dans sa sollicitude paternelle, veut bien lui allouer, il devrait, au contraire, bénir la justice de ce que son erreur ne s'est pas prolongée jusqu'à lui faire trancher la tête!

Il ignore, sans doute, qu'un colporteur, un homme qui n'a pas de biens au soleil, un prolétaire, enfin, ne compte pas dans la société officielle, et que celle-ci, armée de lois formidables pour le maintien de ses privilèges, n'a pas à s'occuper des erreurs judiciaires!

Pauvres niais! qui croyez que le gouvernement est installé pour sauvegarder vos intérêts, voyez combien pèse dans la balance des élus de la boutique, la destinée de l'un de vos semblables de qui on a brisé l'existence, qu'on a trainé dans les cachots et mis au carcan!!!

Ecoutez donc le ministre de la justice disant pour refuser une augmentation de secours, que « si Geens n'eut pas été condamné, sa position, aujourd'hui, ne serait pas meilleure. » Méditez sur ces faits, scrutez-les et ouvrez les yeux!

# LE PROLÉTAIRE

## Abonnement :

Payable d'avance pour Bruxelles.

Un an . . . . . 2 fr. 00

Six mois . . . . . 1 . 00

Trois mois . . . . . 0 . 50

## LE JOURNAL

est expédié franco

Par la poste.

Plus de Privilège.

Tout par le travail.

**JOURNAL PARAISSANT TOUS LES QUINZE JOURS.**

S'adresser, pour tout ce qui concerne le Journal, chez Morvoet, rue de Christine, 13.

Les lettres et les paquets ne seront reçus qu'affranchis.

## Pour la province :

Un an . . . . . 3 fr. 00

Six mois . . . . . 1 . 50

Trois mois . . . . . 0 . 80

Pour la Suisse et l'Angleterre,

5 francs par an.

MM. les abonnés de la province

peuvent en envoyer

le montant en timbres postes.

## AVIS.

Nous rappelons à ceux de nos abonnés qui n'auront pas refusé le journal, que leur abonnement continuera jusqu'à révocation formelle.

Toute demande d'abonnement pour la province qui ne sera pas accompagnée du montant, soit par un mandat sur la poste ou en timbres-poste, sera considérée comme non avenue.

On s'abonne à Londres au bureau de l'Association internationale centrale, 65, Broad-stret, Blomshury, et chez notre correspondant, A. Herben, 10, Bishops lead Court Gray Innlane Holborn

Les lettres et les envois à l'adresse du journal *Le Prolétaire* doivent être expédiés franco, Rue de Christine, 13, chez Morvoet.

Nous prions nos amis qui ont des listes de souscriptions, relatives à la condamnation du journal *LE PROLÉTAIRE*, de bien vouloir les faire parvenir à la nouvelle adresse ci-dessus.

Bruxelles, 25 Janvier 1859.

## L'Empire c'est la guerre.

« L'Empire c'est la paix, » disait en 1852 le Dieu qui préside aux destinées de la France. Et tous les organes de la bourgeoisie de répéter en chœur : « L'Empire c'est la paix ! » L'Empereur des Français a compris son époque; il sait que le commerce et l'industrie qui, de nos jours, ont pris une si grande extension, ne peuvent continuer à fleurir qu'au milieu du calme et de la tranquillité; ce serait d'ailleurs un anachronisme que de vouloir ressusciter au milieu du dix-neuvième siècle les traditions du premier empire. Malheur au téméraire qui oserait tirer l'épée du fourreau et attirer sur l'Europe les calamités que la guerre traîne inévitablement à sa suite ! Il ne trouverait pas l'appui nécessaire et encourrait la réprobation universelle.

Tel était le langage des journaux à cette époque.

Deux années s'étaient à peine écoulées depuis le fameux discours de Bordeaux, lorsqu'éclata la guerre d'Orient, et que fut entreprise la campagne de Crimée, dont les effets ont été si désastreux pour l'Europe entière !

On sait les résultats obtenus : un million d'hommes massacrés, des contrées entièrement saccagées, ruinées et une perturbation générale qui a produit le renchérissement des objets de con-

sommation, source de tant de souffrances et de misères pour les prolétaires de tous pays.

Quant au but que l'on disait vouloir atteindre (la pacification de l'Orient et soustraire la Turquie à l'influence russe), zéro !

Les blessures ne sont pas encore cicatrisées que la guerre avec toutes ses fureurs va de nouveau se déchaîner.—Non plus dans une contrée lointaine, cette fois, mais au cœur de l'Europe : les belles plaines de l'Italie verront le premier choc, où se heurteront les zouaves de Bonaparte et les hulans de François-Joseph !

Mais le motif pour entamer cette guerre, quel peut-il être ?

C'est que Sa Majesté Française, profondément touchée des tourments que son frère d'Autriche fait endurer aux italiens qu'il tient sous le joug, veut briser leurs fers et leur donner... la liberté !!

Telle est la raison spécieuse que le sauveur de la société met en avant pour profiter de l'occasion, si belle à ses yeux, de remplacer le vieux despotisme autrichien, qui n'est plus de mode, par le despotisme français perfectionné et rajeuni.

Dans ses combinaisons dynastiques, M. Bonaparte trouve le placement de plusieurs cousins plus ou moins turbulents, et dont les faits et gestes troublent la quiétude dans laquelle il se complait.

Mais une nécessité bien autrement impérieuse pousse l'Empire à la guerre.—Ne faut-il pas donner satisfaction à cette armée dont les destinées sont si étroitement unies à la sienne, et dont les exigences vont toujours *crescendo*; armée qui pourrait fort bien, si l'on n'accédait pas à ses vœux, rapporter le décret de la Providence qui, au deux décembre a si visiblement manifesté sa bonté envers son Elu !

Car qu'on ne l'oublie pas, aujourd'hui plus que jamais, le plus Jean-Jean des tourlourous français a gardé dans sa mémoire ce refrain si fameux, sous le règne de Fléau 4<sup>e</sup> :

- Et plus d'un maréchal de France
- Est parti le sac sur le dos. •

Les prétoriens, dans l'impatience de satisfaire leur ambition, ne laissent à leur chef d'autre issue que la route sanglante des batailles; ils l'entraînent fatalement au milieu des hasards de la guerre et le forcent à se précipiter tête baissée dans le tourbillon des combats sans oser regarder en arrière !

Telle est la volonté des neuf cent mille officiers et soldats composant l'armée française, chez qui on a réveillé le chauvinisme depuis le deux décembre.

Marche! marche! tel est l'arrêt du destin.

Aussi, des préparatifs immenses se font-ils en ce moment.—Partout on fait des approvisionnements sur une échelle formidable pour cette guerre à la veille d'éclater, et qui deviendra générale : les arsenaux regorgent des engins de destruction prêts à vomir la mort; les cadres se remplissent d'hommes que l'on ravit à leurs travaux pour en faire de la chair à canon et les envoyer à la boucherie, sous le prétexte de les envoyer à la gloire !

Et lorsque la situation est telle, que la guerre est imminente et que les actes parlent si haut, nous voyons les journaux de la bourgeoisie, de même qu'avant la guerre d'Orient, chercher des phrases rassurantes dans le discours de tel potentat, dans les paroles de tel diplomate; en un mot, tromper l'opinion en dénaturant la portée des faits qui se produisent journellement.

Ce qui arrive aujourd'hui doit arriver inévitablement tôt ou tard; on devait s'y attendre, parce que...

## L'EMPIRE C'EST LA GUERRE!

## A quoi sert le National ?

O! Bazile, quels disciples tu as formés à ton école !

Dans un *post-criptum* à l'article en réponse au *National*, nous disions en terminant :

« Quoi! vous osez, vous, *National*, faire planer sur nous le soupçon d'être bonapartiste !

« Nous en prenons acte.—A bientôt. »

L'organe du libéralisme avancé qui dispose journellement d'un nombre infini de colonnes, a gardé le silence.—Il n'a pas osé relever le gant qui lui était jeté.

Satisfait d'avoir distillé mielleusement la calomnie et lancé son venin, le *National*, avec la franchise qui le caractérise lorsqu'il est pressé de répondre aux interpellations de ses adversaires, recule devant le débat public qu'il cherche à étrangler.

Dans ce but, et espérant sans doute nous intimider par la même occasion, le courageux journal a fait apparaître son *Deus ex-machina* qu'il tient en réserve pour les grandes circonstances.

Le *National* a adressé au directeur du *Prolétaire* une lettre signée de son.... propriétaire-gérant (???)

Le *National* ne nous connaît pas; de là provient l'erreur dans laquelle il est tombé en supposant que nous consentirions à vider cette affaire en petit comité.

L'outrage a été public, public doit être le châ-  
timent.

Le brave journal des libéraux *pointus* ne devrait cependant pas ignorer que le *Prolétaire*, sentinelle avancée de la révolution, a toujours exprimé franchement et carrément son opinion sur les hommes et sur les choses, et qu'aucune considération ne pourra le déterminer à suivre une ligne de conduite autre que celle qu'il a adoptée.

Ceci posé et avant d'aller plus loin, nous donnerons place à la lettre de M. Georges Mascard.

Bruxelles le 8 janvier 1859.

Monsieur,

Je lis dans le dernier numéro du *Prolétaire* :

« Un numéro du *National* qui nous tombe sous la main, et dans lequel ce journal faisant allusion à l'article du *Prolétaire* dont s'est servi le *Journal de Bruxelles*, pousse l'infamie jusqu'à imprimer cette phrase ignoble :

« On ne peut mieux servir les intérêts du bonapartisme, qui ne pardonne pas à la bourgeoisie intelligente et démocratique de ne pas se rallier au coup d'Etat, et qui disait, on sait pourquoi :

« Mes meilleurs amis sont dans les ateliers et dans les chaumières. »

« Quoi! vous osez, vous, *National*, faire placer sur nous le soupçon d'être bonapartiste!

« Nous en prenons acte. — A bientôt. »

Ces lignes constituent ou une grossière injure, ou un acte suprême de déloyauté; choisissez.

La phrase que vous étezs'adressait au journal de Paris la *Presse* commensale de Napoléon (Jérôme) et faisant du bonapartisme au profit de la branche collatérale.

Ni directement, ni indirectement, elle ne s'adressait au *Prolétaire* qui, nous le savons très-bien, ne fait pas de propagande au profit des Napoléons aînés ou cadets.

Le *National* tient à ce qu'on ne lui fasse dire que ce qu'il a dit. La phrase que vous relevez, vous auriez dû le remarquer, concernait un article de la *Presse* contre la bourgeoisie, et non l'article du *Prolétaire* contre cette même bourgeoisie, il s'agissait non de Bruxelles mais de Paris.

Si cette confusion est volontaire, ce que nous n'osons croire, nous vous plaignons, car c'est un violent outrage à la vérité.

J'ai l'honneur de vous saluer,

GEORGES MASCARD,

Propriétaire-Gérant.

La phrase que vous relevez, dit le propriétaire-gérant du *National*, « concernait un article de la *Presse* contre la bourgeoisie, et non l'article du *Prolétaire* contre cette même bourgeoisie... »

La lecture de l'article dirigé contre nous, fixera immédiatement le jugement du lecteur. — Le voici :

« Tandis que nous défendions la bourgeoisie libérale et démocratique contre des attaques que nous trouvions peu fondées; tandis que nous disions : « Rapprochons les classes et ne les divisons pas; que le bourgeois et l'ouvrier, amis du bien et du progrès, se donnent la main, et marchent ensemble contre les hommes du passé et les hommes du présent qui veulent rester immobiles; qu'on s'entende au lieu de se déchirer, » le *Siccle* traitait le même sujet que nous, mais d'un autre point de vue. Il répondait à la *Presse*, qui s'est imaginée de faire contre la bourgeoisie, en France, ce que la feuille sur laquelle s'appuyait hier le *Journal de Bruxelles*, pour crier au péril social, FAIT DANS NOTRE PAYS. C'est là un singulier rôle que joue l'ex-journal de M. Girardin! »

« On ne peut mieux servir les intérêts du bonapartisme, qui ne pardonne pas à la bourgeoisie intelligente et démocratique de ne pas se rallier au Coup-d'Etat, et qui disait, on sait pourquoi : « Mes meilleurs amis sont dans les ateliers et les chaumières. »

Or, quelle est donc la feuille, d'après le *National*, sur laquelle s'appuyait le *Journal de Bruxelles*? — Sinon le *Prolétaire*.

Quel est le journal « qui fait dans notre pays » ce que la *Presse* fait en France (c'est-à-dire du bonapartisme)? Encore le *Prolétaire*.

Quel est l'infâme, enfin, qui remplit « le même rôle que joue l'ex-journal de M. Girardin? » — Toujours le *Prolétaire*.

On le voit donc bien, il n'y a de notre part ni « confusion » ni « grossière erreur » ni « suprême déloyauté; » mais par contre, il y a du côté du *National*. PERFDIE ET JÉSUITISME nettement caractérisés; car à l'odieuse d'avoir accusé faussement le *Prolétaire* de faire du bonapartisme, (chose qu'il sait « très-bien » ne pas être), il y a joint l'hypocrisie de le faire par insinuation en s'abritant derrière le *Siccle*.

Et maintenant, M. Mascard, voudrait nous donner le change et nous persuader que nous sommes tombé dans une « erreur grossière! » Il se figure, le cher homme, que nous serons satisfait de l'espèce de rétractation que contient sa lettre.

En vérité il faut être bien propriétaire-gérant du..... *National* pour supposer que nous ne ferons pas justice de la petite infamie dont ce journal s'est rendu coupable envers nous; et quel acte honteux posé par lui ne sera pas flétri tel qu'il le mérite.

Mais, messieurs du *National*, vous nous mesurez donc à votre aune? et de là provient la mince opinion que vous avez de nous.

Mettez-vous donc une bonne fois ceci dans votre cervelle de bourgeois, et retenez-le bien : c'est que les soldats de la révolution au nombre desquels nous sommes fiers de compter, ne le cèdent à personne en dignité, et qu'ils se redressent dès qu'on veut y porter atteinte; et notez ceci encore : c'est que le *Prolétaire*, tout petit qu'il est, ne fait pas si bon marché de sa réputation que le grand carré de papier intitulé le *National*, qui cache son drapeau ou plutôt qui n'en a point.

En effet, où est-il ce drapeau? Déployez-le donc pour que tout le monde puisse voir sa devise et qu'il n'y ait plus d'équivoque! Est-elle républicaine? Cent fois cette question vous a été posée, et vous n'avez jamais osé répondre!

Eh bien! nous allons le faire afin d'épargner votre modestie : Oui vous acclamerez courageusement la république, mais quand le peuple l'aura proclamée....! Et vous ne serez pas le seul qui montrerait ce courage. Le *Journal de Bruxelles* en ferait tout autant. Et pourquoi pas? Le père Vuillot l'a bien fait le 25 février 48.

Sur quels principes vous appuyez-vous, enfin?

Vous vous dites libre-penseur; mais le plus encroûté des journaux doctrinaires est aussi un libre-penseur.

On comprend les journaux qui défendent les intérêts des partis officiels qui divisent la Belgique; ils luttent pour leurs patrons. Toute la politique des journaux du libéralisme consiste à prouver que tout va pour le mieux quand MM. Rogier, Frère et compagnie sont aux affaires. Les

organes du cléricisme font de même lorsque MM. De Theux, Malou et consorts tiennent les portefeuilles; c'est pour eux une question de pouvoir et d'influence : ils défendent leur boutique, c'est connu.

Mais vous *National*, qu'elle est votre raison d'être? Quels principes nouveaux défendez-vous? Que signifie votre jeune libéralisme, et en quoi celui-ci diffère-t-il de l'ancien?

Apprenez-nous donc un peu cela, car jusqu'à présent nous n'avons découvert au milieu des grands mots de radicalisme, de progrès, de patriotisme, de liberté, dont vous bourrez vos colonnes, que des réclames en faveur de quelques ambitions jalouses, avides de pouvoir.

Les occasions ne vous ont pas manqué pour montrer votre énergie à défendre les libertés inscrites dans cette constitution dont vous êtes aujourd'hui le champion, après l'avoir maudite autrefois.

Depuis un an des coups mortels ont été portés à la liberté de la presse, de quelle façon avez-vous protesté? libre-penseur que vous êtes.

En faisant des remontrances timides et des... vœux, oui des vœux! afin que le pouvoir adoucis-  
sise les peines comminées par les lois nouvelles contre les écrivains.

Si nous écartons les questions de principes, nous trouverons sans doute chez vous, ô *National*, la bonne foi et la loyauté pour règle de conduite. Mais, par malheur, nous sommes obligés de rappeler votre attitude lors des procès qui ont eu lieu à la suite du 14 janvier. A cette époque, les journaux poursuivis n'ont-ils pas dû vous rappeler à la pudeur et à la vérité!

Nous ne parlerons pas des quelques gouttes d'eau bénite jetées sur ces mêmes journaux, lorsque vous avez cru qu'ils étaient trépassés. C'était très-désintéressé de votre part, vu que « vous n'étiez pas payé » pour le faire.

Nous avons dû faire cette courte revue rétrospective, afin de montrer qu'en fait de mensonge, le *National* n'en est pas à son coup d'essai et que ce n'est pas la première fois qu'il est pris en flagrant délit d'imposture.

Pour en finir avec sa lettre, nous lui dirons que nous n'avons rien à retrancher aux lignes insérées dans notre dernier numéro. Notre choix ne pouvait être douteux après la connaissance de l'article du *National*. Nous ajouterons que si la vérité a été outragée, c'est par ceux qui nous ont accusé jésuitiquement, en nous signalant comme bonapartistes.

Tous les jésuites ne portent pas la robe; vous le savez, n'est-ce pas, Messieurs du *National*?

### Le vrai progrès dans les idées.

A propos de la manifestation ouvrière qui a eu lieu le 27 décembre, à Gand, les journaux belges, catholiques et libéraux exhalent leur mauvaise humeur; ils se plaignent amèrement du progrès que font les idées subversives chez les travailleurs.

Nous concevons fort bien le déplaisir que cette manifestation a causé aux journaux défenseurs de la banque et de la boutique, car ils supposent, et avec raison, que le témoignage de reconnaissance offert par les ouvriers à l'un de leurs camarades pour les services rendus, n'est pas le seul motif qui les a guidés dans la démarche qu'il ont faite.

La résolution prise au meeting qui a eu lieu le lendemain de la remise du portrait au citoyen Billen, de former un comité central chargé de rechercher les causes du malaise qui ronge les travailleurs, et de proposer les moyens d'améliorer leur condition, dénote qu'une pensée sérieuse anime les parias de l'industrialisme.

Sonder à fond la plaie qui le dévore, n'est-ce pas la preuve que le prolétariat est décidé à y appliquer le remède quelque énergique qu'il soit pour mettre un terme à ses souffrances!

Un autre fait qui a aussi une grande signification, c'est que, depuis que le gouvernement a offert son patronage aux sociétés de secours-mutuels, et malgré les avantages pécuniaires qui y sont attachés, quarante sociétés, sur plus de deux cent vingt (?) ont consenti à correspondre avec la députation permanente.

Point n'est besoin de commenter ces faits; ils parlent assez haut pour prouver que le jour se fait chez les prolétaires, et le degré de confiance qu'ils accordent à leurs exploiters et à leurs gouvernants.

Nous avons reçu de Londres un manifeste de l'Association Internationale, accompagné de la lettre suivante :

Londres, le 11 janvier 1859.

L'Association Internationale Centrale au rédacteur du journal le Prolétaire.

Citoyen,

L'Association vous prie de vouloir donner de la publicité, par la voie de votre journal, au manifeste qu'elle vient de publier, ainsi qu'à une résolution conjointe prise dans son assemblée générale extraordinaire du 4 de ce mois.

Espérant que vous accéderez à sa demande, nous vous prions d'agréer nos sympathies et nos salutations fraternelles.

Le secrétariat central :

F. GIRARD,

J. MACKAY,

N. ULRICH.

Nous déférons volontiers à la demande de l'Association Internationale, en ce qui concerne le manifeste; nous réservant toute fois d'émettre nos appréciations sur ce document dans notre prochain numéro.

Nous publierons en même temps les résolutions prises par l'Association dans son assemblée générale du 4 janvier.

L'Association Internationale Centrale aux Républicains, Démocrates et socialistes de l'Europe!

Frères!

Le Patriote Italien, Joseph Mazzini, le représentant de la bourgeoisie Républicaine, qui a inscrit sur son drapeau, Loi et Ordre, a fait un appel à la démocratie il y a quelque temps, dans son journal, en vous disant d'écarter les problèmes sociaux, qui vous divisent en ce moment, et de vous unir à la bourgeoisie, pour renverser la tyrannie, qui déshonore, et avilit les peuples aujourd'hui; laquelle à moins d'être arrêtée dans sa marche, menace d'éteindre la dernière étincelle de liberté qui nous reste, fruits de luttés, qui ont été si profondes dans les masses de ce côté de l'Atlantique, depuis soixante-dix ans, pour le droit, la justice, et la vérité.

Nous admettons la justice de la cause plaidée par Mazzini, et nous n'hésitons pas à dire, qu'il faut enfin

en finir avec les tyrans de tous genres, et par tous les moyens possibles. Mais avant que de nous rallier à aucun appel, nous croyons qu'il est de notre devoir de déclarer que nous voulons conserver nos principes, et que jamais nous ne marcherons avec ceux qui ont inscrits sur leur bannière, Propriété et Ordre, et nous espérons que nos frères suivront notre exemple.

Pourquoi Mazzini ne demande-t-il pas à ses amis de mettre à l'écart leurs tendances plutocratiques? Pourquoi ne leur dit-il pas que la justice est la meilleure politique?

Et il s'imagine vraiment, que nous consentirions à nous unir à des hommes qui une fois le pouvoir dans leurs mains, s'en serviraient pour eux, et qui ne seraient pas moins tyranniques que ceux qu'ils veulent renverser, et pour lequel ils nous appellent en aide.

Nous laisserons Mazzini répondre à ces questions; comme nous supposons qu'il doit mieux connaître les motifs qui l'ont poussé à tenter de créer une union entre deux partis, dont les principes sont si opposés. Supposons l'union vers laquelle le triumvir romain tend à nous conduire, obtenue, et le but atteint, croyez-vous que notre condition sociale serait de beaucoup améliorée? Nous n'hésitons pas à répondre non! la seule chose que nous puissions gagner serait un changement de maîtres.

Une union entre le parti socialiste est vraiment désirable, nous pourrions même dire nécessaire. A cet effet, les membres actifs de notre association se sont plusieurs fois déjà occupé de cette question importante; mais ils ne peuvent pas, et ne veulent pas s'unir, ni ne veulent vous engager à le faire avec un parti dont les principes sont si contradictoires; notre adhésion à leur appel serait un crime que nous commettrions sur nos frères, les Prolétaires.

Les tendances de Mazzini sont parfaitement visibles pour tous ceux qui veulent réfléchir un instant sur ce sujet. Ce qu'il veut est tout simplement ceci; l'indépendance de sa patrie, c'est-à-dire, se débarrasser des Princes et des Rois qui l'oppriment; mais sachant qu'il ne peut arriver à ce point, sans qu'un mouvement révolutionnaire se fasse, et qui entraînerait toutes les autres nations, l'ex-triumvir invoque l'aide de tous ceux qui veulent lui donner son appui, indistinctement, qui veulent se ranger sous son drapeau, et n'avoient qu'un objet en vue, le renversement des Potentats.

Pendant que Mazzini est ainsi occupé à travailler à ses projets favoris, il cherche en même temps à favoriser ses amis, les républicains plutocrates, Hongrois, Allemands et Français. C'est pour servir leurs projets, qu'il vous demande de faire abstraction de toute discussion sur les théories sociales, jusqu'à ce que les tyrans soient renversés; et alors seulement viendra le moment de vous en occuper, si toutefois ceux qui se seront emparés du pouvoir veulent bien vous le permettre. On sait que Ledru-Rollin, un des amis intimes de Mazzini, lorsqu'il était membre du gouvernement provisoire, en 1848, fit battre le rappel dans tous les arrondissements de Paris, pour intimider par la force armée, les Prolétaires, qui osaient murmurer contre la politique réactionnaire de ce gouvernement. Pourrions nous encore accorder notre confiance à de tels hommes? Non, mille fois Non!

Que veulent ces hommes maintenant? Que pensent-ils de nous, déshérités de la terre, parias de la société? Pourquoi invoquent-ils notre appui? C'est qu'ils ont besoin de nous pour renverser les monarchies et les Empires, pour les remplacer par des Républiques Oligarchiques, afin de maintenir l'adoration du veau d'or, la cupidité, l'exploitation de l'homme par l'homme, enfin, tous les vices sociaux existants aujourd'hui. Car sans cela leur règne n'est pas possible. Ces fameux Républicains demandent notre appui, pour qu'à leur tour ils puissent gouverner, tromper, opprimer, exploiter les peuples, par les mêmes moyens coercitifs qu'emploient à cette heure les Rois et les Empereurs.

Ces soi-disant démocrates, qui veulent reconstruire l'édifice social, avec les rouages pourris du vieux monde, s'imaginent que le mot République a une puissance mystérieuse pour opérer sur l'esprit des masses. Ils s'imaginent que le peuple ne sait pas distinguer le faux du vrai, l'injuste de l'injuste, la substance de l'ombre. En ceci, ils se trompent entièrement; le peuple n'est pas aussi ignorant, ni aussi stupide qu'ils le prétendent. Le peuple comprend bien qu'il ne suffit pas qu'une nation ait adopté une forme de gouvernement républicain pour qu'il soit libre. Il pense qu'à moins d'être basé sur des principes entièrement démocratiques, ce serait un despotisme déguisé, plus dur encore à subir que celui d'aujourd'hui. Nous déclarons donc d'une manière précise et formelle que la bourgeoisie ignore ou feint d'ignorer nos droits sociaux, et qu'elle ne veut se servir de la démocratie, comme elle a fait dans toutes les révolutions, que pour satisfaire ses intérêts personnels; nous le disons encore, s'unir avec la bourgeoisie serait à la fois abandonner la justice et la vérité, et méconnaître nos droits.

Nous ne demandons pas l'aide de la bourgeoisie pour accomplir la solution des problèmes qui agitent l'humanité, et nous sommes convaincus que si nous y comptions nous ne l'obtiendrions pas. Ce que nous avons de mieux à faire, c'est de ne nous en rapporter qu'à nous-mêmes. Quand l'heure du combat aura sonné, nous devons tous prendre les armes comme un seul homme; mais, bien entendu, pour personne autre que pour nous, afin de ne plus être joués par quelque avocat, langue dorée; ensuite, soyons notre législateur comme nous serons notre propre maître, et garantissons l'existence de chacun par le travail. Alors, tous les états de l'Europe, groupés sous le drapeau de la République Démocratique et Sociale, formeront une vaste fédération où tous les citoyens devront être producteurs en même temps que consommateurs.

Mazzini et son parti prétendent qu'une classification de la société est actuellement nécessaire. Nous, nous pensons différemment; non-seulement, nous croyons, mais nous sommes entièrement convaincus, que la classification de la société est la source de tous les maux politiques et sociaux, et détruisent l'harmonie et le bonheur de l'humanité entière.

Partout, et sous quelle forme de gouvernement que ce soit, là où il y a des classes, ou castes privilégiées, là vous trouvez esclavage et despotisme. Une nation peut aussi être l'esclave d'un, comme de plusieurs. La monarchie absolue est (pour ce qui concerne les classes productives) une forme de gouvernement aussi avantageuse que peut l'être une république bourgeoise. Elles existent toutes deux en volant le peuple du fruit de son travail, toutes deux le dégradent moralement et physiquement, toutes deux l'insultent après l'avoir volé, en lui disant qu'il n'est pas assez éclairé pour se gouverner lui-même: l'un est un monstre à une tête seulement, tandis que l'autre est comme un hydre, il en possède plusieurs.

D'après ce que nous avons exposé plus haut, concernant les Mazzinistes et leurs principes, vous devez comprendre que si vous vous laissez entraîner à cette union projetée avec tant d'art, vous aurez du moins été prévenu et devrez en subir les conséquences. Après la déception, craignez les reproches du peuple. Nous avons été trompés si souvent, par trop de confiance, que nous avons bien le droit d'être sévère aujourd'hui. Rappelons-nous, que de tout temps, et en tout lieux, nous avons toujours été trompés par la bourgeoisie, N'oublions jamais surtout que, c'est la réaction bourgeoise qui a été cause des terribles journées de Juin 1848! et que l'Empire en est la conséquence!

Disons-le hautement, et proclamons-le encore une fois, que lorsque nous nous unissons, ce sera et ce doit être sous le drapeau social, guidés par l'idée, et non par des hommes; et quant à la forme du gouvernement que nous aurons à choisir, il n'y en a qu'une seule,

c'est celle du gouvernement du peuple, par le peuple, et pour le peuple.

Ce qui veut dire pas de gouvernement, pas d'autorité !

Disons le aussi, que tant qui n'auront pas adhérents sincèrement aux principes de la République Démocratique et Sociale, l'union est sera impossible.

Le passé doit nous servir de leçon, c'en est assez de ce que nous avons appris pour ne pas l'oublier et pour ne pas nous trouver satisfait de paroles vides.

Nous savons que *Liberté* n'est qu'un mot vague, là ou une classe de la société est obligée de vendre son travail à une autre classe de la société, et que l'*Egalité* n'est qu'un rêve, là ou un homme est maître et l'autre esclave, et que la *Fraternité* n'est qu'une illusion stupide, là où la société est organisée en classes ou castes ! Nous avons déjà constaté qu'une union entre les Proletaires Démocrates Socialistes de l'Europe est actuellement d'absolue nécessité, et le fait est si urgent que le plutôt qu'elle serait effectuée serait le mieux, car l'action doit naturellement s'ensuivre. C'est par l'action que peut survenir un changement, lequel devra donner pour résultat non seulement l'ébranlement politique, mais aussi l'ébranlement social, qui est le complément de l'œuvre, et sans lequel celui-là ne serait rien.

A l'œuvre donc, frères, sans aucun retard, *Union*, c'est le mot d'ordre aujourd'hui. *Action*, sera celui de demain.

A nos frères du continent nous disons : réunissez-vous quand, comment, et où vous pouvez, n'importe quelle soit le nombre, à deux, trois, quatre ou cinq ; mais, que dans toutes circonstances que l'union soit dans l'action. Unissez-vous avec une volonté ferme, une conviction profonde, que nul obstacle ne vous en empêche, et vous braveriez tous dangers. A nos frères d'Amérique nous dirons, tenez-vous prêts !

Et maintenant un mot pour nos frères de ces trois Iles Britanniques :

Vous, accablés de travail et de misère, esclaves de l'exploitation Britannique, si vous voulez conquérir vos droits politiques et sociaux, nous pensons que le chemin le plus direct pour les obtenir est de venir en aide aux Démocrates Socialistes de l'Europe, pour renverser tous les oppresseurs, Empereurs, Rois, Capitalistes et Prétrilles, etc. Car aussitôt ce fait accompli, soyez certains que la pression se fera sentir dans ces Iles, et que votre gouvernement oligarchique et vos sangsues de bourgeois, seront forcés d'abandonner le terrain de l'intérieur. Ne permettez pas qu'ils vous extirpent jusqu'à la dernière goutte de sang. Ne vous laissez pas bercer plus longtemps avec ce vieux cri dérisoire qu'ils nomment Réforme ! Ne soyez donc plus dupes de ces blagueurs, qui vivent en faisant commerce de leur politique et qui s'appellent vos guides. Vous nous demanderez, sans doute, comment et en quelle manière pouvons-nous vous venir en aide ? En vous joignant à l'Association Internationale. Envoyez vos noms et vos adresses, et aussitôt vous formerez une section de la dite Association. Nous ne vous promettons rien, mais nous vous disons espérez. Il n'y a point parmi nous de faux politiques, ni de chefs. Nos fonctionnaires ne sont point payés, chacun remplit son devoir en conscience, pour l'intérêt de la cause générale. Nous croyons tous à la nécessité du sacrifice de notre personne, et cette croyance est mise en pratique tous les jours.

Avant d'abandonner ce sujet entièrement, permettez-nous d'ajouter encore quelques mots sur la nécessité d'une union bien entendue de tous les peuples de l'Europe.

Regardez autour de vous, frères, et remarquez bien ce que vous voyez ; vous ne pouvez manquer d'observer que toutes les grandes idées, soit d'une bonne ou d'une mauvaise tendance, ont toutes été conduites par l'union pour leur développement.

Dans l'industrie, dans le commerce dans les États,

partout enfin, *Union*, voilà le mot d'ordre. Et en effet, c'est de l'union seule que dépend leur existence. C'est l'Unité de pensée, et l'Unité d'action qui accomplit toute chose en ce monde qui puisse être fait. En un mot, tout, depuis le centre jusqu'à la circonférence dans la société humaine, depuis le Monarque jusqu'au marchand d'allumettes chimiques, tout ce qui vit en trompant, volant ou pillant la classe productive de la société ; tous s'entendent, chacun dans sa sphère, pour son intérêt.

Pourquoi le Proletariat de toutes nations ne s'unirait-il pas dans le but de garantir le fruit de son travail contre toutes sortes d'exploitation ? Pourquoi ne comprendrait-il pas que ce n'est que par cette union seulement qu'il deviendra maître de ces vampires humains.

Depuis que nous avons fondé l'Association Internationale, notre cri a toujours été : Union de tous les Peuples, persuadés, que les trois grands principes : *Liberté, Egalité, Fraternité* seront la conséquence de cette union.

Lorsque nous jetâmes les fondements de la société, le premier cri qui s'échappa de notre bouche fut un appel à l'union de tous les partis. Qu'à répondu Mazzini ? Qu'il n'était pas possible d'établir une unité d'intérêt au milieu d'éléments si divers qui doivent résulter dans une Association Universelle ; que c'était à la fois dépourvu de sens commun, que de songer à réaliser un pareil rêve. Parcequ'alors il croyait pouvoir réaliser tout seul, ce qu'il a reconnu impossible depuis, c'est-à-dire renverser l'oppression en Italie, et fonder l'unité Italienne par ses propres moyens. Mais aujourd'hui, il paraît d'un changement s'est opéré dans ses idées ; et de déceptions en déceptions, il en est arrivé à changer sa politique, (non ses principes, notez-le bien) et il trouve nécessaire de se rallier aux Socialistes, pour ne point perdre sa force ; et à cet effet, il fait un appel afin de sortir de la fausse voie dans laquelle il se trouve engagé.

Oui, citoyens, Joseph Mazzini est à la fin descendu à accepter votre aide, mais à condition que vous n'ouvrirez pas la bouche sur cette question si grande pour nous : *Droit au travail*. N'est-ce pas que l'ex-triumvir est extrêmement bon, et modeste surtout ? Vous n'êtes pas appelés à discuter les questions sociales, dit ce grand homme. Vous êtes appelés seulement à faire la besogne la plus rude. C'est-à-dire, à verser votre sang non pour notre cause, mais par la leur, et vous n'avez pas le droit de demander pour qui, ni pour quoi. Ne dites-vous pas comme nous, que Mazzini est un homme modeste ? Oui, très modeste !

Pour nous, qui avons confiance entière dans nos principes, nous considérons tous ceux qui nient les socialismes comme ennemis du travailleur, et tous ceux qui se joindraient à un parti, qui affiche de telles tendances politiques, nous les considérons comme des esclaves qui méritent de supporter leur peine, et indignes d'être libres. Pour eux *Liberté* est un mot vide, sans signification exacte ; pour eux les martyrs de la démocratie sont morts en vain, enfin pour eux le soleil de *Liberté* ne luira jamais.

Maintenant un mot pour conclure au parti Mazziniste.

Messieurs, il est évident pour vous, que sans la coopération du prolétaire, vous ne pouvez rien, absolument rien. Désirant autant, et plus que vous, de voir disparaître de la terre, toutes ces honteuses iniquités, nous nous empressons de vous informer que nous voulons bien coopérer avec vous, agir simultanément et marcher quand vous marchez. Mais pour nous unir avec vous est chose impossible, nous ne pouvons pas, et ne voulons pas. Nous ne voulons en rien être conseillés, ni guidés par vous, c'est armés de nos principes que nous combattons envers et contre tous.

Maintenant un avis avant que de finir. Nous vous avons dit ce que nous voulons, et ce que nous ne voulons pas. Dans notre opinion le parti le plus sage que vous puissiez prendre immédiatement, c'est de descendre de vos échasses, de mettre de côté, cet égoïsme qui vous

suit toujours, et d'essayer de vous rendre enfin utile à l'humanité.

Reprenez une nouvelle position, il en est temps encore, et plantez votre bannière sur un terrain plus solide ; que votre mot d'ordre soit, *Chacun pour tous, et tous pour Chacun*, et alors nous serons des premiers à vous tendre la main, et nous unir à vous.

### Vive la République Démocratique et Sociale Universelle.

Au nom de l'Association Internationale :

J. MACKAY, Secrétaire Général.  
BRICHARD, C. YOUNG,  
F. GIRARD, N. ULRICH,  
J. T. CLARKE, CRONIER,  
J. DOMINNEY, CALAY,  
A. HERBEN, L. E. FORBES.

Proletaires, prenez garde à vous, répondez à notre appel, il en est plus que temps !

### Un bienfait n'est jamais perdu.

On lit dans le *Moniteur universel* :

« L'Empereur, renouvelant sa première décision, a fait remise à M. le comte de Montalembert des peines définitivement prononcées contre lui par l'arrêt de la cour impériale de Paris du 21 décembre 1858.

« La Majesté a également fait remise à M. Douniol, gérant du *Correspondant*, de la peine d'emprisonnement prononcée contre lui par jugement du 24 novembre. »

Que l'on dise encore que M. Bonaparte est oublieux jusqu'à l'ingratitude des services rendus.

En digne fils de l'Eglise, il étend sa miséricorde sur l'un des plus fidèles soutiens de la Sainte Eglise catholique, apostolique et romaine. Malgré les réquisitoires des procureurs qui ont prétendu que M. de Montalembert avait attenté à son autorité, par ses écrits, Sa Majesté Impériale a pardonné !

O ! manifestation visible des bontés du ciel envers ses élus !!!

### Abus de la force.

Mercredi matin, à Anvers, vers onze heures, le capitaine du navire américain *Evening Star* fit laver la quille de son navire par quatre petits mulâtres qui remplissent à bord les fonctions de mousses. Bien que la marée fut basse, ces pauvres petits avaient de l'eau jusqu'au cou. Les témoins de cette barbarie prièrent le capitaine de la faire cesser ; les ouvriers du port se mêlèrent de l'affaire, et peut-être lui eussent-ils fait un mauvais parti s'il n'eut jugé convenable de se réfugier à son bord. Inutile de dire que les mousses en firent autant.

## LE LIBERTAIRE.

JOURNAL DU MOUVEMENT SOCIAL,

Publié à New-York,

Paraissant à intervalles irréguliers, une fois par mois au moins.

PRIX DU NUMÉRO : 25 CENTIMES.

Les abonnements au *Libertaire* se font, — non au mois ni à l'année, — mais pour un certain nombre de numéros. — Prix de 5 numéros 1 fr. 25 cent. (les frais de poste en plus).

On s'abonne à Bruxelles au bureau du *Proletaire*.

# LE PROLÉTAIRE

Abonnement :

Payable d'avance pour Bruxelles.

Un an . . . . . 2 fr. 00  
Six mois . . . . . 1 . 00  
Trois mois . . . . . 0 . 50

LE JOURNAL

est expédié franco

Par la poste.

Plus de Privilège.

JOURNAL PARAISSANT TOUS LES QUINZE JOURS.

S'adresser, pour tout ce qui concerne le Journal, chez Morvoet, rue de Christine, 13.

Les lettres et les paquets ne seront reçus qu'affranchis.

On s'abonne à Londres au bureau de l'Association internationale centrale, 65, Broad-stret, Blomsbury, et chez notre correspondant, A. Herben, 10, Bishops lead Court Gray Innlane Holborn

Tout par le travail.

Pour la province :

Un an . . . . . 3 fr 00  
Six mois . . . . . 1 . 50  
Trois mois . . . . . 0 . 80

Pour la Suisse et l'Angleterre,  
5 francs par an.M. les abonnés de la province  
peuvent en envoyer  
le montant en timbres postes.

## AVIS.

Nous rappelons à ceux de nos abonnés qui n'auront pas refusé le journal, que leur abonnement continuera jusqu'à révocation formelle.

Toute demande d'abonnement pour la province qui ne sera pas accompagnée du montant, soit par un mandat sur la poste ou en timbres-poste, sera considérée comme non avenue.

Les lettres et les envois à l'adresse du journal *Le Prolétaire* doivent être expédiés franco, Rue de Christine, 13, chez Morvoet.

Nous prions nos amis qui ont des listes de souscriptions, relatives à la condamnation du journal *LE PROLÉTAIRE*, de bien vouloir les faire parvenir à la nouvelle adresse ci-dessus.

Bruxelles, 14 Février 1859.

Le prolétariat est-il une puissance?

Belle question vraiment! Ceux-là même qui voudraient nier, sont ceux qui l'ont constituée.

Oui, le prolétariat est la puissance humaine, la plus haute, la seule légitime et avec laquelle il faut compter enfin.

Que les bourgeoisies et les potentats, leurs chefs bien aimés, lacèrent les traités, se déchirent entre eux et se dépouillent les uns les autres, au nom et toujours pour la gloire du principe d'autorité, c'est leur affaire; ils sont logiques. Le prolétariat regarde et se prépare, en attendant qu'il intervienne.

Mais, que veut-il ce prolétariat et quel est son drapeau? Des régions les plus boréales jusqu'aux rives extrêmes du grand Océan, dans le vieux comme dans le nouveau monde, le prolétariat, sans distinction de races, de couleurs, de climats, communie dans une même pensée, ne forme qu'un vœu: il appelle la liberté; non point de celle dont la devise s'inscrit sur les façades et les frontons des palais, des constitutions politiques, et qui n'est qu'un faux semblant nécessairement funeste, mais la liberté réelle; celle qui, effaçant toutes les traces de prétendues supériorités de nationalités, de rivalités entre les peuples, peut seule assurer à l'individu toute sa virtualité native.

Cette révolution est la nécessité de notre époque; c'est la suppression du bourgeoisisme.

La raison de le penser est simple.

Qu'est-ce que le bourgeois? Que peut-il vouloir? Egoïste exclusivement, il ne connaît d'autre loi que son intérêt personnel; renfermé strictement dans la limite de la famille, comprenant sa femme, son enfant et son avoir, argent ou marchandise, ou immeubles, ou portefeuille. Cet égoïsme est tellement cancre, taré et ignoble, que cet amour du bourgeois envers sa femme n'est qu'une apparence, un nom; il n'est réel qu'envers la fortune, écus ou autres biens, ou la position qu'elle a apporté en dot. Comment en serait-il autrement?

Le mari et la femme ont été vendus ordinairement l'un à l'autre, troqués comme espèces ou marchandises, ou l'équivalent; le troc a été convenu comme une prostitution, comme un marché de viande fraîche, sans amour réel, au mépris cynique du droit de la nature, le seul légitime.

Aussi, bientôt, si même il y a eu relâche, la maîtresse, la femme entretenue, l'habitude des maisons de tolérance, de la poursuite des femmes de chambre, ou d'une servante quelconque, ou de ces toutes jeunes filles pauvres, qu'on soutire de chez des parents tenus par la plus profonde misère, l'entraînement de la dissipation du jeu et l'orgie, ont-ils plus énergiquement repris leur empire. C'est que dans cette union qu'on nomme mariage, il n'est tenu aucun compte de cette loi supérieure naturelle qui arrête, avant même leur naissance, la mission des êtres sur la terre, comme elle règle la balance entre les naissances des mâles et les naissances des femelles; comme elle distribue la variété des visages, des yeux, des cheveux, des voix, des mains, des pieds, des organismes, des tempéraments, et consacre par ce simple procédé la variété des fonctions morales, intellectuelles et corporelles; comme encore elle répartit les sympathies, les tendances irrésistibles de l'amour et des unions, et crée le besoin impérieux d'une liberté entière pour tous, sans omission d'aucun, en vue du développement et de l'application de toutes les forces individuelles. Tel est l'ordre de la nature!

Mais si les effets du lien du mariage sont aussi funestes, aussi hideux chez ceux-là même qui ont inventé l'institution et en font un des pivots de leur société (et qu'on retienne que nous taisons ici ces actes de tyrannie, ces mauvais traitements, ces injures, les entreprises criminelles entre époux dont les monuments judiciaires nous apportent chaque jour les accablantes attestations), combien ces effets sont plus doulou-

reux dans le prolétariat.

Le mari et la femme, comme chez les bourgeois, deviennent souvent l'un pour l'autre un boulet qui se traîne par une chaîne rivée à leur jambe; puis l'absence de ressources pour la vie matérielle et les besoins du corps, les logements insuffisants, les privations endurées par les enfants, la dépendance envers le riche, l'abjection de certains travaux, le péril incessant de la corruption des jeunes filles, l'absence de toute culture de l'intelligence et du goût, substituent aux douceurs naturelles de la vie, pour la femme, l'ignorance et la douleur!

Mais si de la femme mariée, on passe à celles qui ne le sont pas, et dont la destinée était cependant de devenir mère, un nouveau sujet d'affliction se déroule à nos yeux. Voyez, les unes, tristes victimes d'un moralisme qui outrage la nature en condamnant ses tendances, languir, s'étioler et périr dans la privation; et les autres, par suite de misères, séduites et entraînées, périssant par les excès de la prostitution et de l'orgie!

Qu'on interroge la science, et elle révèlera des faits aussi horribles que nombreux! L'élément social *femme* a-t-il à opter entre les solutions qui puissent le tirer de cet état de souffrance et de déshonneur? Non, il n'en est qu'une.....

Que la femme conserve sa personnalité, son nom, ses fonctions naturelles, sa liberté; qu'elle cesse de se subalterniser, de s'asservir par l'abandon d'elle-même; de prendre et de s'infliger le nom d'un mari; qu'elle demeure libre, et quand elle sera mère, son amour maternel rassuré, garanti par la société elle-même sur la satisfaction des besoins de ses enfants, sur l'éducation qui leur sera nécessaire, sur leur instruction dans les arts, dans la science, dans le travail manuel; sur l'éclosion et le développement rationnel de tous les germes et de toutes les forces qu'ils portent en eux. Oui, l'amour maternel, disons-nous, ne sera plus dans ces conditions qu'une source de joies.

Le prolétaire sait ce que le passé a valu de labeurs pénibles, d'humiliations, de dégradations par l'ignorance, et de misères à nos pères; le nom de prolétaire lui en retrace incessamment l'histoire; il sait que sa compagne en différant de lui, par une force physique moindre, n'est pas moins vaillante quand il s'agit de supporter les peines de la vie; il sait que l'amour qu'il en obtient est bien le plus suave, le plus précieux que l'homme puisse rêver et atteindre. Qu'il réfléchisse et reconnaisse que cet amour a besoin, pour se produire chez la femme et pour durer, de l'influence bienfaisante de la liberté; que sous

cette action seule, les charmes, la délicatesse de son intelligence et de ses qualités morales, les grâces du visage, du port, de la taille, de tous ses attraits corporels, grandiront sans obstacle jusqu'à leur mesure naturelle.

La liberté de la femme est une nécessité non moins grande pour l'homme que pour elle. Tous les deux font partie d'un même et unique organisme, d'une même vie; et la mutilation de l'un produit un arrêt de développement et une atrophie pour l'autre.

Que ces vérités soient redites aux enfants suivant leur âge; qu'on leur fasse connaître la cause, l'origine de leurs privations et de leurs peines; qu'ils comprennent en grandissant, que leur infériorité dans les exercices, les arts, l'instruction relativement aux riches, est un calcul, une combinaison d'un nombre d'hommes qui vivent des fruits du travail du prolétaire, sans cependant rien produire par eux-mêmes.

Sous l'action directe et la lumière de ces notions morales, tenues cachées, ensevelies, ou dénaturées ou présentées comme dangereuses, par les écrivains que corrompent même à leur insu, les flatteries et l'influence délétère des distinctions, des décorations, des applaudissements, quel est le prolétaire homme, femme, enfant, qui reculerait devant l'accomplissement de l'œuvre de l'*Affranchissement*?

Les potentats, la bourgeoisie hésitent-ils jamais dans l'accomplissement de la leur? Leurs luttes armées ou industrielles ne jonchent-elles pas sans pitié les champs de batailles et les cimetières, des cadavres du prolétaire, abattus par la mitraille ou par la faim?

La puissance du prolétariat, sa force sont au contraire dans le droit et le respect de tous; seul il peut offrir et réaliser la solution de toutes les questions sociales réduites en une question unique.

Quel malheur y aurait-il pour le bourgeois de se trouver un jour, régénéré à l'état de prolétaire? Sa valeur personnelle serait-elle amoindrie, et en quoi s'il vous plaît? Mais laissons; l'entrée est ouverte à toute adhésion sincère et sans condition; il faut désormais être dedans ou dehors.

Que les calomnieurs, que les aveugles, que les myopes d'intelligence vieux ou jeunes, s'évertuent à déverser sur nous leurs colères, leur fiel et leurs traits plus ou moins déguisés ou empoisonnés; ce sont autant de signes, autant d'aveux de la puissance du prolétariat, et de l'appréhension d'un jour de sa haute justice.

### Un dernier mot au National.

Le *National* a courbé la tête et a accepté en silence la flétrissure que nous lui avons infligée. Ne se sentant pas de taille pour relever les assertions du *Prolétaire*, il a préféré boire la honte et passer condamnation.

Honteux spectacle et bien digne de ces hommes qui pêchent en eau trouble quelques moyens d'influence en faisant résonner les mots de progrès, de démocratie, etc : Gens sans principes ni convictions et qui, n'osant pas attaquer en face leurs adversaires, cherchent à les frapper lâchement avec les armes de la calomnie.

Ce que ce journal, dont la lecture donne des

nausées, à subi d'affronts et supporté de démentis depuis deux ans est incroyable; il n'y a donc rien d'étonnant qu'après avoir cherché à nous déconsidérer dans l'opinion publique, par le mensonge, il se soit renfermé dans un mutisme complet lorsque nous l'avons cloué au pilori en démasquant sa fourberie.

L'abondance des matières nous avait forcé d'ajourner les réflexions que l'apparition du manifeste de l'*Association Internationale* nous avait suggéré. Nous recevons d'un de nos abonnés une lettre sur ce sujet important. — Les idées émises dans l'appréciation de cette pièce sont tellement identiques avec les nôtres que nous sommes heureux de céder la parole à notre correspondant :

P.... le 6 février 1859.

Citoyen rédacteur,

Voulez vous être assez obligeant pour donner place dans votre journal à la lettre suivante que j'adresse aux auteurs du *manifeste* publié dans votre dernier numéro.

Agréez mes salutations cordiales,

V. A.

AUX CITOYENS, SIGNATAIRES DU MANIFESTE DE  
L'ASSOCIATION INTERNATIONALE.

Citoyens,

Dans un manifeste publié dans le *Prolétaire* du 26 janvier, vous faites appel à tous les républicains démocrates et socialistes de l'Europe; voulez-vous permettre, qu'en cette qualité, je vous adresse par la voie du même journal les quelques réflexions que m'a suggéré sa lecture.

Laissez-moi tout d'abord, et au nom des principes républicains, vous crier : BRAVO ET MERCI! pour l'acte immense que vous avez accompli en publiant cette pièce. — C'est, en effet, une chose digne et grande tout à la fois, et dont l'importance révolutionnaire ne saurait être contestée, — car elle démontre mieux que ne saurait le faire la statistique la plus exacte, l'incommensurable travail qui s'est opéré depuis dix ans dans les idées. — C'est une chose digne et grande, de voir quelques hommes obscurs (style bourgeois), quelques travailleurs sans titres, sans notoriété, sans autorité aucune (même utile), oser, inspirés par la conscience de leurs droits, soutenus par la seule force de leur convictions, oser s'adresser à l'Europe et lui dire, au nom de la révolution sociale : « voilà ce que veut, et voilà ce que ne veut pas la race prolétarienne!!! » C'est donner à la révolution future sa véritable signification. — Vous l'avez osé, — vous avez publiquement affirmé la puissance du prolétariat, à la face de son éternelle et inconciliable ennemie, la bourgeoisie : honneur à vous! et encore une foi, merci!

Mais pourquoi faut-il qu'après avoir si bien commencé, après avoir si nettement et si énergiquement établi l'impuisante ambition, l'astucieuse rouerie de cette lâche et hypocrite caste, vous en soyez arrivés à cette étrange et inconséquente conclusion :

« Maintenant un mot pour conclure au parti Mazziniste.

« Messieurs, il est évident pour vous, que sans la coopération du prolétaire, vous ne pouvez rien, absolument rien. Désirant autant, et plus que vous, de voir disparaître de la terre, toutes ces honteuses iniquités, nous nous empressons de vous informer que nous voulons bien coopérer avec vous, agir simultanément et marcher quand vous marchez. Mais pour nous unir avec vous est chose impossible, nous ne pouvons pas, et ne voulons pas. Nous ne voulons en rien être conseil-

lés, ni guidés par vous, c'est armés de nos principes que nous combattons envers et contre tous.

« Maintenant un avis avant que de finir. Nous vous avons dit ce que nous voulons, et ce que nous ne voulons pas. Dans notre opinion le parti le plus sage que vous puissiez prendre immédiatement, c'est de descendre de vos échasses, de mettre de côté, cet égoïsme qui vous suit toujours, et d'essayer de vous rendre enfin utile à l'humanité.

« Reprenez une nouvelle position, il en est temps encore, et plantez votre bannière sur un terrain plus solide; que votre mot d'ordre soit, *Chacun pour tous*, et *tous pour Chacun*, et alors nous serons des premiers à vous tendre la main, et nous unir à vous. »

Vraiment, je me suis demandé quel mobile a pu vous inspirer une semblable déclaration, et si vous avez bien réfléchi avant de la faire; car il est impossible, en effet d'être à la fois plus inconséquent et en contradiction plus flagrante avec soi-même. Une seule citation suffira pour justifier mon assertion. Vous dites (3<sup>me</sup> colonne, fin du 1<sup>er</sup> alinéa) : « s'unir avec la bourgeoisie, serait à la fois abandonner la justice et la vérité et méconnaître nos droits, » et vous concluez en disant à cette même bourgeoisie, « reprenez une nouvelle position, il en est temps encore, et plantez votre bannière sur un terrain plus solide; que votre mot d'ordre soit, chacun pour tous, tous pour chacun, et alors nous serons des premiers à vous tendre la main et à nous unir à vous; » c'est-à-dire, qu'après avoir dit à la démocratie bourgeoise; arrière traître! les prolétaires n'ont pas besoin de toi pour faire la révolution! vous semblez effrayé de votre propre audace, revenir sur vos pas, et vous empressez de lui dire, — si pourtant tu voulais consentir à changer ta devise, ton mot d'ordre, nous consentirions, nous, à oublier le passé et à nous unir à toi!

Ah! citoyens, est-ce là le langage et la conduite qui conviennent à des révolutionnaires tels que vous? avez-vous donc oublié l'histoire de cette race maudite?

Les crimes passés ne répondent-ils pas de ses œuvres futures? Ne savez-vous donc pas avec quel art infernal, avec quelle hypocrite habileté elle sait prendre tous les masques? Ignorez-vous que le jour, où pour sauver ses injustes privilèges, il lui faudra endosser la casaque socialiste, elle criera plus fort que vous, vive la république démocratique et sociale!!!

Cette main qu'elle vous tend aujourd'hui, est-ce que vous n'y appercevez pas à travers et malgré la finesse du gant qui la recouvre, la tâche indélébile du sang de nos malheureux frères! Et vous offririez l'alliance, et vous tendriez la main à cette caste populicide!

O! mânes des héroïques martyrs de la révolution prolétarienne! O! phalange d'intépides enfants du peuple, quand sous les balles bourgeoises, et au cri de la république sociale, vous exhalez votre dernier râle, ne tombiez-vous pas victimes de votre confiance en ces hommes; ne leur aviez-vous pas, vous aussi, accordé un généreux pardon; n'aviez-vous pas loyalement accepté la main que venait vous tendre ceux qui, tremblant alors devant votre toute puissance, devaient quelques mois plus tard être vos bourreaux les plus impitoyables.

Proletaires! proletaires, l'histoire pour nous servait-elle donc toujours une lettre morte!!!

Il faut, dit-on, nous liguier contre l'ennemi commun! Mais depuis 89, combien de révolutions n'ont-elles pas eu lieu en Europe? Combien de fois par conséquent n'a-t-on pas chassé l'ennemi commun. Comment se fait-il qu'il soit toujours là, debout, plus menaçant, plus terrible que jamais? — Ne voyez-vous pas que ce mot a été inventé par les intriguants avides de pouvoir? et qu'aussi longtemps que les prolétaires donneront dans ce grossier traquenard, ils continueront à être « les dindons de la farce. »

L'ennemi commun, pour le prolétariat, c'est le privilège, l'exploitation, l'autorité; or, que ces instruments

d'oppression nous soient imposés au nom de la royauté, ou au nom de la république, que nous importe, notre lot n'est-il pas toujours le même?

Et vouloir pour les briser s'unir à la bourgeoisie, c'est absolument comme si nous allions nous liquer avec le prêtre pour anéantir le despotisme religieux.

Et puis, que signifie ces groupes, ces coteries, ces dénominations de démocrate pur, de républicain rouge, de Rolliniste, de Mazziniste, etc. etc? Qu'ils sont aujourd'hui leur raison d'être? La révolution est une, son but est le nivellement des conditions sociales; il n'y a donc plus, il ne peut donc plus avoir de démocratie bourgeoise; il n'y a et ne peut y avoir que des soldats de la liberté, des révolutionnaires socialistes!

Que si MM. Mazzini et autres, s'ils sont, ainsi qu'ils le disent, des révolutionnaires sincères et convaincus, qu'ils acceptent franchement et sans arrière-pensée, toutes les conséquences de la révolution sociale; qu'ils viennent dans nos rangs, qu'ils combattent à nos côtés. Mais qu'ils sachent que là UN VAUT UN! Car de même que nous n'arborons qu'un drapeau, la révolution sociale, nous n'admettons qu'un chef, LE PROLÉTARIAT!

Que si au contraire ces messieurs veulent continuer à être ce qu'ils ont toujours été, des *grands hommes politiques, chefs de parti*, libre à eux! mais aussi libre à nous, dans ce cas, de ne les considérer, quelque soit la couleur de la casaque dont ils s'affublent, que pour ce qu'ils sont réellement, de stériles agitateurs; car « *qui n'est pas avec nous est contre nous.* »

En 89, lorsqu'éclata la révolution française, tout ce qui, dans la noblesse, était sympathique aux idées révolutionnaires, se fit bourgeois, s'identifiant ainsi avec la révolution, afin de concourir plus efficacement à son triomphe, pourquoi la bourgeoisie actuelle (celle qui se dit révolutionnaire bien entendu) n'en ferait-elle pas de même envers le prolétariat?

Nos démocrates bourgeois auraient-ils, en 1959, moins de générosité et de justice que n'en eurent les nobles *libéraux* de cette époque?

J'adresse la question à qui de droit que messieurs les *grands* y répondent!!!

Recevez mes salutations cordiales,

V.-A.

Propositions adoptées par l'Association Internationale dans son assemblée générale du 4 janvier, sur les considérations suivantes présentées par le tiers des membres de son comité. Savoir :

1° L'Association Internationale Centrale, considère que l'institution d'un comité, dans une société politique, est arbitraire, anti-démocratique, et entrave le libre développement des idées sociales.

2° Elle considère, qu'un comité abuse presque généralement des pouvoirs qui lui sont confiés, et par ce fait, se pose toujours comme autorité.

3° Elle considère enfin que l'existence d'un comité dans une association qui veut marcher à la conquête de la liberté, laisse subsister le doute dans beaucoup d'esprits sur la nécessité d'un gouvernement dans la future organisation sociale.

4° D'après ces principes (qui sont la négation de tout pouvoir, de toute autorité quelconque), et voulant les mettre en pratique autant qu'il est en son pouvoir, l'Association Internationale, a supprimé dès à présent et pour toujours son comité.

Un secrétariat central composé de trois membres a été nommé, pour tenir les écritures, et faire les procès verbaux; ces fonctionnaires de même que le trésorier n'ont aucun pouvoir.

A dater du 23 janvier les séances ont lieu tous les dimanches à 7 heures du soir.

Le secrétariat central :

F. GIRARD,

N. ULRICH,

J. MACKAY.

## Lisez, c'est curieux.

On trouve dans le *Beffroi*, journal rédigé par M. Adolphe Bartels, la singulière annonce que voici :

« Les annonces de librairie ou autres, dont la publicité peut intéresser la cause de la démocratie et de la nationalité belge, les progrès des arts, de l'industrie, de la littérature, auront droit à une grande modération de prix, ou même à la gratuité.

« Cette gratuité est acquise à tous les établissements qui voudraient offrir en lecture le *Bien public*, organe de Monseigneur Delebecque, évêque de Gand, et du *Pro-létaire*, inspiré par nos régénérateurs de Londres, MM. Edgard Quinet et Félix Pyat.

« Ces deux publications s'accordent sur un point : le renversement de la *Constitution belge*, l'une par la France impériale, l'autre par le massacre de la bourgeoisie et du clergé, autre façon d'attirer chez nous nos voisins du Sud pour nous mettre tous d'accord en nous muselant, aussi bien libéraux que catholiques.

« Des deux côtés même ardeur à substituer le droit de la force à la force du droit, des deux côtés provocation à la guerre civile, religieuse et étrangère.

« Il est bon, il est instructif pour tous, que ces hideuses doctrines soient exposées au grand jour. Les flétrir c'est dégager la solidarité de la vraie religion, du véritable libéralisme. »

Ne pouvant pas trouver à mordre sur les questions de principes que le *Pro-létaire* défend depuis sa fondation, on se rattrape de temps à autre en lui décochant quelques traits des plus bouffons, tels que le *Beffroi* vient de le faire.

Nous nous serions contenté de hausser les épaules et de passer sous silence ces quelques lignes, mais comme M. Bartels paraît avoir la mémoire très courte, nous nous trouvons dans la nécessité de lui rappeler qu'à plusieurs reprises, il a offert sa collaboration au *Pro-létaire*, et cependant, ce n'est pas d'aujourd'hui que le *Pro-létaire* s'est posé carrément en antagoniste de la bourgeoisie, qu'il combat ses privilèges et prêche ces « *hideuses doctrines* » qui ont pour but de mettre fin à l'exploitation du prolétariat.

Le temps n'est pas déjà si éloigné où M. Bartels offrait de nous servir de teinturier (terme d'argot dont se servent les écrivains pour désigner l'homme qui habille proprement les idées).

Espérait-il qu'à force de *déteindre* sur le *Pro-létaire*, parvenir à le décolorer complètement?

Pauvre M. Bartels! quelle mouche vous a donc piqué?

## Soulouque est dégommé.

Une insurrection a éclaté à Haïti contre sa Majesté l'Empereur Faustin 1<sup>er</sup>.

Un comité révolutionnaire a proclamé la déchéance de Soulouque.

Il a lancé dans tout l'empire des actes et des proclamations qui sont accueillis partout avec une vive satisfaction, un de ses décrets ordonne la démolition du fort Labouque, à Fort-Dauphin. C'est dans cette bastille que Soulouque a fait périr un foule de citoyens. Les condamnés y étaient jetés dans un cachot en communication avec la mer. Ils avaient de l'eau jusqu'à mi-corps, et lorsque la mer montait, ils étaient souvent noyés.

La proclamation suivante émanant également du comité révolutionnaire a été répandue.

LIBERTÉ, ÉGALITÉ. — RÉPUBLIQUE D'HAÏTI.

## Décret.

« Considérant que bon nombre de nos concitoyens gémissant à l'étranger comme bannis, et qu'il est en dehors des principes de la révolution de supporter que des membres illustres de la patrie continuent de supporter à subir un octroïsme non mérité. Après en avoir délibéré, le comité a relevé le ban de tous Haïtiens actuellement à l'étranger. Qu'ils viennent donc se grouper avec nous sous l'arbre de la liberté! »

« Donné aux Gonaïves le 22 décembre 1858, an 55 de l'indépendance. »

Soulouque a essayé de résister à l'armée insurrectionnelle qui marchait sur sa capitale et s'est posté à sa rencontre. Il a essayé une défaite honteuse et il est rentré à Porte-au-Prince, à la tête de 36 officiers, ce qui ne l'a pas empêché de faire chanter un *Te Deum* pour remercier le *Très-Haut* de la victoire remportée sur les républicains.

Quelle dégringolade! Tomber et platement du faite des grandeurs.

Et cependant ce malheureux Empereur noir, avait formé un sénat, choisi parmi les épiciers de l'endroit; il s'était entouré d'une noblesse qui lui devait son *illustration*, car c'est lui qui avait créé les ducs de la *Marmelade* et de *Trou-Bonbon*, etc, etc. Et dire que tout cela va être enveloppé dans sa chute.

Adieu la noblesse haïtienne! adieu l'Empire!

Cette révolution peut donner à penser à bien du monde sur l'instabilité des pouvoirs et sur l'ingratitude des peuples pour leurs *sauveurs*, car Soulouque a plus d'une fois rétabli la société sur ses *véritables bases*. Les massacres qu'il a ordonné, les transportations, les condamnations dont il a frappé les nombreux et *incorrigibles ennemis de l'ordre*, de la famille et de la propriété sont là pour montrer l'amour de Faustin 1<sup>er</sup> pour ses *sujets* bien pensants et soumis.

En vérité, c'est à dégoûter du métier de *sauveur*!

Soulouque est né en 1789 à l'île de St-Dominque. Il était esclave d'une famille mulâtre. Affranchi par le décret de 1790, il prit part au soulèvement des nègres contre les français. Il a occupé différents grades dans l'armée haïtienne jusqu'en mars 1847, époque où il fut nommé président de la république. En 1849 il fit un coup d'Etat et se proclama Empereur.

Depuis dix ans il n'y a pas d'actes de cruauté dont il ne se soit rendu coupable.

On le voit donc, Soulouque était un *parvenu*.

## La situation.

Si jamais cet axiome : « *la parole a été donnée à l'homme pour déguiser sa pensée* » a été mis en pratique, c'est assurément dans les circonstances actuelles.

Dans leurs discours prononcés à l'ouverture du Parlement par Victoria, et au corps législatif par Bonaparte, ces deux personnages ont fait entendre des paroles rassurantes au sujet des

éventualités d'une guerre prochaine, et exprimé l'espoir que la paix ne sera pas troublée.

Evidemment, il n'y a que les badauds qui peuvent prendre ces harangues pour de la monnaie de bon aloi; quiconque observe et réfléchit ne peut plus se faire illusion, et il est facile de reconnaître que la situation est plus grave que jamais.

Aussi, les actes démentent-ils les paroles qui ont un caractère pacifique. En même temps que la reine d'Angleterre signale les bonnes relations existantes entre elle et ses alliés, ses ministres font des demandes de crédits pour compléter les armements de la marine et des côtes.

Dans le discours prononcé par M. Bonaparte au corps législatif, bien qu'on y trouve quelques phrases pour rassurer les timides, le fond dénote une volonté bien arrêtée d'obtenir de l'Autriche des concessions relatives aux possessions italiennes où celle-ci domine, et d'obtenir de gré ou de force un changement dans lequel le gouvernement français gagnerait en influence au détriment de sa rivale.

Aussi, n'est-il nullement question du maintien des traités de 1815. Ces traités sont le cauchemar de l'héritier du premier empire, qui voudrait voir un remaniement de la carte de l'Europe, remaniement qui devrait se faire à son profit, bien entendu.

Or, l'Autriche ne consentira jamais à se désaisir de ses possessions, sans opposer la résistance la plus opiniâtre, et elle trouverait un auxiliaire puissant dans la Confédération germanique.

Le gouvernement français, qui sait à quoi s'en tenir, prend des mesures en conséquence. — Un corps de l'armée d'Afrique a été rappelé, et tout le Midi de la France est un vaste camp.

En Piémont, les préparatifs de guerre se font également sur une grande échelle. La chambre piémontaise vient d'adopter une demande de crédit de 50 millions destinés aux besoins d'armements et d'approvisionnements pour une prochaine entrée en campagne.

Victor-Emmanuel, dont l'ambition inquiète se tourne vers la Lombardie, espère en arracher quelques bribes pour agrandir ses domaines. Il pousse à la guerre. Ce roi qui sait si bien concilier ses devoirs de père avec ses intérêts politiques, n'a consenti à donner sa fille en mariage au cousin, qu'après la signature d'un traité d'alliance offensive et défensive avec la France.

Il n'y a donc plus à reculer; les ambitions sont surexcitées, les amours-propres en jeu, et tous les discours n'arrêteront pas l'explosion qu'un rien peut précipiter.

Ainsi, tous ces personnages qui ont besoin de ne pas trop brusquer l'opinion, évidemment hostile à la guerre, ne croient pas eux-mêmes aux paroles conciliantes qu'ils prononcent.

Croire que cette guerre peut-être circonscrite en Italie serait tombée dans une étrange erreur; le premier coup de canon tiré sur l'Adige aura de l'écho sur le Rhin. — C'est élémentaire. Nous pouvons nous attendre à un branle-bas général.

Prolétaires, nous aurons de nouveau de rudes épreuves à traverser; notre fardeau déjà si lourd, nos souffrances déjà si grandes pourront encore s'accroître au milieu du conflit suscité par l'ambition des despotes. Dans ce moment suprême, préparons-nous pour le jour de notre délivrance; pensons surtout que le progrès qu'ont fait les idées révolutionnaires est l'un

des motifs qui les poussent à faire diversion pour en arrêter le flot qui monte sans cesse; ne doutons pas de l'avenir, car le canon sur lequel s'appuie le despotisme, peut se retourner et tonner pour la liberté!

### Moralité de la grande presse.

On lit dans l'*Union commerciale* d'Anvers la lettre qui suit :

« Bruxelles, le 3 février.

• Vos lecteurs se rappelleront que lorsqu'il s'est agi de l'achat du *Télégraphe*, je vous ai signalé, d'un ton qu'on a trouvé un peu acerbe à cette époque, la portée politique et industrielle du maquignonnage dont une partie de la presse était l'objet. Plus récemment, je vous ai dit aussi comment l'*Observateur* s'était dépêtré du cartonnage annoncé comme le *Précurseur* de l'*Avenir* politique en Belgique. Si je ne vous en ai pas dit davantage en vous transmettant ces derniers renseignements, c'est que je n'avais pas de détails. Voici ceux que je reçois à l'instant de la source la plus certaine; ils sont de nature à confirmer les plus dures suppositions qui se soient produites dans la presse indépendante, inquiète et alarmée, de ce qui se passait autour de nous.

• Au mois de mai de l'année dernière, M. Esprit-Privat arriva à Bruxelles avec l'intention d'y acquérir un journal. Tout d'abord il fit la connaissance de M. Briavoine, et, après plusieurs démarches sans succès auprès d'autres propriétaires de journaux, il fit des ouvertures d'achat à l'*Écho* et au *Télégraphe*. On débattit quelque temps le prix de ce journal, et finalement l'achat fut décidé, et MM. Rolland et Carton entrèrent dans la combinaison Privat. L'acte d'achat et l'acte provisoire de société furent passés le 14 août, devant M. Broustin, notaire à Bruxelles. Il est dit dans cet acte que M. Privat a versé 20,000 fr. comptant et que M. Carton devait en verser 35,000, payés plus tard en actions industrielles peu solides et en-dessous du cours.

• Le 25 août, M. Carton acheta de M. Sterckx, moyennant 15,000 fr. de rente viagère, l'*Observateur belge* et le *Journal de la Belgique*. Avec quel argent? Le fait est que la première annuité a été comptée en espèces par M. Rolland et par M. Hennequin, de la légation de France. Jusqu'alors toutefois M. Carton était, ostensiblement du moins, le seul propriétaire; mais un acte additionnel à celui du 14 août fut signé le 28 du même mois, constatant la co-proprieté de deux autres personnes, c'est-à-dire MM. Rolland et Hennequin.

• Aussitôt après la signature de l'acte d'achat l'*Observateur* et du *Journal de la Belgique*, M. Carton écrivit à M. Esprit-Privat une lettre dont voici le sens, sinon exactement les termes :

« Je viens d'acquérir les deux journaux de M. Sterckx encore pour notre compte... Propriétaire à Anvers, du *Précurseur* et de l'*Avenir*; à Bruxelles, du *Télégraphe*, de l'*Observateur* et du *Journal de la Belgique*; bientôt, je l'espère, de l'*Echo* et voire même de l'*Etoile belge*, nous aurons ainsi entre les mains la majorité de la presse libérale qui, seule en Belgique, fait opposition au gouvernement impérial, et nous pourrions diriger l'opinion à notre guise... Je crois que le moins que vous puissiez faire pour moi—provisoirement—c'est de solliciter en ma faveur la croix de la Légion d'honneur.

• C'est, m'affirme-t-on de la manière la plus certaine, après avoir écrit cette lettre et bien d'autres conçues dans le même esprit, après avoir passé les actes authentiques dont j'ai parlé plus haut, que M. Carton, vexé probablement de n'être point encore chevalier de la Légion d'honneur ou d'en avoir le pouvoir diriger M. Guil-

liery à sa guise, a transmis à MM. Fétis et compagnie la propriété de l'*Observateur* et du *Journal de la Belgique* dont, d'après le premier acte passé avec le sieur Sterckx, il était le seul propriétaire...

• J'ai entre les mains bien d'autres détails sur la scandaleuse affaire dont je vous entretiens, mais je ne vois pas jusqu'à quel point je pourrais les publier sans blesser au vif toutes les susceptibilités de personnes tierces dont on me garantit la parfaite honorabilité et et la bonne foi. Le tribunal de Bruxelles, auquel l'affaire a été remise, confirmera et complètera publiquement mes renseignements particuliers dont vous feriez peut-être bien de ne pas dire un mot à Anvers, par esprit de confraternité, car il est inutile qu'on sache qu'elle est la haute intelligence qui dirige la ligne politique du *Précurseur*.

• A propos—pour qu'on ne vous accuse pas, le cas échéant, de suivre la ligne politique de ce journal—je vous autorise, moi, à me nommer, si qui que ce soit, se croyant offensé, avait la curiosité de savoir à qui répondre. »

Aux provocations de la France, l'Autriche riposte par une attitude non moins provocante.

Voici comment la *Gazette autrichienne* termine un article intitulé : *La guerre ou la paix* :

« Tant qu'on ne nous fera pas de demandes déshonorantes, la paix sera possible. La crise n'est encore qu'à son commencement : elle viendra quand on voudra savoir réellement pour qu'elle raison et pour quel objet on se dispute réellement. Si l'on nous demande ce qui est juste et équitable, la paix sera maintenue.

Mais si l'on nous demande de renoncer au droit d'avoir une volonté propre et d'être maîtres chez nous, nous repousserons en hommes, ce qu'aucun homme d'honneur ne saurait concéder. Nous défendrons notre peau. C'est notre droit et notre devoir. Nous en avons les moyens. L'Autriche prend ses précautions à l'avance; lui en vouloir c'est montrer qu'on est déraisonnable et hostile.

On pousse des cris de guerre de l'autre côté du Tessin; on achète de tous côtés des chevaux; l'Autriche répond par une défense d'exporter les chevaux vers le pays où retentit le bruit de guerre. Elle n'a pas besoin d'augmenter les ressources militaires de ses ennemis, d'affaiblir ses propres forces. Nous nous tenons fermes et les rangs serrés, attendant ce qui doit venir.

« Si on ne vient pas nous troubler, nous resterons tranquilles chez nous. Si on nous fait des propositions honteuses, nous les repousserons. Si on nous attaque, nous prouverons que la race des soldats de Leipzig et de Novare n'est pas éteinte. Nous saurons combattre, vaincre ou mourir en hommes. »

---

## LE LIBERTAIRE,

JOURNAL DU MOUVEMENT SOCIAL,  
Publié à New-York,  
Paraissant à intervalles irréguliers, une fois par mois au moins.

PRIX DU NUMÉRO : 25 CENTIMES.

Les abonnements au *Libertaire* se font, — non au mois ni à l'année, — mais pour un certain nombre de numéros. — Prix de 5 numéros 1 fr. 25 cent. (les frais de poste en plus).

On s'abonne à Bruxelles au bureau du *Proletaire*.

# LE PROLÉTAIRE

Abonnement :

Payable d'avance pour Bruxelles.

Un an . . . . . 2 fr. 00

Six mois . . . . . 1 . 00

Trois mois . . . . . 0 . 50

LE JOURNAL

est expédié franco

Par la poste.

Plus de Privilège.

JOURNAL PARAISSANT TOUS LES QUINZE JOURS.

S'adresser, pour tout ce qui concerne le Journal, chez Morvoet, rue de Christine, 13.

Les lettres et les paquets ne seront reçus qu'affranchis.

On s'abonne à Londres au bureau de l'Association internationale centrale, 65, Broad-street, Blomsbury, et chez notre correspondant, A. Herben, 10, Bishop's head Court Gray's Inn lane Holborn

Tout par le travail.

Pour la province :

Un an . . . . . 3 fr. 00

Six mois . . . . . 1 . 50

Trois mois . . . . . 0 . 80

Pour la Suisse et l'Angleterre,

5 francs par an.

MM. les abonnés de la province

peuvent en envoyer

le montant en timbres postes.

## AVIS.

Nous rappelons à ceux de nos abonnés qui n'auront pas refusé le journal, que leur abonnement continuera jusqu'à révocation formelle.

Toute demande d'abonnement pour la province qui ne sera pas accompagnée du montant, soit par un mandat sur la poste ou en timbres-poste, sera considérée comme non avenue.

Les lettres et les envois à l'adresse du journal *Le Prolétaire* doivent être expédiés franco, Rue de Christine, 13, chez Morvoet.

Nous prions nos amis qui ont des listes de souscriptions, relatives à la condamnation du journal *LE PROLÉTAIRE*, de bien vouloir les faire parvenir à la nouvelle adresse ci-dessus.

Bruxelles, 13 Mars 1859.

Arrière les endormeurs ! Le prolétariat veut passer ! il ne veut plus attendre pour se mouvoir, le signal de quelque chef, en une ou plusieurs personnes ; un chef quelconque, c'est l'autorité !

Tous ces hommes qui recommandent l'attente indéfinie, le progrès qu'ils nomment régulier, l'intervention de la science dans le mouvement révolutionnaire, possèdent certainement le bien-être ; il jouissent des douceurs de la vie, on les voit dans une perspective prochainement réalisable pour eux, à la faveur de quelque agitation politique, électorale ou autre, à laquelle ils poussent et concourent et par laquelle ils s'accréditent auprès du pouvoir. En moins de mots : ils tiennent une position bourgeoise ; ils ont leur garde-manger fourni. Que le prolétariat se méfie de ces hommes, et soit sur ses gardes !

Ces prétendus savants sont généralement adroits, habiles, persévérants ; vrais bourgeois tatoués de rouge, afin de se donner un air plus militant, en vue d'une plus grande popularité.

Entendez-les parlant à quelque prolétaire qui les écoute : « nous voulons comme vous la révolution, disent-ils ; les souffrances du peuple nous touchent profondément ; mais le prolétariat veut marcher à trop grande vitesse, vers un meilleur avenir ; il va perdre par trop de hâte et un radicalisme irrationnel, les conquêtes faites jusqu'à ce jour, au prix de tant de sacrifices ; on ne peut que lentement faire passer dans les masses, par l'instruction, une lumière progressive ; que le peuple, donc, ait confiance ; qu'il délaisse et abandonne les écervelés, les casses-cous, qui veulent

précipiter sa marche. Adieu, mon cher, vous êtes un prolétaire prudent et sage ; fiez-vous à nous, parlez en ce sens à vos camarades, usez de votre influence sur leurs esprits ; venez quelque fois avec eux assister à nos meetings sur les reformes ; patience et courage. — En même temps une poignée de mains, donnée en péroration, laisse le prolétaire sous une émotion d'estime pour ces beaux diseurs, jusqu'à ce que rentré aux logis, il entend une autre voix.

Celle-ci est la voix de sa compagne, qui le ramène à la réalité : n'oublie pas, lui dit-elle, que le loyer échoit demain ; que notre paire de draps, et mon anneau de mariage seront perdus, si nous ne renouvelons sans délai les reconnaissances du lombard. Le patron a fait prévenir qu'il ne donnerait plus de travail à l'ouvrier assez sot pour s'occuper de socialisme. Le crédit chez le boulanger est retiré faute d'avoir payé le pain de la dernière semaine ; et nos enfants ont pleuré ce soir parce qu'ils n'ont pu avoir à leur souper une dernière patate ! Le propriétaire fait vendre impitoyablement demain, le mobilier de notre pauvre voisin !

Quant aux savants, rentrés chez eux de leur côté, n'en soyons pas en peine : un bon feu, des pantoufles moelleuses, leur robe de chambre ouatée, une théière bouillante et livrant à l'odorat, l'arôme d'un excellent thé de Chine, quelques mets finement épicés les attendent et les indemnisent de la peine qu'ils ont prise au meeting sur la réforme douanière, et à débiter leur tartine *scientifico-politique* à l'infortuné prolétaire, dont la tête devenue brûlante sous l'impression des paroles de sa femme, ne peut trouver le sommeil réparateur de la fatigue du travail de la journée.

Mais ce n'est là, qu'un côté de la vie. L'homme et la femme nous apparaissent vaincus sous la résignation ; ils auraient accepté la mutilation et l'état que l'exploitation bourgeoise leur a faits ; le morceau de pain et le couvert sembleraient le terme de leur aspiration, tels seraient les fruits de cette science d'expectative dont on a entendu le langage égoïste.

Mais le prolétaire homme, mais cette femme prolétaire ont une œuvre plus haute à accomplir ; ils ont à prendre leur rang dans un mouvement général unitaire ; ils ont en eux des forces dont la nature les a fait dépositaire, forces morales et corporelles destinées à fonctionner suivant un développement normal ; ils sont membres de ce grand organisme qui se nomme l'humanité ; ils sont en lui et pour lui, ce que sont en eux et pour eux-mêmes, leurs propres organes, leurs

yeux, leurs mains, leur odorat, leur ouïe, leur cerveau ; nul individu ne ressemble pas à un autre, alors même qu'ils sont de la même race. Cette diversité est une loi nécessaire ; de là les tendances et les travaux divers de l'intelligence, du goût dans les arts, dans les ouvrages manuels ; de là les découvertes, les œuvres du génie, le développement de la vie dans l'unité comme dans les existences individuelles.

Les temps sont venus de ne plus souffrir, qu'on fasse de l'espèce humaine, une substance morpho-plastique, en pétrissant les individus, en brisant leurs caractères s'ils résistent, pour les enserrer dans des moules et leur donner la forme physique et morale d'un soldat, d'un douanier, d'un garde quelconque, d'un moine, d'un prêtre, d'une femme douce, soumise, fidèle éternellement à un mari imposé et dégoûtant, ou qui n'a surpris l'amour de la jeune fille pour un instant, qu'au moyen d'apparences menteuses et de l'ignorance dans laquelle on l'avait laissée, de tout ce que contient d'ignoble la prostitution nommée mariage.

Qu'on y réfléchisse et l'on reconnaîtra que le mensonge, l'hypocrisie, le vol, les crimes qui viennent trop souvent jeter l'épouvante en nos consciences, sont autant d'avertissements que la nature nous donne de rentrer dans la normalité, qu'ils sont les fruits de ces tentatives atroces commises par l'autorité et les institutions de fabrique humaine contre nos énergies naturelles ; qu'ils sont autant de protestations, d'actes de révoltes, de manifestations contre le moralisme et le dogme de la résignation !

A quoi bon blesser sa propre conscience, par le mensonge, quand on n'a à dissimuler ses actes à personne ! Quand le lien du mariage n'existera plus, les disputes, les mauvais procédés, les traitements injurieux et violents, les humiliations, les tortures morales, d'un seul mot l'enfer du ménage et les crimes qui en naissent, n'auront-ils pas cessé d'exister ?

La formule sociale vraie, exacte, n'est-elle donc pas toute découverte ? n'est-elle pas d'un seul mot : la liberté ? mais la liberté pour la femme, pour la jeune fille, pour l'homme, pour l'enfant ; en d'autres termes la vie morale et corporelle dans son allure et son développement complet et régulier par l'instruction, par les arts, par l'amour, par les unions libres, par les travaux productifs, par la consommation, par le confort pour tous, par la solidarité ?

Arrière donc les endormeurs, les harangueurs avec leurs balançoires, les artistes ou baladins

politiques, quêteurs d'applaudissements d'une société conservatrice, les fabricants de lois morales, tous fauteurs de l'individualisme et de la misère!

Que le prolétaire femme, jeune fille, homme, enfant, se régénère donc en s'affranchissant, en rompant ces liens qui les retiennent dans cette fange, dans l'étiollement, dans les privations, dans des milliers de déchirements, résultats nécessaires d'une lutte incessante des forces vitales et naturelles, contre les entraves de leur libre action et de leur développement.

Qu'à un jour donné, sans autre signal que celui de sa volonté propre, le prolétariat se déclare avec ensemble; sans coup férir, son nombre, sa force, sa manifestation prévaudront. Insensé serait celui qui oserait tenter une résistance! Le prolétariat porte en lui seul toutes les solutions; la révolution sera consommée alors, et l'humanité libre enfin et heureuse, marchera dans sa destinée!

Les journaux d'Anvers ont entre tenu, à diverses reprises, leurs lecteurs, de la grève des ouvriers cigariers de cette ville; ceux de la capitale ont répété ce qui avait été dit par leurs confrères; à les entendre, les prétentions des ouvriers cigariers seraient inadmissibles, et tout le mauvais vouloir serait de leur côté.

Les patrons, au moyen de leurs organes naturels (les journaux boutiquiers) ont eu seuls la parole jusqu'à présent; et, sur leur dire, ils se seraient conduits, dans cette circonstance, avec la plus grande modération et la plus entière loyauté; mais il y a un vieux proverbe qui dit: « qui n'entend qu'une cloche, n'entend qu'un son. » Le Prolétaire se fait un devoir de publier la lettre suivante qui lui est adressée par des ouvriers cigariers et dont les journaux anversoïis ont refusé l'insertion.

Cette lettre jettera quelque lumière sur cette affaire, et montrera de quel côté se trouve la bonne foi. Nous avons cru devoir la publier dans les deux langues. — L'original est écrit en flamand.

Anvers, le 24 février 1839.

Monsieur le rédacteur,

En réponse à la lettre publiée dans le *Handelsblad* d'Anvers sur l'affaire des ouvriers cigariers, nous vous prions de vouloir bien insérer dans vos colonnes les quelques réflexions que nous soumettons à l'appréciation du public.

La décision que nous avons prise de ne plus travailler avec l'aide des *poupiers* n'est que juste, vu que, si nous continuons à travailler avec eux, dans peu d'années notre état n'aura plus aucune valeur par le grand nombre d'ouvriers cigariers qui se forment. (Sur deux ou trois années, un *poupiers* peut devenir cigariers.) Il est dans l'intérêt des jeunes gens de chercher à apprendre une profession plus lucrative, alors qu'il est encore possible de le faire.

C'est pour ce motif que les ouvriers ont écrit à tous les fabricants afin d'être autorisés à travailler sans *poupiers*; presque tous ont adhéré à cette demande. Sur cette acceptation, nous les avons renvoyés, et le 7 février un grand nombre de fabriques fonctionnaient sans *apprentis*. Mais ce soir, les fabricants eurent une réunion à l'*Etoile*, où ils décidèrent de fermer leurs ateliers. Ainsi, vous voyez bien que ce ne sont pas les ouvriers, qui ont refusé le travail.

Maintenant, jugez si nos plaintes sont fondées!

En été, dans la plupart de nos fabriques, on travaille depuis 7 heures 1/2 du matin jusqu'à midi moins le

quart; et depuis 1 heures 1/2 jusqu'à 7 heures moins le quart; en hiver, les journées sont à peu près partagées de la même manière. Les samedis, on travaille jusqu'à 4 heures de l'après-midi; mais, par compensation, les lundis, un grand nombre d'entre nous sont obligés de chômer parce que les patrons emploient les *poupiers* à écorcher le tabac à leur profit.

Ce sont cependant les ouvriers qui les paient.

Nos salaires sont divisés en quatre classes: les bons ou principaux ouvriers gagnent de 24 à 25 fr. par semaine; mais de cela il faut déduire 5 fr. ou 5 fr. 50 pour le *poupiers*; 50 cent. pour l'éclairage, et 25 cent. pour la patente (chose exorbitante et qu'il suffit de signaler pour mettre à nu la rapacité des patrons). Ainsi il lui reste à peu près 18 fr. La seconde classe gagne de 14 à 15 fr. La troisième reçoit de 10 à 12 fr., et la quatrième, enfin, peut partager avec les *poupiers*.

Mais, dit-on, les fabricants craignent en adhérant à notre demande, de ne pouvoir satisfaire leurs clients et de ne pouvoir livrer leurs commandes en temps utile; cela n'est pas fondé, parce qu'en laissant travailler deux heures de plus par jour, on peut leur faire la même besogne et mieux confectionnée qu'avec nos *apprentis*.

Les patrons prétendent encore qu'ils devront donner un salaire plus élevé. Il n'en est rien. Aucun de nous n'a eu cette pensée; nous n'avons pas élevé de prétentions à ce sujet, et nous n'avons demandé qu'à travailler aux conditions habituelles.

On nous fait le reproche, M. le rédacteur, de vouloir priver des jeunes gens de leur travail; mais c'est autant dans leur intérêt que dans le nôtre que nous avons formulé notre demande: nous voyons nos salaires constamment diminuer, et plus le nombre d'ouvriers cigariers deviendra grand, plus grandes seront les exigences des patrons; car vous savez que plus il y a de bras disponibles, plus dures sont les conditions qu'on nous impose; et nous prévoyons qu'elles deviendront telles, dans un temps très-rapproché, qu'il nous sera impossible de gagner de quoi donner du pain à nos familles.

Recevez, M. le rédacteur, nos salutations sincères,  
PLUSIEURS CIGARIERS.

Antwerpen den 24 februaris, 1839.

Mynheer den opsteller,

Antwoordende op den brief, in het *Handelsblad* van Antwerpen, sprekende over de sigaarwerkers, het besluit dat wy genomen hebben, van met geene popmaekers te werken is regtvaardig.

Aengezien, als wy met hun blyven werken, dat binnen eenige jaeren ons ambacht geene weerde meer zoude hebben, door den overvloed van werkers, (zoo dat wy aen die jongelieden, een voordeel bewyzen door hun te verpligten van een ander ambacht te leeren, terwylend dat het nu nog mogelyk is). Want of twee of dry jaeren, is een popmaeker sigaarmaeken! Door deze rede hebben wy eenen brief aen alle de fabrikanten geschreven, om hen te verzoeken, van zonder popmaekers te werken en byna alle, hebben zy daerin toegestemd, op deze toesteming hebben de sigaarwerkers, hunne popmaekers weg ge zonden; op maandag 7 februaris dezen waeren verscheyde fabrieken aen het werken zonder popmaekers maer den zelfden dag hebben de fabrikanten zig by een verzaemeld, in de *Ster*, en hebben daer voorgenomen, van alle, hunne fabrieken te sluiten. Zoo dat er niet eenen werkmans zyn werk geweygerd heeft.

Ziet hier of dat de klagten van de werkers gegrond of ongegrond zyn, in den zomer beginnen de meeste fabrieken te werken van 7 uren smorgens tot kwaert voor den 12, en van 1 1/2 tot kwaert voor den 7. Met den winter, word dit byna op de zelfde manier verdeeld. Met den zaterdag werken zy tot 4 uren naer den noon, maer met den maandag, zyn er veel die niet kunnen werken, om dat hunne popmaekers moe-

-en stroopsen tot profyt van den fabrikant, en het zyn noglans de sigaarwerkers die hunnen loon moeten betaelen.

Den dagloon is by ons in vier klasse verdeeld: Den eerste, of voornaemste verklieden die winnen van 24 tot 25 franks par week. Maer daer van moet hy 5 fr. of 5 1/2 aen zyn popmaeker betaelen, en 50 cent. voor het ligt, en dan uog 25 cent. voor het patent (deze buitensporigheid is genoeg om den roofzugt van de meesters bloot te stellen). Zoo dat er hem uog een 18 franks over blyft. De tweede klas die trekt rond van 14 tot 15 fr. naer dat de boven gemelde kosten daer af zyn. De derde klas die houd 10 of 12 fr. over, en de vierde klas mogen met hunnen popmaeker paerten.

De fabrikanten zegt men die vreezen dat zy geen werk genoeg zullen gedaen krygen, dit is ongegrond want met hunne verklieden een paer ueren par dag meer te laeten werken, zoude zy het zelfde werk en nog beter gedaen krygen. Maer de fabrikanten willen beweeren dat zy ons meer aen loon zullen moeten geven, dit is niet waer, daer is niet eenen van ons die daer aen gedagt heeft, ieder wilt voor den zelfden prys blyven werken.

Zy betigten ons, Mynheer den opsteller, dat wy die jonge lieden van hun werk ontrooven, maer het is zoo wel tothun voordeel als het onze dat wy die vraag gedaen hebben; wy zien geduerig onzen loon verminderen en hoe meer het getal der sigaarwerkers zal ver hoogen, hoe grooter dat de eyschen van onze meesters zullen zyn; en u weet wel hoe meerder handen er tot hunnen dienst zullen staen, hoe zwaerder dat de voorwaerde zullen weegen die zy ons zullen opdringen; en wy voorzien dat zy zoo ver zoude komen, dat het ons in de toekomst niet meer mogelyk zoude zyn om het brood te winnen voor onze vrouw en kinderen.

Ont fangt, Mynheer, onze opregtelyke groete  
VERSCHEYDE SIGAERWERKERS.

La police a fait des perquisitions chez plusieurs ouvriers cigariers. Nous reviendrons sur ce sujet.

## Juin et Décembre.

Logique de l'histoire.

L'Empereur a accordé des lettres de réhabilitation à M. Guinard, ancien représentant et ancien colonel de l'artillerie de la garde nationale de Paris. M. Guinard avait été condamné par la haute cour de justice siégeant à Versailles, en 1830.

Nous ne sommes point surpris de voir la clémence du héros de décembre s'étendre sur l'un des massacreurs de juin 48; la seule chose qui nous surprenne là-dedans, c'est le mot *réhabilitation*. Nous croyons, nous, qu'un homme comme M. Guinard, qui a eu l'insigne honneur de *ATTRAILLER PENDANT DE LONGUES JOURNÉES LE PROLÉTAIRE PARISIEN!* nous croyons, disons-nous, qu'un pareil homme n'avait pas besoin d'être *RÉHABILITÉ AUX YEUX DES HONNÊTES GENS!!!*

## La liberté selon l'Etoile.

Au gré de messieurs les journalistes aux gages de la bourgeoisie, le travailleur jouit encore de trop de liberté. Il est curieux d'observer le langage de ces braves journaux défenseurs du capital et de la boutique (eux qui parlent à tout bout de champ de liberté), lorsqu'ils traitent les questions qui se rattachent aux intérêts du prolétariat. Voici ce qu'on trouve dans l'*Etoile belge* à propos de la *Caisse de prévoyance des ouvriers de Bruxelles et des communes limitrophes*, établie à l'hôtel-de-ville:

« D'après l'exposé qui a été fait en assemblée générale, la caisse a eu à supporter pendant l'année 1858, une dépense de 12,000 fr., comprenant 8,500 fr. de secours en numéraire aux ouvriers malades ou blessés et 3,500 fr. pour médicaments, honoraires des médecins, etc. »

« Il est inutile d'insister sur le caractère d'utilité et de moralité de pareilles institutions. Les ouvriers qui y sont affiliés sont des *hommes d'ordres* qui, tous les dimanches, viennent apporter à la caisse commune leur cotisation et font ainsi preuve de prévoyance, alors que d'autres ont dès le samedi soir, *dissipé au cabaret le salaire d'une semaine, compromis leur santé et réduit leur famille à la misère pour huit jours.* »

« Il serait à désirer que toute personne occupant ne fût-ce qu'un ouvrier l'OBLIGAT à se faire recevoir dans une caisse de prévoyance. Les patrons et les ouvriers ne pourraient qu'y gagner. »

D'abord, nos bien sincères remerciements à l'*Etoile* pour le compliment adressé à ceux d'entre nous prolétaires qui ne sont point affiliés à une société philanthropique quelconque.

Nous ne saurions en effet nous montrer trop reconnaissants envers l'*Etoile*; elle se montre si sympathique à notre égard, elle s'exprime d'une façon si bienveillante pour nous représenter comme des hommes qui « *dissipent au cabaret le salaire d'une semaine, qui compromettent leur santé et réduisent leur famille à la misère pour huit jours* » que nous en sommes réellement touchés!

Ajoutons que la forme vaut le fond. — On ne peut dire au gens : « *vous êtes des vauriens, des ivrognes,* » en se servant d'expressions plus dignes et de meilleurs goûts.

Voilà pourtant ce qui sort de la plume de ces prêchiers de morale et de vertu.

Ces messieurs qui se disent chargés de faire l'éducation du peuple et d'adoucir les mœurs attaquent brutalement toute une classe de citoyens, parce qu'ils ne sont pas disposés à prendre part à toutes ces furies et refusent de prêter leur concours aux vues égoïstes de ceux qui, tout en pressurant le peuple ont l'air de compatir à ses souffrances.

Mais n'en déplaise à l'*Etoile* et à tous ceux qui font des réclames en faveur de ces institutions d'invention bourgeoise, la majeure partie des ouvriers s'obstine à ne vouloir pas abdiquer les derniers vestiges de leur indépendance et s'abstient de s'affilier aux *caisses de secours*; les ouvriers évitent surtout celles patronnées par le gouvernement et par les autorités (se compte-rendu officiel, et les jérémiades parties du haut de la tribune en font foi). Les prolétaires préfèrent s'arranger comme ils l'entendent pour l'emploi de l'argent provenant de leurs labeurs, que de participer à certains avantages accordés à ceux qui sont groupés sous la *tutelle* du pouvoir; ils savent fort bien où l'on tend lorsqu'on sollicite la remise des quelques sous, prélevés au moyen de dures privations sur le maigre salaire qui leur est octroyé, et le motif pour lequel on veut administrer les fonds provenant de leurs cotisations.

Dans toutes ces combinaisons perce la ruse qui distingue la bourgeoisie. Non contenté de s'adjuger la *part du Lion*, elle vise à river de telle sorte le travailleur à sa chaîne qu'il ne puisse plus se mouvoir.

Ne sait-on pas que, dans bon nombre d'établissements industriels, on opère des retenues sur le montant de la journée, dans le but d'appliquer ces sommes au soulagement des ouvriers malades ou blessés; que les patrons s'en réservent la

gérance et que jamais un compte-rendu de la situation n'est exposé sous les yeux des intéressés, et si un ouvrier *trop curieux* s'avisait de demander des éclaircissements, il serait impitoyablement *chassé!*

Toutes ces choses sont connues et appréciées comme elle le méritent par l'immense majorité des travailleurs; il est vrai que cette majorité n'est pas composée d'hommes *d'ordre* à la façon de l'*Etoile*; ceux-là continueront, malgré les criailleries des journaux, *bien pensants*, à remplir la mission qui incombe à tout prolétaire qui veut non-seulement mettre fin à l'exploitation, mais être entièrement libre, dégagé de toute entrave, et qui ne reconnaît que le prolétariat comme dispensateur des richesses créées par le travail!

Nous publions volontiers la lettre suivante émanant de l'*Association Internationale*. Les explications contenues dans cette lettre donnent la clef des contradictions apparentes, et du vague qui régnait dans le *manifeste* publié par cette association entrée aujourd'hui franchement et carrément dans la voie révolutionnaire radicale, et inscrit sur sa bannière : affranchissement du prolétariat!

Nous ne pouvons que lui répéter : *bravo!*—La démocratie prolétarienne a enfin compris qu'il fallait abandonner la vieille routine, et que le seul moyen de créer l'unité est de ne se grouper qu'au nom de la révolution, de n'avoir pour guide que son drapeau, sans se préoccuper si les projets de Messieurs tels ou tels en sont contrariés.

Avec une armée composée de tels soldats, forts de leurs principes, ayant un but bien déterminé, vienne le jour du combat; la victoire ne sera pas douteuse et la liberté triomphera de tous ses ennemis.

Londres, le 28 février 1859.

L'*Association Internationale* au rédacteur du *Prolétaire*.

Citoyen,  
Dans le dernier numéro de votre journal, nous avons lu la lettre de votre correspondant, adressée à l'*Association*, et les réflexions que lui a suggéré la lecture de notre *manifeste*, que vous avez eu la bienveillance de publier dans votre numéro du 26 janvier.

Ne voulant pas que des phrases mal traduites fassent douter de nos principes et de la ferme résolution de n'en point dévier, nous vous prions, citoyen, d'accorder place dans votre prochain numéro, à l'exposé des faits qui ont donné lieu à ces contradictions contenues dans notre *manifeste*.

Après l'appel à l'*union* de Joseph Mazzini, quelques membres de l'*Internationale* se rallièrent à la marche proposée par lui. Alors, nous reconnûmes la nécessité de protester, au nom du prolétariat, contre ce traquenard politique, en publiant, nous aussi, un appel à l'*union* de tous les démocrates socialistes.

La proposition fut faite et adoptée, et une commission nommée pour sa rédaction.

D'abord, rédigé en anglais et présenté à l'assemblée, le *manifeste* fut reçu par une opposition systématique de la part des membres qui avaient adhéré à l'appel de Mazzini.

Devant cette opposition qui ne voulait que temporiser, afin d'en rendre la publication impossible, en temps opportun, notre devoir était de le voter, sans exiger préalablement la traduction en français; cependant, il fut décidé qu'il serait imprimé dans les deux langues.

Pour le traduire en français, il fallait quelqu'un

de capable, la société renfermait bien des membres pour qui cette tâche eût été facile, mais ne partageant pas les idées y contenues, ils refusèrent d'y apporter leur concours.

Il ne restait donc plus, parmi les hommes de bonne volonté, que des citoyens pour qui ce travail était au-dessus de leurs forces; néanmoins, ils se mirent à la besogne et rendirent le travail, tant bien que mal, au jour qui leur avait été fixé.

Vous le voyez, citoyen, s'il a été incomplet, ne vous en prenez qu'à la condition sociale qui nous est faite.

Nous vous envoyons un exemplaire en anglais, où vous trouverez le passage dont parle votre correspondant, et dont voici l'exacte traduction :

« Reprenez une nouvelle position, plantez votre drapeau sur les larges bases de l'humanité; que votre mot d'ordre soit : *chacun pour tous et tous pour chacun*; et alors nous serons des premiers à vous accorder ce respect que, par principes, nous devons vous refuser. »

Maintenant que vous voyez quelle est la cause de la contradiction, il nous reste à affirmer que nous sommes les ennemis déterminés de tout privilège; et la bourgeoisie étant une caste de privilégiés, l'*union* entre elle et le prolétariat est et sera toujours impossible, puisque l'un est l'exploiteur, et l'autre l'exploité; et nous disons avec votre correspondant : « Qu'ils acceptent franchement et sans arrière-pensée toutes les conséquences de la *révolution sociale*, qu'ils viennent dans nos rangs, qu'ils combattent à nos côtés, mais qu'ils sachent que là *un vaut un!* car de même que nous n'arborons qu'un drapeau : la *révolution sociale*, nous n'admettons qu'un chef, LE PROLÉTAIRIAT! »

Agreez, citoyen, nos salutations fraternelles,

Le secrétariat central :

H. MACKAY,  
F. GIRARD,  
N. ULRICK.

ERRATUM. — Dans la lettre parue dans notre dernier numéro, et adressée à l'*Association Internationale*, une faute d'impression de nature à donner une interprétation inexacte de la pensée de notre correspondant au sujet de l'*autorité* est passée inaperçue.—Nous tenons à la relever.

Page 2, deuxième colonne, second alinéa, au lieu de lire : Quelques travailleurs sans titres, sans notoriété, sans autorité (même utile), lisez : (même *stèle*).

Nous avons relaté dans un précédent numéro l'incident soulevé à la chambre par la pétition de Geens, victime comme on le sait d'une erreur judiciaire.

Une seconde pétition renfermant également une demande d'indemnité a donné lieu à une nouvelle discussion à ce sujet.

Voici ce qu'en dit l'*Echo de Bruxelles* :

« C'est hier seulement qu'a paru, au *Moniteur belge*, compte-rendu de la séance du 11 février de la chambre des représentants, dans laquelle M. Tesch a rappelé, dans un but qui s'accorde mal avec la dignité d'un ministre libéral, la condamnation correctionnelle que Bonnè et Geens avaient subie antérieurement à leur condamnation en cour d'assises. Nous étions très-désireux de lire, dans les *Annales parlementaires*, les paroles textuelles de M. le ministre.

« Eh bien! veut-on savoir à quel temps remonte cette condamnation correctionnelle? »

« A 42 ans! »

« Veut-on connaître les circonstances du vol qui a été reproché à ces infortunés par le ministre de la justice après 42 ans d'expiation? »

• M. Noteliers les a exposées en ces termes :

• C'était, a-t-il dit, dans les malheureuses années de disette de 1816 à 1817. Geens était l'aîné d'une famille nombreuse et sa mère était veuve. Il prit avec Bonnè quelques pommes de terre pour subvenir aux besoins de sa famille. Voilà l'explication de ce triste fait qui a pesé sur Geens pendant toute sa vie et qui pèse encore sur lui. •

Après avoir apprécié la conduite de M. Tesch, dans l'affaire Bonnè et Geens, que le public se fasse juge du langage du ministre.

Le libéralisme est, à nos yeux, l'expression constante de tous les sentiments nobles et généreux; ses efforts tendent à réparer les injustices et à cicatriser les plaies de l'humanité.

M. Tesch est-il libéral, lorsqu'après le mal irréparable causé à Bonnè et Geens par l'imperfection de nos lois et du jugement des hommes, il tente de soustraire l'Etat à la justice d'une réparation convenable, en exhumant le souvenir d'une faute commise, il y a quarante deux ans, par les victimes de l'erreur judiciaire?

Bonnè et Geens, pour un crime qu'ils n'avaient pas commis, ont subi un an entier de détention préventive, ils ont été condamnés à mort, sont restés pendant trois mois dans une cellule solitaire, d'où ils ont dû sortir pour marcher à l'échafaud, et après avoir été exposés ils ont eu à supporter neuf mois de travaux forcés. Tout cela n'est rien pour M. Tesch, parce que Bonnè et Geens ont reçu successivement quatre mille francs d'indemnité, et aussi parce qu'en 1816, au milieu d'une disette, l'un d'eux a volé des pommes de terre pour nourrir sa vieille mère. Nous le demandons encore une fois, est-ce bien un libéral qui tient ce langage?

Que dites-vous, lecteur, de ce ministre de la justice faisant valoir de pareils arguments pour refuser un secours à un homme qui a souffert ce que Geens a enduré lorsqu'il était sous le coup d'une condamnation imméritée?

Vers la même époque, on présentait une demande de crédit d'un demi-million pour continuer les travaux de l'église de Laeken.

#### Nécrologie.

Lundi, 28 février, un grand nombre de citoyens rendait les derniers devoirs à un prolétaire, E. Stas, ouvrier tailleur, décédé à l'âge de 24 ans, et mort en *homme libre*, malgré les obsessions dont on l'a entouré.

Ils sont nombreux parmi nous les citoyens qui, comme Stas, protestent jusqu'à la dernière heure contre l'autorité du prêtre, autorité si chère aux hommes du privilège et de l'exploitation, et si intimement liée avec eux pour la conservation de leurs privilèges communs.

Plusieurs discours prononcés sur la tombe du défunt par des membres de l'association des *Solidaires*, de laquelle Stas faisait partie et qui présidait à ses funérailles, ainsi que par des membres de l'*Affranchissement*, ont surtout fait ressortir ceci : C'est que, aujourd'hui, le prolétariat se trouve à la tête du mouvement émancipateur, et ne cesse de protester contre l'ordre de choses établi.

Ces protestations acquièrent une importance d'autant plus remarquable, qu'elles émanent d'hommes *obscurs* marchant fièrement à la conquête de la liberté pour le triomphe de laquelle ils luttent jusqu'au dernier soupir.

Mardi dernier, les associations : l'*Affranchissement* et les *Solidaires* réunis ont prêté leur concours à l'enterrement de Jules Poron, âgé de six ans.

Les parents de cet enfant l'ont préservé du contact du prêtre.

#### RÉSUMÉ POLITIQUE.

Nous sommes à la veille du printemps, saison propice pour envoyer les peuples s'entregorger pour la plus grande gloire de leurs maîtres. Il paraît certain que, cette année « le réveil de la nature » se fera au bruit du canon. Dans tous les camps, on se prépare à l'attaque et à la défense d'une manière formidable; et en attendant la destruction des hommes et des choses, les dépenses occasionnées pour les préparatifs guerriers vont absorber le plus clair des revenus des Etats, c'est-à-dire le produit de plusieurs années des sueurs du prolétariat.

Chose atroce! inouïe! et on peut demander combien de temps encore les peuples souffriront-ils que quelques individus s'arrogent le pouvoir de les envoyer à l'abattoir comme des troupeaux de brutes?

Quelque soit la tournure que prenne d'abord les événements, sans être prophète, on peut prédire que cette guerre qui vient troubler les esprits sera la dernière, et qu'à l'avenir les populations se tendront la main et tourneront leurs armes contre ceux qui les dominent et les écrasent.

Les conquêtes qu'elles auront à faire seront toutes à l'intérieur, et point ne sera nécessaire pour conquérir leurs droits et la liberté de franchir les frontières et d'envahir les pays voisins. Les victoires à remporter, consisteront à reprendre ce qui leur a été ravi par leurs ennemis naturels, les oppresseurs et les exploités de toute espèce.

La leçon aura été rude, mais elle sera mise à profit. Les tendances du prolétariat sont nettement dessinées, et partout il aspire à la liberté!

Mais la période qui précédera la mort du despotisme et la venue de la liberté sera très-orageuse. *L'Empire* veut la guerre, par peur de la révolution qui gagne tous les jours du terrain, et parce qu'il espère, en faisant une diversion, conserver le pouvoir et consolider sa dynastie; son entourage l'appelle de tous ses vœux (nous parlons de ceux qui n'ont pas encore une part suffisante du gâteau. La fraction, qui a mis du foin dans ses bottes, ne demande plus qu'à « descendre gaiement le fleuve de la vie. » De là viennent les tiraillements qui ont lieu dans les régions impérialistes, et les résistances aux desseins du maître qui se font sentir et viennent contrarier ses plans.

Voilà pourquoi on a l'air de temporiser, et que le lendemain du jour où on a crié : en avant! paraît-on battre en retraite et reculer.

Cependant, malgré ces coups de théâtre, on n'en poursuit pas moins la réalisation des projets combinés; et comme c'est une question de vie ou de mort, on aura la guerre.

Lors du coup d'Etat, le président de la république s'est servi de la loi du 31 mai; cette loi qui avait ravi le droit de vote à six millions de citoyens, fut une arme terrible dont il sut se servir admirablement pour établir sa domination à l'intérieur; aujourd'hui, il s'est emparé de la question italienne et les mêmes soldats qui ont égorgé la république romaine et rétabli le Pape, vont l'abandonner à ses propres forces, sachant bien que le souverain pontife ne tardera pas à voir son troupeau se révolter contre lui et le prier d'aller faire une promenade à Gaëte, ou plus loin s'il ne se trouve pas en sécurité, dans les Etats de son voisin Ferdinand.

On sait que dans la situation où se trouvent les esprits, un rien peut amener un conflit entre les

autrichiens et les italiens, et donner prétexte à une intervention de l'armée française qui n'attend que le signal pour franchir la frontière et mettre l'Italie en feu.

Les choses en sont arrivées à ce point et sont si bien combinées qu'un beau matin on pourra dire impunément : *L'honneur* de la France est engagé; il y va de la dignité du pays de ne pas souffrir qu'on opprime plus longtemps des populations dont les souffrances ont toujours trouvé un écho dans le cœur si sympathique des français; le moment est venu de voler à leur secours. Et la farce sera jouée, et on entraînera la France malgré les répugnances générales pour cette guerre toute dynastique.

Que le roi de Piémont se berce d'illusion, en espérant voir accroître sa puissance, cela se comprend; l'ambition donne le vertige à ceux dont elle s'est emparé; que les *colonels* poussent à la guerre, que les *chauvins* mangent de l'autrichien en attendant qu'ils engloutissent du prussien, cela se conçoit encore; mais ce qui ne se comprend pas, ce qui n'a pas de nom, c'est la démarche des soi-disant patriotes italiens, faite au Palais-Royal chez le cousin, invoquant l'appui des Bonapartes pour aider à reconquérir son indépendance, sa liberté!

Mais, malheureux! regardez donc à côté de vous; voyez donc dans quel état d'abaissement se trouve la France, écrasée sous la botte de celui dont vous réclamez l'intervention!

Ah! si le peuple italien, dans la position difficile où il est, ne trouve pas dans son énergie d'autres moyens de se soustraire à la domination étrangère que ceux proposés par ses *sauveurs*, malheur à lui! il verrait bientôt que le remède est pire que le mal.

Ce serait trop bénévolement accepter le rôle de dupes, et le plus simple bon sens indiquera aux italiens que dans la comédie bonapartiste, ils ne sont là que pour tirer les marrons du feu.

Bonaparte veut la guerre; la diplomatie, elle-même, sent son impuissance à l'en empêcher; elle sent que toutes les tentatives faites en vue d'amener un arrangement à l'amiable entre l'Autriche et la France au sujet de l'Italie, échoueraient devant sa volonté nettement formulée; et tout ce qu'elle pourra gagner, ce sera de retarder l'explosion de quelques jours.

#### Petite correspondance.

Reçu du citoyen S. S. à Namur la somme de 31 fr. 25 cent. pour la souscription du *Proletaire*. Merci.

Reçu du citoyen G. Ch. à Londres la somme de 20 fr. pour la même souscription. Merci.

## LE LIBERTAIRE.

JOURNAL DU MOUVEMENT SOCIAL,

Publié à New-York,

Paraissant à intervalles irréguliers, une fois par mois au moins.

PRIX DU NUMÉRO : 25 CENTIMES.

Les abonnements au *Libertaire* se font, — non au mois ni à l'année, — mais pour un certain nombre de numéros. — Prix de 5 numéros 1 fr. 25 cent. (les frais de poste en plus).

On s'abonne à Bruxelles au bureau du *Proletaire*.

# LE PROLÉTAIRE

Abonnement :

Payable d'avance pour Bruxelles.

Un an . . . . . 2 fr. 00  
Six mois . . . . . 1 . 00  
Trois mois . . . . . 0 . 50

LE JOURNAL

est expédié franco  
Par la poste.

Plus de Privilège.

JOURNAL PARAISSANT TOUS LES QUINZE JOURS.

S'adresser, pour tout ce qui concerne le Journal, chez Morvoet, rue de Christine, 13.

Les lettres et les paquets ne seront reçus qu'affranchis.

On s'abonne à Londres au bureau de l'Association internationale centrale, 42, Gray's Inn lane, Holborn, et chez notre correspondant, A. Herben, 10, Bishop's head Court Gray's Inn lane Holborn

Tout par le travail.

Pour la province :

Un an . . . . . 3 fr. 00  
Six mois . . . . . 1 . 50  
Trois mois . . . . . 0 . 80

Pour la Suisse et l'Angleterre,  
5 francs par an.MM. les abonnés de la province  
peuvent en envoyer  
le montant en timbres postes.

## AVIS.

Nous rappelons à ceux de nos abonnés qui n'auront pas refusé le journal, que leur abonnement continuera jusqu'à révocation formelle.

Toute demande d'abonnement pour la province qui ne sera pas accompagnée du montant, soit par un mandat sur la poste ou en timbres-poste, sera considérée comme non avenue.

Les lettres et les envois à l'adresse du journal *Le Prolétaire* doivent être expédiés franco, Rue de Christine, 13, chez Morvoet.

Nous prions nos amis qui ont des listes de souscriptions, relatives à la condamnation du journal *LE PROLÉTAIRE*, de bien vouloir les faire parvenir à la nouvelle adresse ci-dessus.

Bruxelles, 31 Mars 1859.

Vouloir à l'heure qu'il est arrêter l'élan révolutionnaire, c'est peine perdue; c'est vouloir empêcher la marée de monter, la terre de tourner.

Insensé qui voudrait y faire obstacle.

Le caractère distinctif de notre époque est si nettement tracé, que les moins clairvoyants ne peuvent plus se méprendre sur la portée du mouvement qui emporte le prolétariat vers de nouvelles destinées.

Replié sur lui-même, le travailleur, fatigué de courber éternellement le front devant des maîtres cupides et insolents, jette un regard assuré vers le jour qui annoncera sa délivrance.

Rien ne peut le détourner de l'objet de ses constantes préoccupations.

Il sait que de lui seul dépend son salut; que sa qualité de producteur, d'homme utile à la société, constituent des droits dont ne doivent pas être appelés à jouir ceux qui ne produisent point, les oisifs et les parasites.

Par le renversement des plus simples notions du bon sens, de la logique et de la justice, ceux qui manquaient des qualités essentielles pour faire admettre leurs prétentions, ont dicté la loi à ceux qui leur procuraient l'existence par le travail; ces derniers, les plus nombreux et les plus forts, ont dû subir les conditions imposées par le petit nombre et les plus incapables.

Une astuce infernale, un esprit de ruse et de rouerie incroyable, une persévérance inouïe, l'instruction impossible pour les déshérités, enfin une force terrible (les armées) tirée du sein mé-

me du prolétariat pour le contenir, ont pu jusqu'à ce jour garotter le colosse et le maintenir à l'état d'abjection et de servitude malgré les efforts tentés pour briser ses chaînes.

Ce qui manquait jadis au prolétariat, la conscience de sa valeur, la connaissance de ses forces, il le possède aujourd'hui; c'est pourquoi il veut s'appartenir et se débarrasser des maîtres qui l'oppriment actuellement et qu'il entend mettre à néant les prétentions de ceux qui voudraient leur succéder.

Ce n'est pas tout d'un coup que le prolétariat a pu arriver à ne plus avoir confiance qu'en son initiative, et il a fallu bien des leçons avant qu'il n'ait reconnu que tout ce qui n'est pas lui ne pouvait, ou ne voulait pas travailler à son affranchissement complet; c'est après avoir épuisé tous les moyens, après avoir montré une patience, une longanimité extrêmes envers ceux qui lui avait promis d'unir leurs efforts aux siens, qui ont toujours trahi sa confiance, qu'il a pu juger de l'inutilité de repoursuivre des chimères en suivant aveuglément la route tracée par ceux qui l'ont toujours conduit à sa perte.

Depuis qu'il s'est séparé de ses trop chers amis, il a acquis une liberté d'allures, une hardiesse de vues, qui ont dérouté les stratéges politiques, et d'un bond il s'est placé au point culminant d'où il domine la situation. C'est le prolétariat qui occupe aujourd'hui la première position. Sa volonté sera bientôt exécutée, car il possède le vouloir et la force morale nécessaire pour conduire à bonne fin l'œuvre immense de sa résurrection.

## L'hospitalité belge.

Un citoyen qui était parvenu, ainsi que plusieurs de ses compagnons d'infortune à se soustraire à ses bourreaux, en s'évadant de Cayenne, lieu où l'on fait subir un régime meurtrier aux transportés par mesures de *sûreté générale*, vint chercher un abri sous le ciel hospitalier de la Belgique, où il était parvenu à se créer des moyens d'existence par son travail.

Il habitait Bruxelles depuis quelques mois, lorsque la police, qui a toujours ses limiers en campagne, parvint à découvrir que ce prolétaire portait un nom qui n'était pas le sien. Il fut arrêté et conduit aux *Petits-Carmes*, où il resta un mois préventivement, puis condamné à six mois de prison.

LA PRISON D'ABORD, L'EXPULSION ENSUITE.

Voilà donc comment on exerce l'hospitalité dans notre pays?

C'est la rougeur au front et l'indignation dans le cœur que nous assistons à des actes aussi odieux posés par le pouvoir.

O! ministres libéraux, que vous aurez bien mérité de M. Bonaparte en satisfaisant ses vengeances et en vous constituant ses geôliers!

Que l'on dise encore que Bruxelles n'est pas une succursale de la rue de Jérusalem!

Le citoyen Attibert proteste contre l'ordre d'expulsion qui vient de lui être signifié de partir avant qu'il n'ait purgé sa condamnation.

Nous donnons volontiers place dans nos colonnes à la lettre suivante qu'il nous adresse :

Citoyen rédacteur,

Je vous prie de vouloir insérer dans votre journal la protestation suivante, nécessaire à mon honneur et au respect de la vérité.

J'espère, citoyen, que cette demande d'un prisonnier sera bien accueillie de vous.

Je vous salue et vous remercie d'avance.

F. ATTIBERT.

Je soussigné, François Attibert, condamné par la cour d'assises d'Angers à la déportation à Cayenne, évadé et réfugié en Angleterre, venu à Bruxelles pour y travailler, condamné le 10 février par le tribunal de police correctionnelle, à six mois de prison pour m'être servi d'un passeport qui n'était pas le mien (il eut été difficile du reste d'avoir des papiers en règle aux termes où je me trouve vis-à-vis les autorités françaises).

J'ai reçu le 22 courant notification de l'arrêté royal qui m'expulse de la Belgique à l'expiration de ma peine. — Je m'y attendais; mais à ma grande surprise et au mépris du jugement précité, mis depuis deux mois à exécution, on vient de me signifier l'ordre de quitter immédiatement la Belgique.

Je déclare protester hautement et de la manière la plus énergique, contre ce que cet ordre a d'insolite à mon égard.

Je n'ai pas sollicité cette grâce honteuse qui me frappe dans mon honneur.

Je n'ai autorisé qui que ce soit à le faire.

Cet ordre viendrait-il à la suite d'inprudentes démarches et de pusillanimes sollicitations d'amis connus ou inconnus?

Un ennemi déclaré seul peut agir ainsi.

N'est-ce pas une peine dans la peine?

C'est pourquoi je proteste contre cette mesure et en rejette responsabilité et l'odieux sur qu'il appartiendra.

ATTIBERT.

Bruxelles, Prison des petits-carmes, 25 mars 1859.

Avant son départ de Belgique, le citoyen Atti-

bert a adressé la lettre suivante au *National* :

Au rédacteur du *National*.

Monsieur,

Je vous ai adressé, à propos de mon expulsion de Belgique, une protestation que vous avez insérée dans votre n° du 27. Avant de quitter le sol Belge, il importe à mon honneur de protester contre les réflexions dont vous accompagnez ma protestation.

Oui, je suis un *malheureux* et vous avez raison de répéter trois fois ce mot. Je suis malheureux, parce que je suis un ouvrier; malheureux parce que ma patrie est esclave, et malheureux parce que votre pays, *le plus libre du monde*, ne se reconnaît pas le droit d'accorder l'hospitalité à un serviteur de la liberté évadé de Cayenne.

Vous, monsieur, qui suppliez pour moi votre ministère libéral, comme si j'étais un mendiant, quand il faudrait invoquer en ma faveur les lois et la constitution belges, vous n'êtes sans doute ni Belge ni Français. Et c'est pourquoi je proteste de toute mes forces contre un article où vous n'avez pas honte d'altérer et de fausser la loyale protestation que j'ai eu la bonne foi de vous adresser. Votre attitude envers moi est plus détestable, s'il se peut que celle de votre ministère et de votre gouvernement.

F. ATTIBERT.

Bruxelles 28 mars 1859.

### Appel à la répression.

Il y a une dizaine de jours, l'*Etoile belge* reproduisait avec empressement un article publié par le *Nouvelliste de Gand* sur les coalitions.

Nous donnons cet article dans son entier, afin que nos lecteurs puissent juger du degré de sympathie que les respectables organes du comploir et de la boutique pour la classe si intéressante des travailleurs (style officiel).

« Les coalitions dans nos ateliers industriels se propagent. Elles s'étaient exclusivement bornées aux fabriques de MM. Vanden Hove et Dierman-Seth; on assure qu'elles viennent de s'étendre aux établissements de MM. Baertsoen et Bove-Coppens.

« Autrefois, les mises en grève ne pouvaient se prolonger longtemps, parce que les ouvriers coalisés, privés de toutes ressources, étaient forcés de revenir à de meilleurs sentiments. Constitués en société aujourd'hui, les travailleurs récalcitrants vivent, dit-on, du produit d'une caisse de prévoyance qui les soutient dans leurs réclamations et pourvoit à tous leurs besoins.

« Il y a, comme on voit, progrès et les associations ouvrières de la Grande-Bretagne commencent à s'impatroniser parmi nous.

« La crise alimentaire a été traversée dans notre ville sans que l'on ait eu à déplorer de fatales collisions. Les meetings ont porté leurs fruits et les ouvriers s'insurgent à chaque instant contre leurs maîtres. Si cela continue, nous en reviendrons au temps des Bourses des chapeliers (*Hoedenmakers bourse*). Sous le gouvernement précédent, cette institution exerçait sur les fabricants une action véritablement despotique. Elle imposait ses compagnons aux maîtres chapeliers et fixait leur salaire. Forcé était à ces derniers de se soumettre à toutes les conditions qu'on leur prescrivait, sous peine de voir leurs ateliers déserts. Les paresseux et les ivrognes devaient être supportés tout comme les travailleurs laborieux et économes.

« Les chapeliers las d'être tyrannisés par leurs subordonnés s'adressèrent à la justice qui sévit avec vigueur contre les coupables; la caisse fut saisie ainsi que la correspondance; et après plusieurs condamnations, la corporation des ouvriers chapeliers dissoute.

« On demande l'abrogation des art. 415, 416 et 417 du Code pénal contre la coalition et l'embauchage, sous le beau prétexte que ces dispositions n'étaient

plus en harmonie avec nos mœurs et les besoins de l'époque. Cette réclamation avait pour but évident de livrer les maîtres à la merci de leurs ouvriers. Une pareille prétention ne pouvait prévaloir.

« La loi atteint toute coalition de quelque nature qu'elle soit. C'est là une garantie que le législateur a donnée au travail, garantie précieuse et sans laquelle il n'est point d'industrie possible.

« Nous ne prétendons nous prononcer pas plus en faveur des uns que des autres; ce que nous voulons, c'est que les ouvriers ne prêtent point l'oreille à des suggestions perfides dont ils finiraient par être les premières victimes.

« Le silence obstiné dans lequel certains journaux se renferment au sujet des coalitions qui affligent notre ville, nous fait supposer que la politique n'est point étrangère aux différends qui ont surgi coup sur coup entre les industriels et leurs ouvriers. On est d'autant plus fondé à le croire que la population tout entière a pu voir dans une démonstration récente une société ouvrière se trainer à la remorque des meneurs.

Ne trouvez-vous pas comme nous, lecteurs, que ces honnêtes journaux sont passés maîtres en fait de dénonciation? Ne sentez-vous pas quelque parfum de délation s'échapper de ces lignes immondes?

N'est-ce pas que c'est une bien *gracieuse* invitation faite à la justice, afin qu'elle pose sa main crochue sur la caisse des associations, saisisse leurs papiers et sévisse contre ces ouvriers qui tyrannisent leurs *malheureux* patrons?

Le *Nouvelliste* doit se réjouir; quelques jours plus tard, le *Journal de Gand* publiait ce qui suit :

« Le commissaire de police de la 3<sup>e</sup> section, conformément à l'ordre qu'il en avait reçu du parquet, s'étant rendu hier à l'estaminet le *Chien noir*, rue des Chartreux, à l'effet d'y saisir la caisse contenant l'argent qui devait être distribué aux ouvriers coalisés, rencontra de la part du grand nombre de ces ouvriers qui s'y trouvaient réunis la plus vive résistance, et se trouvant dans l'impossibilité de mettre l'ordre à exécution, demanda du renfort qui lui fut envoyé en toute hâte.

« A l'arrivée des agents de la force publique, le commissaire employa de nouveau tous les moyens possibles pour faire comprendre aux ouvriers dont le nombre avait considérablement augmenté, les désagréments qui pourraient résulter de leur opposition à l'exécution de son mandat. Le commissaire en chef s'étant également rendu sur les lieux, porteur d'un ordre du parquet, exposa à son tour aux dits ouvriers la fâcheuse position qu'ils prenaient dans cette circonstance. Il ne fut pas plus heureux dans son entreprise et se retira pour en rendre compte à qui de droit.

« Alors, M. le bourgmestre et M. le substitut du procureur du roi, Ad. Dubois, se rendirent au *Chien noir* sans être accompagnés d'aucun agent, et à leur tour ils essayèrent de faire comprendre aux ouvriers qu'ils avaient à se soumettre à la justice; mais toutes les tentatives restèrent sans résultat.

« Le parquet requit alors la gendarmerie, à se rendre sur les lieux accompagnée du commissaire en chef, également requis; à l'arrivée de la force armée dans la rue des Chartreux, des huées sont parties de la foule et quelques pierres ont été jetées.

« Après que les réquisitions et les sommations conformes à la loi eurent été faites, la gendarmerie a dissipé la foule.

« Après avoir rencontré tant de la part du cabaretier que des ouvriers la plus vive résistance, le refus formel et d'évacuer le cabaret et de délivrer la caisse, la police après sommation a, à son tour, évacué de force et saisi la caisse.

« Nous apprenons qu'aucun désordre n'a été signalé cette nuit.

Comme on peut le remarquer, le programme tracé par le *Nouvelliste* a été suivi de point en

point. Rien n'y manque que la condamnation, mais patience, cela viendra plus tard. La justice *informe*, comme on dit au parquet, et le *Nouvelliste* aura raison jusqu'au bout.

Dernièrement, la police se livrait à des perquisitions chez plusieurs ouvriers cigariers de Bruxelles, sous le prétexte qu'ils avaient des *ramifications* avec leurs confrères d'Anvers, aujourd'hui en contestation avec leurs patrons.

Les actes arbitraires, les attentats à la liberté individuelle vont bon train dans notre pays, abrité que nous sommes sous l'égide de la constitution la plus libérale du continent.

O! braves et dignes défenseurs des *libres* institutions de notre *heureuse* Belgique, qui usez si largement, à votre profit, du droit d'association, vous osez crier à la *tyrannie* et faire appel à la répression, quand les prolétaires, qui cependant vous fournissent si *copieusement* la *pâtée!* mettent leurs efforts en commun pour résister aux conditions toujours plus dures et plus humiliantes que vous voulez leur imposer.

Quant à ce qui concerne l'accusation que vous faites peser sur les ouvriers, d'être à la *remorque* des meneurs, vous avez donc oublié, *bonnes gens*, que lors des stériles agitations de mai 1857, les travailleurs ont résisté à toutes les excitations et parce qu'ils ne *veulent* plus servir les intérêts des partis quels qu'ils soient qui se disputent le pouvoir, et qu'à cette époque, ils regardaient, les mains dans les poches et le sourire aux lèvres, les émeutiers en gants jaunes, en leur disant : *Dieu vous assiste!*

Nous trouvons dans l'*Etoile* ce petit entrefilet :

Un *accident* est arrivé dimanche à Gand, dans la bagarre, au moment de la saisie de la caisse des ouvriers. Le nommé P. Colignon, ouvrier imprimeur au *Beurzen-Courant*, sortait avec sa femme et ses enfants, d'une maison de la rue des Chartreux, où il avait fait exécuter quelques réparations à un cylindre à imprimer. L'ouvrier traversait *paisiblement* la rue, lorsque un gendarme, croyant sans doute que le rouleau en cuivre posé sur l'épaule de Colignon était une machine infernale, porta au malheureux travailleur un *coup de sabre* qui lui fit une large entaille au côté gauche du front.

Nous parlons plus haut du respect que l'on a pour la liberté individuelle; l'*accident* de la rue des Chartreux prouve que le même respect pour leur vie est professé par les piliers de l'ordre; et de plus, il donne la mesure des procédés employés pour son maintien.

Le fait d'un forcené qui frappe brutalement un homme accompagné de sa femme et de ses enfants, et qui marchait *paisiblement*, paraît tellement simple que les journalistes le qualifient ingénieusement d'*accident*.

Il est vrai que cet homme n'est qu'un *prolétaire*, et qu'on n'y regarde pas de si près. D'ailleurs, ils sont si nombreux que l'on pourrait en détruire une partie sans nuire aucunement aux besoins des fortunés, auxquels ils fournissent toutes les jouissances par leur travail.

### Le Chauvinisme.

Nous avons reçu de Londres une brochure publiée par la *Commune révolutionnaire*; cette brochure intitulée : LES BONAPARTE ET L'ITALIE (Ré-

ponse à nos amis), est signée : *Félix Pyat, Bes-son et Chat. lin.*

La lecture de cette brochure nous a fait éprouver un pénible sentiment de surprise. Nous n'aurions jamais osé supposer que des hommes qui ont lutté pour la république, qui sont proscrits pour l'avoir défendue, et qui sachant les maux engendrés par les idées de guerre et de conquête, osent encore à l'heure qu'il est préconiser les mêmes idées et sacrifier sur l'autel du *Chauvinisme*.

Une autre surprise nous attendait : un journal qui se dit révolutionnaire, le *Bien-Etre social* fait précéder la reproduction d'une partie de l'œuvre de MM. Pyat et C<sup>e</sup> des lignes suivantes :

« Nous avons reçu de Londres une nouvelle brochure du citoyen F. Pyat, nous n'essaierons point d'en faire l'éloge ; la verve courageuse et spirituelle de ses aînées la recommande suffisamment aux lecteurs. Quant aux critiques que nous pourrions faire, elles ne porteraient que sur des points de peu d'importance. Il est une observation, entre autres que l'avenir seul pourra justifier, c'est que Bonaparte n'est pas si près qu'ils le pense d'une entrée en campagne.

« Nous jugeons la brochure du citoyen Pyat assez riche pour pouvoir lui emprunter, sans lui nuire, les extraits suivants : »

Inutile d'ajouter que le *Bien-Etre social* a expurgé sa reproduction de ce qui fait la quintessence de l'ouvrage, et a soigneusement écarté les passages qui résument l'esprit qui a animé les vénérables grognards de la *Commune révolutionnaire*.

Comme on ne se contente plus de nos jours de lire un ouvrage quelconque adressé à la démocratie, pour y trouver uniquement de « la verve courageuse et spirituelle, » mais bien pour rechercher le fond des idées qui y sont émises, sans se payer de beaux mots ou de phrases plus ou moins bien arrangées, nous croyons qu'il y a des lacunes que nous devons combler en faisant ressortir le mérite et la portée des passages supprimés par le *Bien-Etre social*.

Ceci posé, donnons la parole aux auteurs de la brochure.

Après avoir exposé que les traités de 1815, imposés par la force, sont une source permanente d'inquiétude, d'agitation et de guerre, ils ajoutent :

« Cependant, la France est la seule nation qui n'opprime personne avec ces iniques traités. Disons plus : elle est la seule grande nation qui en souffre comme les petites. En l'affaiblissant et l'humiliant comme ils font, en lui ôtant ses frontières naturelles, ils la poussent fatalement à les déchirer par quelque main que ce soit, digne ou non, capable ou non de cet acte de réparation. En niant le droit des autres comme le sien propre, ils excitent sa générosité encore plus que son égoïsme et lui donnent deux raisons pour une d'écouter et de suivre même jusqu'à l'abîme l'indigne qui ne veut qu'exploiter ces nobles instincts, cet amour de justice et cette passion de dévouement. »

Plus loin, les auteurs s'écrient :

« Et la France donc ! elle n'a pas même repris ses vieilles limites, pas même relevé ses fortifications d'Inningue. Et pourtant malgré ces traités intacts pour elle seule et percés même par les petits. La Grèce s'est délivrée des Turcs, la Belgique de la Hollande, Neuchâtel de la Prusse, sans compter le trou que l'Empereur en personne y a fait à Paris... »

Que les traités de 1815 aient été un parquage des peuples, nul ne l'ignore ; mais la protestation des auteurs, qui sont français avant tout, contre ces traités, respire furieusement la jalousie du métier, et leurs plaintes ne seraient pas aussi amères, si la grande nation était aussi bien partagée que les autres puissances de l'Europe.

Non contents de travailler de concert avec les colonels pour faire revivre les idées *chauvines* ; prévoyant le jour où le peuple français renaîtra à la liberté, ces messieurs supputant d'avance ces intentions, lui mettent ces paroles dans la bouche :

« La France reprend ses limites naturelles. Avec ses droits elle reprend ses devoirs. Elle ne reconnaît pas les traités imposés par la force et ne permet pas qu'une nation en opprime une autre. Elle combat pour la liberté et la justice. Elle ne fait ni butin ni conquêtes et partage les frais de la guerre avec les peuples délivrés.

Si le peuple français n'avait pas des vues plus élevées que ceux qui se permettent de parler en son nom, nous le plaindrions sincèrement ; mais nous avons une plus haute opinion de son génie révolutionnaire. Le peuple français sait fort bien que sous le prétexte de le conduire à la délivrance des nations opprimées, on commence par mieux river ses chaînes en le maintenant sous le joug de la discipline et en donnant la prépondérance à l'élément militaire, qui n'a jamais aidé, que nous sachions, qui ce soit à conquérir la liberté.

Nous pourrions évoquer les souvenirs de 48 pour démontrer que le peuple français, plus compétent en cette matière que ses monteurs, prouvait fort bien par sa conduite que le meilleur moyen de travailler à l'affranchissement de ses frères des autres pays en même temps qu'à sa propre délivrance, était de consolider sa conquête intérieure et d'assurer l'avenir de la révolution.

N'insistons pas plus longtemps sur ce sujet : il y a de pire sourd que celui qui ne veut pas entendre.

Mais ce n'est pas tout, en parlant de l'Italie, voici comment s'expriment les auteurs :

« Nous savons bien que ce noble et malheureux pays souffre. Assurément son droit est incontestable comme son mal. Il mérite toutes nos sympathies. Il a tous les titres à l'indépendance, langue, mœurs, art, génie, tout ce qui constitue la nationalité, pourquoi donc n'aurait-il pas son autonomie, quand la Belgique même a cette autonomie sans aucun de ces titres qui constituent la nationalité. »

Ceci veut dire dans le langage des grands républicains de la *Commune* : Vous autres, belges, qui n'êtes qu'un composé de brabançons, de flamands, de wallons, et qui ne formez pas un tout homogène, nous vous trouvons outrecuidants d'avoir voulu prétendre à vous constituer une nationalité sans posséder aucun des titres qui y donnent droit ; attendez que nous ayons rétabli la république, une et indivisible, et que la France aura repris ses frontières naturelles, et que son glorieux drapeau flottera sur les rives du Rhin, de l'Escaut et de la Dyle, alors, nous y mettrons bon ordre, et nous importerons la liberté chez vous ; vos enfants seront incorporés dans nos armées et prendront part aux hauts faits de nos soldats envoyés dans toutes les contrées pour délivrer les peuples de leurs tyrans.

Ce sont cependant là les idées qui germent dans le cerveau fêlé des vieux. Ils sont aujourd'hui comme les nobles autrefois : « ils n'ont rien appris, rien oublié ! »

De ce que le hasard des batailles a permis à la France d'étendre ses frontières à certaines époques, s'ensuit-il que ceux qui s'arrogent le droit de parler en son nom, se croient autorisés à revendiquer les mêmes contrées lorsque le sort des armes lui a été contraire et que ce qu'elle avait conquis lui a été enlevé ?

Que diraient ces messieurs, si nous autres bel-

ges, nous réclamions les provinces appartenant autrefois à la Belgique et aujourd'hui sous la domination française ?

Ils nous riraient au nez, et ils ajouteraient :

« La raison du plus fort est toujours la meilleure. »

La brochure est émaillée de ces jolies choses ; mais voici le joyau le plus brillant de ce riche écrin :

« En tuant la République, il (Bonaparte) en a recueilli les charges au dehors comme au dedans. Il a des exigences à satisfaire quand même, sauf à en tirer bon parti. C'est ainsi qu'au dedans, il a dû appliquer bon gré malgré, tant bien que mal en les faussant plus ou moins, en les altérant à sa mode, les principes socialistes, crédit, emprunt, épargne, s'appropriant de son mieux les idées, les besoins de l'époque, et engloutissant finalement la fortune publique dans ses poches et celle de ses amis. De même au dehors, il va gâter l'œuvre de délivrance, gaspiller les ressources de la révolution et épuiser le sang de la France à son profit, à sa convenance, dans un but égoïste et dynastique, pour l'avantage de sa personne et de ses parents. »

Pour le coup, c'est trop fort ! La révolution, à votre avis, a donc bien peu de choses dans son sac, pour qu'il soit possible à un Bonaparte quelconque de gaspiller ses ressources ?

Cette seule crainte que vous exprimez dénote parfaitement ce que vous êtes capable de faire au cas où il serait encore possible à vous ou à vos pareils de la diriger.

Mais vous ignorez donc que le peuple a des idées autrement larges que les vôtres au sujet de la révolution future ; il sait bien que ses ennemis les plus dangereux ne sont pas au-delà des frontières, mais bien dans ces hommes qui, méconnaissant les progrès auxquels est appelé à réaliser le prolétariat, qui lutte avec tant de constance et d'énergie pour mettre fin à l'exploitation, conquérir la liberté et qui veut désormais être le maître absolu de ses destinées.

Croyez-nous, adressez à l'avenir vos élucubrations aux culottes de peaux, eux seuls sont dignes de comprendre des écrits de nature à entretenir le feu sacré du chauvinisme le plus pur et le plus brutal.

#### Nécrologie.

Depuis notre dernier numéro, deux enterrements civils ont eu lieu. Le 14 mars, l'association des *Solidaires* rendait les derniers devoirs à Victor Crespin, l'un de ses fondateurs.

À 4 heures de relevée, heure fixée pour la levée du corps, les nombreux invités, appartenant à l'association des *Affranchis*, ainsi que les nombreux amis du défunt se trouvaient réunis à la maison mortuaire, située rue au Beurre.

Le cortège se mit en route, mais arrivé au cimetière, les assistants trouvèrent les portes fermées.

Bien que les formalités ordinaires en pareil cas eussent été remplies, le clergé était parvenu à susciter des obstacles, sous le prétexte que les droits de la fabrique et les frais du fossoyeur n'étaient pas acquittés.

On conçoit facilement l'indignation qui s'était emparée des assistants, forcés de rester trois heures à la porte du cimetière, sans pouvoir remplir leur douloureuse mission ; car ce n'est qu'à huit heures que les obstacles furent enfin écartés après une foule d'allées et de venues.

Pendant l'intervalle qui s'est écoulé entre la sortie du corps et son dépôt dans la fosse, des émissaires du clergé furent envoyés chez la veuve Crespin, cherchant à l'intimider en lui disant que son mari ne serait pas enterré.

Les cimetières appartiennent aux communes qui en ont la police; comment permet-on encore au clergé de s'immiscer dans ce qui concerne les enterrements des gens qui ont répudié ses doctrines et qui se dispensent de ses *oremus*?

Si les autorités communales avaient le moindre souci de garantir aux citoyens la liberté de conscience et des cultes (inscrits cependant dans cette *magnifique* constitution de 1831) l'affaire serait bientôt réglée, et le clergé n'aurait plus à fourrer son nez là où il n'a que faire.

Il était donc huit heures et demie lorsque la triste cérémonie pût enfin être terminée.

Plusieurs discours retraçant la carrière de Victor Crespin et protestant au nom des principes de liberté contre la vieille société ont été prononcés.

L'assistance s'est retirée vivement impressionnée.

Si les amis de la liberté rendent hommage à l'homme qui maintient haut et ferme son drapeau et qui affirme ses principes jusqu'au dernier souffle de vie, à plus forte raison honorent-ils la femme qui meurt dans toute la force de ses convictions.

Telle était Caroline Brassine, veuve Thibaut, enterrée quelques jours après Victor Crespin.

C'était une femme courageuse dont le dévouement à la cause prolétarienne était éprouvé depuis longtemps.

Ayant rompu avec *toutes les religions*, et sentant approcher sa fin, elle manifesta le désir d'être enterrée par la société d'*Affranchissement*. Le clergé toujours à la piste, et voyant une proie lui échapper, mit en campagne un de ses membres les plus habiles. Le père Delcourt fut envoyé pour convertir la malade et la faire revenir à de bons sentiments. Les raisonnements du père jésuite vinrent échouer devant la logique et l'inébranlable fermeté de la citoyenne Thibaut.

Toutes les tentatives furent vaines, et les derniers moments de cette femme supérieure ne furent plus troublés par la présence des hommes noirs. Ses amis y ayant mis bon ordre.

Le vendredi 19 mars, l'association des *Affranchis*, des membres appartenant aux *Solidaires* et les amis de la défunte accompagnèrent le cercueil jusqu'au cimetière de la commune de Scharbeck où deux discours furent prononcés, l'un en flamand par le secrétaire de l'*Affranchissement*, l'autre en français par l'un des membres.

Tous deux sont une protestation énergique en faveur de l'émancipation de la femme.

Nous donnons le discours prononcé en français qu'on nous a fait parvenir.

Citoyens,

Quand tous les jours on entend prononcer des discours sur la tombe d'hommes ayant appartenus au monde officiel et où l'on fait l'éloge pompeux des qualités qui distinguaient un *adroit* ministre, un *habile* financier, un *négociant heureux*, ou bien vanter le *génie* d'un homme de guerre et de destruction, le penseur se demande quel est le motif qui fait qu'en général on garde le silence sur la fosse entr'ouverte de tant de femmes de mérite?

La réponse est bien simple : C'est que dans le monde actuel la femme est l'esclave de l'homme, et c'est

pour la maintenir à perpétuité dans l'état d'infériorité où les lois l'ont reléguée que l'on agit ainsi.

Les *conducteurs* de société n'ignorent pas de quelle importance il est pour le maintien de leur domination d'annihiler la femme et de la garder dans l'état d'abnégation où elle est plongée.

De là le travail immense fait pour détourner la femme des choses sérieuses et arrêter le développement des facultés dont la nature l'a si richement douée.

Tout est mis en œuvre pour vicier son esprit, pétrir son intelligence et la bourrer de préjugés. C'est ainsi qu'on prépare la femme à jouer un rôle passif et abrutissant, et dont les fonctions sociales consistent à servir les *appétits brutaux* de leur seigneur et maître.

Aussi, lorsqu'il arrive qu'une femme, forte de la connaissance de son utilité sociale, brave les préjugés et veut se soustraire à la tyrannie qui pèse sur toutes en général, que cette femme ayant conscience de ses droits, les revendique en affirmant son individualité, comme *être humain*, de combien de dégoûts n'est-elle pas abreuvée! que de ridicules et de sarcasmes ne déverse-t-on pas sur elle! que de moyens employés pour vaincre sa résistance et briser son énergie!

La citoyenne Thibaut a été une de ces femmes courageuses; elle a lutté jusqu'au dernier souffle de vie contre les préjugés d'un monde corrompu et décrépit; elle *savait* que l'affranchissement du prolétaire *homme*, est intimement lié à celui du prolétaire *femme*; que l'un et l'autre doivent marcher de concert à la conquête de la liberté, pour jouir de leurs droits naturels et vivre, enfin, dans une société où il n'y aura plus ni maîtres ni esclaves d'aucune sorte.

Citoyens, nous qui luttons pour le triomphe de la cause égalitaire, le meilleur moyen d'honorer la mémoire de ces femmes qui, comme la citoyenne Thibaut y ont travaillé pendant le cours de leur existence, c'est de propager les principes féconds qui doivent régénérer l'humanité.

Adieu, citoyenne, toi qui sus mourir *librement* en repoussant toute intervention du prêtre et en interdisant chez toi les momeries religieuses!

De telles manifestations produisent une impression dont le souvenir reste gravé dans la mémoire de tous.

### Bienfaits de l'éducation religieuse.

Il est d'usage, dans le rite orthodoxe grec, de jeter la croix dans la mer au jour de l'Épiphanie; il y a des indulgences pour la personne assez heureuse qui, s'élançant dans l'eau, parvient à la saisir. Le 19 janvier, dit le *journal de Constantinople*, du 2 février, cette cérémonie religieuse se faisait dans la petite ville de Soulina, où un grand nombre de navires stationnent dans cette saison. Il arriva qu'un Hydriote et un Ionien se disputèrent la croix; chacun prétendit y avoir mis la main le premier; de là, querelle, non-seulement entre les deux compétiteurs, mais encore entre Ioniens d'un côté et Hydriotes de l'autre.

*Une rixe des plus graves s'en est suivie et l'on assure que trente hommes ont été tués ou blessés.* Sur l'avis qui en est arrivé à Constantinople, le gouvernement s'est empressé d'envoyer à Soulina un bateau à vapeur, et S. Exc. l'internonce d'Autriche y a également expédié son bateau stationnaire.

Que dites-vous, ami lecteur, de ces aimables paroissiens se disputant à coups de couteaux la possession d'une indulgence?

N'êtes-vous pas de notre avis qu'il n'y a tel que la religion pour adoucir les mœurs!!!

### RÉSUMÉ POLITIQUE.

Tous les préparatifs n'étant pas encore terminés et les puissances qui ne sont pas intéressées aussi directement que l'Autriche et la France

dans la question italienne, ayant fait des efforts pour tâcher d'arranger le différend par la voie diplomatique, on s'occupe de réunir un congrès.

On va donc parlementer, mais au point où on en est arrivé tout ce qu'on gagnera c'est de retarder l'explosion de quelques jours.

L'effervescence grandit tous les jours en Italie et il est impossible que cette position puisse se soutenir longtemps.

Les extraits suivants des journaux piémontais pourront en donner une idée:

On écrit de Pavie, le 20 mars, à l'*Opinione* de Turin:

• Carpano Ripamonti, ancien fonctionnaire de l'Université et rédacteur de la *Gazette provinciale*, vient d'être mortellement frappé de trois coups de stylet. On croit à une vendetta, comme dans l'affaire de Briccio. Ripamonti était, dit-on, *secrètement attaché à la police*. De nombreuses patrouilles ont été mises sur pied, mais on n'a pas fait d'arrestation. Il n'est pas permis d'approcher des fortifications, déjà garnies de canons. On a entassé dans cette ville une grande quantité de munitions de bouche et de guerre.

On écrit de Pavie, le 20 mars, à l'*Indipendente* de Turin:

• Déjà 67 canons garnissent les fortifications de Pavie. Voici quelques détails sur l'assassinat de Ripamonti: Il n'a reçu qu'un seul coup de couteau de la main d'un inconnu qui, venant de la rue Saint-Rocca, la rencontra rue della Servia, devant l'hôtel des Trois-Lis. Le coup a porté entre la troisième et la quatrième côte, et a touché le poumon. L'arme est restée dans la plaie. Ripamonti l'en a arrachée et l'a jetée dans la rue, où elle n'a pas été retrouvée. Il s'est mis à la poursuite de l'assassin, mais il est bientôt tombé; deux jours après il était mort.

• Ripamonti était un des austrophiles les plus enragés en 1833, il était parfaitement reçu par l'évêque de Pavie, nonce Tosi. Un jour qu'il était invité chez lui, il aperçut sur un meuble un exemplaire de la *jeune Italie* que l'évêque avait pris à un de ses amis pour le détruire; une heure après la police faisait de nombreuses perquisitions chez l'évêque sans rien trouver: l'évêque avait déjà détruit cet ouvrage. Ripamonti n'a pas reconnu l'assassin. Cet assassinat a mis en émoi la police, qui étend ses recherches en tout lieux et dans toutes les directions.

### Petite correspondance.

Au citoyen A. H. de Londres.—Reçu les 20 francs. Merci de vos avis.

Au citoyen L. D. à Genève.—Reçu votre envoi, ainsi que la somme de 20 fr. 60 cent., montant de la souscription et 20 frs. d'abonnement.—Merci.—Nous vous écrirons.

## LE LIBERTAIRE,

JOURNAL DU MOUVEMENT SOCIAL,

Publié à New-York,

Paraissant à intervalles irréguliers, une fois par mois au moins.

PRIX DU NUMÉRO : 25 CENTIMES.

Les abonnements au *Libertaire* se font, — non au mois ni à l'année, — mais pour un certain nombre de numéros. — Prix de 5 numéros 1 fr. 25 cent. (les frais de poste en plus).

On s'abonne à Bruxelles au bureau du *Prolétaire*.

# LE PROLÉTAIRE

Abonnement :

Plus de Privilège.

Tout par le travail.

Pour la province :

Payable d'avance pour Bruxelles.

Un an . . . . . 2 fr. 00

Six mois . . . . . 1 . 00

Trois mois . . . . . 0 . 50

JOURNAL PARISSANT TOUS LES QUINZE JOURS.

S'adresser, pour tout ce qui concerne le Journal, chez Morvoet, rue de Christine, 13.

Un an . . . . . 3 fr. 00

Six mois . . . . . 1 . 50

Trois mois . . . . . 0 . 80

Pour la Suisse et l'Angleterre,  
5 francs par an.MM. les abonnés de la province  
peuvent en envoyer  
le montant en timbres postes.

LE JOURNAL

est expédié franco

Par la poste.

On s'abonne à Londres au bureau de l'Association internationale centrale, 12, Gray's Inn lane, Holborn, et chez  
notre correspondant, A. Herben, 10, Bishop's head Court Gray's Inn lane Holborn

Les lettres et les paquets ne seront recus qu'affranchis.

## AVIS.

Nous rappelons à ceux de nos abonnés qui n'auront pas refusé le journal, que leur abonnement continuera jusqu'à révocation formelle.

Toute demande d'abonnement pour la province qui ne sera pas accompagnée du montant, soit par un mandat sur la poste ou en timbres-poste, sera considérée comme non avenue.

Les lettres et les envois à l'adresse du journal *Le Prolétaire* doivent être expédiés franco, Rue de Christine, 13, chez Morvoet.

Nous prions nos amis qui ont des listes de souscriptions, relatives à la condamnation du journal *LE PROLÉTAIRE*, de bien vouloir les faire parvenir à la nouvelle adresse ci-dessus.

Bruxelles, 17 Avril 1859.

## Les chefs de partis.

Simple réflexions sur la révolution haïtienne.

La dégringolade d'un despote est, de nos jours, chose si ordinaire, si naturelle, que la chute de cette pauvre et infortunée majesté *Soulouque* est passée presque inaperçue et sans produire chez nous la moindre émotion, même parmi les révolutionnaires. Chacun, en apprenant la nouvelle, s'est borné à dire : « Encore un Badingue de moins. » Nous-mêmes, — et malgré la vive satisfaction que toujours nous éprouvons à la vue d'un scélérat couronné, expiant sous les coups de la justice populaire ses forfaits et ses crimes, — nous ne nous en serions pas préoccupés davantage, si ce n'était la nécessité de faire ressortir aux yeux des prolétaires, — afin qu'ils s'en souviennent en temps et lieux, — l'influence fatale qu'exercent toujours, en pareille occasion, les chefs de partis.

Ces hommes perfides qui, dans tous les pays, s'arrogent le droit, — lors de la confiance que la bête populaire leur accorde, — d'arrêter le mouvement révolutionnaire, et de dire à la révolution : « Tu n'iras pas plus loin!!! »

Or, pour eux, renverser de son trône un despote, c'est le *nec plus ultra* de la révolution; mais pour rien au monde, ils ne consentiraient à laisser porter la moindre atteinte à sa personne « sacrée. » Et ils ont de bonnes raisons pour en agir

ainsi, car ils savent fort bien qu'en habituant le peuple vainqueur à respecter la personne des oppresseurs vaincus, se sont autant de garanties personnelles qu'ils se créent pour l'avenir. Ainsi furent conduites jusqu'à ce jour les nombreuses révolutions européennes.

Le peuple haïtien ne pouvait manquer à son tour de tomber dans le même guépier. — N'avait-il pas, lui aussi, son *Mentor*? — La, en effet, Sa Majesté *Soulouque*, cet autre *Badingue* souillé de sang et de crimes, cet impérial bandit, tombé enfin sous les coups de la révolution victorieuse; *Soulouque*, disons-nous, a pu se retirer sain et sauf, se soustraire à la juste, à la nécessaire vengeance populaire, et cela parce qu'il a plu à M. *Jefferard* (chef du parti révolutionnaire haïtien) de lui servir d'égide, de le protéger, de l'arracher « aux fureurs de la populace » (style journaux bien pensants). Eh! pourquoi cette conduite magnanime? Pourquoi tant de mansuétude, tant de clémence envers cette espèce de bête brute couronnée, dont le règne odieux ne fut qu'un long martyre populaire!

Ah! c'est qu'il en est

- ... Des tyrans comme des ministères,
- Aussitôt l'un tombé, l'autre monte aux affaires. •

Or, M. *Jefferard*, aspirant à remplacer *Soulouque*, a compris quel fâcheux précédent ce serait pour lui de laisser châtier l'infamie.

O! inconséquence des inconséquences!

O! perfidie bourgeoise!

O! sottise populaire!

Ainsi, voilà un homme qui, pour satisfaire son insatiable ambition, commet tous les crimes imaginables: vol, assassinat, spoliation, parjure, etc. etc. Cet homme — ou plutôt ce monstre — soudoie des bandes d'assassins, fait égorger la nuit, pendant leur sommeil, hommes, femmes, enfants; ceux qui à la faveur des ténèbres, échappent aux poignards des égorgeurs nocturnes, sont fauchés par la mitraille d'autres assassins apostés à chaque coin de rue. On tue, on emprisonne, on transporte, on déporte sans discontinuer; les cimetières s'emplissent de cadavres; les cachots et les bagnes regorgent de prisonniers; en un mot, la désolation et le deuil couvrent les cités de leurs voiles funèbres.

Et ce n'est pas un jour, un mois, une année, qu'un tel régime dure; cela ne suffirait pas à assouvir les instincts sanguinaires du monstre. — Non. — Aussi longtemps que dure son règne exécré, chaque jour voit se renouveler ces scènes abominables; et, lorsque lassée de tant d'infamies, de tant d'iniquités, la conscience publique

se soulève enfin et vient demander compte aux criminels du sang versé, il se trouvera des *Jefferard* pour oser dire au peuple : « *Halte-là! respect aux vaincus!* » Et il ne se trouve pas dans la foule populaire un homme assez intelligent, assez énergique, pour faire sauter la cervelle d'un semblable *entremetteur!*

Ah! il est plus d'un *Soulouque* sur la terre, et plus d'une fois encore, la révolution sera appelée à purger l'humanité des bandits qui l'infectent.

Prolétaires de toutes nations, souvenez-vous qu'une révolution qui lésine avec le sang des oppresseurs, est une révolution mort-née; rappelez-vous l'impitoyable cruauté de vos tyrans.

Soyez donc aussi, vous, conséquents et logiques une bonne fois; frappez sans merci: les morts seuls ne reviennent plus. Qu'au jour du triomphe, la justice révolutionnaire soit implacable comme les arrêts du destin; que le châtimement des coupables, épouvante à jamais les tyrans qui pourraient être tentés de vouloir les imiter.

Et surtout, arrièze les harangueurs, les entremetteurs; ces hommes mielleux qui vous parlent de clémence et de pardon, alors seulement qu'il s'agit de brigands couronnés et titrés. Qu'une balle populaire fasse à l'instant justice de leur verbiage intéressé.

La révolution triomphante, c'est l'arrêt de mort des oppresseurs. Malheur au fourbe assez audacieux pour essayer d'arrêter sa justice vengeresse et réparatrice!!!

La liberté ne se fonde que sur les débris sanglants du despotisme!

## Comment on écrit l'histoire.

La sortie de prison de *Blanqui* et de quelques autres détenus politiques, a été annoncée dans les journaux. — Voici deux versions différentes, aussi véridiques l'une que l'autre :

« Les principaux détenus pour l'affaire du 15 mai 1848, *Blanqui*, Commissaire et quelques autres sont arrivés à Marseille le 6 avril. Commissaire seul est grâcié. On ne connaît pas encore la destination des autres. »

« M. Commissaire, l'ex-député républicain, vient de débarquer à Marseille. On sait qu'il a été grâcié par l'Empereur. Avec lui se trouvait Monsieur Auguste *Blanqui*, le fameux chef du Club, et l'ex-sergent *Boichot*. M. *Blanqui* ayant refusé de faire sa soumission, doit être envoyé, dit-on, à Cayenne. »

Commissaire a été condamné pour les affaires

du 13 juin 1849, et non pour avoir participé à la journée du 13 juin 1848. C'est peut-être une erreur involontaire de la part des écrivains, mais dans tous les cas ce n'est pas historique.

Mais ce qui n'est plus une erreur, ce qui est fait avec préméditation, ce qui est ignoble, c'est que les journalistes impriment le plus tranquillement du monde des phrases comme celles-ci : « Commissaire seul est grâcié. On ne connaît pas encore la destination des autres. » « M. Blanqui ayant refusé de faire sa soumission, doit être envoyé, dit-on, à Cayenne. »

A qui donc le citoyen Blanqui avait-il à faire sa soumission? N'a-t-il pas subi les dix années de prison que la haute cour de Bourges lui a infligé au mois d'avril 1849!

Vous le savez pourtant bien, Messieurs de la presse honnête!

Et vous ne trouvez pas un mot pour flétrir cette odieuse loi des suspects mise en pratique depuis huit ans par M. Bonaparte! Vous n'avez rien à dire contre cette loi de sûreté générale, en vertu de laquelle (chose horrible à penser) on envoie sous un climat meurtrier des citoyens qui ont purgé la condamnation prononcée contre eux!

Ah! si c'était pour lancer l'anathème sur la révolution et sur ses défenseurs, vous ne laisseriez pas échapper l'occasion. Aujourd'hui même, après soixante ans, ne maudissez-vous pas 93? Pourtant la révolution, à cette époque, n'est devenue violente et n'a décrété des mesures rigoureuses que pour se défendre contre ses ennemis en conspiration permanente contre le nouvel ordre de choses établi.

Parlez donc encore, Messieurs les écrivains, du sacerdoce de la presse!

### Encore les religions.

Dans un de nos précédents numéros, nous disions :

« La religion est une institution immorale, monstrueuse, anti-humaine, créée par des fripons pour exploiter les imbéciles. C'est la négation de tout ce qui est beau, de tout ce qui est grand, de tout ce qui est juste... »

Plus loin, nous ajoutions :

« ...Quelle histoire offre le spectacle de plus de turpitudes, de plus d'infamies, de plus de crimes, enfin, que l'histoire religieuse... Insatiable ambition, sensualisme effréné, mœurs dissolues et lascives, telles sont les principales vertus de ses ministres. »

Les ministres de la très-sainte religion catholique ont, paraît-il, pris à tâche de confirmer notre dire, même aux yeux des plus incrédules.

Que le lecteur en juge par les éphémérides suivantes qui ne datent que de quelques jours.

En France (Pas de Calais), un frère de l'école chrétienne est condamné aux travaux-forcés pour attentat aux mœurs de la nature la plus grave, commis sur des enfants de huit à seize ans. A Jemmapes, un frère de la même école vient de se soustraire, par la fuite, au châtement que lui avaient mérité un grand nombre de crimes semblables. — A Anvers, c'est un grand personnage mis sous les verroux pour des faits de même nature.

Mais ce qui est plus fort que tout cela, c'est la façon de procéder des révérends pères Trappis-

tes, établis à l'abbaye de Forges, près Chimay.

Laissons la parole au *Journal de Charleroi* :

Nous avons promis hier de dire quelques mots des chefs d'accusation qui pèsent sur les Trappistes dont l'arrestation a produit dans notre pays et dans tout l'Entre-Sambre-et-Meuse une émotion facile à comprendre. Les sévices dont ils sont accusés sont horribles, et remontent assez loin déjà. Peut-être l'instruction, faute de témoins, ne pourra remonter à leur origine ou les connaître tous, des élèves ayant pu quitter l'établissement sans dévoiler ceux dont ils ont pu être victimes. En été, par exemple, voici quel était un de leurs supplices :

L'élève coupable d'une faute était attaché, nu tête, à un poteau planté dans un endroit exposé au midi; un collier de fer serrait son cou et le forçait à tenir la tête levée; des bracelets également en fer étranglaient ses poignets. Des chaînes retenaient au poteau le collier et les anneaux. Lorsqu'on déliait ces malheureux suppliciés, ils avaient les membres et le cou meurtris; souvent ils s'évanouissaient dans les bras des bourreaux qui venaient les délivrer.

A l'école on frappait les doigts des élèves d'une lanière de cuir roulée en nœuds, jusqu'à ce qu'ils perdissent connaissance; ils subissaient alors le supplice de la savate, c'est-à-dire qu'on mettait à nu une partie de leur corps qu'il ne nous est pas permis de nommer et on la frappait à coups redoublés d'un instrument de supplice appelé savate. Ordinairement dans ce cas tous les élèves devaient, après le directeur, se faire tour à tour bourreau; ils passaient l'un après l'autre vis-à-vis du supplicié et lui portaient un coup. Ce malheureux, on le comprend facilement, n'était jamais relevé que dans un état abominable. Les victimes étaient de jeunes délinquants qu'on envoyait à l'abbaye de Forges pour qu'ils reçussent des leçons de morale capables de réformer leur cœur et leur esprit!

Le chef d'accusation relatif aux attentats aux mœurs serait dans son genre plus horrible encore à esquisser, mais on ne peut aborder un semblable sujet dans un journal. On frémit en pensant que tous ces crimes et ignominies auraient pu rester inconnus ou impunis.

Il paraît malgré cela bien avéré qu'en entrant en prison le père François aurait osé s'écrier : « Nous sommes aussi innocents que le Christ! » (Cafard va!!!)

Le père François était le supérieur de l'abbaye, le père abbé ou le père prieur, comme on disait autrefois.

Il était entouré d'une grande vénération et le confesseur ordinaire de plusieurs châtelaines, et, entre autres, d'une des plus grandes dames du pays; dans les campagnes ou dans les rues de Chimay, les enfants et des femmes se jetaient à genoux sur son passage. Aussi le fanatisme religieux ne manque-t-il pas de crier à la persécution. C'est triste à dire sans doute, mais telle est la vérité. Les Trappistes du reste sont les premiers, paraît-il, à propager ces rumeurs.

Un des frères arrêtés avec le père François dirigeait l'école de la ferme modèle!!!

Jusqu'à présent 90 témoins ont été entendus.

Les trois inculpés se nomment Modeste Decroix, supérieur, Louis Miroux et Auguste Verhille (en religion le père François et les frères Guillaume et Augustin).

Vous croyez peut-être, ami lecteur, que c'est tout. Ah! bien oui! Écoutez encore.

On lit dans l'*Echo des Flandres* :

Un nouveau fait vient enrichir la collection des faits de Forges, de Jemmapes, d'Anvers, du Pas-de-Calais, etc.

Nous apprenons qu'un sieur X..., portant en religion le nom de frère Raphaël, vient d'être arrêté à Gand et écroué à la maison de sûreté sous la prévention d'attentats de la même nature que ceux reprochés aux frères trappistes. Cette fois-ci l'accusé appartient aux frères de la Miséricorde.

Voici les renseignements qui nous sont parvenus à ce sujet :

Les frères de la Miséricorde, dont le supérieur général réside à Malines, sont chargés depuis plusieurs années du service des hôpitaux dans les différentes prisons du pays. C'est au frère Raphaël qu'était confiée, en qualité de supérieur, la direction de l'infirmerie de la maison de détention d'Alost.

Au mois de mai 1858, un gardien surprit le frère Raphaël en flagrant délit. — Le fait fut dénoncé, mais resta sans poursuite. (Quelle belle chose que l'égalité devant la loi!) — Seulement, sur l'ordre de son supérieur ecclésiastique, le frère Raphaël quitta Alost et fut placé à l'hôpital de la maison de force de Gand. Quant au gardien, on nous assure que dans le même temps il fut déplacé à Turnhout.

Cela se passait à la fin de mai 1858. Cette affaire paraissait oubliée, et le frère Raphaël sûr de l'impunité, lorsque hier, sur mandat du juge d'instruction de Termonde, la gendarmerie l'a écroué.

Au moment de mettre sous presse, nous apprenons que le frère Raphaël a été transporté à Termonde où l'instruction doit avoir lieu.

Tous ces faits n'ont pas besoin de commentaires; ils prouvent surabondamment par eux-mêmes la vérité de ce que nous disions plus haut, que la religion est la mère de tous les vices, de tous les crimes, de toutes les infamies.

Allons, bons pères et bonnes mères de famille, empressez-vous donc d'envoyer vos enfants dans ces lieux de perdition qu'on appelle des maisons d'éducation religieuse, car ce n'est que là, vous le voyez, qu'on leur inculque les vraies notions de la morale et de la vertu!!!

### Bienfaits de la propriété individuelle.

« La société toute entière, disent les savants économistes, et à leur suite toute la meute des intéressés, repose sur le droit de propriété, — c'est l'arche sacro-sainte, la base fondamentale de l'ordre social; — y toucher, ce serait remonter vers la sauvagerie; et si l'on y portait atteinte, l'humanité serait perdue. »

Tel est le langage de ceux dont l'existence n'a jamais été d'aucune utilité à la société, et qui n'ont jamais fait que consommer, sans apporter leur part de labeurs et de travail au fonds commun.

Il n'y a pas de jour, où l'on ne puisse signaler un nouveau bienfait, découlant tout naturellement de ce droit exorbitant, qui met l'existence de ceux qui travaillent à la merci des parasites.

Voici ce que nous trouvons dans le *Courrier de Charleroi* :

Une exécution judiciaire a eu lieu vendredi dans l'après-midi à Marcinelle. Un pauvre diable qui n'avait pu payer les termes échus de son loyer, fut contraint de déguerpir de par le Roi, la loi et la justice; ses meubles et effets se trouvaient sur le pavé, la nuit approchait et à défaut d'un asile qu'il ne pouvait trouver, le malheureux fut forcé d'aller camper avec sa femme et ses enfants (l'un d'eux est encore au sein) dans un jardin qu'il cultivait au milieu de la campagne.

Qu'on juge de la position de ces malheureux qui, par une nuit glaciale, n'avaient d'autre abri que quelques planches mal jointes! Le propriétaire sans doute, avait le droit pour lui, mais il nous semble que l'humanité aurait dû lui dire qu'il y a de la barbarie à poser un tel acte par une saison aussi rigoureuse.

A ceux qui, comme nous, prétendent que la propriété individuelle constitue un privilège énor-

me, monstrueux, d'où dérive pour l'immense majorité des citoyens, une infinité de souffrances et de misères; à ceux-là, disons-nous, on répond : « Vous êtes des barbares, des bêtes féroces dont il serait bon que la terre en fut purgée, afin que nous puissions vivre en paix, sans plus être inquiété par ces *brouillons* qui contestent nos droits et veulent renverser un ordre de choses si *admirables*, ordre que nous maintiendrons par tous les moyens en notre pouvoir. »

Il y passera cependant, messieurs, votre droit de propriété.

La liquidation aura lieu, soyez-en certain.

L'un des citoyens, condamné pour offense envers M. Bonaparte, Louis Labarre, est sorti de prison, sa peine étant terminée.

Nous publions la pièce suivante qui nous est adressée de Londres par l'*Association Internationale*.—Notre but, en insérant cette lettre, a pour effet de démontrer que les prolétaires qui veulent marcher carrément dans la voie révolutionnaire et ne plus servir de marche-pied aux *artistes* en révolution, doivent s'attendre à entrer immédiatement en lutte avec ces hommes qui ne voient dans les événements futurs qu'un moyen de s'élever et d'arriver au pouvoir.

Il faut absolument que les révolutionnaires radicaux rompent avec les représentants des idées du passé, et dont la mise en pratique a été si funeste à la révolution.

Les prolétaires de l'*Association* sont entrés dans une bonne voie—qu'ils y persévèrent.—D'autres les imiteront.

## L'ASSOCIATION INTERNATIONALE

au rédacteur du journal le PROLÉTAIRE.

Citoyen,

Comme vous avez pu le voir en recevant les correspondances de l'*Association Internationale*, la société n'a pas deviné dans le développement de ses idées. En publiant son Manifeste, elle a eu pour but d'exposer et de porter à la connaissance de tous ceux qui s'occupent des questions de l'avenir, comment le prolétariat entend la révolution.

Affirmant à la fois ses droits et niant l'autorité, l'*Association* devait commencer par se révolutionner elle-même, ou elle tombait en contradiction avec les principes qu'elle doit proclamer.—Il fallait réédifier l'œuvre manquée, incomprise par ceux qui fondèrent l'*Association Internationale*; il fallait la rendre à elle-même, et non en faire le profit de quelques-uns en leur servant de marche-pied; en un mot, elle devait s'appartenir et non déléguer son pouvoir et sa volonté.

Sans s'arrêter un instant sur les conséquences présentes que pouvait faire naître le renversement de son comité, elle n'eut en vue que de sauver le grand principe de la révolution.

En conséquence, la proposition d'abolir le comité fut faite conformément au règlement d'alors, qui faisait la loi dans la société. Après plusieurs discussions en séances publiques, le comité fut aboli à jamais dans la séance du 4 janvier 1859.

Ce fait important accompli, là ne devait pas se borner la révolution dans la société : Détruire ce qui était mauvais était bien, mais il fallait aussi donner un démenti à ceux qui déjà nous calomniaient, en disant

que notre but était d'arriver par le désordre à détruire la société.

En nous débarrassant de la vieille routine, nous devions évidemment perdre une partie des membres qui composaient la société (la partie la plus crétine), mais du moins nous devions compter parmi nous ceux qui avaient voté ces mesures énergiques.—Il n'en fut rien. Un certain nombre de ces prolétaires qui avaient courageusement brisé le sceptre de l'autorité, tremblèrent de leur audace et désertèrent sans bruit la cause qu'ils avaient défendue jusque là.—Nous vîmes donc notre nombre décroître à chaque séance; et aujourd'hui, il ne reste que ceux qui, entrés d'un pas ferme dans le rude chemin de la vérité, sont décidés à combattre les privilèges de la vieille société, sans s'arrêter devant aucune idole.

Nous sommes peu nombreux, mais que nous importe. La ferme conviction que nous avons dans la vérité de nos principes fait notre force; cependant, ceux qui nous ont abandonnés ne pensent pas ainsi; ils prétendent que la société marche à sa perte parce qu'elle renie tous les préjugés; aussi, désirant replâtrer ce que nous avons détruit, ils font appel aujourd'hui à ceux qui regrettent leurs crimes et qui veulent encore être conduits en laisse.

Un journal allemand, publié à Londres et portant le nom de *Die Neue Zeit*, a déjà battu la grosse caisse à l'effet de convoquer les *conservateurs* à un meeting qui a eu lieu le 15 mars, et dans lequel il fut remis au citoyen Young, une lettre qui nous a été communiquée et ainsi conçue :

« Le citoyen Young est autorisé par un meeting des anciens membres de l'*Association Internationale*, à inviter les membres à un meeting général, qui aura lieu le 23 mars, à 8 heures du soir, dans la salle de Brown Lear, 65, Broad street.

« Londres, le 15 mars 1859.

« La commission :

« GUSTAVE BONNIN, JOHN

« KRINSKI, LOUIS OBORSKI,

« J.-T. CLARKE, E. BAUER. »

Pour éclairer ceux qui s'intéressent à la cause que nous défendons, nous devons mentionner que, après avoir dissous son comité, l'*association* trouvant que c'était gênant pour la plupart de ses membres, presque tous ouvriers, de se réunir dans la semaine, décida à l'unanimité que les séances auraient lieu le dimanche. La demande en fut faite au propriétaire de la salle qui nous l'accorda immédiatement; cependant, quand nous nous présentâmes le dimanche suivant, la salle nous fut refusée. Force nous fut donc d'en chercher une ailleurs, où nous sommes installés depuis cette époque.

L'appel dont nous avons parlé plus haut est fait par ceux qui ont donné leur démission à la suite du renversement du comité et de la publication du Manifeste; ces messieurs, pour mieux donner le change aux citoyens qui pourraient répondre à cet appel, n'ont trouvé rien de mieux que de prendre l'ancien local pour lieu de réunion. Nous pourrions donner le nom de ceux qui ont déserté, mais nous le croyons inutile; cependant, nous tenons à publier un exposé des motifs qui émane, non d'une individualité, mais d'une nationalité tout entière : c'est une lettre adressée à l'assemblée générale de l'*Association Internationale*, signée par les membres du comité de la *Commune révolutionnaire* polonaise, et revêtue du grand sceau aux armes de la Pologne.

Nous regrettons de ne pouvoir donner cette lettre dans son entier (elle contient la matière d'un journal) mais vous pourrez juger, par le dernier passage, des idées et du style qui règnent dans cette pièce.—C'est admirable!

« Comme on a résolu d'ouvrir les portes au premier

« passant, désormais pas de secret, pas de politique. « Dès lors, nous nous sommes vus forcés d'accomplir « autrement nos devoirs envers l'humanité et la Pologne. En outre, ne connaissant pas les motifs secrets « de quelques individus qui ont visiblement pour but « LA DESTRUCTION DE LA SOCIÉTÉ, ne voulant pas prendre « sur nous des intrigues de ces individus, nous polonais, nous vous déclarons par la présente que nous « n'appartenons plus à la société *Internationale de Londres* telle qu'elle existe, et nous défendons à quiconque de prendre autorité de notre nom.

« Fait en la séance de notre comité.

« Londres, High Holborn, 178, ce 11 janvier 1859.

Par ordre de notre comité :

Le Président à tour de rôle,

ZENO SWIĘTOSŁAWSKI.

Le Secrétaire,

BAROSKIÉWITCH.

Non, polonais, non ! soyez en paix ! nous n'avons pas plus l'intention de nous servir de votre nom que de nous servir de celui d'autres polonais qui n'ont pas vu le jour sur les bords de la Vistule. Nous nous en gardons bien,—soyez-en convaincu.

On ne répond pas à des allégations de la nature de celles renfermées dans la lettre des polonais.—On poursuit sa route.—C'est ce que nous avons fait.

Depuis que la société est débarrassée des entraves qui s'opposaient au développement de ses principes, nous avons fait de la besogne.—C'est notre travail que nous vous adressons.—Il est court et bref, mais sans ambiguïté aucune; il ne contredit pas à la seconde ligne ce qu'il affirme à la première, comme dans la plupart des programmes émanant de sociétés soi-disant démocratiques.

**Association Internationale.—Déclaration de principes.**

1° Considérant que les anciens statuts de la société ne sont pas en rapport avec les principes que la société représente, elle adopte le règlement suivant :

2° La société admet tous les citoyens et les citoyennes qui adhèrent aux présents statuts.

3° Le but de la société est de propager les principes de la révolution sociale, d'y travailler activement par tous les moyens en son pouvoir, et d'arriver ainsi à établir la République Démocratique Sociale Universelle.

4° La société comprend ainsi les principes de la révolution sociale :

Négation absolue de tous privilèges; négation absolue de toute autorité; affranchissement du prolétariat. Le gouvernement social ne peut et ne doit être qu'une administration nommée par le peuple, soumise à son contrôle, et toujours révocable par lui, quand il le juge convenable.

5° Nul ne pourra être admis comme membre de la société à moins de reconnaître ces principes fondamentaux et de s'engager à les exécuter.

6° Les demandes d'admission doivent être adressées par écrit; elles devront indiquer les nom, prénoms et domicile du candidat. Ces demandes d'admission seront lues à haute voix, dans la première réunion générale; elles devront être appuyées par un membre au moins; ensuite, l'assemblée votera sur cette demande. L'admission n'a lieu qu'à la majorité absolue des voix; ceci obtenu, le candidat est admis membre de la société.

7° Un secrétariat central, composé de trois membres, toujours révocable, est élu au scrutin secret; il est chargé de tenir les écritures et de rédiger les procès-verbaux.

8° Un trésorier est élu également par le même moyen. Il est chargé de recevoir les cotisations.

9° Pour couvrir les frais de société, et au besoin, soit pour publications ou faire la propagande, une souscription volontaire a lieu à la fin de chaque séance.

10° et dernier. Tout citoyen ou citoyenne étant éloi-

gné du siège de la société, et qui désire correspondre avec elle et s'y faire adjoindre, peut adresser ses lettres au Secrétariat, 12, Gray's Inn lane, Holborn.

Voilà, citoyens, le travail fait par cette société dont l'existence est mise en doute par quelques citoyens induits en erreur par ceux qui nous accusent d'avoir amené le désordre et travaillé à sa désorganisation. Ce sont précisément ces mêmes hommes qui, furieux de ce que nous ne voulions pas abandonner notre droit d'initiative et que nous voulions pratiquer la liberté, en ne servant pas leurs projets, qui ont été les vrais, les seuls désorganisateur.

En nous adressant à vous pour la publication de cette lettre, notre but était celui-ci : Prévoyant que la nouvelle société, qui a pris le même titre que nous, va s'en servir pour propager les doctrines surannées des *polonais*, nous voulons avertir nos frères, les prolétaires, et les mettre en garde contre les projets d'hommes, dont les principes, s'ils triomphaient, seraient mortels pour la révolution future.

Pour l'Association Internationale Centrale,

Le Secrétariat :

F. GIRARD, J. MACKAY,

N. ULRICK.

Londres, 27 mars 1859.

#### On lit dans le Journal d'Anvers :

La nouvelle loi sur la contrainte par corps n'a pas suffisamment amélioré la position des pères de familles, dont les jeunes enfants se sont rendus coupables d'une légère contravention. On vient d'incarcérer dans la prison cellulaire, un ouvrier maçon, père de famille à Borgerhout, qui a 6 enfants dont l'aîné n'a que treize ans, et dont la femme, malade au point d'être administrée, est à la veille de voir accroître sa famille d'un septième enfant. Deux de ces gamins ayant arraché quelques navets dans un champ, ont été condamnés en octobre à une amende de simple police. Le père, à la tête d'un ménage de 8 personnes, avait négligé de payer les frais du procès montant à 6 fr. 5 c., qui se sont accrus, aujourd'hui, jusqu'à 10 fr. On l'a arraché samedi à sa famille et à son nombreux ménage.

Depuis nombre d'années, il était reconnu que la loi sur la contrainte par corps n'était plus en rapport avec les besoins de l'époque et le progrès des idées, et qu'elle devait être améliorée.

On s'en est donc occupé pendant plusieurs sessions. L'on peut juger par le récit du *Journal d'Anvers* que de nombreuses améliorations y ont été introduites, puisqu'elle autorise l'incarcération d'un père de famille qui néglige (et pour cause!) de payer six francs cinq centimes pour frais de justice!

Voilà comment on s'y prend pour amuser les badauds. Au moyen de réclames, on fait croire que le gouvernement, que les chambres s'occupent sans relâche des intérêts du plus grand nombre; qu'ils n'ont qu'un souci, celui de travailler au bien-être des « classes laborieuses! »

O déision!

#### Un immense danger écarté.

Savez-vous, citoyens belges, que vous l'avez échappé belle; tandis que vous vaquiez à vos travaux, à vos affaires ou à vos plaisirs; pendant que les femmes des prolétaires préparaient le maigre souper de leur famille, et que les cuisiniers faisaient rissoler dans les casseroles les mets délicats destinés aux estomacs des satisfaits et des

repus, vous avez failli être victimes d'une épouvantable catastrophe; et qu'il s'en est fallu de bien peu, qu'une terrible comotion ne vint tout pulvériser.—Mais, rassurez-vous, grâce à la sagesse, à la prudence et au patriotisme de nos législateurs, le choc n'a pas eu lieu.

Maintenant que tout danger est passé, on peut en parler sans crainte de vous effrayer.

Voici le fait :

Le gouvernement a présenté un projet de loi qui a pour but d'accroître le nombre des représentants. On conçoit qu'une loi de cette importance est une affaire capitale pour nos honorables.—Ceux qui ne se croient pas certains d'être réélus dans les arrondissements qui les ont nommés, voudraient que ceux-ci soient favorisés dans la répartition, de sorte qu'ayant plus de vacatures ils aient quelques chances d'en venir travailler de nouveau à la prospérité, au bonheur de la Belgique!

On s'était bien décoché quelques traits dans le cours de la discussion, mais tout se passait assez tranquillement; lorsqu'au moment du vote, un certain nombre de députés, pour qui la constitutionnalité du projet de loi n'était pas suffisamment démontrée, eurent des doutes. Or, ce doute a fait naître des scrupules dans leur conscience, et par respect pour le pacte fondamental, ces messieurs se sont abstenus.

Il est vrai que ces représentants oublient les accrocques que l'on fait de temps à autre à cette constitution qu'ils chérissent tant.

Lorsque l'on restreint, par exemple, les libertés qu'elle consacre; quand on fabrique des lois Faider, des lois Tesch, que l'on permet au gouvernement de pratiquer si largement l'hospitalité, qu'il expulse à son gré sans qu'on songe jamais à lui en demander compte, etc. etc. Dans ce cas-là, il existe sans doute des circonstances atténuantes, en ce sens, que les lois réactionnaires réunissent presque toujours la presque unanimité des votants, ainsi qu'on l'a vu dernièrement lors de la révision du code pénal.

Mais revenons à nos moutons.

Ces abstentions motivées ont éveillé les susceptibilités ministérielles.—M. Rogier ayant voulu répliquer aux membres qui avaient la parole pour faire connaître les motifs de leur abstention, a essuyé un refus de la part du président. On comprend que cela ne pouvait pas se passer ainsi.—M. le ministre de l'intérieur a protesté en faisant valoir cette raison, que refuser la parole à un ministre, c'était porter atteinte aux prérogatives royales.—Le président a riposté au nom des prérogatives de la Chambre. C'est alors que l'affaire a pris une tournure très-grave, et les deux prérogatives étaient près de se colleter. Qui sait, les malheurs incalculables qui seraient résultés de leur choc!

Heureusement que le président a remis au lendemain la suite de la discussion sur l'incident.

La nuit a porté conseil et amorti les passions surexcitées au dernier point, et le jour suivant, tout s'est à peu près passé à l'amiable.

Voilà comment on a pu éviter le cataclysme dont nous étions menacé.

Rendons grâce à nos hommes d'Etat : Leur sagesse a pu éviter qu'un pareil désastre ne vint fondre sur la Belgique.

Nous en serons quitte pour fournir 200 florins de plus, par mois, aux nouveaux représentants dont nous allons être gratifié.

Et nos affaires continueront brillantes et prospères, comme par le passé, et notre gratitude envers le gouvernement, et la Chambre sera toujours à la hauteur des sacrifices qu'ils s'imposent et du dévouement dont ils ont fait preuve envers notre bienheureuse et libre Belgique!

#### Un bon coup de filet.

Le tribunal correctionnel de Gand a prononcé en cause des ouvriers de fabrique accusés de coalition. Il y avait 41 accusés, tous ont été condamnés. Les peines appliquées aux travailleurs varient de huit jours à trois mois de prison.

Cette fois, du moins, la pêche a été bonne.

A la bonne heure! c'est comme cela qu'il faut frapper.—Il faut montrer aux prolétaires, qu'au moindre geste, à la moindre parole, le glaive des lois est suspendu sur leur tête, et leur apprendre qu'ils doivent supporter toutes les avaries, toutes les injustices sans élever aucune réclamation, sans faire entendre aucune plainte; que l'ordre doit régner, qu'ils doivent le respecter toujours et quand même;—sinon!...

#### Les enterrements civils.

Le collègue échevinal de Bruxelles vient enfin de présenter un projet d'ordonnance concernant les enterrements civils. Ce projet, élaboré depuis 1848, avait été retiré, parce que le gouvernement avait promis d'intervenir par une loi sur la matière.

Nos édiles, comme on le voit, y ont mis le temps, et ils ont procédé avec une sage lenteur.

Plusieurs conflits ont eu lieu depuis onze ans; et puisque le gouvernement tardait à mettre sa promesse à exécution, ils auraient bien dû ne pas attendre jusqu'à ce que des scènes, comme celles qui ont eu lieu aux funérailles de Crespin, se reproduisissent pour mettre le holà aux prétentions du clergé.

En attendant que cette affaire soit réglée, le conseil communal a destitué le fossoyeur de St-Nicolas pour abus de pouvoir et pour avoir exigé une somme supérieure à celle que le conseil de fabrique a droit d'exiger selon les tarifs concernant les inhumations.

Nous reviendrons sur ce sujet lorsque le projet d'ordonnance sera publié.

## LE LIBERTAIRE,

JOURNAL DU MOUVEMENT SOCIAL.

Publié à New-York,

Paraissant à intervalles irréguliers, une fois par mois au moins.

PRIX DU NUMÉRO : 25 CENTIMES.

Les abonnements au *Libertaire* se font, — non au mois ni à l'année, — mais pour un certain nombre de numéros. — Prix de 5 numéros 1 fr. 25 cent. (les frais de poste en plus).

On s'abonne à Bruxelles au bureau du *Proletaire*.

# LE PROLÉTAIRE

Abonnement :

Payable d'avance pour Bruxelles.

Un an . . . . . 2 fr. 00  
Six mois . . . . . 1 . 00  
Trois mois . . . . . 0 . 50

LE JOURNAL

est expédié franco  
Par la poste.

Plus de Privilège.

JOURNAL PARAISSANT TOUS LES QUINZE JOURS.

S'adresser, pour tout ce qui concerne le Journal, chez Morvoet, rue de Christine, 13.

Les lettres et les paquets ne seront reçus qu'affranchis.

On s'abonne à Londres au bureau de l'Association internationale centrale, 12, Gray's Inn lane, Holborn, et chez notre correspondant, A. Herben, 10, Bishop's head Court Gray's Inn lane Holborn

Tout par le travail.

Pour la province :

Un an . . . . . 3 fr. 00  
Six mois . . . . . 1 . 50  
Trois mois . . . . . 0 . 80  
Pour la Suisse et l'Angleterre,  
5 francs par an.

MM. les abonnés de la province  
peuvent en envoyer  
le montant en timbres postes.

## AVIS.

Nous rappelons à ceux de nos abonnés qui n'auront pas refusé le journal, que leur abonnement continuera jusqu'à révocation formelle.

Toute demande d'abonnement pour la province qui ne sera pas accompagnée du montant, soit par un mandat sur la poste ou en timbres-poste, sera considérée comme non avenue.

Les lettres et les envois à l'adresse du journal *Le Prolétaire* doivent être expédiés franco, Rue de Christine, 13, chez Morvoet.

Nous prions nos amis qui ont des listes de souscriptions, relatives à la condamnation du journal *LE PROLÉTAIRE*, de bien vouloir les faire parvenir à la nouvelle adresse ci-dessus.

Bruxelles, 16 Mai 1859.

## LA GUERRE

ou l'empire c'est la paix.

Nous voilà à plus de la moitié du 19<sup>me</sup> siècle : siècle de lumières, de progrès, de quasi-perfection sociale, si l'on en croit quelques optimistes intéressés et le troupeau des sots et des badauds, majorité moutonnaire, couarde et timide, acceptant bénévolement les horions du présent par peur des horions de l'avenir : race résignée, inquiète et défiante, qui préfère se laisser dévorer tranquillement par la gangrène que de recourir courageusement à l'énergique remède de l'amputation.

Les optimistes intéressés dont nous parlons plus haut, ce sont les aristocrates du pouvoir ou de la finance, qui se sont fait accepter et reconnaître par les aristocrates de la naissance avec lesquels ils marchent de concert : un accord touchant règne entre ces classes, autrefois séparées, pour opprimer et pressurer le peuple, — le vrai peuple, le seul peuple : les prolétaires.

Cette entente cordiale, cette alliance offensive et défensive des privilèges, — voilà les fruits dégénérés que porte aujourd'hui le tronc vigoureux planté en 89, et qui, nourri de l'ardente sève révolutionnaire, promettait à la génération abritée sous son ombre vivifiante les fruits savoureux de la liberté, de l'égalité et de la fraternité.

Sur ce tronc le consulat et l'empire sont venus greffer le despotisme militaire, et par suite l'abâtardissement du peuple.

La tâche est donc à recommencer de fond en comble. Qui le niera?

Qui le niera? — La majorité moutonnaire dont il était question tout-à-l'heure, c'est-à-dire la bourgeoisie, la petite bourgeoisie, médiocrité sociale inintelligente et égoïste, comme toutes les médiocrités, et de qui l'on peut dire comme de Jenny l'ouvrière :

« Au cœur content, content de peu. »

Elle a peu, la petite bourgeoisie, et elle se dé-

clare satisfaite, parce que le prolétariat a moins qu'elle encore : il n'a rien. Elle jouit d'une sorte de supériorité relative qui suffit à son étroite dignité; elle n'a d'autre souci que sa petite tranquillité et repousse avec terreur toute tentative sérieuse de transformation sociale : elle lit le *Moniteur* et l'*Indépendance*, et voyant que tout est pour le mieux dans le meilleur des mondes possibles, elle digère paisiblement et s'endort sur les deux oreilles. Elle est tranquille : l'Association libérale et les discours de M. Deffré suffisent à défrayer ses besoins d'indépendance : nous sommes en plein siècle de lumières : le *National* a fait réussir la candidature de M. Goblet, pousse des clameurs d'allégresse, et annonce la reprise de l'âge d'or : donc tout est bien : le commerce n'a pas trop à se plaindre : donc tout est pour le mieux.

Mais voici bien du nouveau!

Une pierre est venue tomber tout-à-coup au beau milieu du lac de la quiétude générale.

Des bruits de guerre grondaient sourdement en l'air depuis le début de cette année : le bourgeois ne croyait pas à la guerre parce qu'il a, comme l'avocat général Hendryk, une pleine confiance dans la *modération et la sagesse* de l'empereur Napoléon : il avait si souvent lu ou entendu des déclamations pompeuses sur l'apogée de notre civilisation, d'homélies politiques contre le fléau des batailles, les banquets diplomatiques avaient tant porté de toasts à la paix et à la vertu, que le bourgeois n'admettait même pas la possibilité d'un canard discordant dans le concert européen.

Aussi, est-ce d'un air grandement ahuri qu'il prête l'oreille au bruit des canons et des caissons qui roulent lourdement du côté des Alpes. — La guerre est déclarée. Arrière! pékins aux *intérêts vulgaires!!!*

Depuis les tueries européennes du premier empire, un demi-siècle s'est écoulé. Pendant ce temps, le vaisseau de l'humanité (style constitutionnel) a laissé derrière lui, dans son sillage, force discours, force traités, force congrès de la paix et autres.

Onques ne fut un tel déluge de paroles, un tel débordement de déclamations oratoires sur le progrès, les aspirations humanitaires, la fraternité des peuples, la concorde du genre humain.

M. Cobden et ses oraisons pacifiques avaient remplacé sur l'autel de la politique le dieu sanglant des batailles, dont le culte orageux et tonitruant semblait à tout jamais proscrire. Les fleurs et les épis promis par le bonapartiste Béranger, étaient encore à venir; mais pour faire prendre patience aux fils des hommes, les mortels supérieurs qui se dévouent avec tant d'abnégation, en vertu du droit divin ou de celui du sabre, à la tâche ingrate de faire le bonheur de leurs peuples, — les dits mortels couronnés entonnaient à chaque occasion des hymnes à la concorde. Plus jamais le bruit du canon ne devait agacer leurs oreilles devenues sensibles, plus jamais émouvoir leurs entrailles paternelles devenues miséricordieuses.

*L'Empire c'est la paix*, avait dit à Bordeaux, avec la *sincérité* qui fait son plus bel ornement, le neveu de Moscou et d'Austerlitz...

Et là-dessus, tous ceux qu'épouvantaient à juste titre les féroces traditions impériales, déposèrent

leurs appréhensions et se livrèrent à une orgie de confiance qui faisait plus d'honneur à leur candeur qu'à leur perspicacité.

Le nouvel empire, il est vrai, fidèle à ses traditions de loyauté et de sincérité, répudiait hautement les bougeries avunculaires; de telle sorte que l'immense hétéroclite qui servit, au début de ce siècle, à asseoir la France moderne, semblait, par l'exagération même du mal, avoir scellé pour toujours la pierre du charnier historique de la guerre.

L'Empire c'est la paix.

Quarante ans n'étaient pas écoulés que la Crimée se transformait en un gigantesque ossuaire : le plus pur, le plus ardent, le plus jeune du sang de quatre peuples imprégnait et baignait le sol de la vieille Chersonèse...

Que de familles dans les larmes! que de mères éplorées! que de sœurs en deuil! que de pères trébuchant au seuil de la vieillesse contre l'émotion poignante qui les faisait orphelins de leurs fils!

Ces plaies ne sont pas cicatrisées encore : tous les cadavres ne sont pas encore décomposés : peut-être reste-t-il dans l'une ou l'autre plaine déserte de la Dobrutschka ou d'Inkermann quelque horrible relief pour les vautours et les corbeaux impatients de la guerre nouvelle! et voilà déjà l'Empire (c'est la paix) qui va servir de nouveaux et plantureux festins à ces convives familiers, commensaux traditionnels des orgies corses.

Et partout, dans toute l'Europe, éclatent les témoignages de la confiance inspirée par l'Empire qui veut (dit-il pour le quart d'heure) LOCALISER LA GUERRE.

C'est là le *propre du jour*, comme on dit dans les sacristies : la guitare du moment, comme on dit dans les ateliers.

Et l'on s'attend si bien à voir la guerre localisée, que partout les fonderies de canons, de bombes et de boulets sont animées d'une activité fiévreuse : partout les chantiers lancent à la mer, richement garnis d'engins meurtriers, des vaisseaux qui pourraient bien mieux étendre le négoce et rapprocher les peuples!

Quels services pourtant ne rendraient pas à l'agriculture ou à l'industrie ces bras et ces esprits dont toute la sève se dépense dans les arsenaux et les fonderies homicides! L'industrie! elle semble avoir oublié son but, la vie et le bien-être, pour ne plus agir qu'en vue de la mort et de la destruction. Comme l'industrie, l'homme oublie ou ne discerne pas sa destinée, c'est-à-dire le travail, l'amour et le bonheur par la réorganisation sociale : — il fait son apprentissage de bête féroce embrigadée, avec ou sans galons. Le sergent fourbit son équipement, le soldat s'exerce à viser au cœur, et le mathématicien en épaulettes s'ingénie à rayer les canons qui, n'étant pas rayés, ne tuaient pas assez!

Pas assez! que faut-il donc de plus et de mieux? La statistique des dernières batailles n'est-elle pas satisfaisante?

Et ces millions d'hommes qui se préparent au massacre sont-ils devenus insensés? L'uniforme est-il donc une robe de Déjanire qui transforme en fou furieux celui qui l'a revêtu?

Les peuples sont-ils toujours dans les ténèbres

de la barbarie? En sont-ils encore à accepter que des légions de frères s'égorgeant froidement, en dépit de l'ivresse factice du combat, par la seule raison que les uns ont des habits d'une couleur, les autres d'une autre?

Et à les prendre à un point de vue plus personnel, plus égoïste, — ces officiers et ces soldats qui rêvent la bataille et caressent la perspective du meurtre, — ne sont-ils pas mariés les uns, amoureux les autres?

La femme, les enfants ne disent-ils plus rien à leur âme? Quelle âpre volupté réside donc dans le sang qui coule pour qu'ils sacrifient à cet âcre plaisir toutes les félicités du ciel et de la terre?

Est-ce l'espérance de la gloire qui les grise à ce point? — oh non : — la gloire la plus belle n'est pas celle de la force brutale, pas plus que la raison suprême n'est la raison du sabre!

Non : — seulement, tous ces soldats ont une destinée : la consigne. Ils ont le mot d'ordre du chef qui est leur loi. La volonté du souverain est leur conscience : l'obéissance passive, leur droit.

On leur dit : *préparez vous, marchez*, et ils se préparent et ils marchent, sans demander pourquoi, gais, insoucians, quelques-uns même enthousiastes!.. C'est la leur métier, leur vie, et la plupart l'exercent consciencieusement.

Mais pour produire aujourd'hui un si formidable ébranlement, une aussi effroyable perturbation du sens moral et du sens logique des peuples, quel souffle vénéneux a donc passé sur l'Europe?

Lequel? — La rancune de la politique, ou, si mieux vous aimez, la politique de la rancune.

*S'en va-t-en guerre,  
Le sire de...*

L'illustre empereur des français vient de partir pour l'Italie, où après avoir croqué les autrichiens, il accommodera les italiens à la sauce qui lui plaira.

Si cette sauce ne convient pas aux autres couronnés; si le plat que *Sa Majesté* aura préparé pour lui et les siens, n'est pas de leur goût; s'ils veulent y mettre leur *grain de sel*, comme on dit vulgairement, gare à eux. Il ira les traquer dans leur repaire et les avalera tout cru pour leur apprendre à vivre et ne plus contrarier les vues de l'Élu de la Providence, *clef de voûte de l'édifice social!*

### Illogisme.

Reproduisant en partie le manifeste de l'Union républicaine dont nous parlerons ailleurs, un journal de cette ville, le *Bien-Être social*, (n° du 17 avril) le fait précéder de quelques réflexions où il aborde un ordre d'idées, au sujet de l'UNION, que nous voudrions lui voir traiter plus souvent.

« On fait de la désunion quant à l'égard de ceux qui tendent à un but général tel que celui de la Révolution sociale, comme on y tend soi-même; — on affecte un puritanisme, une raideur de principes, une personnalité dont le mérite le plus grand, non seulement ne sauve pas du ridicule, mais encore blesse des hommes sincères et de bonne volonté. — **Le puritanisme est une hypocrisie de l'orgueil.**

Eloigner, blesser des alliés honorables, c'est mal. S'efforcer par de bons raisonnements de leur persuader ce que l'on croit la vérité, — c'est provoquer l'union toujours. — et bien souvent c'est la faire. »

On entend répéter ces choses-là partout, mais on ne les pratique NULLE PART.

Voilà ce que nous ferons observer au sujet de cette phrase, entr'autres : — « Sous cette grande bannière toutes les nuances du parti peuvent se fondre et s'harmoniser. »

Se grouper? — Oui, sans doute. Se fondre?... Il faut d'autres moyens qu'un groupement pour un tel résultat.

Que celui qui écrit ces lignes se trouve sous la bannière de la souveraineté du peuple avec tel ou tel ancien représentant républicain, mais républicain formaliste, ainsi qu'en 1848, on eut le malheur d'en avoir un si grand nombre, — *eh bien ce monsieur et moi serons-nous unis?...*

Les difficultés d'union par la réunion sont si grandes, que le manifeste est obligé d'employer des termes vagues pour exprimer des vœux qui, en étant précisés, éloigneraient un grand nombre de républicains. »

Ainsi, le *Bien-Être social*, loin d'être convaincu par les raisonnements que font valoir les auteurs du manifeste, bien que ceux-ci déclarent que « sous cette grande bannière (la leur, bien entendu) toutes les nuances du parti peuvent se fondre et s'harmoniser, » le *Bien-Être social*, disons-nous, conclut en disant que si l'Union républicaine, au lieu de formuler ses vœux en des termes vagues, les eût précisés, éloignerait d'elle un grand nombre de républicains.

Mais pourquoi dire alors en commençant que cette société paraît animée d'excellentes intentions? — Il y a la contradiction flagrante, car on ne peut pas prôner en même temps les intentions d'hommes dont on ne reconnaît qu'un langage plus clair, plus précis dans leur œuvre, aurait pour effet d'éloigner un grand nombre de républicains.

Si vous reconnaissez que le manifeste n'est qu'un de ces programmes incolores à la façon de ceux émanant des républicains formalistes « malheureusement si nombreux en 1848, et qui s'abritaient à cette époque, comme ils le font encore aujourd'hui, derrière quelques hommes sincères et dévoués à la révolution, pourquoi des réticences? — Pourquoi ne pas exprimer votre jugement ainsi qu'il convient à des révolutionnaires qui n'ont qu'un but, celui de faire triompher la justice et la vérité.

Serait-ce pour ne « pas affecter un puritanisme, une raideur de principes, une personnalité dont le mérite ne sauve pas du ridicule, mais encore blesse des hommes sincères et de bonne volonté? — Nous l'ignorons.

Et pourtant, le *Bien-Être social*, malgré le nuage dans lequel il enveloppe sa pensée, n'en dit pas moins aux auteurs du manifeste : **NOUS NE POURRONS ÊTRE UNIS.**

Il est vrai qu'il y met des formes, qu'il prend un ton paternel : « Le puritanisme étant l'hypocrisie de l'orgueil, » il est bon de démontrer que l'on donne ses avis, que l'on émet ses opinions avec une certaine courtoisie. — Un brin de modestie ne messied pas. Un vernis de modération ne nuit point. — C'est assez bien porté du reste; et, chose essentielle, on ne montre pas d'orgueils.

Ces sentiments sont fort beaux, sans doute; mais on observe généralement que les plus vaniteux, les plus égoïstes (dans la pire acception du mot) sont ceux-là même qui affectent ces airs de modestie; la plupart sont de faux bons-hommes, plein de fiel, dévorés de jalousie et pétris d'ambition.

Les révolutionnaires, et par cela même qu'ils ont conscience de leur valeur comme homme, comme individualité, servent la cause de l'affranchissement universel, en affirmant l'être humain.

Ceux donc qui entrent dans le camp des sol-

dat de la liberté, doivent se montrer conséquents et logiques. — On ne peut pas à la fois ménager la chèvre et le chou sans retomber dans l'ornière où s'est embourbée la révolution alors que ceux qui en étaient les conducteurs, tout en parlant le langage de la liberté, faisaient de l'autorité et du pouvoir fort.

Les temps sont venus où il faut dire nettement sa pensée. Si quelques amours propres se trouvent égratignés, tant pis pour ceux-là qui mettent au-dessus de la cause de tous, les mesquines prétentions qui les poussent à se considérer quelque chose de plus que des serviteurs de la révolution, de la liberté! Ce titre doit suffire aux hommes sincères et dévoués.

### Le bon Dieu dans l'embarras.

Les empereurs de France, d'Autriche et le roi de Piémont, avant de faire égorger mutuellement leurs bien-aimés sujets, ont ordonné aux ministres de la très-sainte religion de dire des prières pour la réussite de leurs desseins.

Dans les trois pays où les augustes personnages font la pluie et le beau temps, ces ministres appartiennent tous au même culte, au culte catholique. — C'est donc le même Dieu qu'ils invoquent et auquel ils demandent de vouloir bien bénir les armes de ses enfants qui vont s'entregorger.

On conçoit qu'en bon père qu'il est, le bon Dieu doit être furieusement dans l'embarras pour décider à qui il accordera la victoire.

Pour ajouter à ses perplexités, le Pape, qui a beaucoup d'influence en sa qualité de premier ministre, sentant la tiare vaciller sur sa tête, implore également l'Être suprême, — toujours le même — de donner la paix au monde.

De quel côté fera-t-il pencher la balance ce cher homme de bon Dieu, et quelle prière exaucera-t-il?

Quelle comédie! et comme il faut que MM. les despotes aient une foi robuste dans l'imbécillité humaine pour oser présenter de telles couleurs à avaler.

### O! quand viendra la belle!

Des désordres graves viennent d'éclater sur la place du Forail à l'occasion d'un nouveau tarif des places du marché de Tarbes.

La gendarmerie, refoulée dans sa caserne par les paysans, y est restée enfermée jusqu'à l'arrivée de la troupe, qui n'a pu la dégager qu'après plusieurs heures. Pendant ce temps, les rues adjacentes ont été dépavées, et une grêle de pierres est tombée sur la caserne. M. le maire et plusieurs autres personnes ayant été blessées, et le désordre allant toujours croissant, la gendarmerie et les troupes ont dû faire usage de leurs armes.

Quelques personnes ont été tuées. On ne connaît pas le nombre des blessés.

M. Foch, secrétaire général de la préfecture, s'est transporté sur les lieux pour donner les ordres nécessaires. Il a fait immédiatement partir une estafette pour informer M. le préfet, en tournée de révision, des déplorables événements dont la ville de Tarbes vient d'être le théâtre.

Que dites-vous, lecteurs, des paysans des environs de Tarbes? N'est-il pas DÉPLORABLE, comme le dit si bien le journal à qui nous emprun-

tons le récit de ces faits, de voir ces campagnards s'insurger juste au moment où l'auguste chef de l'armée entre en campagne à la tête de l'armée française, porter la liberté aux peuples de l'Italie?

C'est pourtant comme ça. — Et voyez quelles conséquences désastreuses pour l'ordre pourraient en résulter, si l'exemple donné par les paysans étaient suivis par les citadins; mais heureusement que le respect de l'autorité, l'obéissance aux lois se sont réfugiés dans les grandes cités. A Paris, on accompagne à l'embarcadère les soldats qui partent pour l'Italie au chant de la Marseillaise, puis... on va se coucher, tandis que dans les bourgades, aussitôt qu'ils ont tourné les talons, on proteste sur la place publique.

Eh quoi! les campagnards qui ont donné un si fort appoint au vote pour la présidence, osent se soulever contre l'autorité de celui qu'ils ont élu. Mais c'est le renversement de toutes les idées reçues. O! abomination de la désolation!

Il est vrai que les habitants des campagnes sont peu avides de gloire. Ils trouvent, et ils pourraient fort bien avoir raison, que les français traversant les monts pour aller à la délivrance des italiens, sont dans le cas de ceux qui voient une paille dans l'œil du voisin, tandis que le leur contient une poutrelle!

Lors de la fondation de l'Association Internationale, à Londres, nous nous sommes bornés à annoncer sa formation, réservant nos appréciations pour le moment où cette société aurait posé des actes qui nous missent à même de juger plus complètement des principes qui l'animaient.

Les motifs qui dictaient notre conduite étaient bien simples: les statuts ne répondaient pas à ce qu'on est en droit d'attendre d'hommes qui luttent sérieusement pour le triomphe de la liberté, mais cette constitution n'était pas déclarée immuable; de plus, elle traçait un cercle plus large à la discussion que ne l'avaient fait jusqu'alors les règlements des différentes associations démocratiques.

Il était donc présumable que des idées plus radicales se feraient jour dans le sein de l'association, qu'elle reconnaît ce qu'il y avait de déficient dans ses statuts; que, chose essentielle dans un groupe démocratique, — une large part devait être faite à l'initiative individuelle des associés, seul moyen d'ouvrir un champ plus vaste à la diffusion des idées et de leur faire prendre un essor plus élevé.

Nos prévisions se sont en partie réalisées, et nous avons pu constater les progrès fait par l'Association Internationale depuis la révision de son pacte fondamental. — Les divers documents que nous avons inséré le prouvent surabondamment.

L'abolition du comité a amené un déchirement dans la société. — Les hommes qui veulent pratiquer la liberté et qui sont conséquents avec ce principe sont seuls restés, tandis que les hommes du pouvoir fort, les partisans de l'autorité ont quitté l'Association.

Les correspondances qui ont paru au Prolétaire ont relaté les faits qui se sont passés à ce sujet.

Nous avons reçu une lettre de la Commune révolutionnaire polonaise où ces faits sont contestés. Dans cette lettre, où ces messieurs se montrent fort peu polis et font preuve d'une singulière ignorance en ce qui concerne le Prolétaire et sa ligne

de conduite, est accompagnée d'une pièce tellement curieuse et instructive, que c'est une bonne fortune pour nous de pouvoir les soumettre l'une et l'autre à l'appréciation de nos lecteurs.

Voici cette lettre :

178, High Holborn, London, 21 avril 1849.

Messieurs,

Vous avez souvent répété dans votre journal que vous voulez le bien du peuple. Or, le premier bien du peuple, c'est la vérité. Vous devriez donc être justes et impartiaux, ne pas juger les choses sur le rapport d'une couple de vos agents, ni tromper l'opinion du peuple en lui présentant pour éléments de décision un morceau isolé et tronqué dont vous concluez que nous sommes des crétins. Si vous connaissiez en entier la pièce dont vous avez fait des extraits, vous avez sciemment trompé le public. Sinon, nous espérons que vous soumettez à l'opinion cette pièce que nous vous transmettons.

Nous ne sommes pas de votre avis, que le marquis de St-Just était un crétin, par cela seul qu'il était marquis et que le prolétaire qui applaudissait à la chute de la tête de St-Just était noble et grand par cela seul qu'il avait une blouse. Mais nous avons plus de confiance dans le bon sens du peuple qu'au vôtre ou à celui de vos agents de Londres, et nous sommes décidés à le faire juge entre les Polonais que l'on a vu sur toutes les barricades de Londres (sic) et les crétins qui n'ont d'autre mérite que celui d'avoir fait un coup d'état bonapartiste au sein de l'Association Internationale.

Nous avons l'honneur d'être Polonais.

Le Président à tour de rôle,

ZENO SUIETOSLAWSKI.

Le Secrétaire,

N. BAROZKIEWICZ.

En voilà du ronflant. — Comme on retrouve bien là le style des grands révolutionnaires de notre époque dont le cerveau creux est tellement dépourvu d'idées qu'ils sont forcés de les remplacer par des phrases sonores, vides de bon sens et de logique. — Diantre, messieurs les Polonais, vous devez être doués d'une perspicacité rare pour avoir pu découvrir des agents du Prolétaire dans les signataires des correspondances de l'Association Internationale qu'il a publiées.

On voit bien que vous ne le connaissez pas ce Prolétaire dont vous parlez si légèrement, et que ses aspirations vous sont également inconnues.

Le Prolétaire, messieurs, est une tribune libre où tout ce qui se rattache à la révolution sociale peut trouver accès. — Organe de la liberté, il accepte les idées n'importe d'où elles viennent; — jouissant d'une complète indépendance, — n'étant au service d'aucun groupe, d'aucune coterie, — il n'abdique jamais son droit d'examen et de critique, même pour ceux qui partagent les opinions qu'il défend, ainsi qu'il l'a fait lors de la publication du manifeste en réponse à la lettre de Mazzini.

La preuve que vous ne connaissez pas le Prolétaire, que vous ne l'avez pas même lu, c'est que vous lui faites dire que « St-Just était un crétin par cela seul qu'il était marquis. » — Savez-vous, messieurs, que c'est passablement effronté d'oser mentir de la sorte. — Lorsque le Prolétaire a cité cette grande figure historique, c'était pour démontrer que St-Just, BIEN QUE NOBLE, S'ÉTAIT IDENTIFIÉ AVEC LA RÉVOLUTION; identifié, entendez-vous, donnant par là un exemple d'abnégation à la chose publique, que les démocrates bourgeois se gardent bien d'imiter, et qui, à l'opposé de ce qu'a fait ce grand citoyen, veulent personifier en eux la révolution, et dont toutes les aspirations se résument dans ces quelques mots: Ote-toi de là que je m'y mette!

Sachez également que la loyauté du Prolétaire est assez connue pour qu'il ne s'émeuve point

des accusations et des injures renfermées dans votre épître: il met ses lecteurs à même de juger de quel côté se trouve le mépris des plus simples convenances et la déloyauté, certain d'avance que le bon sens et l'équité de ses lecteurs l'approuveront.

Voici les pièces dont ces messieurs réclament l'insertion:

## Le Comité de la Commune révolutionnaire

polonaise

## L'Assemblée Générale Internationale.

Citoyens,

Plusieurs d'entre nous comptent parmi les premiers fondateurs de l'association internationale, et nous tous, nous l'avons soutenue de tous nos moyens, car basée sur la Liberté, l'Égalité et la Fraternité elle pouvait devenir un puissant levier pour renverser la tyrannie existante.

C'est pour cela que le 14 octobre 1836 nous avons présenté le sommaire de nos principes en proposant à l'association de l'adopter comme but.

1° Renverser l'ordre existant basé sur le mensonge, l'injustice et l'oppression du peuple et le remplacer par la vérité et la justice, la plus parfaite fraternité entre les hommes et les peuples et par l'égalité entre tous.

2° Délivrer tous les peuples de l'esclavage religieux, politiques et social.

3° Établir la souveraineté du peuple sur les individus en toute chose et abolir à tout jamais la souveraineté d'un individu sur le peuple.

4° Abolir la propriété individuelle et la rendre commune pour le peuple entier et pour tous les peuples en obligeant chacun au travail selon ses inclinations et ses capacités, en lui assurant l'égalité de satisfaction de tous ses besoins moraux, intellectuels et physiques selon tous les moyens de la société, mais sans égard au talent, à la force ni au genre de travail de qui que ce soit.

5° Remplacer la tutelle des parents sur leurs enfants par la tutelle de la société qui donnera à ses pupilles l'éducation et l'instruction morale, intellectuelle et professionnelle.

6° Garantir la liberté de parole et d'écrit à chacun et à tous dans les assemblées générales et assurer l'impression de tout ce qui serait jugé utile à la cause générale.

7° Abolir tous les liens qui asservissent aujourd'hui la femme et la rendre égale à l'homme dans tous les droits et toutes les lois.

8° Maintenir la peine de mort uniquement pour les délits politiques et seulement pendant la durée de la guerre révolutionnaire comme mesure exceptionnelle pour détruire les ennemis de la liberté; — mais l'abolir pour tous les autres crimes dès le premier jour de la révolution et pour tous les crimes sans exception dès la fin de la guerre.

9° Et ne jamais déposer le sabre jusqu'à ce que le globe entier, ne soit organisé suivant les véritables principes de la liberté, de l'égalité et de la fraternité.

En conséquence nous avons exigé que chaque nationalité composant l'association nous donnât les promesses suivantes:

1° Leur révolution aura les mêmes principes pour but.

2° Le gouvernement de cette révolution, électif, responsable et révocable à chaque instant, sera forcé d'obéir à ces principes et de les mettre en pratique.

3° La révolution, n'importe dans quel pays elle éclate, ne sera pas simplement nationale et exclusive, mais universelle.

4° Le gouvernement de cette révolution ne sera pas

donc purement national, mais universel et choisi par les nationalités qui auront accepté nos principes.

5° L'armée nationale sera immédiatement dissoute et l'armée de la révolution universelle sera immédiatement formée des volontaires de toutes les nationalités qui jureront de ne jamais lever les armes contre la révolution et de ne pas les déposer tant qu'un seul trône ou qu'une seule tyrannie existeront sur le Globe.

6° Chaque citoyen, sans aucune exception, sera appelé, en cas de besoin, à servir dans les troupes de la Garde nationale pour défendre la liberté de son pays ou de sa localité qui seraient attaqués par une puissance étrangère ou par les abus et les violences de leur propre gouvernement.

C'était, suivant nous, le seul moyen de rendre cette association un corps puissant, en même temps politique et social, militant et discutant, pensée et action.

Excepté la nationalité allemande qui a admis tous nos principes, et la française qui les accueillit avec quelques restrictions, aucune nationalité ne nous a répondu officiellement, mais toutes ont manifesté pour nos principes la plus vive sympathie.

Mais nous nous aperçûmes bientôt que l'association n'était pas un corps politique.

On a décrété que les portes seraient ouvertes à tout passant, — par conséquent : plus de secret, plus de politique.

Nous nous vîmes donc forcés d'aviser à d'autres moyens d'accomplir nos devoirs envers la Pologne et l'humanité.

Et cependant, nous tenions à cette association, car nous connaissions par une triste expérience que le manque de solidarité parmi les peuples nous a plus fait de tort que l'alliance entre tous nos ennemis. Nous savons que les peuples unis sont plus forts que leurs adversaires.

Mais nous appuyions l'association surtout parce que étant un noyau fortement organisé et donnant moyen de discuter toutes les idées, elle aurait pu éclaircir les questions sociales qui agiteront inmanquablement les entrailles de l'humanité du premier jour de la révolution.

Nous comptions que, les statuts de l'association demeurant intacts, elle deviendrait un puissant moyen de propagande.

— Mais :  
On vient de proposer que la présence dans les réunions des décuries est non obligatoire, — par conséquent, on a annulé la fonction de décurion et on a causé le déficit de notre trésor et fait ainsi tomber le Bulletin, notre seul organe.

On a proposé et voté que le secrétaire correspondant ne répondrait jamais à aucune lettre reçue sans la lire et sans faire voter sa réponse. Par conséquent, plus de correspondances possibles avec les pays despotiques : pas de réponse immédiate : en un mot, abolition de la fonction de secrétaire.

On proposa aussi l'abolition du comité, mais cette proposition fut alors rejetée à l'unanimité.

On tâcha d'arracher par l'intrigue ce qu'on ne put obtenir par les discussions et le vote.

On proposa une loterie pour un acte de bienfaisance le jour de la séance du comité, et sans président, secrétaire ni discussion possible, au milieu d'étrangers, on nomma une commission de trois pour écrire quelque chose.

On défendit depuis la lecture des lettres adressées à l'association ; on défendit la parole à ceux qui avaient droit de la prendre tandis qu'on la donnait à tout membre faisant partie du complot.

Sans discussion, sans lecture, dans une langue que tous ne comprenaient pas on bâcla un nouveau programme, différent de celui qui avait d'abord été accepté et on finit par abolir comité secrétaire et d'écurion qu'on remplaça par un triumvirat.

En face de tous ces événements, voyant :

Que la propagande est tout-à fait impossible.

Que pièce à pièce toutes nos institutions internationales sont détruites.

Ne connaissant pas les secrets motifs de quelques individus qui ont visiblement pour but la destruction de la société.

Ne voulant pas prendre sur nous la responsabilité de leurs intrigues.

Nous Polonais, nous vous déclarons par la présente que nous n'appartenons plus à la société internationale de Londres telle qu'elle existe, et nous défendons à quiconque de prendre autorité de nos noms.

High Holborn, 11 janvier 1859.

Par ordre du comité.

Le Président à tour de rôle,

ZENO SULETOSLAWSKI.

Le Secrétaire,

N. BAROZKIÉWIZ.

Quoi d'étonnant que des citoyens aient senti ce qu'il y a d'incompatible entre la liberté et le sabre qui domine d'un bout à l'autre dans le..... programme de la *Commune révolutionnaire*? Quoi d'étonnant que ces citoyens aient fait prévaloir des idées plus saines et plus rationnelles au sein de l'*Association Internationale*, que les doctrines dont nous avons sous les yeux un échantillon?

Comment! c'est ainsi que vous entendez la révolution?—*Trois pelés et un tondu*, réunis dans un coin de Londres, s'arrogent le droit de tout décider, de trancher toutes les questions, de brasser des gouvernements, de forger des lois et de les dicter à l'Europe, et tout cela au nom de la *liberté, de l'égalité et de la fraternité!*

Mais en vérité, c'est de la démence! Si les peuples avaient foi en vos *boniments* et vous laissaient faire, vous remplaceriez — *désavantageusement pour eux* — les despotes existants; si les peuples étaient assez imbéciles pour vous confier le soin de leurs destinées, malheur à eux! ils n'auraient fait que changer de maîtres et les derniers venus seraient pires que leurs devanciers, et plus dangereux qu'eux — car ceux-là, on sait ce qu'ils sont et ce qu'ils veulent, — tandis que vous, vous feriez du despotisme en parlant liberté, ce qui est infiniment plus dangereux.

Croyez-nous, Messieurs les Polonais, le prolétariat est las de jouer aux révolutions—ce jeu lui a coûté cher. — Si, pour conquérir sa liberté, il doit faire acte d'autorité et se servir de la force, cette autorité et cette force doivent résider en lui. Il n'a plus l'intention de *déléguer* sa souveraineté parce que qui délègue abdique. Il ne veut plus *tirer les marrons du feu* pour les faire croquer par d'autres.

Nous n'avons pas à prendre la défense de l'*Association Internationale*, que vous accusez d'avoir employé des moyens peu avouables pour faire un *coup d'Etat bonapartiste*. Ses actes sont là pour prouver que les citoyens qui en font partie aujourd'hui, ont compris le but et la portée de la révolution sociale, laquelle ne sera faite qu'autant que *L'AUTORITÉ* aura vécu.

#### Nécrologie.

Mardi dernier, les honneurs funèbres ont été rendus à Léonard Yseux, par l'association l'*Affranchissement*, au milieu d'un nombreux concours de citoyens. Les *Solidaires*, invités à cette triste cérémonie, faisaient partie du cortège.

Yseux était l'un de ces travailleurs énergiques dont toute la carrière est un long martyrologe, et

qui débutent dans la vie par les privations pour terminer leur existence à l'hôpital. En 1830, Yseux avait cru comme tant d'autres prolétaires voir luire l'aurore de la liberté, et il a combattu pour son triomphe.

Le soldat de la liberté fit place au travailleur. Par son abtitude, Yseux devint un ouvrier remarquable.—Dépensant son intelligence et épuisant ses forces au profit de la société, il obtint en retour le lot qu'elle réserve à ceux qui l'enrichissent : l'*avantage* de pouvoir abréger ses jours par un travail exténuant dont l'excès devient meurtrier.

Yseux est mort à l'hôpital! c'est-à-dire qu'il a lutté jusqu'au bout contre la prétraille qui ne lâche pas facilement une proie qui lui glisse des griffes.

Nous regrettons que l'espace nous manque pour pouvoir reproduire les trois discours prononcés sur sa tombe. Les orateurs ont retracé cette existence toute de labeur et de loyauté.—D'éloquents paroles ont flétri cet ordre de choses iniques qui permet que l'homme utile, le producteur soit refoulé au dernier rang et considéré comme un *paria* dans ce monde qui ne pourrait exister sans le concours de ses bras.

Au nom de la dignité humaine, les orateurs ont protesté contre cette organisation sociale basée sur le privilège dont le prolétariat est l'éternelle victime, victime qui ne se *résigne* plus pourtant, qui veut se relever, prendre part au banquet de la vie, jouir enfin de la place qui lui est due sous l'astre vivifiant de la liberté.

#### A quoi servent les traités?

Quand un petit pays — la Belgique par exemple — a conquis son indépendance par les armes, les grandes puissances réunies en *congrès* décident des destinées futures de ce pays. Elles déclarent sa neutralité et *garantissent* par des traités l'inviolabilité de son territoire contre les agressions de voisins puissants et ambitieux, traités qu'elles ne respectent qu'autant qu'elles y ont intérêt.

Les populations qui ont le malheur de prendre au sérieux ces traités, admirent les *beaux* résultats obtenus par leurs diplomates et s'endorment dans une sécurité trompeuse.

Seulement, au moindre mouvement, à la moindre velléité belliqueuse d'un despote quelconque on s'aperçoit que l'on s'était bercé d'illusion, que rien n'est garanti.

Le réveil alors est bien douloureux, et l'on paie bien cher la confiance accordée à la diplomatie.

C'est ce qui est arrivé chez nous.

On s'en est rapporté aux promesses du pouvoir, et depuis que la neutralité de la Belgique a été déclarée on a extirpé de nos poches des centaines de millions pour le budget de la guerre.

Comprendra-t-on, enfin, qu'il n'y aura ni indépendance, ni sécurité, ni liberté pour les peuples tant qu'ils remettront à d'autres la direction de leurs affaires.

O! révolution!!!

#### Petite correspondance.

Prière à notre correspondant de Londres de faire parvenir deux exemplaires du présent numéro à la *Commune révolutionnaire polonaise*.

# LE PROLÉTAIRE

Abonnement :

Payable d'avance pour Bruxelles.

Un an . . . . . 2 fr. 00

Six mois . . . . . 1 . 00

Trois mois . . . . . 0 . 50

LE JOURNAL

est expédié franco

Par la poste.

Plus de Privilège.

JOURNAL PARAISSANT TOUS LES QUINZE JOURS.

S'adresser, pour tout ce qui concerne le Journal, chez Morvoet, rue de Christine, 13.

Les lettres et les paquets ne seront reçus qu'affranchis.

On s'abonne à Londres au bureau de l'Association internationale centrale, 12, Gray's Inn lane, Holborn, et chez notre correspondant, A. Herben, 10, Bishop's head Court Gray's Inn lane Holborn

Tout par le travail.

Pour la province :

Un an . . . . . 3 fr 00

Six mois . . . . . 1 . 50

Trois mois . . . . . 0 . 80

Pour la Suisse et l'Angleterre,  
5 francs par an.MM. les abonnés de la province  
peuvent en envoyer  
le montant en timbres postes.

## AVIS.

Nous rappelons à ceux de nos abonnés qui n'auront pas refusé le journal, que leur abonnement continuera jusqu'à révocation formelle.

Toute demande d'abonnement pour la province qui ne sera pas accompagnée du montant, soit par un mandat sur la poste ou en timbres-poste, sera considérée comme non avenue.

Les lettres et les envois à l'adresse du journal *Le Prolétaire* doivent être expédiés franco, Rue de Christine, 13, chez Morvoet.

Nous prions nos amis qui ont des listes de souscriptions, relatives à la condamnation du journal *LE PROLÉTAIRE*, de bien vouloir les faire parvenir à la nouvelle adresse ci-dessus.

Bruxelles, 13 Juin 1859.

O Lamennais! quels brillants éclairs intellectuels ont illuminés quelquefois ta pensée; et dans quels traits saisissants, réflecteurs des vibrations de la vie, ta parole a su traduire ces courtes inspirations!

Malheureusement, tu participais de ces funestes doctrines du principe d'autorité qui se nomme le principe chrétien, et bientôt l'obscurité se refaisait sur ta pensée; tu n'as pu qu'avertir le monde.

Que les hommes sincères écoutent donc, et qui se dégagent de l'influence des dogmes, endémique dans les sectes et dans les écoles, ils s'efforcent, impulsée par les paroles du poète populaire, de sortir de l'individualisme, s'ils veulent prendre un jour leur place dans l'unité.

Mais la tâche est difficile, quand l'éducation, et nous n'hésitons pas sur le mot, quand l'instruction qui s'est départie jusqu'à ce jour, dans les temps passés comme dans le présent, a été constamment façonnée en vue d'une prétendue loi de fabrication humaine.

Il n'est pas un seul soi-disant libre-penseur qui ait osé considérer et admettre dans ses écrits ou son enseignement, la simple hypothèse de la liberté intégrale de la vie, ou qui ne frémissent de terreur au simple énoncé de cet idéal révolutionnaire. On sait que quelques-uns, même dans leur appréhension, se plaisent à fabriquer par précaution et d'avance, des règlements, des lois et des décrets destinés à devenir autant de freins

et de prisons pour la liberté. Cependant, n'est-il pas incontestable et incontesté par les esprits les plus rétrogrades, qu'il existe plus d'un archimède à la surface du globe, sans qu'il ait la chance de produire son génie au grand jour, parce que la science lui manque? Il n'est pas moins vrai que les Newton, les Galilée, les Cuvier dans la science, les Raphaël, les Michel-Ange, les Paganini et les Beethoven dans les arts, les Fulton, les Gutenberg dans les inventions industrielles, les Christophe Colomb et les Davis dans les découvertes hardies et périlleuses, sont répartis par la nature, dans l'humanité, en nombre illimité.

Hé bien! qu'on dise si en dehors de la liberté et d'une spontanéité absolue, le dégagement de ces intelligences et leurs fonctions peuvent se réaliser? Des esprits incurables, seuls, peuvent le prétendre, et ils sont nombreux; voyez ce qui se passe.

A peine le prolétariat est-il dégagé des croyances et des impressions, sous l'action desquelles il était tenu; à peine a-t-il montré qu'il possède une intelligence propre, qu'il sait comparer, vouloir, se mouvoir et coordonner ses mouvements, sous l'impulsion de ce sentiment, racine indestructible et indivisible de la vie, auquel sans étude, sans artifice, spontanément, il a donné le nom de liberté, que de toutes parts, sous toutes les formes, dans tous les langages, il voit et entend venir à lui des parlementaires, se donnant ou ayant reçu la mission de l'exorter à reprendre les liens qu'il a rompus.

Mais il les connaît, ces parlementaires, il les a vus déjà, il les a entendus, il a au moins ouï parler de leurs œuvres: ce sont des écrivains, des professeurs, des publicistes, des militaires, des civils, des doctes de toutes sectes, des mandarins de tous les degrés.

Que veulent-ils, que demandent-ils? On le lit sur leurs enseignes: Ici, organisation du travail; là, déclaration des droits de l'homme; ailleurs, constitution de 93; ailleurs encore, législation directe, capital, travail et talent, crédit gratuit, droit européen, etc. etc.

On le voit donc ce sont, Messieurs les savants à l'œuvre!

Mais il est temps d'en venir au texte prophétique que nous avons annoncé et dégagé du fatras chrétien, qui l'enveloppe trop souvent comme une gangue. Il nous prédit l'avènement prochain du prolétariat.

« Tout ce qui arrive dans le monde a son signe qui précède.

« Lorsque le soleil est près de se lever, l'ori-

« zon se colore de mille nuances, et l'Orient paraît tout en feu.

« Lorsque la tempête vient, on entend sur le rivage un sourd bruissement, et les flots s'agitent comme d'eux-mêmes.

« Les innombrables pensées diverses qui se croisent et se mêlent à l'horizon spirituel, sont le signe qui annonce le lever du soleil des intelligences.

« Le murmure confus et le mouvement intérieur des peuples en émoi, sont le signe précurseur de la tempête qui passera bientôt sur les nations tremblantes.

« Tenez-vous prêts, car les temps approchent.

« Et les savants trembleront dans leur science, et elle leur apparaîtra comme un petit point noir, quand se lèvera le soleil des intelligences.

« Et à mesure qu'il montera, sa chaleur fondera les nuages amoncelés par la tempête, et ils ne seront plus qu'une légère vapeur, qu'un vent doux chassera vers le couchant.

• Jamais, le ciel n'aura été aussi serein, ni la terre aussi verte et aussi féconde.

• Et au lieu du faible crépuscule que nous appelons jour, une lumière vive et pure rayonnera d'en haut...

• Et les hommes se regarderont à cette lumière, et ils diront: Nous ne connaissons ni nous, ni les autres; nous ne savions pas ce que c'est que l'homme. A présent, nous le savons.

• Et chacun s'aimera dans son frère et se tiendra heureux de le servir; et il n'y aura ni petits, ni grands, à cause de l'amour qui égale tout, et toutes les familles ne feront qu'une famille et toutes les nations qu'une nation....»

La pensée qui fait retracer cet admirable texte se montre nettement d'elle-même, d'abord en le débarrassant de son obscurantisme chrétien pour laisser briller sans ombre, ce soleil attendu si impatientement, puis en signalant l'insuffisance et la vanité des savants dont l'empirisme a été jusqu'à ce jour funeste aux légitimes aspirations du prolétariat.

Qu'on n'accuse donc point cette pensée de méconnaître le prix de la science! Comme notre simple instinct, elle nous conduit à reconnaître que la loi sociale n'est pas à construire, mais qu'elle est toute faite; que tout homme, dès sa naissance, est destiné à une fonction.

Sans doute, si on ne voit et si on ne juge, les hommes, tels qu'ils vous apparaissent vulgairement dans la vie actuelle, c'est-à-dire privés de tout sentiment du rythme moral et sortis du re-

giste de leur caractère natif, on demeure porté à penser et à enseigner que la nature ne crée que des individus; on niera que ses actions privées en s'isolant et en omettant de s'inspirer du sentiment de l'unité, soient une effraction du lien normal des êtres, et une révolte contre la loi naturelle. Mais, irrésistiblement, l'esprit demeure assez droit pour tendre au vrai et le rechercher, est amené à reconnaître la loi de ralliement successif, quoique lent, de toutes les forces départies à l'humanité, éparses, antagonistes et longtemps hostiles; et que ce désordre n'est qu'un accident, dans le développement de l'unité humaine.

L'homme surtout que n'a ni détourné, ni aveuglé l'esprit d'école et de secte, comprend que le temps est venu pour l'humanité, de réaliser enfin sa vie personnelle d'unité complète, à la condition de laisser aux membres reliés de son vaste organisme, leur vie individuelle d'expansion spontanée et de liberté.

Loïn d'ici donc, les hommes politiques prônés jusqu'à ce jour comme des Dieux, demi Dieux, tiers et quarts de Dieux, pontifes, prêtres et prétendus savants de tous les degrés.

Fabricateurs et souteneurs de théories, d'institutions et de décrets prétendus révolutionnaires; le prolétaire sait que la loi n'est plus à faire, que plus tôt ou plus tard, la révolution à laquelle sont également conviés tous les amis de la liberté, en ouvrira le règne; et alors il n'y aura plus ni petits ni grands!

## UN BON COUP DE MASSUE.

Nous venons de recevoir, un rude, un violent coup de massue, et si bien appliqué que, si le *Prolétaire* parvient à s'en relever, on pourra dire de lui qu'il a la carcasse bigrement solide.

Veut-on connaître le nom du puissant athlète qui nous a décoché une si terrible assommade?

C'est le grave, le sérieux organe de la démocratie *mitonneuse*, le vigoureux champion des révolutionnaires *half en half*, le *Bien-Être social* enfin, dans son numéro du 22 mai 1859.

Certes, il ne nous est jamais arrivé de nous préoccuper de l'exiguïté de nos moyens pécuniaires, mais nous avouons qu'à la lecture du *plaisant article* qui nous concerne, nous avons bien sincèrement regretté de n'être pas aussi riche en argent que le *Bien-Être social* l'est en idée. Dans ce cas, nous eussions fait le sacrifice d'envoyer à chacun de nos abonnés—avec notre présent n°—un exemplaire du dit journal, afin que tous puissent par eux-mêmes, apprécier la richesse du style et la puissance de conception de la feuille « *aux formes polies*. »

Bien encore, nous pourrions nous procurer la satisfaction d'insérer *in-extenso* le dit article; mais non. Pas moyen. Il est si grand et nous sommes si petit!

Enfin, pauvreté n'est pas vice; et puisque nous ne pouvons satisfaire notre désir, nous croyons du moins pouvoir nous permettre d'engager nos lecteurs à faire l'acquisition de cet exemplaire (le *Bien-Être social* se débite—au prix modeste de 20 cent. le n°—Grande rue des Bouchers, 34, à Bruxelles), nous bornant, pour notre part, à analyser le plus succinctement possible, l'article *prolétarophobe*, œuvre de « *travailleurs paisibles*. »

Le *Bien-Être social* semble avoir eu surtout en vue d'établir d'une façon irréfutable :

1° Qu'il a beaucoup d'esprit.—Ce n'est pas nous qui le lui contesteront, car pour s'en convaincre, il ne faut que lire attentivement l'article qui nous occupe.

2° Qu'il n'a que des idées neuves, et qu'il ne s'occupe que de travaux sérieux.—On a bien raison de dire que l'éducation commence au berceau pour ne finir qu'à la tombe, et que tous les jours on est susceptible d'apprendre.

3° Qu'il est lui — et que nous ne sommes pas nous—poli, courtois et modeste; pour le prouver il termine ainsi son grimoire :

« C'est donc la dernière comme la première fois que nous parlons du journal le *Prolétaire*. Quand un journal se fait de l'espace que laisse dans ses colonnes l'absence de travaux sérieux, UN VOMITOIRE A INJURES contre des travailleurs paisibles, il ne mérite pas, qu'après avoir exposé sa manière d'agir, on s'occupe davantage de lui, encore moins qu'on en occupe ses abonnés. »

Comme c'est suave! Comme ça respire la politesse et surtout la modestie! et comme on s'aperçoit bien vite que cela sort de la plume de..... « *travailleurs paisibles*. »

O grand Bilboquet! nous croyions qu'avec toi était mort le dernier des farceurs.

4° Enfin, qu'il ne fait jamais de polémique, qu'il n'a pas le temps d'en faire. Mon Dieu, nous connaissons cela; la polémique c'est la controverse, la discussion écrite. Or, il est passé en axiôme, que du choc de la discussion jaillit la vérité. Dans de semblables luttes, les armes sont des idées : on comprend donc sans peine la circonspection du *Bien-Être social* sur ce point!!!

Un dernier mot pour servir à l'édification de nos lecteurs touchant la délicatesse de notre chaste et pudique confrère :

« Assez d'autres sans nous, s'écrie-t-il, pourront se disputer la place qui demeure vacante entre MM. Hip. Castille et Henri Monnier. »

Nous avouons à notre grande honte ne pas bien saisir le sens attaché à ces mots par notre loyal et poli adversaire.—Notre ignorance est du reste bien pardonnable. Il a tant d'esprit, lui!!!

Mais à toute histoire, il faut une morale, or...

« De cette histoire, la morale la voici : »

Le *Bien-Être social* a voulu autrefois acheter le *Prolétaire*; il a même fait, il y a environ un an, pas mal de démarches pour cela?

Il paraît qu'ON NE DÉDAIGNAIT PAS ALORS S'occuper de nous.

Eh quoi! tant de fiel dans l'âme de.... « *paisibles et modestes travailleurs*, » PARCE QUE NOUS NAVONS PAS VOULU NOUS VENDRE. Ha!!!

## Toujours la comédie

Prolétariat belge! un curieux spectacle est actuellement sous tes yeux. — Jette donc un coup d'œil sur les tréteaux où sont juchés les farceurs qui se disputent l'honneur d'aller représenter, à l'officine parlementaire, les passions et les intérêts de tes maîtres.

Complètement désintéressé dans la question électorale qui s'agite, regarde, à ton aise, défiler la cohue des ambitieux et des intrigants.—Ecoute-les s'égosillant, s'époumonant à prouver, qu'eux seuls, au détriment de leurs concurrents, ont des titres sérieux à la confiance des électeurs, se maltraitant, s'injuriant réciproquement, et dans

quel langage! Vois-les, humbles et rampants, mendier les suffrages de ceux qu'ils espèrent avoir pour commettants, ne négligeant aucun des moyens propres à faire réussir leur candidature; prodiguant les promesses de toute espèce, de même que les *gueuletons* composés de mets délicats, arrosés de vins fins et choisis.

Lis leurs professions, et tu y trouveras que les deux *grands* partis s'accusent mutuellement de travailler au renversement des *belles* institutions de 1830; institutions, qui, tu le sais, consacrent ton abaissement et te maintiennent en tutelle, malgré ta virilité, accordant à quelques-uns le droit de se faire les dispensateurs de ce qui appartient à tous, et font de toi une *chose* qu'ils font mouvoir à volonté.

Et pourtant, c'est toujours toi qu'ils évoquent! c'est toujours en ton nom qu'ils parlent! et les entendre, c'est par *pur* dévouement à ta cause qu'ils sacrifient leurs veilles et se chargent du fardeau si lourd de conduire tes destinées.—Toutes leurs études, disent-ils, sont uniquement dirigées vers ce qui touche à l'amélioration de ta condition. — Te procurer l'aisance et le bien-être sont les objets constants de leur sollicitude!

Toutes ces belles choses ont été si souvent redites, et toujours sur le même ton, que l'on trouvait ce refrain quelque peu insipide et monotone : on sifflait. C'est pourquoi on a inventé une nouvelle *serinette*; et cette serinette qui fait aujourd'hui un bruit assourdissant, appartient... au *jeune libéralisme*!

Tu dois connaître ce *jeune libéralisme*, ou tout au moins le tapage occasionné par sa grosse caisse est parvenu jusqu'à tes oreilles. — Il occupe la scène en ce moment.—Sa troupe, composée des sujets les plus distingués, vient de se compléter par l'acquisition de nouveaux artistes de première force : équilibristes qui exécutent sur la corde raide, au grand ébahissement des spectateurs, les tours les plus difficiles et les sauts les plus périlleux;—tout cela... sans balancier!!!

Ces nouveaux acteurs, rivalisant de zèle avec leurs aînés, changent d'allures et de costumes à volonté; — ils savent au besoin, jeter la carmagnole pour revêtir l'habit de marquis, avec une souplesse, une dextérité des plus surprenantes; et, chose plus difficile encore, eux, qui antérieurement brûlaient leur encens sur l'autel de la république et du socialisme ont tellement dépouillé le vieil homme, qu'ils acclament aujourd'hui le constitutionalisme et allument des chandelles en son honneur!

Prolétariat belge! bien que ce soit toi qui paie les frais de la représentation, tu peux jouir de ce spectacle : il est aussi instructif qu'amusant. Sa vue ne pourra que t'affermir dans cette opinion, que, des Pygmées, quelque habiles, quelque rusés qu'ils soient, ne peuvent représenter un géant!

Ce géant, c'est toi, et tu sauras plus tard te représenter en personne!!!

## VERTUEUSE INDIGNATION

DU

*Bien-Être Social*.

Où, diable, la vertu va-t-elle se nicher?

Le roi de Naples, qui vient de mourir, a eu recours dans les derniers temps de sa cruelle maladie, à un remède dont la thérapeutique a eu

souvent à constater les bons effets; nous voulons parler du lait de femme, que les médecins de Ferdinand II ont fini par lui prescrire.

Ce fait assez naturel d'un malade, cherchant à recouvrer la santé, a inspiré au *Bien-Etre social* un solo de pudeur bouffonne accompagné à grand orchestre par tous les cuivres de l'emphase et du pathos.

La chose est d'un cocasse si amusant que nous croirions manquer de prévenance envers la rate de nos lecteurs en nous abstenant de reproduire ce document vertueux.

Quand Tartuffe dit à Dorine :

« Couvrez ce sein que je ne saurais voir. »

Encore, du moins, dit-il la chose simplement et sans monter sur des échasses lexicographiques.

Le *Bien-Etre social* va plus loin. Qu'on en juge :

#### Un roi en nourrice.

Une lettre de Naples, adressée à l'*Indépendance*, raconte gravement et sans commentaires que S. M. Bomba, dévorée gravement par les cancers, condamnée par les médecins, — à l'agonie, — vient de chercher pour dernier remède du lait de femme.

S. M. moribonde a huit nourrices.

Cet homme vieux, rongé, purulent, chez qui le sang se décompose, va coller ses lèvres où l'enfant colle ses lèvres pures; au bord de la tombe, il se penche vers un berceau; cadavre à demi, il dispute leur aliment aux nouveaux-nés.

— Nous nous permettrons de placer ici une légère observation : le *Bien-Etre* croit-il de bonne foi qu'on s'est trouvé dans la nécessité de sevrer tous les nouveaux-nés napolitains, parce que le roi leur disputait leur aliment? Et même en admettant que Ferdinand II ait accaparé les huit seules nourrices de son royaume, nous n'aurions pas encore à trembler pour le sort de la jeune génération des Deux-Siciles : — en Italie, les enfants sont très-accodants en matière lactée : Romulus et Rémus en sont la preuve.

Mais tout me fait présumer qu'il y a plus de huit nourrices dans le royaume de Naples : — et puis, après tout, il y a toujours un moyen d'en organiser? Le *Bien-Etre* peut donc calmer ses inquiétudes philanthropiques.

Continuons à citer :

Est-ce moral? — *La nature révoltée proteste*, — mais à de certaines hauteurs sociales, le cri de la nature n'arrive jamais.

Les pouvoirs exceptionnels font les monstruosités morales. Ce qui serait considéré par le monde comme un crime chez un simple citoyen, n'est pas regardé comme une faute chez un roi.

— Encore un mot d'observation. Sans nourrir des illusions optimistes à l'endroit de l'institution du jury, nous croyons fermement que si l'on traînait en cour d'assises un criminel accusé d'avoir tété pour se guérir d'une maladie quelconque, le jury ne l'enverrait pas pour cela à l'échafaud.

Mais on sait combien le jury est poule mouillée : — le *Bien-Etre*, lui, est carré par la base : — son code pénal particulier prévoit des horreurs qui ont échappé à la perspicacité de Napoléon I<sup>er</sup> et même de M. Faider!!

Continuons à citer avec enthousiasme :

Nous recommandons toutefois cette scène royale aux peintres : — Une femme dans toute la splendeur de la jeunesse et de la santé, s'avance en rougissant vers un

lit aux riches tentures. Sa poitrine est découverte, et sur l'oreiller du lit, une tête où la tyrannie, la cruauté, le fanatisme frappées des épouvantes de la mort, sont au comble de leur laideur, se lève et tend ses lèvres livides...

Humble observation : — J'ai connu des nourrices de profession, et j'ai remarqué qu'elles rougissent rarement dans l'exercice de leurs fonctions..... Pourquoi rougiraient-elles d'ailleurs? Toute plaisanterie à part, allaiter un enfant pour l'initier à la vie ou allaiter un malade pour l'arracher à la mort, sont deux choses également dignes de respect. Il n'est pas rare de voir des femmes « la poitrine découverte » donner le sein à des enfants sur la voie publique, — et je ne sache pas que ce spectacle sacré ait jamais amené le moindre sourire sur la lèvre du plus mauvais sujet.

Que le *Bien-Etre* réserve ses pudiques indignations pour les femmes qui tirent de leur poitrine découverte un autre parti, plus lucratif peut-être, mais moins digne à coup sûr, que les nourrices de Bomba.

Quant à ce que dit le *Bien-Etre* de la tête de Bomba, il faut en induire qu'il n'a jamais vu le personnage dont il parle. — Bomba n'avait pas précisément tous les droits possibles à l'amour du genre humain, mais sa figure n'était pas l'enseigne de son âme : — sa tête, fort belle, ma foi, n'était peut-être déparée que par une sorte d'expression de douceur moutonnière.

Circonstance malheureusement fâcheuse pour le pathétique tableau que l'on a lu plus haut.

Citons plus que jamais :

Il faut, en vérité! que dans certaines régions on ne respecte même plus la pudeur du peuple, pour que l'on en ose publier de telles horreurs!

Si le *Bien-Etre* est révolutionnaire en quelque chose, c'est à coup sûr en matière grammaticale.

Nul ne niera que la phrase que nous venons de citer ne soit construite d'après les règles de la fantaisie la plus fantastique : — il y est question des horreurs de la pudeur du peuple; — voilà tout ce que j'y comprends.

Voici la fin du brillant article qui nous occupe :

Le voilà donc ce roi Bomba, — qui si hardiment fit tirailler ses peuples, qui si courageusement fit supplicier des centaines de citoyens, et en fit emprisonner des milliers, — le voilà tremblant devant la mort!.. Lui qui savait si bien faire mourir les hommes, il ne sait pas mourir!.. Le sang humain, ne lui suffisant plus pour vivre, il lui faut du lait de femme!

Je comprends peu cette vigoureuse apostrophe : Bomba n'aime pas de mourir, il n'est pas pressé... Eh! bien! et vous, *Bien-Etre*? que feriez-vous à sa place? Est-ce que le cercueil vous tente, vous?.. Bomba a fait mourir des hommes, et beaucoup, c'est connu; il a été vainqueur dans sa lutte avec la Révolution : tant mieux pour lui, tant pis pour son successeur qui n'aura pas autant de chance.

Mais en attendant, Bomba ne voulant pas mourir, est parfaitement conséquent et logique. Que lui reprochez-vous?

A vous, *Bien-Etre*, je vous reprocherai pour en finir, votre superbe antithèse entre sang humain et lait de femme qui a l'air de laisser croire que les femmes ne font pas partie de l'humanité.

Ce n'est pas gentil pour un journal qui porte tant d'intérêt aux nourrices?

#### La guerre est déclarée.

L'ultimatum des bombes et la voix des colonels l'emportent :

La guerre est déclarée!...

L'aigle de la légende est ressuscité d'entre les empaillés, il a repris son vol, il fend les airs à coup de foudre :

La guerre est déclarée!...

La peur de la révolution agitent sur leurs trônes les maîtres souverains des peuples et des hommes, tous ceux qui tiennent le sceptre ou la barre des galères sociales, et les forcent de jeter en pleine paix leur dernier moyen de sauvetage, leur bronze de miséricorde :

La guerre est déclarée!...

Rome et les ultramontains, le catholicisme et les jésuites poussent leur fils aîné et légitime d'Autriche contre leur fils bâtard de France : ils veulent en finir avec l'usurpation :

La guerre est déclarée!...

La coalition et l'invasion de la Sainte alliance plantent de leur aile de vampire sur les Tuileries et s'approprient à se repaître d'un nouveau Waterloo :

La guerre est déclarée!...

Le Tzar du Don s'allie offensivement et défensivement avec le Tzar de la Seine. L'empereur d'Orient et l'empereur d'Occident menacent l'Europe révolutionnaire d'un despotisme à deux têtes :

La guerre est déclarée!...

En présence des événements actuels, la révolution sociale restera-t-elle muette et immobile au fond de ses antres souterrains, ou surgira-t-elle, de dessous les pieds des chevaux et les roues des canons, au fort de la bataille, au milieu de la sanglante mêlée, balayant de son flux de lave le champ de carnage et d'oppression? Profitera-t-elle des rivalités des exploités sacrés et couronnés pour renverser les barrières et les frontières, et féconder le terrain de l'unité anarchique?

L'Europe sera-t-elle toujours esclave, ou sera-t-elle enfin libre?

Sommes-nous chiens ou loups?

Nos enfants seront-ils hommes ou sujets?

Prolétariat! c'est à toi de répondre, c'est à toi de faire parler et agir les destins.

Selon que tu penseras et agiras, et selon il sera fait.

Quiconque veut beaucoup peut beaucoup.

Veux-tu la conquête sociale ou ne la veux-tu pas?

« Tous les moyens sont bons pour arriver au but : qui veut la fin veut les moyens. »

A nos postes donc! les indisciplinés et les indisciplinables, les volontaires, hommes ou bandes, de l'anarchie, .. guerre aux bourgeois, guerre aux prêtres, guerre aux guerriers!

..... La guerre est déclarée!...

(Libertaire.)

#### Un dernier mot à la Commune révolutionnaire polonaise

Le secrétariat de l'*Association Internationale* nous a fait parvenir le *duplicata* d'une lettre adressée par l'*Association* à la *Commune révolutionnaire polonaise*; cette lettre, où plusieurs erreurs sont signalées, contient également le relevé des procès-verbaux depuis le commencement de la scission qui s'est déclarée au sein de l'*Internationale*, par suite d'abus de pouvoir de son comité, jusqu'à l'époque de l'anéantissement de tout comité omnipotent dans la direction des affaires de l'*Association*.

Nous regrettons de ne pouvoir exposer sous les yeux de nos lecteurs l'historique complet de ce qui s'est passé : deux faits suffiront pour leur édification.

Messieurs les Polonais qui ne faisaient aucun scrupule d'avancer faussement que l'Association Internationale avait tronqué, dénaturé leur œuvre, ont trouvé tout simple de la falsifier eux-mêmes.

L'article 4, 2<sup>me</sup> série, du programme inséré dans notre dernier numéro, à la demande du comité de la Commune révolutionnaire polonaise, est ainsi conçu :

- Le gouvernement de cette révolution ne sera donc pas purement national, et les membres en seront choisis par les nationalités qui auront accepté nos principes. »

Tandis que dans l'original on lit :

- Le gouvernement de cette révolution ne sera donc pas purement national, et les membres en seront choisis par les nationalités FAISANT PARTIE DE L'ASSOCIATION. »

On peut remarquer qu'il existe une légère différence dans les deux textes. Il est facile de deviner le motif qui a poussé ces messieurs à altérer ainsi un des articles le plus important de leur constitution.

Ce document devait avoir de la publicité, — et à notre époque, c'est un peu fort de café d'oser afficher des prétentions aussi exorbitantes que celles renfermées dans cet article 4, où l'on se distribue le pouvoir et les places sans honte ni vergogne.

Autre fait :

L'Association Internationale nous avait prié de faire tirer à part cent exemplaires de la lettre insérée dans notre numéro du 17 avril et de les lui envoyer le plus tôt possible. Par erreur le paquet est tombé dans les mains de l'un des membres de la Commune révolutionnaire polonaise. Quoi de plus naturel, dans ce cas, que de faire parvenir la chose au destinataire, ou tout au moins de l'informer. Bast ! on n'y regarde pas de si près chez certaines gens. Les cent exemplaires sont portés au lieu de réunion, et là on en distribue une partie. Il faut qu'un exemplaire soit mis par hasard sous les yeux d'un membre de l'Internationale, pour que l'association en soit informée. Ce n'est qu'après des démarches que le restant est enfin rendu.

Il est inutile de commenter ces faits ; leur exposition suffit pour démontrer de quel côté se trouvent la délicatesse des procédés, la loyauté et la bonne foi.

Le comité de la société formée des séparatistes de l'Internationale nous écrit pour nous informer « qu'il ne répondra plus à aucune attaque ; » qu'il prépare une proclamation « sur la fraternité des peuples et la révolution ; » qu'enfin « il agira, et qu'aux fruits de leurs travaux, on pourra juger les hommes qui composent cette société. »

Tout cela est très-beau, et pour notre compte, nous ne demandons pas mieux que d'avoir à applaudir aux travaux d'hommes, qui marchent sans arrière-pensée à la conquête de la liberté ; toutefois, les signataires comprendront qu'avant d'être cru sur parole ils devront rompre avec le passé et entrer dans la voie de la révolution à laquelle ils tournent le dos dans le manifeste de la

Commune révolutionnaire polonaise et sentiront sans doute que leur conduite antérieure est de nature à justifier la circonspection et la méfiance !

Encore un mot :

(Parmi les neuf noms qui figurent au bas de cette lettre, on en retrouve plusieurs qui figureraient également sur la protestation des Polonais, entr'autres celui du membre de comité qui a retenu les exemplaires destinés au secrétariat de l'Association Internationale).

### Faits religieux.

Le Mémorial de Courtrai fournit les détails qui suivent sur l'enlèvement de la nommée Catherine Engelbeen, de Lendeledé :

Dans la commune de Lendeledé, située à une heure de Courtrai, habite un nommé Moenens, avec sa femme Engelbeen et quatre enfants, dont l'aînée ayant nom Catherine, n'est âgée que de neuf ans environ. Ce Moenens est *steveniste*. Le 4 avril 1859, sa fille aînée disparaît tout à coup du domicile. Recherches vaines des parents, désespoir de la pauvre mère, qui met au monde, avant terme, un cinquième enfant.

Une plainte fut adressée au parquet de Courtrai le 13 d'avril.

La petite Catherine n'a été rendue à ses parents que depuis mercredi 1<sup>er</sup> juin, et voici comment elle raconte elle-même sa disparition ou plutôt son enlèvement.

Nous laissons parler l'enfant :

« Une nommée Mathilde S..., dit-elle, est venue à plusieurs reprises me dire que je devais quitter la maison de mes parents. Me trouvant seule un jour, je me rendis à la demeure de Mathilde, qui me conduisit aussitôt chez M. le curé. Celui-ci était absent ; alors Mathilde me mena chez deux de ses amies, personnes très-dévotées, sœurs d'un frère qui est décédé prêtre, et qui demeurent sur la Place, à Lendeledé. Dans cette maison, on me retint pendant quinze jours, confinée dans une chambre, en haut, où je ne devais pas travailler. La sœur de M. le curé m'y apporta du pain d'épices et une superbe balle. M. le curé vint aussi, et me dit que je devais aller au couvent de St-Genois, qu'il paierait pour moi, que j'y serais très-bien et qu'il viendrait me voir à la Pentecôte.

« Ces quinze jours écoulés, je fus conduite, le soir, par le frère et la sœur de M. le curé de R..., par une des personnes chez lesquelles je venais de passer quinze jours, et par une de mes tantes, chez une nommée Barbe..., ancienne servante, à Courtrai, où je restai encore trois jours, et le quatrième je fus transportée en voiture au couvent de St-Genois, accompagnée de cette ancienne servante Barbe, de sa cousine qui tient une école de petites filles à Courtrai, de Léonie, sœur du curé de R... et de ma tante Pauline E...

« Arrivée au couvent, on ne me fit aucune question, mais on y déclara mes nom et prénoms, ajoutant qu'on devait m'appeler désormais Marie Maes. Ma tante remit cent francs à la supérieure. Ces cent francs provenaient de M. le curé.

« J'étais d'une quinzaine de jours au couvent de St-Genois, que je demandai à pouvoir retourner chez mes parents. On s'y refusa, jusqu'au moment où mon père est venu avec ces messieurs (les membres du parquet accompagnés de la gendarmerie) me réclamer. »

Dernièrement, la police procédait à l'arrestation d'un frère ignorantin, accusé d'attentat à la pudeur sur des jeunes garçons.—Ce frère avait une part dans la direction des études dans un grand établissement des environs de Bruxelles.

Confiez donc vos enfants à ces saints personnages !

### Pauvre Italie !

GRANDE VICTOIRE ! — 20.000 AUTRICHIENS HORS DE COMBAT !

Ainsi était conçue la dépêche adressée par M. Bonaparte à sa gracieuse épouse, l'Impératrice Eugénie, à la suite de la bataille de Magenta.

La dépêche ajoutait : MAIS ELLE A COUTÉ CHER !

Ainsi, dès à présent, des milliers de cadavres jonchent le sol de l'Italie : Les pertes étant à peu près les mêmes des deux côtés, et en tenant compte des soldats décimés dans les combats qui ont précédés la bataille, on peut affirmer que 50,000 hommes, au moins, ont péri dans cette guerre qui ne fait que commencer.

Pourquoi ces massacres ? Pourquoi ces terribles hécatombes ? Dans quel but ces hommes se ruent-ils les uns sur les autres comme des bêtes féroces ?

Pourquoi ?...

O ! comble de la honte et de l'abération !

O ! imbécillité humaine !

Pour river les chaînes qui les retiennent dans l'esclavage et prolonger leur servitude, en se faisant tuer les uns pour maintenir l'antique despotisme des Habsbourg, les autres pour soutenir plus de force à celui frais émoulu des Bonapartes ou pour donner carrière à l'ambition de la maison de Savoie, représentée par Victor-Emmanuel.

Les Italiens, eux, sont remplis d'enthousiasme et acciament leurs alliés du moment ; ils oublient que ces mêmes français avec lesquels ils combattent côte à côte, ont assiégé Rome et tué la liberté naissante en 1849. Eblouis par le succès, ils ne pensent point que le dangereux auxiliaire qu'ils ont accepté revendiquera une bonne part dans le gâteau, et que le quart-d'heure de Rabelais fera entendre un son lugubre annonçant l'arrivée des mécomptes et des déceptions.

Les enseignements de l'histoire seront donc toujours lettres mortes, et les peuples, dans leur imbécillité, feront toujours le travail de Pénélope, détruisant aujourd'hui ce qu'ils ont construit hier !

### Petite correspondance.

Aux citoyens A. S. et J. H. à Verviers :  
 Vos observations sont fondées.—Nous en avons pris note.

## LE LIBERTAIRE,

JOURNAL DU MOUVEMENT SOCIAL,

Publié à New-York,

Paraissant à intervalles irréguliers, une fois par mois au moins.

PRIX DU NUMÉRO : 25 CENTIMES.

Les abonnements au Libéraire se font, — non au mois ni à l'année, — mais pour un certain nombre de numéros. — Prix de 5 numéros 1 fr. 25 cent. (les frais de poste en plus).

On s'abonne à Bruxelles au bureau du Proletaire.

# LE PROLÉTAIRE

**Abonnement :**  
 Payable d'avance pour Bruxelles.  
 Un an . . . . . 2 fr. 00  
 Six mois . . . . . 1 . 00  
 Trois mois . . . . . 0 . 50

**Plus de Privilège.**

**Tout par le travail.**

**Pour la province :**

Un an . . . . . 3 fr. 00  
 Six mois . . . . . 1 . 50  
 Trois mois . . . . . 0 . 80  
 Pour la Suisse et l'Angleterre,  
 5 francs par an.

**JOURNAL PARAISSANT TOUS LES QUINZE JOURS.**

*S'adresser, pour tout ce qui concerne le Journal, chez Morvoet, rue de Christine, 13.*

**Les lettres et les paquets ne seront reçus qu'affranchis.**

On s'abonne à Londres au bureau de l'Association internationale centrale, 12, Gray's Inn lane, Holborn, et chez notre correspondant, A. Herben, 10, Bishop's head Court Gray's Inn lane Holborn.

MM. les abonnés de la province peuvent en envoyer le montant en timbres postes.

**LE JOURNAL**

est expédié franco  
 Par la poste.

## AVIS.

**Nous rappelons à ceux de nos abonnés qui n'auront pas refusé le journal, que leur abonnement continuera jusqu'à révocation formelle.**

**Toute demande d'abonnement pour la province qui ne sera pas accompagnée du montant, soit par un mandat sur la poste ou en timbres-poste, sera considérée comme non avenue.**

Les lettres et les envois à l'adresse du journal *Le Prolétaire* doivent être expédiés franco, Rue de Christine, 13, chez Morvoet.

Nous prions nos amis qui ont des listes de souscriptions, relatives à la condamnation du journal *LE PROLÉTAIRE*, de bien vouloir les faire parvenir à la nouvelle adresse ci-dessus.

Bruxelles, 2 Août 1859.

Il n'y aura plus ni petits ni grands alors que s'ouvrira le règne de la liberté, disions-nous dans notre précédent numéro.

En effet, le prolétariat triomphant de la triple tyrannie autoritaire, sacerdotale et capitaliste, ayant rompu les liens qui le retiennent dans la servitude, libre de ses mouvements, enfin, tous les citoyens n'étant plus divisés d'intérêts, pourront faire converger leurs forces individuelles vers un but commun : le bonheur de tous.

L'être humain ne se trouvant plus enlacé dès l'enfance dans les filets de l'autorité, l'éducation, l'instruction, mises à la portée de toutes les intelligences qui sommeillent et finissent par s'étioler sous l'oppression, s'épanouiront à la lumière; le travail, relevé de l'abjection où il est plongé, débarrassé des étreintes du capital, se produira librement, sûr que son produit ne sera pas accaparé par le parasitisme et dévoré par l'oisiveté.

Il est facile de comprendre quel avenir splendide s'ouvrira pour l'humanité régénérée par la liberté.

Prolétaires, hommes, femmes, enfants, tout ce qui souffre, tout ce qui végète, tout ce qui languit renaîtront à une vie nouvelle.

Et qu'on ne dise pas que les difficultés à vaincre pour arriver à cette régénération sont insurmontables.

Le prolétariat, aujourd'hui, a conscience de sa valeur; il a fait litière de ce qu'il regardait autrefois comme *sacro-saint*. Avec la ferme intention

de marcher droit au but, sans s'arrêter aux clameurs des intéressés, de ceux qu'épouvante le règne de l'égalité, il mettra fin au régime oppresseur qui l'écrase et fermera la porte à tout jamais au despotisme.

Par un acte de sa volonté, le prolétariat, en même temps qu'il prend possession de la société, doit prendre le soin de diriger ses destinées; et cette volonté ne doit pas être subordonnée à aucun autre vouloir, parce que *seul* il a intérêt au maintien de sa conquête.

Il ne faut donc pas, — et c'est la chose essentielle — que le prolétariat se dessaisisse des forces matérielles, de même qu'en lui doit résider le pouvoir qu'il ne doit jamais déléguer, sans courir le risque de perdre le fruit de ses efforts et de voir la révolution compromise.

L'opposition, par ce qu'on est convenu d'appeler la réaction, offrirait un danger bien petit en comparaison de celui qu'entraînerait infailliblement la remise du pouvoir aux mains de ces hommes prôneurs de système et fabricateurs de gouvernements.

Sur ce chapitre les révolutionnaires doivent faire bonne garde.

Nous savons bien que ces idées radicales déplaisent à ces personnages qui nourrissent l'espoir de jouer un rôle *important*, et qui se disent tout prêts à se *dévouer* à la chose publique.

C'est à ceux-là surtout que nous disons : arrière! — La révolution vous repousse, parce que vos embrassements hypocrites pourraient l'étouffer.

## Immense mystification.

« L'Italie sera libre jusqu'à l'Adriatique » disait dans sa proclamation, Sa Majesté Impériale avant de quitter la France pour se mettre à la tête de son armée.

Et les populations de Gênes, de Turin, d'Alexandrie, de Milan, de dresser des arcs de triomphe, de chanter les louanges du futur libérateur de leur patrie, et les jeunes gens de courir aux armes pour chasser l'autrichien.

Telle était le prologue de la tragédie qui vient d'avoir un dénouement si burlesque et si inattendu, par la paix conclue à Villafranca.

Il est vrai de dire que Sa Majesté française n'avait pas tout prévu. Après avoir repoussé les autrichiens au-delà du Mincio, un spectre menaçant s'est soudainement dressé devant elle. La révolution, qu'elle avait secoué dans la tombe ou elle gît, sortait de son suaire et menaçait d'é-

treindre de ses bras longs et décharnés celui qui venait troubler son sommeil.

Et vite M. Bonaparte de rétrograder en bâclant une espèce de fédération italienne sous la présidence du père Pie, et en replaçant au pouvoir les petits potentats qui ont dû prendre la fuite devant les citoyens en armes.

C'est pour atteindre ce beau résultat qu'il fallait faire tuer *cent cinquante mille hommes*, dépenser plus d'un milliard, sans compter un autre milliard détruit.

Les Italiens sont cruellement punis d'avoir ajouté foi aux promesses de l'homme de Décembre, et de s'être avilis en lui prodiguant les félicitations les plus serviles, et dans les termes les plus dégradants pour un peuple qui aspire à la liberté.

Les sbires autrichiens sont remplacés par ceux de la rue de Jérusalem. C'est la police française qui fait la loi dans toutes les grandes localités, et bientôt l'armée *libératrice* sévira contre les mécontents et rétablira l'ordre.

Jamais on ne vit une plus amère déception.

Jamais comédie pareille n'a été jouée.

## Un bon père.

Le choix du pape, comme président de la confédération italienne, imaginée par M. Bonaparte, est des plus heureux.

Les massacres de Pérouse sont un échantillon du sort qui attend les italiens, placés sous la tutelle de *Sa Sainteté*, et témoigne suffisamment de l'amour que le *bon pasteur* porte à son troupeau.

Pour mieux veiller sur ses enfants, le *Saint Père* a fait demander au jeune roi de Naples, 20,000 hommes qui, joints à la garnison française, formeront un corps d'armée assez respectable pour mettre à la raison les *séditieux* de la Romagne et des légations, qui trouvent — et ils sont nombreux — que le joug paternel du Pape est trop lourd, et voudraient s'en débarrasser.

Un fait certain, c'est que les Italiens n'accepteront pas les conditions qu'on veut leur imposer et qu'un soulèvement général est imminent.

Le duc de Toscane et la duchesse de Parme font des tentatives pour rentrer dans leurs possessions.

Le duc de Modène arme 4,000 autrichiens pour rentrer dans ses Etats, tandis que les populations sont en train d'improviser des gardes na-

tionales et des volontaires pour s'opposer par la force à la restauration du despote qui a été chassé.

*Le Moniteur toscan* fait un appel aux armes :

« Les villes doivent s'armer, dit le journal officiel, et quand sonnera le tocsin, les habitants de la campagne devront s'armer de faux, de toutes les armes que pourrait trouver sous sa main une population qui repousse avec dédain le vaincu de Solferino. Que l'Europe le sache bien, un peuple civilisé comme le peuple toscan, ne supportera pas l'affront d'avoir pour monarque celui qui hier était avec l'empereur d'Autriche luttant contre les armes italiennes. »

On le voit, le feu n'est pas encore éteint.

Les soldats de Garibaldi refusent de déposer les armes, et le roi Victor-Emmanuel a refusé d'accepter la démission collective de ce général et de tous ses officiers.

Le nouveau ministère sarde vient de faire saisir le journal *l'Italia*, pour avoir dit que Felice Orsini avait en Piémont culte et affection. Toutes les images de du martyr ont cessé de figurer à la vitrine des marchands d'estampes. Un agent de police français les fait disparaître à mesure qu'elles veulent se remontrer.

Le *Times* qui reproduit, d'après le *Journal de Mayence*, les stipulations du traité de Villafranca, déclare que chacune des conditions de ce traité heurte et froisse les sentiments de ceux auxquelles elles s'adressent.

L'Italie, dit-il, est en ce moment stupéfiée de ce qui lui arrive; il ne faut pas espérer qu'elle s'y soumette tranquillement. Et le *Times* nous montre la Toscane, Modène, Parme et les Légations s'armant et organisant la résistance; et il se demande si les armées de France et d'Autriche vont se coaliser contre Garibaldi et les patriotes italiens pour étouffer la révolution que Napoléon a encouragée par toute l'Italie.

Cela est impossible, dit le *Times*, et pourtant nous ne voyons pas comment, sans le secours des baïonnettes françaises et autrichiennes, les archiducs pourront rentrer dans leurs duchés et s'y maintenir.

On lit dans une correspondance de *l'Etoile belge* :

« On persiste à assurer que Louis-Napoléon, dans l'entrevue de Villafranca, a obtenu de l'empereur d'Autriche l'envoi en France des cendres du duc de Reichstadt; et on dit aujourd'hui que le prince Napoléon doit aller faire un voyage à Vienne pour recevoir des mains de l'empereur François-Joseph les restes du fils de Napoléon I<sup>er</sup>, qu'il sera chargé de conduire à Paris. Il faut avouer que l'intimité du prince Napoléon et de l'empereur d'Autriche n'est pas un des traits les moins curieux de la paix de Villafranca. Quand on se souvient des paroles et des actes du prince Napoléon avant et pendant la guerre, quand on sait que le prince a été un des agitateurs de l'Italie, quand on sait qu'il a combiné avec ses amis le renversement de princes italiens, quand il est avéré qu'il a conspiré avec les émigrés hongrois pour mettre en feu l'empire d'Autriche, n'est-il pas permis de sourire? »

En voyant toutes ses promesses de révolution, tous ses programmes d'émancipation, tous ses beaux plans de nationalités aboutir au traité de Villafranca, certes, ni les réfugiés italiens qui venaient au Palais-Royal, M. Sterbini en tête pour féliciter le prince de son mariage avec la fille du roi de Sardaigne, ni le général Ulloa parti du Palais-Royal pour aller prendre le commandement des troupes toscanes, ni le général Klapka parti du Palais-Royal pour aller organiser à Gènes sa légion hongroise, ne devaient

s'attendre que le prince Napoléon jouerait dans le traité de Villafranca le rôle de maître des cérémonies. Quant aux spectateurs de tout âge qui assistent attentifs à la comédie politique de notre époque, il faut convenir qu'ils sont bien difficiles s'ils ne sont pas contents du rôle que vient de jouer le cousin de l'Empereur comme prince, comme général, comme révolutionnaire, comme démocrate et comme ami.

Ainsi, il est bien avéré, M. Bonaparte a « reculé devant la révolution, » lui-même l'a déclaré dans son discours aux *grands corps* de l'Etat.

La révolution n'est donc pas si bien morte qu'on le prétend, puisque le plus petit mouvement qui se fait donne la terreur et fait prendre la fuite à l'homme qui dit l'avoir anéantie.

Dominé par le souvenir des défaites qui ont amené la chute du premier empire, M. Bonaparte a voulu en tirer vengeance et montrer à l'Europe qu'elles étaient la force et la valeur de l'armée française.

Pour mieux dorer la pilule et entraîner la nation française dans sa querelle, il a fait appel à ses sentiments généreux. Connaissant la sympathie du peuple pour la cause de l'indépendance italienne, il a inscrit sur son drapeau : *Affranchissement de l'Italie!*

En même temps, et pour donner satisfaction au clergé, il a déclaré que l'autorité papale serait maintenue dans toute son intégrité.

Libération de l'Italie et maintien de la domination du Pape étaient deux choses bien difficiles à concilier.

Mais au début, M. Bonaparte croyait pouvoir arranger les affaires à son gré et poursuivre son petit plan sans rencontrer d'obstacles trop sérieux.

Mais malheureusement pour ses projets et plus encore pour eux-mêmes, les italiens avaient accepté ses promesses pour de l'argent comptant, et d'un bout à l'autre de la péninsule, on se disposait à suivre le programme à la terre et la purger des oppresseurs cléricaux ou autres.

Devant cette attitude déterminée des italiens, le vainqueur de Solferino a perdu la tramontane, donné une embrassade à son frère d'Autriche et est revenu à Paris épancher ses douleurs et ses regrets dans le sein de ses féaux qui ont pris part à ses peines et lui ont offerts leurs compliments de condoléances.

Ces aveux ont produit un effet immense sur la population des faubourgs; et les sentiments révolutionnaires, comprimés depuis longtemps, pourraient bien faire explosion d'un jour à l'autre. La campagne d'Italie, bien que les autrichiens aient été repoussés, pourrait bien amener un second Waterloo bien plus terrible pour le neveu que le premier ne le fut pour l'oncle.

#### Liberté de la presse.

Pour montrer combien les milanais sont libres depuis que les autrichiens sont partis, nous donnons la proclamation suivante émanant du gouverneur de Milan :

« Le gouverneur de la Lombardie s'était félicité de n'avoir pas en vain fait appel aux sentiments patriotiques et italiens des journalistes de cette ville, et il avait remarqué avec un vif contentement de langage, digne et modéré, qu'ils avaient tenu dans ces derniers temps,

en parlant des très-graves événements qui sont arrivés.

Mais divers articles insérés dans quelques journaux d'hier et d'aujourd'hui, et qui dépassent la mesure des convenances, lui ont persuadé que quelques journalistes ont déjà oublié le bienveillant avertissement qu'il avait adressé à tous, et le forcent ainsi à le répéter aujourd'hui sous une forme plus sévère, qui, croyons-le, sera également écoutée par tous.

On ne veut certes pas défendre absolument que l'on s'entretienne des derniers événements : mais faire passer ces événements comme illusoire et comme ne devant produire aucun effet, mais les faire dépendre de causes tout-à-fait arbitraires, et les faire suivre d'hypothèses fantasques, en faire reproche à un auguste personnage en face duquel notre reconnaissance doit tenir le langage le plus respectueux; en tirer prétexte pour fomenter les dissidences et les colères qui pourraient produire des conséquences très-fâcheuses, voilà une exagération qui devrait être censurée en tout temps et qui devient chose coupable aujourd'hui parce qu'elle pourrait compromettre la tranquillité publique et les plus précieux intérêts du pays et de toute l'Italie. Il y avait lieu d'espérer que les journalistes se seraient inspirés de la conduite de la population, qui, dans ces derniers jours, avec son calme réfléchi et l'expression d'un regret retenu par le respect, a montré un sens politique si exquis dans sa simplicité. Mais tous n'ont point agi ainsi, et bien des gens, il est bien douloureux de le dire, se sont plu à accréditer les faux bruits sur la presse lombarde, qui servent aux intéressés à dénigrer ce noble et sage pays.

Dans cet état de choses, le gouverneur de la Lombardie se trouve forcé de déclarer que sans autre soin d'avertissement, il fera immédiatement suspendre, ou, selon la gravité des cas, supprimer toute feuille politique dans laquelle on parlera des derniers événements ou de tout autre objet dans des termes outrés ou inconvenants.

La paix de Villafranca ne peut être prise au sérieux par personne. Tout le monde pressent que ce qui vient d'avoir lieu n'est que le commencement d'une lutte qui prendra des proportions formidables.

L'Angleterre continue ses armements. Voici en quels termes le *Times* les justifie :

« Depuis le commencement de l'année, dit-il, nous avons vu des événements d'une nature bien diverse dont le moindre suffirait à ébranler notre confiance en la paix. Il ne s'agit pas seulement de ce fait qu'une grande puissance militaire, armée de longue-main, a enlevé à une autre puissance une vaste province. Le fait important, c'est que ces deux puissances sont devenues amies et se plaignent d'avoir été également lésées, trahies et spoliées par nous, l'une de la Lombardie, l'autre de la Vénétie. Toutes deux ont à se plaindre de nous et il n'est pas nécessaire qu'elles se donnent la peine d'expliquer au monde que leurs querelles sont compatibles. Dans cette situation un conflit est dans les possibilités quotidiennes, quand la France, après avoir humilié et s'être concilié tour à tour les puissances de l'Europe, leur fait voir dans l'Angleterre leur plus acharnée ennemie.

Juin 48.

S'il est une époque dont le souvenir trouble le repos de la bourgeoisie, qui pèse sur son passé et qui aura pour l'avenir des conséquences qu'elle redoute, c'est cette époque néfaste, où le prolétariat parisien, trompé, trahi dans ses légitimes aspirations, jeta le gant à la vieille société en affirmant la révolution sociale.

Nous l'avons déjà dit — nous le répéterons

sans cesse — les barricades de juin 48 creusèrent un abîme entre le vieux monde et son cortège de crimes et d'infamies, et le monde nouveau, armé du droit, s'appuyant sur la justice, affirmant à la face de l'univers la déchéance du privilège pour faire place à l'égalité.

Aussi la surprise, la terreur, furent-elles à leur comble parmi l'élite de la bourgeoisie, quand, pour la première fois, le prolétariat qui, s'était toujours laissé guidé par elle, qui n'avait marché que d'après ses conseils, brisa violemment les liens qui le retenaient, et s'émancipa sans l'autorisation de ses tuteurs.

La bourgeoisie terrifiée, sentant son prestige anéanti à jamais, n'écouta que sa rage; à l'ultimatum populaire, elle répondit par le canon et décima les révolutionnaires.— La force triompha du droit.... Mais sa victoire lui fut plus funeste qu'une défaite; elle fut atteinte mortellement et forcée d'abdiquer et de remettre le soin de conserver ses privilèges au despotisme, qui peut prolonger son agonie, mais qui l'entraînera avec lui dans sa chute.

Si d'un côté tous les efforts imaginables ont été tentés pour effacer le souvenir de ces grandes et terribles journées, par ceux qui par leur incapacité, par leurs trahisons les ont rendus nécessaires, de même les révolutionnaires qui ont gravé dans la mémoire les péripéties de cette lutte gigantesque, ne faillissent pas à leur tâche et rappellent au souvenir de tous quels furent les motifs et le caractère de l'insurrection populaire.

Dans un meeting donné à Londres par l'Association internationale, à l'occasion de l'anniversaire du 24 juin un membre s'est exprimé ainsi :

..... Oui, je ne pouvais pas laisser passer l'anniversaire du 24 juin 1848, sans venir me joindre à vous pour rendre hommage à ces nobles martyrs de la cause sociale, tombés dans ces fatales mais non pas funestes journées; leurs sacrifices ont été grands, mais le bien qui en est résulté pour le prolétariat est immense.

Aussi, nous pouvons dire : juin, nous te saluons.

Quoique beaucoup prétendent que tu es une date de deuil, sur laquelle il faudrait, plutôt que de la commémorer, jeter un oubli, tu ne l'es pas pour nous. Non, tu seras toujours la consécration de l'avènement du socialisme; n'as-tu pas scellé de ton sang les droits du prolétariat? ton cri, n'était-il pas « guerre aux privilèges? » sur tes barricades, n'as-tu pas revendiqué les droits de l'être humain?

Quoique certains hommes disent le contraire, citoyen, juin a réellement posé la question entre l'ouvrier et le patron, le travail et le capital; pour être plus explicite, entre le prolétariat et la bourgeoisie.

Comment pouvait-il être autrement?

Pressuré et exploité par elle depuis des siècles; avoir été si traitreusement déçu dans son espoir en février, le prolétaire étant convaincu, par la réaction qui gagnait journellement du terrain, qu'il ne pouvait rien espérer d'elle, sentit qu'il fallait l'attaquer de front et lui déclarer une guerre à mort.

Oui, bourgeoisie, la guerre est déclarée depuis, entre le prolétariat et toi.

Tu peux te vanter aujourd'hui, d'avoir vaincu l'insurrection. Oui, mais comment, par l'intrigue et le mensonge, par la force brutale; mais tu sais fort bien que moralement c'est toi qui as été vaincue; tu as pu tuer des individus mais tu ne tueras jamais l'idée, car elle tonne plus haut et porte plus loin que le canon....

..... Pourquoi supportes-tu le crime, bourgeoisie inique? Parce qu'il protège tes privilèges? S'il fallait consulter l'histoire de ton institution ne trouverait-on

pas chaque page souillée de sang prolétarien répandu par toi? Quels sont les moyens scandaleux, infâmes et criminels que tu n'as cessé d'employer pour maintenir l'exploitation? Crois-tu que le prolétaire ne sais pas le rôle atroce, cruel que tu as joué dans la révolution de 89? Pour renverser la noblesse et le clergé qui dominaient à cette époque, ne t'es-tu pas allié au prolétariat? Après, lorsque l'élan révolutionnaire te forçait à adopter des mesures énergiques n'as-tu pas usé tous les moyens imaginables pour le comprimer : vols, trahison et assassinat, ne furent-ils pas à ton ordre du jour? n'as-tu pas, pour cacher ta honte et tes méfaits, par l'intrigue et le mensonge, fait tomber les têtes de Robespierre, St-Just et d'une masse d'autres révolutionnaires qui partageaient les idées de ces hommes?.....

..... Oui, citoyens, c'est au privilège que nous devons nous attaquer et non aux hommes comme ont fait nos devanciers. L'homme meurt et le privilège reste debout; déclarons lui donc la guerre, bien déterminé à ne pas la cesser aussi longtemps que ce monstre existe!

#### Nécrologie.

La révolution sociale vient de perdre un de ses défenseurs les plus énergiques, et la Belgique un grand citoyen, dans la personne de Louis-Joseph De Potter, ancien membre du gouvernement provisoire.

De Potter, l'un des plus ardents champions de la liberté qu'il défendit vaillamment sous la domination hollandaise, et l'un des promoteurs de la révolution de 1830, était pénétré de la vérité de cette maxime d'un martyr de 93 : « Toute révolution qui n'a pas pour but d'améliorer profondément la condition du prolétariat, est un crime substitué à un autre crime. »

C'est donc animé d'idées rénovatrices qu'il entreprit la lutte contre le gouvernement hollandais, sous lequel il a souffert les persécutions, la prison et l'exil. — Et lorsque les barricades de septembre eurent chassé la tyrannie et rouvert les portes de la patrie au proscrit, De Potter crut le moment venu de mettre en application les principes féconds d'affranchissement et d'émancipation qui devaient faire du peuple belge un groupe de citoyens libres.

Mais De Potter, de même que tous les patriotes sincères, fut cruellement déçu.— Le sang belge avait coulé en pure perte, et les maîtres chassés par l'insurrection, étaient remplacés par de nouveaux maîtres, tout aussi avides, tout aussi astucieux que leurs devanciers.

L'intrigue et la ruse avaient eu raison en quelques jours, des efforts populaires....

La réaction était au pouvoir et la révolution trahie.

En faisant à De Potter une place dans le nouveau pouvoir sorti des barricades, les habiles avaient un double but : D'abord celui de donner satisfaction à l'opinion, encore sous l'impression produite par les événements et par le souvenir des services rendus par lui à la cause commune, puis il fallait paralyser l'action du révolutionnaire. En l'absorbant, ces braves gens savaient fort bien qu'ils parviendraient à annihiler ses efforts, à le compromettre aux yeux de ses concitoyens, à l'user enfin, en attendant qu'une trame odieuse le força de nouveau à s'expatrier.

A son retour en Belgique, De Potter avait compris que pour servir la liberté, il faut se tenir en dehors des régions officielles; aussi malgré les instances qui lui ont été faites à diverses époques, il

n'a plus consenti à sortir de la vie privée, où il s'est livré uniquement à l'étude des problèmes sociaux, et d'utiles enseignements sont sortis de sa plume.

Est-ce à dire que le citoyen De Potter ait donné des conclusions entièrement radicales et de nature à briser complètement le frein qui pèse sur l'être humain?

Assurément non.

Mais il a fourni un contingent d'idées au fonds commun, et donné l'exemple d'une longue et vertueuse carrière toute dévouée au triomphe de la cause sociale.

Le prolétariat belge conservera longtemps la mémoire de ce digne citoyen.

Son enterrement a eu lieu le 25 juillet, à deux heures de relevée, au milieu d'un grand nombre d'assistants.

D'après la volonté formelle du défunt, le concours du clergé n'a pas été réclamé.

La société des Affranchis, dont De Potter faisait partie, a présidé à son inhumation. La plupart des membres de cette société se trouvaient présent pour rendre les derniers devoirs au défenseur des libertés belges. Le cercueil recouvert d'un simple drap noir a été porté par des affranchis jusqu'au bord de la tombe, où il a été déposé.

La volonté du défunt a été respectée jusqu'au bout. Aucun discours d'adieu n'a été prononcé.

#### Gare nos bourses.

Les nouveaux élus de la bourgeoisie, sortis du scrutin du 13 juin sont réunis.

On les a arrachés aux douceurs de la villégiature, pour venir voter, au galop, 45 millions, dont vingt sont destinés à la défense du pays (lisez fortifications d'Anvers); le reste doit être employé à divers travaux publics.

Quarante-cinq millions! Mais c'est un joli denier. Il y a de quoi allécher les malheureux capitalistes qui ont quelque argent de disponible, pour lequel ils pourront du moins trouver un placement avantageux; puis il y aura de quoi affriander les entrepreneurs, et ces travaux seront la source de plus d'une fortune pour ceux qui s'en chargeront.

On doit comprendre combien cette courte session sera féconde et productive en bons résultats.

Nos bourses seront un peu allégées, mais nous aurions mauvaise grâce de nous plaindre : nos maîtres sont satisfaits.

Notre lot n'est-il pas de travailler pour les engraisser tant qu'ils peuvent nous dicter des lois?

Nous réglerons plus tard à l'amiable.

En attendant que les objets importants, à l'ordre du jour de la chambre soient préparés, nos honorables se livrent à des exercices des plus moraux, des plus édifiants. Des accusations de corruption électorale partent de tous les coins du sanctuaire des lois.

— « Vous payez à dîner aux électeurs, disent les libéraux à leurs adversaires, les catholiques.

— « Lequel d'entre vous n'en fait pas autant, ripostent ceux-ci.

— « Sans doute, c'est connu.— Mais nous faisons les choses d'une façon plus décente et plus

libérale.—D'ailleurs, nous pouvons préciser des faits.—Tâchez d'en faire autant. Et puisque nous sommes en majorité, nous en profiterons pour ordonner une enquête sur les faits qui se sont passés à Louvain. »

Si la bonne foi et la sincérité étaient égarées, c'est à la chambre des représentants qu'on irait les retrouver.

On lisait il y a quelques jours dans le *Journal de Charleroi* le fait suivant :

« La semaine dernière, un ouvrier flamand qui, se trouvant sans ouvrage, était allé, pour gagner quelque argent, ramasser du charbon dans la Sambre, vis-à-vis du rivage du Gouffre, à Châtelaineau, se noya, et son cadavre ne fut retrouvé que le lendemain.

« On nous rapporte à ce propos une chose presque incroyable, mais qui malheureusement ne paraît être que trop certaine, c'est que le corps de ce malheureux flamand a été mis sans cercueil dans le cimetière. Evidemment, nous ne pouvons laisser passer des faits semblables sans les blâmer. Il faut toujours respecter le corps humain. Et c'est ce qu'on n'a pas fait à Châtelaineau dans la circonstance que nous rappelons. »

D'autre part nous lisons dans un journal de cette ville :

« Jeudi dernier, un ouvrier étranger, demeurant à Châtelet, et qui s'était noyé la veille, fut enveloppé dans une botte de paille et porté ainsi dans la fosse destinée à le recevoir; l'autorité locale, écrit-on de Farcienne, ne s'est pas du tout souciee de fournir un cercueil pour enfermer les restes de cet infortuné.

« Il y a quelque temps un enterrement a eu lieu à Châtelaineau dans des circonstances tout à fait semblables. L'année passée, à Charleroi, Fougard Claude fut aussi inhumé sans cercueil et d'une manière tout à fait digne des sauvages.

« Ces faits excitent justement l'indignation dans les communes où ils se sont produits. Il nous semble que l'autorité supérieure devrait bien prendre des mesures pour que la presse n'ait plus à l'avenir de pareils faits à signaler. »

Dans les plus petites communes, dès qu'il s'agit de voter des fonds pour célébrer un anniversaire dynastique ou de fêter la naissance d'un tyranneau quelconque, on ne compte pas. C'est par acclamation que les deniers publics sont mis à la disposition des administrations, et dépensés en oripeaux et en lampions, réflecteurs de l'enthousiasme officiel.

Mais faire la dépense de quelques francs pour un cercueil destiné à renfermer la dépouille mortelle d'un prolétaire mort de besoin; allons donc! on recule devant cette minime dépense.

Le *Journal de Charleroi* se montre indigné de l'incurie des autorités de Châtelaineau. Ce qui l'a le plus frappé dans cette circonstance, ce n'est pas la position déplorable dans laquelle se trouvait ce prolétaire, « réduit à ramasser du charbon dans la Sambre pour se procurer quelque argent, » mais bien de ce que « le corps humain n'ait pas été respecté. »

S'occuper à rechercher la cause première de la mort prématurée de ce pauvre ouvrier (LA MISÈRE PAR SUITE DU MANQUE DE TRAVAIL), faire ressortir l'odieuse de l'organisation sociale actuelle, démontrer ce qu'il y a de barbare et d'inhumain dans le fait d'une société qui dénie le droit de vi-

vre à ceux dont les bras l'enrichissent; tout cela n'entre pas dans les attributions du *Journal de Charleroi*. L'honnête organe de la bourgeoisie s'en bat l'œil et garde sur ces sujets le silence le plus absolu.

Et ces gens-là ont l'outrecuidance et la prétention de parler au nom du peuple et de défendre ses intérêts!

### Un acte de dévouement.

On lit dans l'*Union libérale*, de Verviers, du 26 juillet :

« La nuit dernière, vers minuit et demi, en cette ville, une enfant appartenant à une pauvre famille, parcourait la voie publique en poussant des cris lamentables. Deux messieurs qui regagnaient leurs demeures, accostent cette enfant éplorée, lui demandent quel est le sujet de sa douleur, et apprennent que sa mère est sur le point de mourir d'une attaque d'apoplexie.

— « Que ne courez-vous chez un docteur, lui dit l'un d'eux.

— « J'en reviens, répond l'enfant, il m'a crié de la fenêtre qu'il était trop fatigué!

« Ces messieurs, mus par la pitié, consolent l'enfant et s'empressent d'aller chez un second; là M. le docteur est absent!!

« Ils continuent et vont sonner chez un troisième, là la dame ouvre la fenêtre et répond inexorablement à ces messieurs qui avaient expliqué l'objet de leur visite nocturne: Prenez la nuit votre docteur de jour!!

« Désespérés, il se font conduire chez la malade, c'était une scène déchirante que de voir les pauvres enfants en proie à la plus vive douleur. Les enfants seuls étaient occupés à prodiguer à la malade tous les soins possibles, mais, en vain, quelques instants après elle était morte.

« Un faible sacrifice, un peu de dévouement, une saignée faite à temps auraient peut-être conservé une mère à sa famille.

« C'est désolant que le lucre, l'appât du gain doive réveiller en l'homme de science un sentiment d'humanité. »

### Chronique judiciaire.

#### Hauts faits religieux.

L'affaire des trappistes de Forges-lez-Chimay a eu le 13 juillet son dénouement devant le tribunal correctionnel de Charleroi.

Dans sa dernière audience, après avoir entendu un dernier témoin, enfant de 15 ans, et élève de Forges, dont la déposition a nécessité le huis-clos, après les plaidoiries du défenseur des accusés, le tribunal a prononcé un jugement qui condamne :

Théodore Evers, en religion frère Macaire, à 5 années d'emprisonnement et 500 francs d'amende, pour coups et blessures et attentat à la pudeur.

Auguste Verhille, en religion frère Augustin, à 4 années d'emprisonnement et 500 fr. d'amende, pour coups et blessures. Tous deux solidairement aux frais du procès.

La seconde phase des faits et gestes des religieux de Forges se déroulera sous peu devant la cour d'assises du Hainaut. Le père François et le frère Guillaume (Decroix et Miroux) sont partis aujourd'hui pour Mons.

On écrit de Mons, le 25 juillet :

« L'affaire des trappistes sera appelée devant notre cour d'assises le 8 août prochain. MM. Isidore Loscants et Delbrocq fils, ont été, d'office, chargés de leur défense. »

Dans son audience du 8 juillet, la chambre criminelle de la cour de cassation de Paris a rejeté le pourvoi de Innocent-Ambroise Martel, âgé de 42 ans, desservant de la cure de Tartonne, condamné par la cour d'assises des Basses-Alpes aux travaux forcés à perpétuité, comme coupable d'attentats à la pudeur, commis ou tentés avec violence sur les personnes de trente-deux enfants, qu'il était chargé de diriger et d'instruire.

#### Avis aux parents.

#### Interruptions châtiées.

On célèbre, en ce moment à New-York les anniversaires selon la coutume consacrée. Les abolitionnistes et les partisans de l'émancipation de la femme ont aussi pris part à la fête. Dans une assemblée de ces derniers, il paraît que, comme cela n'arrive que trop souvent dans la ville impériale, bon nombre de loafers s'étaient introduits dans la salle pour y jeter le désordre. L'un d'eux interrompit, du haut de la galerie, M<sup>me</sup> Célestine Rose, au milieu de son discours sur l'éducation des femmes. Elle répliqua : « Si les femmes étaient élevées comme elles devraient l'être, elles sauraient mieux élever leurs enfants, et le jeune monsieur qui vient de m'interrompre saurait comment il doit se comporter envers notre sexe. »

Wendell Philipps tança non moins vertement un autre mauvais sujet. Il était occupé à démontrer que pendre une femme est un meurtre, parce que la femme ne prend aucune part à la législation, lorsqu'il fut interrompu par cette question :

« Est-ce un meurtre de pendre un nègre ? »

Philipps répliqua : « La différence entre un nègre et le vaurien qui vient de parler, consiste en ceci : que le nègre a la peau noire, tandis que le vaurien a le cœur noir; que celui-là cherche la liberté au péril de sa vie, tandis que celui-ci resterait volontiers dans l'esclavage; que celui-là est un homme, tandis que celui-ci est une brute. »

(Libertaire).

## LE LIBERTAIRE,

JOURNAL DU MOUVEMENT SOCIAL,

Publié à New-York,

Paraissant à intervalles irréguliers, une fois par mois au moins.

PRIX DU NUMÉRO : 25 CENTIMES.

Les abonnements au *Libertaire* se font, — non au mois ni à l'année, — mais pour un certain nombre de numéros, — Prix de 5 numéros 1 fr. 25 cent. (les frais de poste en plus).

On s'abonne à Bruxelles au bureau du *Proletaire*.

# LE PROLÉTAIRE

Abonnement :

Payable d'avance pour Bruxelles.

Un an . . . . . 2 fr. 00

Six mois . . . . . 1 » 00

Trois mois . . . . . 0 » 50

LE JOURNAL

est expédié franco

Par la poste.

Plus de Privilège.

JOURNAL PARAISSANT TOUS LES QUINZE JOURS.

S'adresser, pour tout ce qui concerne le Journal, chez Morvoet, rue de Christine, 13.

Les lettres et les paquets ne seront reçus qu'affranchis.

On s'abonne à Londres au bureau de l'Association internationale centrale, 12, Gray's Inn lane, Holborn, et chez notre correspondant, A. Herben, 10, Bishop's head Court Gray's Inn lane Holborn.

Tout par le travail.

Pour la province :

Un an . . . . . 3 fr. 00

Six mois . . . . . 1 » 50

Trois mois . . . . . 0 » 80

Pour la Suisse et l'Angleterre, 5 francs par an.

MM. les abonnés de la province peuvent en envoyer le montant en timbres postes.

## AVIS.

Nous rappelons à ceux de nos abonnés qui n'auront pas refusé le journal, que leur abonnement continuera jusqu'à révocation formelle.

Toute demande d'abonnement pour la province qui ne sera pas accompagnée du montant, soit par un mandat sur la poste ou en timbres-poste, sera considérée comme non avenue.

Les lettres et les envois à l'adresse du journal *Le Prolétaire* doivent être expédiés franco, Rue de Christine, 13, chez Morvoet.

Nous prions nos amis qui ont des listes de souscriptions, relatives à la condamnation du journal *LE PROLÉTAIRE*, de bien vouloir les faire parvenir à la nouvelle adresse ci-dessus.

## A nos abonnés.

Le retard apporté à l'apparition du présent numéro est dû au travail préparatoire occasionné par la réorganisation du *Prolétaire*, dont le citoyen Coulon a repris la direction.

A l'avenir nous mettrons tous nos soins afin que le journal paraisse régulièrement.

Bruxelles, 28 Septembre 1859.

Nous avons reçu plusieurs protestations relatives à l'amnistie. L'article ci-dessous expliquera suffisamment les motifs pour lesquels — contrairement aux autres journaux — nous ne les insérons pas.

## L'amnistie et les protestations.

• Pour le révolutionnaire, il n'y a du repos que dans la tombe.

(ST-JUST).

Le 17 août 1859, Bonaparte a accordé aux nombreuses victimes de son despotisme, « amnistie pleine et entière » pour les innombrables tortures qu'il leur a fait subir depuis tantôt dix années.

Par cet acte de haute mansuétude, la glorieuse Majesté est parvenue, une fois encore, à surprendre, à étonner tout le monde; et les citoyens que devait atteindre sa clémence, n'ont pas été, à coup sûr, les moins stupéfaits.

En effet, de toute part, on s'est demandé, et on se demande encore tous les jours : « Quels motifs ont donc pu diriger M. l'Empereur? Quel but a-t-il voulu atteindre? »

Là-dessus, chacun s'est mis à rechercher. Mille et une versions ont circulé, qui toutes nous semblent plus erronées les unes que les autres.

A notre avis — et nous avons la conviction d'être dans le vrai — Bonaparte a, dans cette circonstance, fait preuve d'une grande sagacité; il n'a eu en vue, ni « d'ouvrir une ère nouvelle aux destinées de la France, » comme d'autres le prétendent; ni de tendre, comme d'autres l'affirment, un piège aux proscrits.

Non. Ce qu'il a voulu, c'est ressaisir la popularité qu'il sent lui échapper, c'est chercher à raffermir son autorité passablement ébranlée surtout depuis les derniers événements.

Voilà, selon nous, où il faut chercher les véritables causes de l'amnistie, et non dans le désir — prêté si gratuitement à Bonaparte — de viser au rôle de *Croque-proscrit*, ce qui serait de sa part absurde autant que ridicule; car rappeler les proscrits dans l'intention de les reproscire ensuite, ce serait se créer des ennemis afin d'avoir le plaisir de les combattre; ce serait vouloir de gaieté de cœur recommencer la lutte avec la révolution; c'est ce que l'autocrate français ne peut désirer, et le voulut-il, il lui serait impossible : on ne refait pas l'histoire! Il doit savoir qu'à ce jeu-là, il peut avoir tout à perdre, mais qu'il n'a rien à gagner. C'est déjà bien assez pour lui, *l'homme de décembre*, d'en être réduit à avouer ainsi tout haut sa faiblesse, son impuissance à maintenir le branlant échaffaudage sur lequel il semblait percher avec tant d'assurance; et d'être obligé, afin d'amadouer, de calmer ses ennemis du dedans, de rouvrir les portes de la France à ses ennemis beaucoup plus implacables du dehors, au risque de voir se rouvrir l'ère des révolutions, qu'il déclarait naguère encore avoir fermée à tout jamais.

Pauvre Sire!

Pourquoi faut-il que les proscrits n'aient pas mieux compris la situation nouvelle que leur créait l'amnistie? Pourquoi faut-il que certains d'entre eux — non désavoués par les autres — au lieu de s'amuser à fabriquer des protestations, dont le moindre mérite est de faire hausser les épaules à tout homme de bon sens, n'aient pas jugé plus convenable, et surtout plus utile, de saisir l'occasion qui leur était offerte, de rentrer dans leur patrie, et d'engager leurs compatriotes à rentrer avec eux, afin de recommencer la lutte; car là où peut

s'exercer l'action révolutionnaire, là est la place des soldats de la liberté.

Eh quoi! citoyens proscrits, depuis nombre d'années on vous voit errer comme des âmes en peine autour des murs de votre patrie, maudissant la fatalité qui vous en ferme les portes et vous réduit à l'inaction, à l'impuissance; et lorsque le despote ployant enfin sous le faix de ses.... erreurs, se voit, par la logique inexorable de sa situation, condamné à vous les ouvrir à deux battants, vous refusez d'entrer; vous vous drapez dans nous ne savons quel puritanisme de principe! et vous déclarez fièrement ne vouloir rentrer que... « quand la liberté rentrera!!! »

Ah! citoyens, citoyens, quel est donc la nature de votre fibre révolutionnaire? Quelle funeste influence exerce donc l'exil sur le cerveau de ceux qui le subissent?

Vous rentrerez « quand la liberté rentrera; » mais c'est le contraire, ce nous semble qu'il fallait dire : Vous d'abord, la liberté ensuite. La liberté ne peut rentrer, elle, que lorsque les pavés des rues auront fait déguerpir le dernier des tyrans. Or, vous le savez bien, ou du moins vous devriez le savoir, les pavés ne se lèvent pas tout seuls; il faut bien qu'on y mette un *tantinet* les ongles.

Auriez-vous peur, par hasard, en aidant à cette besogne, de porter atteinte à la fraîcheur de votre épiderme? Ou bien vos personnes seraient-elles si précieuses, si nécessaires, que vous jugiez plus utile de les conserver intactes, afin d'aller après la bataille — au lieu de les exposer pendant — les poser sur les moelleux édredons d'un nouveau pouvoir?

O! prévoyance bourgeoise.

Quant à nous, et nous n'hésitons pas à le dire bien haut, c'est avec une véritable satisfaction que nous avons vu apparaître l'amnistie; c'était à nos yeux le prélude de la révolution. Aussi, tout entier à notre joie, à nos espérances, nous apprêtions-nous déjà à aller donner aussi notre petit coup de pioche à l'édifice impérial; car bien que M. Pyat ait dit que « tous les français ont le droit d'être en France, » nous croyons, nous, qui ne sommes pas obligés d'avoir l'esprit aussi étroit que certains grands hommes, que malgré notre qualité de belge, nous n'aurions pas été de trop dans les rangs des prolétaires parisiens; et puis, en attendant le *quart-d'heure de la Belgique*, nous n'aurions pas été fâchés non plus, afin de nous distendre un peu les muscles, d'aller prendre part à la *grande tripotée* qui se prépare là-bas.

Mais nous avons compté sans la prudente ré-

serve des messieurs de la proscription française ; et lorsque les croyant pénétrés de cette grande maxime : « Pour le révolutionnaire, il n'y a de repos que dans la tombe, » nous pensions qu'il suffirait que la brèche soit ouverte pour les voir s'y précipiter avec cette sombre énergie, cette intrépide résolution qui n'appartiennent qu'aux hommes convaincus. Ces grands républicains sont venus nous apprendre :

« Dans de fort beaux discours, ma foi,  
« Mais qui sont de l'hébreu pour moi. »

que pour servir plus efficacement la révolution à Paris, il était de toute nécessité qu'ils restassent à Londres, ou autres lieux tout aussi éloignés de la capitale de la France! et cela sous le prétexte qu'ils sont « les soldats du droit et de la loi! » (1) que Bonaparte n'a pas plus le droit de les amnistier qu'il n'avait celui de les proscrire!!!

En vérité, on ne sait, en lisant de pareilles plaisanteries, si l'on rêve ou si l'on est éveillé; et nous serions tenté de croire, pour notre part, que ces ex-soldats de la révolution reculent devant l'effroi que leur inspire le fantôme de Cayenne.

Des français! des révolutionnaires, avoir peur! et peur d'un Bonaparte, à ce point de ne pas oser relever le gant qu'il leur jette!

O 93! O juin 48!

Cet article était écrit lorsque nous est arrivée la lettre de M. Ledru-Rollin.

Cette lettre mérite une mention toute spéciale. Nous la réservons pour notre prochain numéro.

« Bien longtemps, je vous le confesse,  
« Je fus un mauvais citoyen;  
« Mais la liberté de la presse  
« M'a converti par ce moyen :  
« On me condamne à faire offrande  
« De... francs.—Et ma raison  
« M'est rendue avec cette amende,  
« Les menus frais et la prison. »

Oui, ami lecteur, depuis dix-huit mois (non pas treize ni quinze, comme l'on dit avec tant de vérité la plupart des journaux grands et petits), depuis dix-huit mois, dis-je, que j'ai cessé de m'entretenir avec vous, j'ai pu méditer à loisir sur les institutions qui régissent les sociétés.

Ces méditations n'ont pu que fortifier mes convictions à l'endroit des doctrines radicales émises dans le *Proletaire* depuis sa fondation, et me prouver qu'il est de toute nécessité pour le triomphe de la cause prolétarienne de poursuivre énergiquement la route que nous nous sommes tracé.

Maintenant que Bonaparte *offensé*, la morale publique outragée ont obtenu satisfaction, et qu'une vengeance éclatante a été exercée sur les *gredins* qui ont pris la liberté grande de dire que,

(1) Cette phrase, comme si elle avait été stéréotypée pour les besoins de la cause, se trouve invariablement dans chacune des protestations : « Soldats du droit, défenseurs de la loi. »

Nous voudrions bien savoir ce que, en langue révolutionnaire, cela signifie.

Nous proposant de traiter spécialement cette question dans notre prochain numéro, nous serions infiniment obligés aux citoyens, qui d'ici la quinzaine, voudraient nous éclairer sur ce sujet.

*l'Elu* n'est pas précisément le type de toutes les vertus; que son gouvernement ressemble à s'y méprendre aux gouvernements despotiques de l'Orient; je viens de nouveau apporter mon contingent d'idées à l'œuvre révolutionnaire; soldat de la liberté, je reprends place parmi les militants, les infatigables destructeurs des privilèges, apporter ma pierre, ou plutôt la jeter contre l'édifice social, élevé par nos maîtres, les exploités.

Depuis le 9 mars 1858, où par arrêt de la cour d'assises du Brabant, j'ai été réduit au silence, bien des événements se sont succédés; une foule de faits instructifs se sont déroulés sous nos yeux, pour nous prouver que partout l'idée révolutionnaire fait des progrès rapides et ne peut être refoulée qu'à grand peine; que chaque jour marque une étape vers l'avènement de la liberté.

Les pouvoirs en désarroi ne savent plus sur quelle corde danser pour se maintenir en équilibre; leur politique est une politique d'expédients, se canonnant le matin, pour s'embrasser le soir; ne sachant pas aujourd'hui quelle détermination ils prendront demain, épouvantés qu'ils sont, par l'approche du jour où la révolution fera justice de leurs crimes.

La bourgeoisie, complice de leurs iniquités, repue, obèse, sans souffle, sans vigueur, ballottée en tous sens, ne sachant plus à quel saint se vouer, reste pétrifiée, enserrée qu'elle est entre les baïonnettes du despotisme qu'elle n'aime pas et le marteau révolutionnaire qu'elle redoute.

Le prolétariat, lui, ce grand martyr, ce crucifié de tous les jours, que fait-il?

Le regard tendu vers l'avenir, il guette le moment où il pourra briser ses chaînes et se proclamer libre.

En lui seul s'est réfugié la vie. L'activité, l'énergie nécessaire à l'accomplissement des grandes choses, il les possède; son affranchissement, il ne veut le devoir qu'à ses propres efforts. Il sait que ce qui est octroyé un jour peut être ravi le lendemain; il veut prendre et non recevoir; en un mot, il veut être le maître absolu de ses destinées.

Ainsi donc le sort en est jeté : entre la bourgeoisie et le prolétariat, guerre! mais guerre implacable, sans trêve ni merci!

COULON.

### Embastillement d'Anvers.

Le pouvoir est enfin parvenu à réaliser son rêve favori en faisant adopter, par nos hauts et puissants seigneurs de la législature, le projet élaboré depuis longtemps, de faire fortifier Anvers.

Le profond dévouement, l'amour que professe le peuple belge pour la dynastie fondée en 1830, ne paraissent pas à celle-ci assez rassurants pour son maintien et la stabilité de son règne. Il lui faut d'autres garanties : une bonne forteresse bien hérissée d'engins meurtriers, afin d'être à l'abri des éventualités qui pourraient surgir du *trop plein d'amour du gouverné pour la DYNASTIE DE SON CHOIX*.

Depuis que cette question est sur le tapis, le gouvernement en a poursuivi la réalisation avec une ténacité incroyable; et bien qu'à diverses reprises les plans aient dû rentrer dans les cartons des différents ministères qui se sont succédés, le cabinet Rogier-Frère-Chazal a fini par obtenir

une solution satisfaisante pour les combinaisons de haut lieu.

La guerre d'Italie a fourni le prétexte voulu pour représenter de nouveau le projet de fortifications et pour enlever le vote tant désiré.

Les raisons mises en avant par le pouvoir sont celles-ci :

« La Belgique doit faire respecter sa neutralité au cas où elle serait menacée; qu'il faut une base d'opération à l'armée pour s'opposer à la marche de l'envahisseur, en attendant les secours de l'étranger.... »

« Nous savons, disent les ministres, que c'est un douloureux sacrifice que le pays s'imposera; mais il est des moments où une nation ne doit pas hésiter lorsqu'il s'agit de faire défendre son indépendance et de conserver sa neutralité. Il est donc urgent de fortifier Anvers.

« Nous connaissons assez le patriotisme des belges pour savoir qu'ils ne reculeront pas devant les dépenses nécessitées pour l'établissement d'un rempart formidable afin d'arrêter l'ennemi. »

Singulier patriotisme que celui qui consiste à se réfugier dans une seule place en laissant tout le pays exposé aux ravages de la soldatesque envahissante!

Et puis les places fortes sont comme les cadavres, elles attirent les oiseaux de proie.

Une place de guerre de l'importance d'Anvers, avec sa magnifique position sur l'Escaut, excitera toujours les convoitises de Rome et de Carthage, pour nous servir de l'expression pittoresque de l'un des plus jeunes et des derniers venus de l'honorable assemblée.

D'ailleurs, avant que les fortifications d'Anvers ne soient terminées, l'épée de Damoclès que l'on redoute tant aujourd'hui sera brisée, ou bien elle aura fait sentir son poids; car, là-bas, on marche avec promptitude et célérité dès qu'il s'agit de mettre à exécution les plans conçus dans le cerveau du Jupiter, qui dispose de la foudre, sous forme de canons rayés.

Sous tous les rapports donc, le projet est désastreux, même pour les intérêts de la boutique; car il est évident qu'une ville de commerce comme Anvers, où sont entreposées des quantités de marchandises, devrait être libre de toute servitude militaire; et que son commerce n'a fait que périlcliter depuis qu'il est question d'agrandir ses fortifications.

Si nous nous sommes étendus sur ce sujet, c'est afin de prouver que les millions qui vont s'engouffrer dans ces travaux, seront jetés en pure perte et dans des intérêts tout dynastiques.

L'histoire en main, il est facile de démontrer qu'un peuple qui se lève pour la défense de ses foyers, organise cette défense d'une façon autrement énergique que lorsqu'il la confie à des mercenaires enrégimentés. Mais pour cela, il faut que ce peuple puise une force morale dans un principe, qu'il ait l'assurance que c'est pour lui, pour sa liberté qu'il combat, et non pour les intérêts d'un despote.

Témoin la différence entre la réception faite à la coalition par la France républicaine en 92, et celle faite par la France impériale en 1814, lors des invasions qui ont eu lieu à ces deux époques.

Témoin encore ce qui s'est passé chez nous après les journées de Septembre. Les volontaires, armés au nom de la liberté, avaient repoussés partout les hollandais; ce n'est qu'après avoir paralysé leurs efforts et méconnu les services qu'ils pouvaient rendre que sont survenus les désastres de 1831.

Trop de précautions nuisent parfois à ceux qui en prennent outre-mesure. Louis-Philippe croyait avoir beaucoup fait pour sa dynastie lorsqu'il avait enfermé Paris dans une enceinte de forteresses.

Le 24 février lui a prouvé que les monarchies qui se croient les mieux ancrées, peuvent tomber au premier souffle de vent populaire.

Citoyens belges! le gouvernement fait bâtir des forteresses pour se mettre à l'abri des dangers, sachons au besoin nous sauver nous-mêmes!

### Avis à la commission des monuments.

La commission des monuments a dû se réunir, afin de prendre une détermination sur le placement le plus convenable à donner aux statues qui doivent figurer aux quatre coins du monument érigé en mémoire du congrès de 1831. Ces statues symbolisent les *grandes* libertés belges, au nombre desquelles se trouve la liberté de la presse.

Dans ces circonstances, pour agir sagement, on devrait faire appel aux lumières des hommes spéciaux et les inviter à donner leur avis.

En ne le faisant pas, la commission s'est privée de renseignements précieux qu'auraient pu donner les hommes compétents, en assignant la véritable place qu'il convient à la statue de la *Liberté de la presse*.

Voici à ce sujet l'avis qu'émettaient dernièrement, et d'une voix unanime, les citoyens Labarre, Hallaux et Coulon :

La *Liberté de la presse*, disaient-ils, doit être placée au premier rang, mais elle devrait rester voilée jusqu'au jour où toutes les lois qui mettent des entraves à l'émission de la pensée, auront disparu.

### Toujours le cercle vicieux.

Une réunion composée d'un grand nombre de délégués appartenant aux diverses sociétés ouvrières de Bruxelles, a eu lieu le 14 septembre, dans la salle des *Brigittines*, sur l'invitation faite par un comité institué dans le but de « s'occuper de tout ce qui concerne l'amélioration physique et intellectuelle des travailleurs. »

L'objet indiqué de la réunion était de rechercher les moyens de relier entre elles les sociétés ouvrières de la capitale d'abord, puis d'étendre le cercle de cette vaste association, en établissant une espèce de fédération entre toutes les sociétés du pays.

Certes, la pensée de grouper les associations, de les réunir pour discuter en commun; d'étudier la nature des maux qui rongent le prolétariat, de rechercher ensemble les moyens les plus efficaces pour les guérir, est une pensée excellente en soi, et à laquelle nous ne saurions qu'applaudir; en faisant remarquer toute fois, que beaucoup d'ouvriers, qui ne peuvent pas ou qui ne veulent point faire partie d'une société, se trouvent exclus de toute participation et relégués parmi les citoyens passifs.

C'est une chose à laquelle on pourrait obvier, croyons-nous; mais il n'en serait pas de même, si la société centrale persiste à suivre la voie dans laquelle elle est entrée; si au lieu de pénétrer au vif de la question, de la poser carrément, de se

demander une bonne fois quels sont les obstacles qui s'opposent à l'émancipation du prolétariat, elle s'occupe de détails et s'amuse, « *aux bagatelles de la porte*, » ainsi qu'elle l'a fait à la séance dont nous nous occupons. Si la société disons-nous, continue à vouloir employer des remèdes empiriques, qui consistent à placer un « *cataplasme sur une jambe de bois*, » il est évident qu'elle aboutira à zéro.

Il en résultera d'amères déceptions.

Alors, cette masse de citoyens pleins de bonne volonté, qui ont répondu avec tant d'empressement à l'appel du comité, ayant dépensé leur temps, épuisé leurs forces dans des luttes stériles, se retireront fatigués, découragés, dégoûtés pour longtemps.

Croyez-le bien, citoyens, vous qui avez pris l'initiative de convoquer vos compagnons pour les entretenir de cette question si palpitante d'intérêt pour tous, de l'émancipation du travail; par le temps qui court, des travailleurs qui font cet appel, doivent sortir du cercle vicieux, et traiter cette question avec l'ampleur qui convient à un sujet si capital.

Supposer qu'il soit possible pour le prolétariat d'améliorer sa condition en présence des privilégiés dont jouit le capital, c'est se bercer d'illusion, c'est courir après des chimères. A quelque point de vue où l'on se place, si on veut se donner la peine d'y réfléchir, on est forcé de convenir qu'il y a impossibilité absolue de réaliser quoi que ce soit de sérieux.

Il ne peut y avoir deux façons d'envisager, de résoudre cette question.

Nos maîtres le savent bien, eux.

— Et d'abord, qu'est-ce que le capital?

— C'est, sans contredit, le travail accumulé.

— Or, qui crée?

— Le prolétaire.

— Qui accumule?

— L'exploitant, le trafiquant, le capitaliste enfin.

— Par conséquent, qui donc bénéficie, qui donc se fait la *part du lion*?

Nous ne voulons pas vous faire l'injure de supposer, qu'il vous vienne à la pensée de répondre que c'est le travailleur qui tire profit de l'état de choses que nous subissons. Nous préférons croire que vous n'avez pas assez étudié les rapports établis forcément entre le travail et le capital, et que vous vous êtes embarqués sans boussole, à l'aventure.

La preuve que vous n'êtes pas bien sûr de vous même se rencontre dans une des choses des plus élémentaires; elle se trouve dans l'esprit et dans les termes de la pétition destinée à la chambre des représentants et dont vous avez donné lecture à l'assemblée.

Nous n'examinerons pas s'il n'eût pas été plus conforme au sentiment démocratique, de mettre l'assemblée à même de se prononcer sur l'opportunité du pétitionnement; puis son principe une fois admis, d'en discuter les termes, au lieu d'agir aussi cavalièrement que vous l'avez fait en agissant d'autorité.

Cette pétition demande, non pas l'abrogation des articles 314 à 317 du Code pénal, sur les coalitions, mais seulement des améliorations; » or, il est évident qu'en procédant ainsi, vous reconnaissez que la société peut se permettre d'infliger une peine aux ouvriers qui, pour un motif quel-

conque, cessent les travaux, et que par là vous reconnaissez la légitimité de cette peine, puisque vous demandez simplement qu'on la diminue.

Ceci dénoterait de votre part une bien faible notion des connaissances de la justice la plus vulgaire.

Voilà pourtant où l'on se trouve entraîné lorsque dès le début d'une œuvre quelconque, on ne s'est pas posé sur un terrain solide. Rien n'est perdu cependant, et si vous voulez bien vous pénétrer de ce qui est à faire, vous reconnaîtrez qu'il faut aujourd'hui pour occuper l'attention des prolétaires, présenter quelque chose de plus sérieux, de plus digne d'intérêt que des sujets sans portée, ou d'ouvrir des discussions oiseuses, au sortir desquelles, chacun se demande : Que m'a-t-on appris?

### Banquet démocratique.

Les révolutionnaires socialistes ont profité de la sortie de prison du citoyen Coulon pour organiser un banquet démocratique.

Le 31 août, deux cents convives étaient réunis dans la salle *St-Jacques*, rue des Capucins, pour offrir un témoignage d'estime au *Prolétaire* qui maintient si ferme le drapeau de la révolution.

Notre intention n'est pas de donner un compte-rendu détaillé de cette fête fraternelle, nous dirons seulement que cette soirée a été imposante par l'énergie des sentiments qui s'y sont manifestés.

L'assemblée était composée exclusivement de prolétaires, non pas que parmi les assistants, il n'y eût des citoyens appartenant, par position, à la bourgeoisie; mais ces hommes, acceptant sans arrière-pensée toutes les conséquences de la révolution, prennent rang parmi les prolétaires pour marcher à la conquête de la liberté.

A ceux-là, nous tendrons toujours une main fraternelle.

Les discours qui ont été prononcés avaient tous une portée radicale, une pensée révolutionnaire.

— A la révolution!

— A l'avènement du prolétariat!

— A l'avenir!

— A la liberté!

— Aux citoyens condamnés en vertu de la loi Faider!

— A la mémoire du citoyen Bataille, l'un des rédacteurs du *Prolétaire*, mort à l'hôpital!

Des chants révolutionnaires, terminés par la *Marseillaise*, ont clôturé la soirée.

Ajoutons qu'un certain nombre de citoyennes assistaient à cette fête démocratique, où chacun est allé retremper son énergie au contact des sentiments chaleureux qui s'échappaient de tous les cœurs; et où les espérances se fondaient dans un même but, la venue de la liberté!

### Amusement de princes.

L'empereur du Maroc, Abder-Rhaman, qui vient de mourir, était né en 1778. Il avait par conséquent quarante-vingt et un ans. Il n'était âgé que de seize ans lorsque son père mourut, et son oncle Mulei-Soleïman s'empara du trône et se fit proclamer à sa place; mais à sa mort, arrivée en 1822, il voulut que l'ordre de succession qu'il avait interrompu fût rétabli, et il désigna son neveu pour lui

succéder. Muley-Abder-Rhaman monta alors sur le trône.

Mulei-Soleïman était d'une cruauté horrible : il a inventé des supplices et des tortures ignorés avant lui. Parmi ces faits, deux surtout sont connus, parce qu'il se plaisait, malgré leurs protestations, à en rendre spectateurs les représentants des puissances européennes lorsqu'ils venaient à sa cour. Chaque fois qu'il montait à cheval, et aussitôt qu'il écrivait en selle, il tirait un pistolet de ses fontes et brûlait la cervelle au malheureux esclave qui lui avait tenu la bride.

Son plaisir favori consistait dans ce qu'il appelait le supplice du mur. Il faisait prendre un certain nombre d'esclaves pour les enfermer dans un mur que l'on construisait autour d'eux, ne laissant passer que leur tête; il faisait enduire de miel leur visage, que les mouches et les insectes venaient dévorer, et il s'amusa à entendre les cris et à voir les tortures de ces infortunés.

### Question italienne.

Les affaires d'Italie marchent vers un brusque dénouement dont les conséquences se feront bientôt sentir.

Voici, d'après le *Times*, à quelle sauce on compte accommoder les petits Etats de la péninsule.

« La grande nouvelle du jour, qu'on dit fondée sur des dépêches particulières de Biarritz, mais dont il me serait difficile de garantir l'authenticité, c'est que la difficile question des Duchés est arrangée, que la Toscane aura pour souverain le second fils du roi Léopold, et que Parme avec Modène seront unis sous l'archiduc Maximilien.

« Cet arrangement, s'il est achevé, doit être considéré comme décidément favorable à l'Autriche, tandis que, en même temps, en ce qui regarde le prince belge, il ne doit pas être regardé comme inacceptable par les Italiens. L'attribution des deux petits duchés à un archiduc autrichien causera sans doute un grand mécontentement, du moins dans le principe, quoique le membre de la famille choisi soit le plus favorablement disposé pour la cause italienne. Je répète, cependant, que ce ne sont là que des rapports dont je ne puis vous garantir l'exactitude. Cependant, ces rapports sont très-répandus et on leur attribue la légère hausse qui a eu lieu à la Bourse de ce jour. Quelle que soit la valeur du bruit, l'impression générale est meilleure, et on croit que les choses tendent à la conciliation. — Le parti ultra-italien est seul mécontent et refuse toute créance à la nouvelle que je viens de rapporter. »

Depuis la paix de Villafranca, il était facile à prévoir qu'on en viendrait à une combinaison diplomatique où l'Italie serait sacrifiée et ses efforts trahis.

Les italiens ont été flattés à l'envi par tous les journaux; on vantait la sagesse de leur conduite; on admirait l'ordre qui présidait aux délibérations des assemblées chargées de proclamer des déchéances et de formuler des vœux; on faisait des réceptions enthousiastes aux députations chargées d'aller, soit à Paris, soit à Turin, exprimer la reconnaissance des populations aux *magnanimes* souverains, pour les immenses services rendus par eux à la cause de l'unité italienne.

Tout cela était trop beau que pour durer longtemps; il devait y avoir le revers de la médaille.

Pendant que les Italiens faisaient des promenades, qu'en leur chantait des *Te Deum*, qu'ils brûlaient des lampions, tout en se berçant des illusions les plus douces, la diplomatie leur forgeait à petit bruit de nouvelles chaînes, et s'appropriait à leur imposer de nouveaux maîtres.

Bientôt, ils auront appris à leurs dépens que toute révolution qui parle, qui négocie, est une révolution perdue; qu'il ne suffit pas, pour qu'elle se maintienne, de faire de l'enthousiasme et d'exprimer des vœux.

C'est par des actes qu'une révolution se consolide. Et à présent que rien de sérieux n'a été fait, les Italiens devront accepter toutes les conditions qui leur seront dictées. S'ils résistent, on emploiera la force, et ils verront se rouvrir pour longtemps l'ère des persécutions.

Et tout cela parce qu'ils ont manqué de logique, parce qu'ils ont procédé *légalement* au lieu de frapper *révolutionnairement*!

### Les chinois.

On sait quelle bordée d'invectives a été lâchée contre les chinois à la nouvelle de la réception faite à Pélho, à l'escadre anglo-française.

Les journaux prêchaient une croisade contre les habitants du *Céleste Empire*, afin d'aller leur infliger un châtiment exemplaire, pour la *perfidie*, la cruauté, la barbarie qu'ils avaient montrée dans cette circonstance.

Un journal allemand, l'*Ost-Deutsche-Post*, apprécie en ces termes les faits qui ont fourni l'occasion à Messieurs les journalistes du continent de pousser à la guerre contre la Chine.

« Les deux ambassadeurs, qui avaient pour mission de représenter les intérêts de la France et de l'Angleterre auprès de la cour de Pékin, ont choisi, en effet, un procédé étrange pour être reçus avec confiance et avec amitié dans un pays aussi méfiant envers les étrangers. Ils remontèrent le fleuve paisible qui conduit à la capitale du pays avec une flottille de guerre pourvue de nombreux équipages, car les troupes anglaises tentèrent sur terre une attaque dans laquelle elles perdirent 464 hommes. Toute autre puissance, même en Europe, aurait vu dans une telle manière d'agir un acte dangereux, contre lequel elle aurait protesté; à plus forte raison, cela devait avoir lieu en Chine. Aussi est-il arrivé ce à quoi MM. les ambassadeurs auraient dû s'attendre. Le mandarin qui commandait les forts construits aux embouchures du fleuve, signifia aux ambassadeurs que, pour des motifs stratégiques, ils ne pouvaient prendre cette route, et que LL. EExc. devaient faire leur voyage à Pékin par voie de terre, comme toutes les autres ambassades précédentes, comme les Russes l'avaient fait.

« Les ambassadeurs, au lieu de respecter le territoire du souverain étranger auprès duquel ils sont accrédités, et d'observer les lois du pays, au profit des intérêts nationaux qu'ils sont appelés à protéger, déclarèrent la voie de terre trop pénible et cherchèrent à se frayer un chemin avec des canons. Ils veulent forcer le souverain étranger à leur faire un accueil gracieux en prenant ses forts d'assaut et en livrant à ses soldats, en temps de paix, une bataille qui leur est funeste, il est vrai, et les force à rebrousser chemin, après avoir fait de grandes pertes, avoir compromis leur honneur, et avec la conscience d'avoir fait échouer, par une imprudence sans bornes, une mission organisée à grands frais.

Que dirait-on en France si des vaisseaux de guerre anglais voulaient entrer dans les ports militaires de Brest ou de Toulon, ou répondaient par un bombardement et une attaque à l'invitation que le commandant leur adresserait de respecter le règlement?

« Le commandant chinois, nous le répétons, était dans son droit, et l'amiral anglais qui, là comme partout où l'Angleterre se croit supérieure en forces, en a

appelé à la violence avec une superbe arrogance, n'a pas seulement reçu la punition qu'il méritait. »

Il arrive assez fréquemment que les *barbares* donnent des leçons de savoir-vivre à messieurs les civilisés.

Pour notre compte nous dirons que les chinois ont eu raison de donner une *bonne frottée* aux européens.

A l'avenir ils y regarderont à deux fois avant d'agir d'une façon aussi brutale.

Les journaux français depuis que l'amnistie est proclamée, avaient espéré que le régime imposé à la presse recevrait des adoucissements.

Le *Moniteur* leur a brutalement fait connaître que le gouvernement n'entendait modifier en rien le système qui la régit depuis 1832.

M. de Padoue, ministre de l'intérieur, a fait une circulaire pour commenter l'article du *Moniteur*.

C'est le chef d'œuvre du genre, et si Figaro lisait cette circulaire, il ne lui resterait plus qu'à se pendre.

Qu'on en juge par les passages les plus saillants que nous reproduisons :

« Le décret du 17 février 1832 n'est point, comme on l'a dit trop souvent, une loi de circonstance, née d'une crise de la société et qui ne saurait convenir à des temps réguliers.

« Le gouvernement de l'Empereur ne redoute pas la discussion loyale de ses actes; il est assez fort pour ne craindre aucune attaque. Sa base est trop large, sa politique, trop nationale, son administration trop pure pour que le mensonge et la calomnie lui enlèvent quelque chose de sa puissance morale.

« Le droit d'exposer et de publier ses opinions, qui appartient à tous les Français, est une conquête de 1789 qui ne saurait être ravie à un peuple aussi éclairé que la France; mais ce droit ne doit pas être confondu avec l'exercice de la liberté de la presse, par la voie des journaux périodiques.

« J'ajoute que c'est en matière de juridiction administrative sur la presse que la mesure est surtout nécessaire; je ne saurais donc trop, monsieur le préfet, insister sur ce point. C'est parce que le gouvernement a la volonté et le devoir de ne pas laisser affaiblir en ses mains le principe de son autorité, qu'il veut n'apporter à la liberté de discussion que les restrictions commandées par le respect de la Constitution, par la légitimité de la dynastie impériale, par l'intérêt de l'ordre, de la morale publique et de la religion.

« Ainsi donc, le gouvernement, loin d'imposer l'approbation servile de ses actes, tolérera toujours les contradictions sérieuses; il ne confondra pas le droit de contrôle avec l'opposition systématique et la malveillance calculée. Le gouvernement ne demande pas mieux que de voir son autorité éclairée par la discussion, mais il ne permettra jamais que la société soit troublée par des excitations coupables ou par des passions hostiles. »

## LE LIBERTAIRE,

JOURNAL DU MOUVEMENT SOCIAL,

Publié à New-York,

Paraissant à intervalles irréguliers, une fois par mois au moins.

PRIX DU NUMÉRO : 25 CENTIMES.

Les abonnements au *Libertaire* se font, — non au mois ni à l'année, — mais pour un certain nombre de numéros. — Prix de 5 numéros 1 fr. 25 cent. (les frais de poste en plus).

On s'abonne à Bruxelles au bureau du *Proletaire*.

# LE PROLETAIRE

Abonnement :

Payable d'avance pour Bruxelles.

Un an . . . . . 2 fr. 00  
Six mois . . . . . 1 . 00  
Trois mois . . . . . 0 . 50

LE JOURNAL  
est expédié franco  
Par la poste.

Plus de Privilège.

**JOURNAL PARAISSANT TOUS LES QUINZE JOURS.**

S'adresser, pour tout ce qui concerne le Journal, chez Coulon, rue de Middeleer, 18.

Les lettres et les paquets ne seront reçus qu'affranchis.

On s'abonne à Londres au bureau de l'Association internationale centrale, 12, Gray's Inn lane, Holborn, et chez notre correspondant, A. Herben, 10, Bishop's head Court Gray's Inn lane Holborn.

Tout par le travail.

Pour la province :

Un an . . . . . 3 fr. 00  
Six mois . . . . . 1 . 50  
Trois mois . . . . . 0 . 80

Pour la Suisse et l'Angleterre,  
5 francs par an.

MM. les abonnés de la province  
peuvent en envoyer  
le montant en timbres postes.

## AVIS.

Les lettres et les envois à l'adresse du journal *Le Proletaire* doivent être expédiés franco, Rue de Middeleer, 18, chez le citoyen Coulon.

Nous prions nos confrères d'envoyer désormais les journaux à la nouvelle adresse ci-dessus indiquée.

Bruxelles, 30 Octobre 1859.

Fixerons-nous nos regards sur les aspects que nous offrent en ce moment les gouvernements, vieux et jeunes; sur leurs actes, les énigmes de leur conduite, le cynisme de leurs hypocrisies et de leurs couardises, colorées de ces teintes qu'on nomme diplomatie? Concentrerons-nous notre pensée sur l'attitude anxieuse des partisans du principe d'autorité, fauteurs du bourgeoisisme, autrement nommés conservateurs et contre-révolutionnaires, devant l'incertitude de l'époque où la Belgique, la Hollande et une partie de la Prusse jusqu'au Rhin, deviendront des annexes de l'empire français, où l'Italie appartiendra à la France sous les noms de royaume et de départements? Nous attacherons-nous à calculer et à prévoir l'instant du débarquement de régiments français et de leurs colonels, sur les côtes britanniques, dont les falaises et les redoutes qui les surmontent, ne suffisent plus à rassurer les ventrus et couards marchand de la cité de Londres, ni John Bull lui-même, contre la belliqueuse témérité des zouaves et des turcos?

Certes, cette crainte n'est pas vaine, quand elle se mesure sur le besoin du chauvinisme impérial, d'humilier enfin la Grande Bretagne comme il vient d'humilier l'Autriche et humiliera à son tour la Prusse, conformément à l'engagement tacite pris envers le peuple de France, et condition *sine qua non*. L'empire dans l'opinion de l'empereur lui-même, ne peut être définitivement assis qu'à ces conditions.

Nous occuperons-nous des mandements des évêques de la chrétienté et de leurs doléances sur le péril de voir le pape déchu de toute puissance temporelle?

Non! ces aspects ne sont que ceux d'un échiquier politique, sur lequel on voit les pièces diverses s'attaquer, se protéger, se prendre jusqu'au moment d'un mat, puis se remettre en place et les parties recommencer et se succéder indéfiniment.

Ce qui est à reconnaître dans ces spectacles, et doit fixer invariablement notre attention; ce qu'ils contiennent de plus profond: ce sont deux synthèses, deux idées en présence, deux forces antagonistes, ennemies, inconciliables. Le jour et la

nuit communiquent, se relient par le crépuscule soir et matin; mais ici l'une des deux idées, l'un des deux principes est fatalement la négation, l'anéantissement de l'autre; c'est d'une part le principe d'autorité, d'autre part la liberté; non pas la liberté bourgeoise consistant en vaines paroles, en maximes de morale, en plusieurs fractions appelées liberté civile, liberté religieuse, liberté d'écrire, liberté de réunion, d'association, de commerce, d'échange; non, toutes ces choses ne sont que des mensonges, des trahisons: il n'est qu'une liberté.

Ce ne furent ni des prêtres, ni des rois, ni des nobles, ni des bourgeois, ni des prolétaires ou des esclaves qui, dans ces temps qu'on nomme la création, furent installés sur la terre; ce furent des hommes libres, des esprits simples et loyaux, ne comprenant et ne pratiquant que la vie libre et spontanée.

Qu'un jour, la ruse pour fournir un appui à la violence et faire consacrer le principe d'autorité, ait apporté son contingent en vue d'assurer la domination sur des hommes trop confiants et les terrifier,—de nombreux monuments historiques, aussi bien que les institutions actuelles l'attestent,—tel est parmi les chrétiens la fable d'un Dieu jaloux et cruel, ordonnant à l'homme et à la femme de rester et vivre timides, ignorants, abrutis. Lorsque bientôt, poussés par l'irrésistible besoin de leur génie naturel, ces êtres naïfs, ont fait un pas dans la science en mangeant du fruit défendu, leur maître, ce même Dieu éternellement implacable, les chasse sans merci et pour jamais du paradis terrestre; puis comme sanction de cette iniquité envers ses créatures, on le peint préposant des factionnaires, sous l'image de chérubins armés d'épées flamboyantes, à l'entrée de l'Éden, afin d'en écarter quiconque voudrait y rentrer, et d'en tenir l'entrée plus sûrement interdite.

Il faudrait être bien peu attentif pour ne pas reconnaître dans cet enseignement, l'invention et l'origine du gendarme, des fonctionnaires armés, des proscriptions, des policements, des exils, des constitutions politiques, du droit de propriété privée, du code pénal, des prisons, des bans, des transportations, des parias, des esclaves, des serfs, du salaire et du prolétariat. Suivez encore et vous voyez se multiplier racines et rameaux de cette création hideuse, sous les formes les plus diverses; dans l'église depuis le plus ignoble sacristain, le capucin puant, ou le frère de l'école chrétienne jusqu'au cardinal, et au dernier terme qu'on nomme le pape; dans le civil, depuis le garde champêtre jusqu'au ministre d'État, et au terme

suprême, un roi ou un empereur; dans le commerce et la finance, depuis le prêteur sur gage et l'usurier, jusqu'aux monopoleurs les plus puissants de l'industrie et de la banque.

Dans les sciences morales et leurs applications, depuis l'atroce ilotisme jusqu'à ces lois de sûreté générale par lesquelles la Belgique, comme la France, croient assurer la paix et la sécurité intérieure; ajoutons, sans hésiter, jusqu'à ces théories et systèmes, élucubrations plus ou moins bizarres qui se sont produites depuis un siècle, sous les noms les plus divers, en vue de l'avenir et du renversement du passé.

Ah! qu'on ne perde jamais de vue, que toute loi, tout droit, toute réglementation quelconque, n'est qu'une entrave, une consigne, une chaîne, une discipline, un moyen d'esclavage; et pour ne donner qu'un seul exemple dans l'héritage: n'est-il pas vrai que l'individu naissant riche des spoliations plus ou moins anciennes commises par ses auteurs, *naît maître* de l'individu pauvre, que ce dernier soit travailleur, ou appelé par la nature à la culture des arts ou aux plus hautes conceptions scientifiques.

Tel étant donc le fruit du principe et des croyances dissolvantes, dites religieuses, dont nous savons le but ou l'origine, n'est-il pas nécessaire de nettoyer le monde, de ces produits immondes et monstrueux? — N'est-il pas visible aussi, n'est-il pas évident pour tous, que le mal atteint sa dernière limite, que l'instant suprême du retour révolutionnaire à l'unité est proche; que la révolution c'est la liberté?

## La lettre de M. Ledru-Rollin.

Nous ne sommes ni communistes,  
ni socialistes, ni philosophes.

Ledru Rollin, discours aux électeurs du Mans).

Xenocrate disait: « Je me repens d'avoir parlé, mais jamais de m'être tu. »

Si, avant de livrer son *factum* à la publicité, M<sup>e</sup> Ledru-Rollin se fut donné la peine de relire et de méditer un peu ces paroles du philosophe grec, nul doute qu'il se fut épargné le ridicule dont il vient de se couvrir, aux yeux de tout républicain sincère et intelligent, car elles lui eussent certainement rappelé qu'il est des questions sur lesquelles certains hommes gagneraient beaucoup à se taire.

Mais les lauriers d'autres grands citoyens empêchaient, paraît-il, le chef *des rouges* de dormir; et sans plus de réflexions, il a saisi avec empressement la première occasion qui s'offrait à son esprit, pour rappeler au monde—qui peut-

être aurait pu l'oublier—qu'il y avait à Londres, outre l'éternel épistographe de la *Commune*, et le petit corse, Blanc, un gros, gras et dodu personnage, tout disposé à jouer, aussi lui, — et pour la deuxième fois, — le rôle de *sauveur* du peuple.

Heureux peuple français, va ! avoir tant de sauveurs !

Ah ! combien il doit se réjouir dans son for intérieur, et bénir la divine et sainte providence !!!

Les grands politiques ont cela de commun avec les petits roquets qui, d'ordinaire, se tiennent sur le pas des portes. Incapables d'aucun service utile, d'aucune action méritoire, ils emploient leur temps à crier bien fort, à faire beaucoup de bruit, afin d'attirer sur eux l'attention de la foule.

M<sup>e</sup> Ledru commence par établir une espèce de parallèle entre lui et Bonaparte; il va jusqu'à se poser son antagoniste.

« Maintenant, dit-il, la fraude étant dévoilée, que reste-t-il en réalité ? Deux ennemis politiques face à face, dont l'un juge utile de frapper l'autre... »

« J'ai servi à M. Bonaparte la même politique qu'il m'applique. »

Oh ! certes, nous reconnaissons que M. Ledru-Rollin a toute qualité pour disputer à M. Bonaparte, sinon la supériorité, au moins la priorité dans l'art de trahir la cause des peuples. En effet, l'homme qui décréta les *quarante-cinq centimes*; qui, le 16 avril, lança les gardes bourgeoises sur les prolétaires parisiens; celui qui, le 15 mai, signa, d'accord avec son digne acolyte — le *poète-mendiant* — l'arrêt de proscription contre Raspail, Barbès, Blanqui, etc., etc.; celui qui, le 22 juin au soir, envoyait chercher des canons à Vincennes, « afin de recommencer la lutte au point du jour », et qui mandait aux préfets des départements circonvoisins, d'envoyer sur Paris toutes les forces, soldats et gardes nationaux dont ils pouvaient disposer; celui-là, disons-nous, peut bien disputer la palme à l'homme de Décembre.

« Il est une chose, en tous cas, que j'ai le droit d'affirmer, ajoute M. Ledru-Rollin parce qu'elle est attestée par l'évidence manifeste : Si M. Bonaparte avait été tenu loin de France — si tout espoir de retour lui avait été fermé pour jamais, — il n'aurait pas eu le loisir ni les moyens de préparer, de concert avec le parti réactionnaire, ces sanglantes et néfastes journées de juin 1848, qui ont été le tombeau de la république. »

O Pascal ! que n'avons-nous ta plume pour pouvoir dire à cet homme : Vous mentez impudemment ! Quoi ! l'héroïque insurrection de Juin, cette gigantesque épopée prolétarienne, cette insurrection qui, vaincue, a conservé aux yeux du monde prolétaire tout le prestige d'une victoire ! qualifiée d'œuvre Bonapartiste, de journée néfaste, de tombeau de la république ! et par un Ledru-Rollin encore ! cet homme dont le passage au pouvoir ne fut qu'une longue suite de palinodies et de trahisons !

Ah ! il était donné au plus infâme d'entre les infâmes d'oser articuler un aussi monstrueux anachronisme !

Mais qui donc êtes-vous pour vous permettre semblable chose ? N'êtes-vous point l'homme qui disait jadis :

« Je le proclame bien haut, j'aime la propriété qui est la source de toute moralité. Je ne suis pas communiste. Je hais les communistes, je les hais plus que vous-mêmes ne les haïssez, car on nous jette trop souvent à la face leurs absurdes opinions. »

(Ledru-Rollin. Plaidoyer devant la cour d'assises d'Angers).

N'est-ce pas vous également qui avez dit :

« Nous ne sommes ni communiste, ni socialiste, ni philosophe. »

N'est-ce pas vous enfin qui, du haut de la tribune française, et parlant au nom de ce troupeau de mirmidons, qu'on appelait les Montagnards, avez prononcé ces paroles significatives :

« A qui ferez-vous croire que le pape est menacé. (L'orateur s'adresse aux promoteurs de l'expédition de Rome.) »

Non le pouvoir spirituel du pape n'était pas attaqué ; vous n'avez marché que pour le prince temporel, s'il en était autrement, vous nous auriez vu prendre l'initiative et vous pousser à cette démarche, car nous avons proclamé bien haut notre respect pour le dogme et pour celui qui le représente ! »

(Idem, discours sur l'expédition française à Rome).

Ainsi, si les romains las, harassés du joug clérical, prenaient enfin la résolution d'en finir une bonne fois avec cette engeance immonde, M<sup>e</sup> Ledru-Rollin n'hésiterait point, — c'est lui qui le déclare, — à faire marcher les bayonnettes françaises au secours de la *sainteté spirituelle*, car lui et ses amis ont proclamé bien haut « leur respect pour le dogme et pour celui qui le représente. »

Quelle pitié ! que n'allez-vous aussi baiser sa sacrée mule !

Et voilà l'homme que certains énergumènes rêvent de mettre à la tête de la future république française !

Faites donc des révolutions, fondez donc la liberté avec de pareils logiciens !

Ah ! haine et malédiction sur le peuple de Paris si jamais cet homme franchit impunément le perron de l'hôtel-de-ville !

A Bordeaux, Bonaparte disait naguère : « Le gouvernement qui a ramené le Saint-Père sur son trône, ne saurait lui faire entendre que des conseils inspirés par un respectueux et sincère dévouement. » Quelle différence y a-t-il entre ces paroles de la majesté impériale, et celles de l'ex-chef de la république montagnarde ? On comprend sans peine qu'avec une telle identité de vues, ces deux messieurs « se servent réciproquement la même politique, » car,

« Qui se ressemble se gêne. »

Nous pourrions multiplier nos citations, — la biographie du personnage est riche en palinodies, — mais ce qui précède suffira, nous en sommes persuadés, pour faire apprécier à sa juste valeur l'ex-tribun de la démocratie bourgeoise, ce politique de tréteaux, ce réformateur empirique, qui a l'outrecuidance, lui qui devrait demander pardon au peuple, de jeter l'insulte à l'œuvre la plus énergique, la plus éminemment populaire de la période révolutionnaire de 48.

En tous cas, il est une chose que nous aussi nous avons le droit d'affirmer, « parce qu'elle est attestée par l'évidence, » si M. Bonaparte a pu égorger si facilement la république, c'est que vous, M. Ledru-Rollin, et vos honorables amis, la lui aviez livrée pieds et poings liés. En effet, le gouvernement provisoire a engendré Cavaignac, Cavaignac a engendré Bonaparte. Ce dernier, lui, engendrera... oh ! croyez-nous, citoyens aspirants, ce ne sera pas vous ; et si vous vous bercez du doux espoir de palper un jour la succession du despote actuel, vous vous mettez joliment le doigt dans l'œil, nous vous l'attestons par l'implacable haine qui bout et fermente au cœur du prolétaire. Non, non, Bonaparte n'engendrera et ne saurait engendrer que la révolution, mais la révolution sociale, entendez-vous !

Et cette révolution irait comme une prostituée de bas étage, se jeter dans les bras de MM. Ledru-Rollin, Louis Blanc et tutti quanti. Allons

donc ! elle aura, ma foi, une bien autre besogne à faire.

Porter la hache réparatrice jusque dans les antres les plus profonds de la société bourgeoise, la pulvériser, la réduire à néant ; mettre la puissance sociale aux mains du prolétariat ; implanter la liberté sur les débris de cette chose sans nom qu'on appelle l'ordre social, tel sera l'œuvre immédiate que prépare au monde le despotisme impérial.

Alors, M<sup>e</sup> Ledru, quand cette première besogne sera faite, quand sera rentrée dans le domaine commun cette propriété pour laquelle vous professez un si grand amour, cette propriété « qui est la source de toute moralité, » oh ! alors vous pourrez vous écrier en vous frappant le front : « Ces néfastes et sanglantes journées ont été le tombeau... de la société bourgeoise. »

ET ELLES LE SERONT !

### La justice populaire.

Avez-vous entendu, lecteurs, les clameurs furibondes proférées par le monde de l'ordre à la nouvelle de la mort du gendarme Anviti, dont le peuple de Parme a fait si bonne et prompt justice !

Avez-vous lu les épithètes de bêtes féroces, de lâches assassins, de cannibales, etc., poussés par les journaux *honnêtes*, demandant à grands cris qu'un châtement exemplaire soit infligé aux coupables d'un aussi *abominable forfait* ?

M. Bonaparte lui-même a ordonné à son consul de se retirer si l'on ne condamnait pas les exécuteurs de cette justice sommaire.

En vérité, il y a des gens qui veulent se réserver le monopole de verser le sang.

Cela ne doit point nous étonner. Il en est toujours ainsi lorsqu'une population tire vengeance de longues années de tyrannie et de cruauté, en brisant l'un des instruments du despotisme.

Car depuis longtemps ce gendarme Anviti, l'âme damnée du grand duc, torturait le peuple de Parme, et prenait plaisir à voir infliger aux patriotes les traitements les plus cruels.

Ainsi, lorsqu'un malheureux saignait sous le bâton, Anviti ajoutait encore l'insulte aux tortures physiques : « Tiens, voilà pour ton : Vive l'Italie ! Tiens, voilà pour ton : A bas l'Autriche ! »

Et c'est pour un pareil monstre que depuis un mois on lance l'anathème contre les parmesans, et que l'on crie qu'ils se sont avilis, déshonorés !

Le sang versé, croyez-le bien, n'inspire pas autant d'horreur à ceux qui fulminent contre l'acte de haute justice de Parme.

La plupart de ceux qui vocifèrent en ce moment applaudissent des deux mains dans d'autres circonstances ; quand par exemple, on frappe pour *le maintien de l'ordre, et au nom de la civilisation* !

Alors c'est le glaive de la loi qui tombe, tout cela se fait avec grand appareil : les anglais dans les Indes mettaient une certaine régularité lorsqu'ils plaçaient des centaines d'hommes sous les canons chargés à mitrilles. Les chefs qui commandaient le feu étaient vêtus de brillants uniformes, bien gantés, bien frisés. Alors c'était imposant.

Quand Pélissier dans une expédition contre les arabes, incendiait une grotte où se trouvaient enfermés des centaines d'habitants du pays qu'il était chargé de conquérir ; quand les Haynau, les Radetzki, fusillaient, pendaient, fustigeaient,

hommes, femmes, enfants, vieillards, on ne s'indignait pas. C'était pour l'ordre et la civilisation. Force devait rester à la loi!

Et ce qui s'est passé au deux décembre, sur les boulevards au nom de la société qu'il fallait sauver (?)

Ah! il y a plus d'un Antivivus sur la terre, et lorsque le peuple tient un de ces bourreaux sous sa coupe, et qu'il l'expédie sans forme de procès, nous disons : arrière!

*Laissez passer sa justice!*

### Sollicitude bourgeoise.

Parlant de la situation que les travaux des fortifications d'Anvers vont créer à l'industrie privée, un journal de cette ville, racontait la.... naïveté que voici :

« On nous a, en outre, signalé dans le Hainaut, et avec raison, comme résultat inévitable, la crainte de voir le prix de la main-d'œuvre subir un de ces renchérissements contraires à toute situation normale; SANS AMÉLIORER LE SORT DE LA CLASSE OUVRIÈRE, ces renchérissements accidentels commencent par priver le manufacturier des bras dont il a besoin; L'OUVRIER TRAVAILLE UN PEU MOINS, DÈS QU'IL GAGNE D'AVANTAGE. »

Voyez un peu, ami lecteur, quelle ignorance était la nôtre. Nous croyions, nous, que plus le salaire était élevé, plus la condition du travailleur était bonne. Erreur, camarade, erreur que tout cela. Messieurs nos maîtres et exploiters, toujours si bien disposés quand il s'agit de nos intérêts ont, eux, après des recherches très-munitieuses, un examen très approfondi, découvert que, plus l'ouvrier gagne plus il est malheureux; attendu que, « dès qu'il gagne davantage il travaille moins. »

Nous ne serions donc pas étonné d'apprendre un jour que, ces honnêtes philanthropes ont fondé une association ayant pour but, de faire baisser les salaires, afin d'arriver par là à procurer une plus grande somme de bien-être à la classe des prolétaires.

Quelle générosité! Quelle touchante sollicitude! Aussi ne cesserons-nous de recommander à nos camarades de ne jamais s'occuper de leurs intérêts, et de laisser ce soin à nos bons petits bourgeois, à nos excellents petits exploiters, qui sauront bien, eux, nous doter, en temps et lieu, de toutes les réformes dont le besoin se fera sentir!

### Mazzini.

Depuis la guerre d'Italie, Mazzini a publié force lettres et manifestes, donné beaucoup de conseils aux Italiens. La dernière de ces lettres adressée à S. M. Victor-Emmanuel roi de Sardaigne en est le digne couronnement. C'est le bouquet. Que le lecteur en juge :

« Républicain de foi, toute erreur commise par un roi devrait, si je ne songeais qu'à mon parti, me sourire comme un élément de condamnation pour la monarchie. Mais comme j'aime la patrie plus que mon parti, et comme vous pouvez, Sire, si vous le voulez, l'aider efficacement à renaître et à vaincre, je vous écris sur la terre italienne.

« Sire, vous êtes fort. Vous êtes fort de la puissance invincible que vous donne la volonté unanime d'un peuple de vingt six millions d'âmes; plus fort que tout autre prince vivant actuellement en Europe, attendu qu'aucun ne possède que vous l'amour de sa nation.

« L'Italie cherche l'unité. Elle veut se constituer en nation une et libre. Dieu décrétait cette unité, quand il nous renfermait entre les Alpes éternelles et la mer éternelle.

« C'est au nom de l'unité que, depuis un demi siècle,

meurent nos meilleurs citoyens, le sourire sur les lèvres, les armes à la main ou sur les gibets, de Messine à Venise, de Mantoue à Sapri. C'est au nom de l'unité que, privés de ressources et d'influence, persécutés et défaits cent fois, nous avons commencé et nous continuons en Italie une agitation tellement croissante que nous avons fait de la question italienne une question européenne, et que nous vous donnons à vous, Sire, et aux vôtres le terrain sur lequel aujourd'hui vous récoltez la gloire et la puissance.

« L'unité est le vœu de l'Italie entière. Une patrie, un drapeau national, un seul pacte, une place parmi les nations de l'Europe, Rome pour capitale, tel est le symbole de tout Italien.

« Sire, voulez-vous avoir l'Italie pleine d'enthousiasme, de feu et d'action? Voulez-vous l'avoir forte au point de faire trembler la diplomatie, et de faire avorter tous les plans funestes imaginés contre elle? Osez.

« La prudence est la vertu des temps réguliers et des conditions normales. L'audace est le génie des forts dans les circonstances difficiles.

« Sire, l'Italie sait que vous êtes vaillant sur le champ de bataille, que vous êtes prêt à sacrifier votre vie pour l'honneur; Sire, le jour où vous serez prêt à sacrifier votre couronne pour l'unité nationale, vous ceindrez la couronne d'Italie.

« Maintenant l'Italie a besoin de savoir que vous êtes vaillant dans le conseil : que vous avez cette volonté puissante qui renverse tout obstacle : que vous êtes fort de ce courage moral, qui, une fois un devoir entrevu, en fait une étoile qu'il suit intrépidement, sans se laisser arrêter par les promesses ou les menaces. Vous pouvez, je le crois, vous montrer tel, et c'est pour cela, Sire, que je vous écris.

« Sire, je vous appelle au nom de l'Italie à une grande entreprise, à une de ces entreprises dans lesquelles l'homme fort compte ses amis et non ses ennemis. Osez, sire.

« Oubliez pour un peu de temps que vous êtes Roi, et ne soyez plus que le premier citoyen, le premier apôtre armé de la nation. Soyez grand comme l'acte auquel Dieu vous destine, sublime comme le devoir, audacieux comme la foi. Dites que vous voulez, et vous aurez tout le monde et nous les premiers avec vous. Marchez en avant, sans regarder à droite ni à gauche, au nom de la justice éternelle, au nom du droit éternel, à la sainte croisade de l'Italie. Vous serez vainqueur, je vous le promets.

« Et alors, Sire, lorsqu'au milieu des applaudissements de l'Europe, de l'allégresse reconnaissante des vôtres, heureux de la conscience d'avoir accompli une œuvre digne de Dieu, vous demanderez à la nation le poste qu'elle assigne à celui qui a exposé sa vie et son trône pour la rendre libre et une, soit que vous vouliez passer à la postérité avec le nom de président de la République Italienne, soit que la pensée dynastique règne seule en votre esprit, Dieu et la nation vous béniront. Moi, républicain, et prêt à retourner en exil pour y mourir, après avoir gardé intacte jusqu'au tombeau la foi de ma jeunesse, je n'en crierai pas moins avec mes frères et mes concitoyens : *Président ou Roi, que Dieu vous bénisse, vous et la nation pour laquelle vous avez osé et vaincu.* »

Il y a quelques mois, nos lecteurs se le rappellent, l'ex-républicain Mazzini, fit un appel à la démocratie européenne, demandant son concours pour « renverser la tyrannie qui déshonore et avilit les peuples. »

Il faut disait-il, écarter les questions qui divisent les diverses fractions du parti républicain; mettre de côté la discussion des théories sociales, pour faire « face à l'ennemi commun, et ne s'occuper que de chasser les empereurs et les rois. »

On voit que l'ex-triumvir de la république

romaine a fait du chemin depuis peu de temps, qu'il en est arrivé à brûler de l'encens sous le nez de Victor-Emmanuel.

Bien qu'un abîme séparent nos doctrines de celles prêchées par Mazzini, nous l'avions cependant considéré comme un conspirateur sérieux et hardi. Ayant été l'un des fondateurs de la république romaine en 49, nous étions fondés à croire qu'il maintiendrait debout le drapeau républicain.

Hélas! du républicain farouche, il ne reste plus qu'un ambitieux vulgaire qui fait les doux yeux à l'allié du libérateur (?) de l'Italie, de M. Bonaparte!

Nous sommes désillusionnés sur votre compte, citoyen Mazzini, vous n'êtes qu'un bourgeois qui, se faisant vieux, veut jouer un rôle, ce rôle fut-il même distribué par un de ces rois que vous maudissiez tant jadis.

Ce que c'est que de savoir se grimer et de prendre des allures mystérieuses, on usurpe facilement une réputation de conspirateur célèbre, dont le monde tremble rien que d'entendre prononcer le nom.

Nous avions mieux auguré de vous; quand éclata la guerre d'Italie, quand nous apprîmes que l'Aigle avait franchi les monts,—comptant sur votre courage, sur votre résolution,—nous avions espéré qu'il n'en sortirait plus.

O! MANES DE PIÉRI ET D'ORSINI.

### Morale religieuse.

Nous disions dans un de nos précédents numéros :

« Les religions sont le manteau de tous les vices et de tous les crimes. »

Messieurs les princes de la très-sainte église catholique, apostolique et romaine ne sont pas très éloignés, paraît-il, de partager notre manière de voir à ce sujet.

Qu'on en juge par ces douces et suaves paroles, extraites d'une circulaire que son éminence, Monseigneur le cardinal-archevêque, vient d'adresser à son clergé :

« Des sujets nouveaux de douleur pour nous et de joie pour nos adversaires se sont multipliés depuis une année, et ont ajouté à l'audace de tous les ennemis de la vraie foi et de l'ordre social. Je veux parler de faits qui eussent dû être couverts à jamais du voile de l'oubli; QUE L'INTÉRÊT MÊME DES MŒURS ET LE CARACTÈRE DE CEUX QUI AVAIENT SUCCOMBÉ COMMANDAIENT DE SOUSTRAIRE A UNE RÉPRESSION PUBLIQUE, et dont le même esprit de mal, qui les a inspirés, ne manquera pas de se prévaloir contre nous et contre les écoles et les collèges catholiques. »

Ainsi, voilà qui est bien clair, un prêtre peut torturer, violer, corrompre la jeunesse, etc. etc. commettre tous les crimes enfin. Son caractère doit, d'après le primat de la Belgique, le soustraire « à toute répression publique »... « L'intérêt des mœurs, la vraie foi et l'ORDRE SOCIAL l'exigent. » Et puis, le manteau de la religion couvre tout cela! Anathème donc au téméraire assez osé pour en soulever les pans.

Et cette dévote engeance nous chante sur tous les tons, et nos bons bourgeois libéraux faisant chorus nous répètent tous les jours : « L'éducation religieuse est le plus puissant moyen pour former la jeunesse à la pratique des bonnes mœurs. »

Qu'en pensent M. Van Thilo, les petits frères de Forges, le frère de l'institut des sourds-muets, qu'on va juger prochainement, et tant d'autres de la même famille!!!

## Humanité des gouvernements.

La sultane Murina, fille de l'empereur de Turquie, et femme de Mahmoud-Pacha, vient de mettre au monde un enfant mâle; cet enfant a été, *par ordre supérieur*, étranglé si tôt sa naissance, attendu, dit la raison d'Etat, — au nom de laquelle les princes commettent tous leurs crimes, — que si on laissait vivre tous les moutards de la famille impériale, cela deviendrait embarrassant plus tard, surtout pour l'héritier de la couronne. Or, pour éviter un tel embarras, on les escocie dès leur naissance, quoi de plus naturel.

L'évêque de Blois, le célèbre révolutionnaire Grégoire, avait bien raison quand, du haut de la tribune de la convention nationale il s'écriait :

« Les rois sont dans le monde moral ce que les monstres sont dans le monde physique ! »

## Aux réformateurs politiques.

Nous soumettons à l'appréciation des réformateurs politiques la scène suivante qui s'est passée à la police correctionnelle :

— Une petite fille de huit ans, Sophie Cadiat, d'une figure douce et intelligente, déjà marquée au front de cette tristesse précoce qu'imprime la misère est prévenue de mendicité.

Sa mère débile et de petite stature, est à la barre du Tribunal de Paris, attendant d'être interpellée.

M. le président. Le père de cette enfant a été cité

La mère. Elle ne mangeait pas assez chez nous; quand je voyais qu'elle avait trop faim: Va te promener, je lui disais: d'autres mères, plus heureuses que moi, te donneront ce qui te manque.

M. le président, après s'être hâté de prononcer le renvoi de l'enfant, ajoute, en s'adressant à la mère: « Le Tribunal vous traite avec indulgence; mais n'oubliez jamais, si pauvre que vous soyez, qu'il faut conserver à ses enfants le patrimoine de l'honnêteté; la mendicité dégrade, le travail honore et relève; inspirez-lui ces sentiments, et elle marchera sûrement au bien-être. Allez demain chercher votre fille, elle vous sera rendue.

comme civilement responsable et pour donner des explications sur la conduite de sa fille. pourquoi n'est-il pas venu?

La mère. Mon mari est ouvrier; quand il est une journée sans travailler, nous sommes deux jours sans manger.

M. le président. Et vous êtes venue à sa place, c'est bien. Avez-vous d'autres enfants?

La mère. Nous en avons huit, et mon mari vient d'être malade dix mois. Pendant ce temps, nous n'avons rien eu que ce que nous a donné le bureau de bienfaisance...

M. le président. Et vous laissez celle-là rôder et... et mendier?

« Conservez à vos enfants le patrimoine de l'honnêteté, » dit M. le président.

Il en parle bien à son aise ce monsieur. Il est bien facile à ceux dont l'estomac est toujours bien garni, de tenir ce langage aux prolétaires qui souffrent de la faim.

Nous voudrions voir la mine des privilégiés, s'ils n'avaient, eux et leurs enfants, d'autre patrimoine à dévorer que « le patrimoine de l'honnêteté. »

« La mendicité dégrade, le travail honore, » dit encore ce même président.

Nous sommes parfaitement d'accord avec lui. C'est pourquoi nous voulons que la mendicité — cette lèpre de la société — soit extirpée, et que le travail délivré des étreintes du capital, ne re-

lève que de lui-même. Alors, mais seulement alors, il sera honoré, et le travailleur ne courra plus le risque de voir sa famille périr lentement de misère et d'inanition.

Si le fait dont nous nous occupons était un fait isolé, mais non! combien de familles de travailleurs se trouvent dans la même situation que cette famille parisienne, soit par manque de travail ou par cause de maladie.

Et en présence de cette condition douloureuse du prolétariat, vous, messieurs les réformateurs politiques, qui trouvez inopportun que les questions sociales soient agitées, espérez-vous donc satisfaire le peuple en lui accordant des droits politiques, laissant à résoudre la question sociale?

Le prolétariat aura bien autre chose à faire que d'écouter vos sornettes, pour se mettre à l'abri de l'exploitation, et conquérir un patrimoine moins chétif que celui dont a parlé le président!

## Inauguration de la colonne du Congrès.

Les fêtes de Septembre ont pris cette année un caractère solennel aux yeux du monde bourgeois. On a procédé enfin à l'inauguration de la colonne érigée en mémoire du Congrès national, congrès qui nous a doté de tant de libertés qu'on y cherche en vain la vraie.

Le ministre Rogier et comp<sup>e</sup>, afin de donner un cachet grandiose à la cérémonie, a invité son barde ordinaire et extraordinaire, l'honorable M. Louis Hymans, à prendre sa lyre pour chanter l'œuvre de 1831, ce qu'il s'est empressé de bâcler.

Ce chef-d'œuvre de poésie, où l'ampleur des idées surpasse — s'il est possible — l'élevation et la pureté du style, obtiendra l'admiration des générations futures, de même que son apparition a été saluée par les acclamations de la génération actuelle.

Ce morceau d'éloquence mérite d'être exposé sous les yeux de nos lecteurs.

Canons, tambours,  
Trompettes et cymbales,  
Bronze des tours,  
Airain des cathédrales,  
Tonnez, sonnez.

Hymnes de gloire,  
Chants de victoire,  
Montez au ciel:  
Flots d'harmonie,  
Onde bénie,  
Couvrez l'autel.

Rumeur profonde  
Qui roule et gronde  
Dans la cité,  
Houle des rues,  
Portez aux nues  
La liberté!

Salut à toi colonne,  
Symbole de nos droits,  
Sur ton front qui rayonne,  
Nous plaçons pour couronne,  
Le premier de nos rois.

Salut, trophée auguste.  
Rival des vieux beffrois,  
Sur ton granit robuste,  
La main du peuple incruste,  
La charte de nos droits.

Peuple à genoux et gloire aux braves  
Dont la main brisa tes entraves,  
Ils t'ont donné la liberté,  
Ta gloire a surgi de leur cendre;  
Pour le sang qu'ils ont su répandre,  
Tu leur rends l'immortalité.

## LES VIEILLARDS.

Flamands, wallons, songez à vos ancêtres,  
Frères, marchons sous le même drapeau.

## LES HOMMES FAITS.

Belges unis, ne craignons plus de maîtres,  
Notre alliance a creusé leur tombeau.

## LES ENFANTS.

Semons de fleurs le seuil du temple  
Dressé par nos libérateurs.  
Jurons d'imiter leur exemple  
Et d'égaliser nos bienfaiteurs.

## LES VIEILLARDS.

Puissent les lois qu'ils ont tracées  
Rester l'orgueil de l'avenir.

## LES ENFANTS.

Par le temps, du marbre effacées,  
Elles vivront dans nos pensées.  
Malheur à qui veut les ravir!

Congrès-aéropage,  
A toi ce monument,  
Il bravera l'orage,  
Ce peuple, ton ouvrage,  
En a fait le sermeni.

Que la tempête gronde  
Aux quatre coins du monde,  
Colonne du congrès,  
Si notre foi s'égare,  
Montre-nous comme un phare  
Le chemin du progrès.

Charte immortelle,  
Peuple fidèle,  
Reste comme elle,  
Vierge indompté.  
Garde éternelle,  
Pure étincelle,  
Divin modèle,  
Ta liberté.

Race intrépide,  
Le ciel te guide  
Et son égide  
S'étend sur toi.  
Combats et prie  
Pour la patrie  
Et pour ton roi.

Voici donc la cantate, revue et corrigée, telle qu'elle est sortie des bureaux du ministère de l'intérieur; car avant d'être livrée à la publicité, cette pièce a été examinée et a reçu l'approbation du ministre,

Ainsi voilà le produit de l'esprit bourgeois!

Voilà donc les accents sublimes que 30 années de pratique de ces belles institutions tant vantées ont pu inspirer au chantre des libertés belges!

Comme l'époque actuelle est bien dépeinte dans ces vers ampoulés où il y a absence totale d'idées!

O! « Houle des rues! »

Nous ne parlerons pas de la musique. A notre avis, les chefs-d'œuvre ne se commandent pas.

Disons seulement que la tâche était assez ingrate pour le compositeur de mettre en musique de telles paroles; mais ne le plaignons pas trop, il est aujourd'hui chevalier de l'ordre Léopold.

Une marche exécutée par les bourgmestres et conseillers communaux; des discours prononcés par les présidents des grands corps de l'Etat, ont clôturé la cérémonie de l'inauguration.

Beaucoup de désœuvrés, une foule de sociétés de joueurs de quilles, de joueurs de palets, des arbalétriers trimballant dans Bruxelles, tambours en tête; pas mal de gardes civiques très-émus sillonnant la ville, telle était la physionomie de la capitale pendant les fêtes de septembre.

Et au moment même des fêtes, le gouvernement de cette libre Belgique, en vertu de la généreuse hospitalité qu'elle accorde aux proscrits, faisait signifier à plusieurs d'entr'eux d'avoir à quitter le sol belge!

## Petite correspondance.

Prière à notre correspondant de Londres de faire parvenir un exemplaire du présent n° à M. Ledru-Rollin.

# LE PROLETAIRE

Abonnement :

Payable d'avance pour Bruxelles.

Un an . . . . . 2 fr. 00  
Six mois . . . . . 1 . 00  
Trois mois . . . . . 0 . 50

Plus de Privilège.

JOURNAL PARAISSANT TOUS LES QUINZE JOURS.

S'adresser, pour tout ce qui concerne le Journal, chez Coulon, rue de Middelée, 18.

Tout par le travail.

Pour la province :

Un an . . . . . 3 fr. 00  
Six mois . . . . . 1 . 50  
Trois mois . . . . . 0 . 80

Pour la Suisse et l'Angleterre, 5 francs par an.

MM. les abonnés de la province peuvent en envoyer le montant en timbres postes.

LE JOURNAL est expédié franco Par la poste.

Les lettres et les paquets ne seront reçus qu'affranchis.

On s'abonne à Londres au bureau de l'Association internationale centrale, 12, Gray's Inn lane, Holborn, et chez notre correspondant, A. Herben, 10, Bishop's head Court Gray's Inn lane Holborn.

## AVIS.

Les lettres et les envois à l'adresse du journal *Le Proletaire* doivent être expédiés franco, Rue de Middelée, 18, chez le citoyen Coulon.

Nous prions nos confrères d'envoyer désormais les journaux à la nouvelle adresse ci-dessus indiquée.

Bruxelles, 9 Décembre 1859.

## Nécessité de la révolution sociale.

Dans l'enquête faite récemment par un comité du Parlement anglais, sur la condition des aliénés, on remarque la déposition suivante, de lord Shaftesbury :

« Je rencontrerai sans doute beaucoup d'incrédules si je dis que je suis disposé à penser que si les cas de folie ne sont pas déjà plus nombreux qu'autrefois, il y a du moins une tendance marquée à un accroissement considérable de ce genre de maladie. Cela provient, je crois, de l'état d'agitation inquiète qui travaille notre société, au moment où elle entre dans une nouvelle phase de son développement.

« Il est impossible, en effet, de ne pas voir les résultats de l'immense mouvement de spéculation qui s'est emparé de toutes les classes de la société, même les plus infimes, et qui a envahi jusqu'aux boutiques des petits marchands. Cet esprit de spéculation saisit tout homme qui possède seulement un capital de 5 livres sterling (125 fr.), et il est poussé fort loin.

« Les désappointements sont nombreux; les désastres qui les suivent, et l'horrible misère qui en résulte pour une foule de gens, exercent une influence très-sensible sur les facultés intellectuelles. La société se trouve ainsi jetée dans un état d'agitation perpétuelle.

« Je conversais l'autre jour avec un des membres de notre commission qui arrivait de voyage. Il me disait qu'en arrivant, ses nerfs étaient dans un tel état de surexcitation, qu'il lui avait fallu un repos de plusieurs jours avant d'être en état de reprendre ses affaires.

« Je pense donc qu'il y a en ce moment des causes toutes spéciales de surexcitation nerveuse. Qu'en adviendra-t-il? Je l'ignore, mais je suis parfaitement certain que le système nerveux est devenu beaucoup plus irritable qu'il ne l'était il y a vingt ans, chez cette classe de personnes qui se livrent au commerce et qui se trouvent constamment sous l'influence de la surexcitation produite par les inquiétudes de la spéculation.

« Les principales causes de la folie parmi les personnes des classes riches proviennent du dérèglement de l'IMAGINATION, DE LA SOIF DE L'OR, DES MÉCOMPTES DE L'AMBITION, DES GRANDS SINISTRES COMMERCIAUX!

Voilà le produit de cette société tant vantée par nos bourgeois trafiquants! Voilà le résultat de cet ordre social basé sur les seuls intérêts matériels, n'ayant d'autre règle, d'autre morale,

d'autre science que l'insatiable soif de l'or, l'amour effréné des richesses, l'horrible passion du gain : conscience, cœur, intelligence, qu'est-ce que cela pour les loups-cerviers de la spéculation? Ce qu'il faut à ces cupides tripotiers, à ces héros du lucre, dont le cœur est remplacé par une pierre de métal : ce sont de gros dividendes, de larges intérêts, de volumineux émargements. Que leur importe à eux l'art, la science, la poésie! Ames vénales, cervelles épaisses, ils n'ont de pures sensations, ils ne sentent de chaleureux battements de cœur, ils n'éprouvent de véritables émotions, qu'un son métallique d'un sac d'écus; car ils savent, ces adorateurs de la sacoche et du portefeuille, que dans l'ordre de choses actuel :

- Quiconque est riche est tout. Sans sagesse il est sage.
- Il a sans rien savoir la science en partage;
- Il a l'esprit, le cœur, le mérite, le rang;
- La vertu la valeur, la dignité, le sang. •

En effet, pour la gent capitaliste, quiconque est riche est tout; donc pour acquérir des richesses, tous les moyens sont bons.

Voyez cet homme au front déprimé, au regard mobile et incertain, à la démarche fiévreuse et saccadée; c'est un traitant, un homme d'affaires, un spéculateur enfin; demandez-lui ce qu'il pense de la morale, de la vertu, de la probité, il vous répondra par un gros sourire hébété; puis après un haussement d'épaules, il s'enfuira à la bourse voir à quel taux sont cotés le 3 0/0, le grand central ou le crédit mobilier : les doux épanchements de l'amitié, les suaves émotions de l'amour, les joies intimes du foyer domestique, sont choses inconnues à cette machine humaine galvanisée au contact de l'agiot; s'il se marie un jour, ce n'est point à la bonté de son cœur, à la grâce de son maintien, à la délicatesse de son esprit, qu'il jugera la femme; non, le mariage n'est pour lui qu'une affaire, une valeur négociable, au même titre qu'une action de chemin de fer ou un coupon de rente; la femme n'est là qu'un accessoire, l'objet principal est la dot! Il aura peut-être des enfants, oui, comme les animaux ont des petits. Et il continuera de tripotter, de spéculer; et si un revers vient détruire ses espérances, — sans plus se soucier de sa femelle (la femme n'est que cela pour ces sortes de gens) et de ses petits — il se brûlera le peu qui lui reste de cervelle, afin de se soustraire à la honte « d'être pauvre. »

Où, ces honnêtes boursichipeurs qui, toute leur vie, ont pratiqué le mensonge et la fourberie, la fraude et le vol; qui ont épuisé toutes les lâchetés, toutes les hontes, tous les vices et tous

les crimes, ne sauraient supporter la honte d'être pauvre!!!

O race infâme!

Et c'est par eux que cette pauvreté existe! Et c'est eux, — eux qui n'en peuvent supporter un instant la honte, — qui condamnent les prolétaires à s'aller éternellement abreuver à ses sources amères! Et le prolétariat ne se lèverait pas un jour pour demander compte de tant de turpitudes, de tant d'infamies! Et il ne briserait pas enfin, sur le crâne aplati de cette engeance immonde, les lourdes chaînes, dont trop longtemps, hélas! il aura supporté les cruelles meurtrissures.

O! patience, patience, les temps sont proches!

« Qu'advient-il de tout cela, s'écrie lord Shaftesbury, je l'ignore! »

Ce qu'il en adviendra, milord? — Nous allons vous le dire.

Il en adviendra ceci : La dégradation morale d'abord; l'appauvrissement de l'esprit ensuite; et enfin, la consommation et la mort de la société, de la société bourgeoise bien entendu, car le prolétariat est resté étranger à ce dévergondage ignoble; il ne s'est pas souillé au contact impur de ces sales et dégoûtantes saturnales.

Non. Tandis que le bourgeoisisme sans vergogne se précipite en aveugle dans le gouffre de la démoralisation, le prolétariat, lui, les yeux fixés vers l'avenir, compte avec une sombre impatience les pulsations de plus en plus lentes de ce vieux monde qui agonise, et s'appête à la réédification d'un monde nouveau.

O prolétaires! soyons fiers du titre que nous portons, de la tâche qui nous incombe; c'est en nous que gît l'idée nouvelle, l'idée régénératrice; c'est nous qui sommes appelés à extirper ce virus morbifique, à cicatrifier cette plaie profonde qui, semblable à une lèpre hideuse, s'étend et menace d'envahir la race humaine.

Pendant que le bourgeois, lui, se crétinise, s'étirole, s'achemine vers cet état de décrépitude morale et intellectuelle qui est pire que la mort, continuons à nous grandir par le travail, à nous élever par l'étude; et surtout, soyons prêts pour le grand œuvre de réparation sociale qui se prépare.

Les privilégiés, les gens qui s'intitulent eux-mêmes conservateurs par excellence, dans leur amour de ce qu'ils appellent « l'ordre, » précipitent l'humanité vers un cataclysme immense, s'en plus s'inquiéter des suites : « après nous la fin du monde, » telle est leur maxime.

Comprendra-t-on enfin que « les révolutions sont des conservations? » Comprendra-t-on que

les révolutionnaires sont les seuls vrais, les seuls logiques, conservateurs des sociétés. — La loi du progrès, loi immuable, le veut ainsi. Les sociétés humaines, à peine de se voir condamner à mourir de consommation, ne sauraient demeurer stationnaires : le mouvement, les transformations sont donc les conditions essentielles de leur existence. Ces transformations peuvent-elles s'opérer lentement, méthodiquement, et par les seules manifestations légales ?

N'hésitons pas à répondre non. — Et l'histoire est là pour confirmer notre dire. Jamais, en aucun temps, chez aucun peuple, le despotisme ou l'autorité (c'est tout un) n'a consenti la moindre réforme, la plus petite parcelle d'amélioration. C'est par la force et au prix des plus sanglants sacrifices, que l'humanité est parvenue à lui arracher, une à une, les bribes de libertés éparses çà et là dans les lois et dans les codes, et dont pourtant on lui chicane, on lui dispute encore tous les jours la stérile jouissance.

C'est donc par la force encore que doit s'opérer la transformation future, transformation devenue si nécessaire, si indispensable.

Vienne donc la révolution, mais qu'elle soit radicale cette fois; qu'elle sonne le glas funèbre de tout privilège, de toute iniquité; que son torrent dévastateur entraîne dans ses flots tumultueux, et fasse disparaître à jamais cette cupide société bourgeoise, cet ordre social corrompu et corrompueur, cette engeance tripotière et traficante, qui produit tant de crime, tant de honte, tant de bassesses.

O! oui vienne cette révolution, et que, régénéré par son souffle ardent, retrempe au contact de ses puissantes aspirations, l'homme, en voyant de ses flancs gigantesques sortir le phare lumineux qui doit guider l'humanité dans le chemin de l'avenir, l'homme s'écrie dans son enthousiasme :

« LES RÉVOLUTIONS SONT DES CONSERVATIONS! »

Prolétaires! lisez et méditez les paroles suivantes d'un publiciste conservateur.

Les réformateurs actuels touchent par tous les points à des réalités douloureuses; ils écrivent avec une plume trempée dans des larmes, et des cris d'angoisses répondent à leur voix. Et comment n'en serait-il pas ainsi dans une société aussi cruelle envers ses enfants? Voyez donc comment elle les traite! Voici un homme qui se présente à la société et lui dit :

— J'ai ma part d'intelligence, de savoir, de zèle, de force physique à vous consacrer; occupez-moi!

— Je ne puis vous occuper; cela ne dépend pas de moi; cherchez, les uns ou les autres vous donneront bien du travail...

— J'en ai cherché partout inutilement...

— Que puis-je y faire?

— Pourquoi donc êtes-vous instituée société?

— Pour protéger tous les intérêts et faire respecter tous les droits.

— Mais le premier intérêt c'est bien l'intérêt de la conservation, et le droit le plus sacré c'est bien le droit de vivre, de satisfaire sa faim.

La société ne répond pas.

— Vous voulez donc que je demande l'aumône?

— Si vous le faites, je vous condamnerai à la prison, car la mendicité est un délit.

— Alors, je vais me jeter contre une borne; peut-être, que quelque passant aura pitié de moi et me recueillera.

— Si vous le faites, je vous condamnerai à la prison encore, car vous aurez commis alors le délit de *vagabondage*.

— Ah! société, vous êtes stupide autant qu'atroce! vous voulez me faire mourir! Eh bien donc, guerre entre nous deux!

M. DE CARNÉ.

(Reçu des deux mondes).

Que pourrions-nous ajouter à ce tableau si vrai, si saisissant de la société, tracé par un bourgeois, sinon de nous écrier : révolution! révolution!!

Nous recevons d'un cultivateur des Ardennes la lettre suivante.

Son contenu renferme des détails si exacts, si saisissants sur la situation des campagnes; situation si peu connue par les prolétaires des villes, que nous la donnons *in-extenso*, bien que notre correspondant nous ait autorisé à y faire les changements que nous aurions jugé à propos de faire.

Monsieur,

Dans un de vos derniers numéros, vous avez signalé les belles choses à l'ordre du jour chez les gouvernements, qui donnent ainsi depuis longtemps de beaux et édifiants exemples à leurs sujets. Quand on agit ainsi, on est en droit d'exiger de la part du peuple roturier qu'il ait mœurs et vertus.

Je ne suis guère au courant de ce qui se passe dans les cités, mais je connais un peu ce qui se passe dans nos campagnes; permettez-moi de vous entretenir là-dessus.

A entendre certains personnages, le progrès marche à grands pas; nous jouissons d'une foule de libertés, etc. Ceux qui tiennent ce langage sont, ou dans l'ignorance ou dans la satisfaction.

A-t-on la liberté, quand on ne peut exprimer ses opinions que pour autant qu'elles soient conformes à celles de ses maîtres, si on n'est pas indépendant?

Est-ce la liberté, quand on ne peut lire ni livres, ni journaux non approuvés par le clergé, sans se voir signaler comme des hommes corrompus?

Quand vous seriez l'homme le plus juste, le plus obligeant, le meilleur père et le meilleur citoyen, n'est-il pas vrai que si vous n'observez pas les commandements de l'église, vous aurez contre vous la *grande majorité*, et jusqu'à vos propres. Est-ce alors la liberté?

Est-ce la liberté, est-ce le progrès, quand les fondateurs d'une société agricole sont méprisés et tournés en ridicule par l'autorité locale?

Je parle de ce qui se passe dans les campagnes, dans l'Ardenne par exemple: Est-ce la liberté, quand un conseiller communal ne peut obtenir, — même après réclamation aux autorités, — que ses opinions, — contraires à celles du bourgmestre, et conséquemment à celles de la majorité, — figurent quelque part quand on ne fait pas de procès-verbal, des séances; quand ce même conseiller, qui va donner sa démission, n'est jamais convoqué?

Dans l'état des choses, les connaissances sont presque toujours une cause de désordre dans la société, de trouble dans les familles. Je vais m'expliquer par des faits :

Que de familles où règne la dissension, qui s'entendraient parfaitement si les membres étaient tous ignorants ou tous instruits; ou même si aucun d'eux n'avait des relations avec les *hommes noirs*.

1<sup>er</sup> exemple : Ici, c'est une jeune fille qui prétend, avec le consentement de sa mère, aller à la messe ou au salut pendant l'octave, quand le père voudrait la voir travailler.

2<sup>me</sup> Là, c'est le père et la mère qui se querellent; le père, homme d'affaires de M. le curé, voudrait em-

pêcher ses demoiselles d'aller au bal, tandis que la mère les engage à y aller.

3<sup>me</sup> C'est la mission dans le village, tout le monde à peu près se tient à l'église; comme il fait très-froid, plusieurs femmes gagnent une pleurésie; un enfant laissé au lit tombe et secasse le bras; un autre se brûle. Une *soubrette* mariée depuis quelques lunes et qui veut se convertir, commence par porter aux récollets, Eug. Sue, J.J. Rousseau, et la plupart des in-8° de la bibliothèque de son cher mari, lequel est absent; puis elle finit par un tour d'escroquerie l'année suivante.

4<sup>me</sup> Un cultivateur qui a lu Eenens, refuse de donner les *gerbes Saint-Urbain* à M. le curé; la mère qui restait avec lui, indignée, quitte la maison.

5<sup>me</sup> Au village voisin, une femme est en proie à une sombre tristesse, à cause que les récollets lui ont persuadés qu'elle avait commis un grand péché en écoutant la lecture du *National* que lit son mari, et qu'elle devait faire en sorte que son dit mari s'abonnât à un journal moins immoral, si elle ne voulait voir la malédiction divine tombe sur toute sa maison.

6<sup>me</sup> Le sieur Y est un homme qui a jugé à propos de professer des opinions contraires à celle de la *grande majorité* et de suivre le contre-pied de l'usage; en conséquence, il est franc et loyal, désintéressé, juste et bon; travaille le dimanche, ne fréquente ni les cabarets ni les églises, tient à sa parole, pense et écoute sa raison; en conséquence aussi, les bons libéraux en rient; les catholiques le blâment, ses parents le renient. sa femme le plaint et le curé le damne.

La civilisation en est arrivée à tel point, qu'il suffit, au beau milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, qu'il suffit, dis-je, d'être fidèle à ses convictions, de préférer la franchise à l'hypocrisie, le dévouement à l'égoïsme, pour que tout le monde vous jette la pierre et être abreuvé d'amertumes.

Je pourrais vous citer beaucoup d'autres faits à l'appui de mes assertions, mais cette lettre est déjà bien longue. Je pourrais par exemple, vous faire l'histoire des *gens d'esprit* qui croient aux miracles, aux sorciers, au diable; l'histoire des préjugés de toutes sortes qui déshonorent l'humanité; l'histoire d'un bourgmestre, — la fleur du libéralisme, — qui engage ses administrés indigents à aller mendier, qui déclare que la *religiosité* est chose indispensable aux bonnes mœurs; qui prétend qu'il faut améliorer le catholicisme, et dit que celui qui l'abandonne (le catholicisme) est un renégat; l'histoire d'un docteur en... médecine qui s'étonne de ce que celui qui ne va ni à la messe, ni à confesse, ne soit pas toujours voleur, adultère, etc. en déclarant que si la religion n'était pas là, il s'abandonnerait, lui, à tous les vices, etc. etc.

Faut-il s'étonner de ce qu'est le peuple, quand les plus influents professent de pareilles doctrines?

Si vous trouvez que cette lettre n'est pas absolument trop mal rédigée, veuillez la reproduire dans un de vos plus prochains numéros, et agréer l'hommage de mes sentiments distingués,

UN PROLÉTAIRE SOUS PLUSIEURS RAPPORTS.

## Encore le deux décembre.

Nous venons de traverser de nouveau le funèbre anniversaire de décembre; c'est le huitième (quand nous serons à dix on aura fait une croix) depuis que le César moderne a ramassé le pouvoir sur les boulevards ensanglantés de Paris.

Ces huit années ont été bien employées par l'*Elu*; et l'on ne pourra pas dire de lui qu'il fut un empereur *sainéant*, car il aura fait de la besogne, et de la bonne, ma foi!

Que de choses ont été *sauvées* depuis que l'hôte des Tuilleries a rétabli l'ordre, « *sauvé la caisse*, » jusqu'à l'affranchissement de l'Italie (nouveau

fleuron qu'il vient d'ajouter à sa couronne et dont il lui sera difficile de se dépêtrer), « libre à présent jusqu'à l'Adriatique. »

Aussi l'impartiale histoire tout en lui rendant justice, après que la révolution aura balayé tout le fumier social actuel, pourra consigner dans ses fastes pour l'enseignement des générations futures, que, dès lors qu'une société basée sur l'injustice et l'exploitation sent ces odieux privilèges menacés, elle fait de même que le noyé qui s'accroche à un brin d'herbe croyant trouver la planche de salut, elle se jette dans les bras du premier venu assez audacieux pour s'imposer et dicter des lois.

Ce remède *in-extremis* que la société atteinte mortellement s'est administré, ne fait que hâter sa fin et les soubresauts qu'elle fait de temps à autre, ne sont plus que des effets galvaniques.

Nous disons ailleurs que les tripotiers ont pris pour maxime : « Après nous la fin du monde ; » si jamais un homme a suivi ce précepte, c'est bien leur empereur et maître, car après lui, il ne restera que les ruines du vieil édifice social.

Nous donnons les passages les plus remarquables d'un excellent article publié dans le *Libertaire*, intitulé :

### Les idées.

... Il en est des idées comme des fleurs. Toute idée en bouton, toute idée en progrès, demande à s'épanouir à la clarté publique : elle étrangle dans son étroit corsage, dans sa virginale tunique ; la sève, la passion l'agite ; il lui tarde d'étaler sa gorge naissante, sa corolle pleine de moites senteurs aux baisers dévorants du soleil. Toute idée épanouie, toute idée fanée, toute idée qui a épuisé son parfum dans les embrassements de l'apothéose, toute idée, enfin, penchée sur sa tige flétrie doit tomber pétale à pétale, doit mourir, doit livrer naissance à de nouvelles idées.

... Le penseur qui émet une idée neuve, qui exhale un parfum de son front n'émet cette idée, n'exale ce parfum que parce qu'il l'a puisé dans la foule à l'état d'élaboration, d'aliments épars et clandestins : en l'épanouissant au jour, il ne fait que résumer, comme la plante dans sa floraison, les sucs alambiqués par la tige. Nul ne peut se dire le propriétaire, ni même le producteur exclusif d'une idée. Cerveau ou calice humain, il n'en est que le possesseur éphémère, le tamiseur obligé ; il est le tube, le vase, le philtre qui l'ayant reçue brute du grand réservoir populaire, ce laboratoire souterrain de l'intelligence ascensionnelle, la verse ensuite dans le public, l'épand à la lumière sous forme d'arômes. L'idée est un liquide passé par la fermentation à l'état de gaz ; c'est un fluide qui ne peut demeurer emprisonné dans les pétales du cerveau pas plus que l'encens dans la corolle tamisée de la fleur. Produit des couches inférieures, mouvement de bas en haut, gravitation incompréhensible, l'idée est un baume électrique qui s'exale impalpablement de l'homme par tous les pores du front, par toutes les fissures du visage, et de l'humanité par tout ce qui sent, pense et raisonne sous sa face universelle . . . . .

Quand Rome, ce cerveau qui avait été dévoré par la lèpre de l'orgie, par les vers rongeurs de la débauche, avant d'être broyé, crâne vide, par le pied des barbares ; quand ce foyer, d'intellectuel fut devenu pestilentiel, qu'il eût cessé d'exister, l'humanité resta longtemps comme décapitée.

Lente fut la formation d'un nouveau centre d'idées. Ce fut dans quelques rares monastères, asiles en ce temps, là du travail et de la méditation, que florit

clandestinement et dans l'ombre la pensée progressive de la race humaine. C'est au fond de misérables cellules, sous le manteau du christianisme, que s'élaborent les sciences et l'esprit de solidarité. — C'est là que viennent aboutir les fibres universelles de la masse souffreteuse et qui espère en un avenir meilleur. — Le moine, non pas la généralité, mais l'exception parmi les moines, cette victime cloîtrée, ce travailleur martyr et condamné par la retraite, où il a cherché refuge contre le brigandage des seigneurs, au jeûne de l'amour sexuel et des jouissances mondaines, s'en dédommage par les charmes de l'étude et par les embrassements d'un amour humanitaire...

C'est encore aujourd'hui comme au moyen-âge. Seulement, le moine ne porte plus la robe, mais le paletot rapé ou la blouse. Sa cellule s'appelle une mansarde ou un *garrot*. C'est là que le prolétaire, en rentrant de son travail manuel, et surexcité par le jeûne, par la privation de toutes les satisfactions individuelles et sociales, se livre à la méditation, à l'étude ; qu'il s'élève par le labeur de la pensée au-dessus du vulgaire, pénible entendement dont il est le lucide produit, grossiers raisonnements dont il est le résumé subtil. Médium, mais médium intelligent et non inepte, il entre par l'intuition et la mémoire, par la logique de ses attractions, en une sorte de communication magnétique avec tous les êtres humains d'une classe, d'une nation, d'un continent, du globe. Il répercute l'idée qui lui arrive ainsi une à une par tous ces fluides, par toutes ces fibres, comme le mot à mot d'un télégramme par le fil électrique, et il la transmet à la clarté publique, phrase parlée ou écrite, dépêche du peuple souterrain, manifestation de la sève ou de la volonté commune.

Les princes, les prêtres, les bourgeois, tous les réacteurs civilisés qui ne jugent de la valeur, de la force d'un homme politique que par le nombre de ses sujets, de ses soldats, jugent de la même façon l'homme, l'individu révolutionnaire. Tous ces idolâtres de l'autorité, habitués à saluer comme chef quiconque sort des rangs, à le saluer avec des génuflexions de servilité, s'il a nom César, ou avec des huées de dérision s'il a nom Christ, se prennent à rire de pitié quand ils voient une individualité sans adhérents apparents exprimer une idée quelque peu originale, une idée nouvelle, une idée séditionnelle pour eux, une idée radicalement anarchiste, « c'est un homme seul » disent-ils. Et par là ils entendent que ce n'est rien de sérieux, rien de dangereux. Et tous leurs comparses de faire chorus. Ah ! s'ils n'étaient aveugles et sourds à l'endroit de l'intelligence, ils sauraient qu'en fait d'idées et d'idées révolutionnaires surtout, il n'y a pas, il ne peut pas y avoir d'homme seul. Loin de rire de pitié, ils trembleraient de peur en supputant quelle puissance de volonté, quelle force immense il a fallu à la masse comprimée pour produire cette libre parole. Ils verraient que toute pensée n'est qu'une projection de la foule, que tout novateur n'est que le piston, la soupape, d'où jaillit la vapeur. et que tout jet de vapeur ou d'idée atteste, d'une manière toujours formidable, l'ébullition du fluide dans la chaudière ou dans la multitude.

Oui ! nous les socialistes, nous les anarchistes de tous les points du globe, atomes cervelains de l'humanité, dont le centre intellectuel tend de plus en plus à être partout et n'est absolument nulle part ; nous les négateurs de toute toute divinité céleste ou terrestre, oui ! nous sommes la manifestation normale de l'universalité humaine, la branche verdoyante du progrès latent de ses idées. Si petit que soit notre nombre, il résume le grand nombre ; car c'est du grand nombre que lui vient la sève, l'aliment. C'est le grand nombre qui, par sa fermentation, le pousse hors du fumier civilisé, et lui impose de traduire par la parole ou la plume ses aspirations libertaires éparses dans le cerveau de tous. Aussi il florira, il fructifiera ! Les déistes, les autoritaires, les conservateurs de tout dogme gouvernemental, de toute exploitation et de toute ignorance ;

les croyants faux ou vrais, en la sainte Eglise Catholique, à la Bible, à l'Être Suprême, à la déesse Raison, à toute superstition ancienne ou moderne, aux revenants, aux sorciers, aux âmes, aux esprits, toutes ces idées vieilles, pourries, derniers vestiges du Passé, tomberont bientôt de l'Arbre Humanité, émondé par les brises de l'Avenir.

Que le déisme, le monarchisme râle ses derniers soupirs. Les temps sont proches où le Socialisme, l'Anarchisme deviendra une vérité.

Si les idées du Passé, idées *déracinées*, donnent encore, hélas ! leurs *feuilles mortes*, les idées de l'Avenir, idées vivantes implantées dans le présent, donnent leurs bourgeons verts. Les fibres de l'anarchisme, sentant enfin l'atmosphère s'échauffer autour d'elles, brisent les mailles qui les retenaient captives. Elles sortent de leur torpeur, elles envahissent les rameaux renaissants de l'humanité et y déroulent vigoureusement leur spirale progressive, étalent leurs nervures croissantes au front des générations nouvelles. Les idées d'il y a vingt ans, d'il y a dix ans mêmes, semblent des idées d'un autre siècle, tant le mouvement de la pensée révolutionnaire, de l'opinion publique a fait de chemin. Ce n'est plus seulement la forme de la Royauté ou de Divinité qu'on attaque aujourd'hui, c'est l'autorité dans son principe, c'est la Divinité et la Royauté en elle-même et dans toutes ses métépsychoses : Dualité, délégation, capital ; religion, gouvernement, propriété.

L'insurrection des idées contre le monarque du ciel, où les monarques de la terre n'est plus politique, elle est sociale ! Ce n'est plus maintenant une révolution de paradis ou de palais qu'il lui faut, c'est une révolution radicale, la substitution de la liberté pleine et entière à la pleine et entière autorité. A bas les oisifs, à bas les parasites, à bas tout ce qui consomme sans produire, dit-elle ; à bas le maître céleste, l'exploiteur des mondes ! à bas les maîtres terrestres, les exploiters des hommes ! — Qu'est-ce que l'universel Dieu ? Tont. — Que doit-il être ? Rien. — Et fraternelles insurgées, les idées proclament l'universelle autonomie, l'autonomie de chacun, le gouvernement des mondes et des hommes par soi-même, la vie étant le Mouvement, le Mouvement étant producteur du Progrès, et le Progrès social et infini dans ses attractions.

### Respect à la justice et à ses arrêts.

Les journaux racontent en ces termes une nouvelle erreur de la justice :

L'opinion publique, dans le Finistère, est fort émue à propos d'une affaire qui vient de se découvrir. Voici de quoi il s'agit : Deux individus du côté de Quimperle avaient été condamnés, pour vol, par la Cour d'assises du Finistère, il y a quatre ans, aux travaux forcés, *malgré leurs protestations d'innocence*. ILS SONT MORTS TOUS LES DEUX, L'UN AU BAGNE DE BREST, L'AUTRE A CAYENNE. Les véritables auteurs du vol viennent d'être arrêtés, et ils auraient déclaré, paraît-il, *que ceux qui ont été condamnés sont restés tout à fait étrangers au crime*. L'affaire s'instruit et viendra à la session de janvier.

Inclinons-nous donc devant les arrêts de la justice ; car, on le voit, elle offre toutes les garanties désirables à ceux qui sont le malheur d'être attrait devant elle. De temps à autre, il est vrai, elle commet une LÉGÈRE ERREUR ; par exemple et pour ne pas remonter plus haut, comme dans le cas qui nous occupe.

Deux hommes, deux citoyens, ont été atteints mortellement par l'arrêt qui les a frappés injustement ; bagatelles que cela camarades ! Qu'importe la vie de deux hommes à la société officielle ! elle a ma foi bien autre chose à faire qu'à s'occuper de pareilles vétilles, et les condamnations injustes

du fait de ses juges ne l'empêcheront point de dormir.

D'ailleurs c'est la société qui, pour maintenir ses odieux privilèges, a forgé tout cet arsenal de lois qu'elle nous impose; c'est elle qui a placé des gendarmes pour arrêter ceux qui sont soupçonnés de les avoir transgressés, et qui nomme des juges pour les envoyer en prison ou au bagne, quoi qu'innocent, parfois, du délit ou du crime qui leur est imputé.

Et lorsqu'il est avéré, que la justice s'est fourvoyé, croyez-vous que la société fera tout ce qui est en son pouvoir pour réparer autant que possible l'erreur si fatale à ceux qui en sont les victimes? Allons donc! En reconnaissant que la justice n'est pas infaillible, que ses arrêts ne sont pas toujours justes, la société, les gouvernements travailleraient à détruire le prestige, la majesté de ces lois derrière lesquelles ils sont abrités; et c'est ce qu'ils ne veulent pas.

Nous en avons eu une preuve chez nous l'année dernière, lorsque M. le ministre de la justice, à propos de la requête présentée au nom de Geens, victime aussi d'une erreur judiciaire, disait à la tribune: « Il serait DANGEREUX d'établir le principe, qu'un individu, victime d'une erreur judiciaire, doit devenir le rentier de l'Etat. »

Quant à ce bon public, lui, il dit bien que c'est malheureux lorsque la loi frappe des innocents, mais qu'il faut pourtant bien punir les malfaiteurs.

Le sens moral est tellement descendu, que de tels faits qui devraient soulever l'indignation générale, passent pour ainsi dire inaperçus.

On en parle pendant deux ou trois jours, puis ils tombent dans l'oubli.

A une infamie succède une infamie!

### La guerre sociale.

Dans le nouveau comme dans l'ancien monde, la lutte est permanente entre les maîtres et les esclaves, les oppresseurs et les opprimés. Depuis quelques années surtout, on a vu des soulèvements sur tous les points du globe, signes précurseurs de la révolution universelle qui se prépare.

L'Inde n'est pas encore pacifiée (c'est-à-dire, en langage honnête, que tous les rebelles ne sont pas encore exterminés) que l'étendard de la rébellion s'est montré dans l'Amérique du Sud.

Un abolitionniste de la Virginie, nommé Brown, a fait appel à l'insurrection des nègres et les a conviés à briser les chaînes de l'esclavage. Prêchant d'exemple, il a pris les armes ainsi que ses fils; d'autres généreux citoyens se sont joints à eux et ont couru au devant du danger avec intrépidité.

Les nègres n'ont pas répondu en nombre suffisant à l'appel qui leur était fait; l'insurrection a été vaincue et ceux qui avaient pris part, traqués par les conservateurs de l'endroit, ont été tués ou faits prisonniers. A l'heure qu'il est, ceux qui ont été traduits devant le jury doivent avoir payé de leur tête le crime d'avoir voulu délivrer des hommes qui gémissent sous le fouet du planteur — ce trafiquant de chair humaine — qu'il peut torturer à volonté, ces hommes étant sa chose. Le propriétaire d'esclave ayant droit de haute et basse justice, personne ne peut lui demander compte de la vie de ces malheureux.

La rage des Virginiens était à son comble et les juges n'ont pas même attendu la guérison de Brown, qui était blessé, pour le juger, — en admettant que ce qui s'est passé puisse être appelé jugement; — on lui a refusé les défenseurs qu'il avait choisis, et on lui a interdit toute communication avec qui que ce soit.

Voyant qu'il y avait parti pris de bâcler une sentence de mort contre lui, Brown a prononcé ces paroles à l'audience :

Si vous voulez mon sang, vous pouvez le prendre à tout instant, sans cette moquerie de procès. Je n'ai point de défenseur. Je n'ai pu me consulter avec aucun. Je ne sais rien des sentiments de mes compagnons de prison, et je suis complètement hors d'état de pourvoir en aucune façon à ma défense. Ma mémoire ne me sert pas. Ma santé est insuffisante, quoiqu'elle s'améliore. Il existe des circonstances atténuantes que je présenterais en votre faveur, si un procès impartial nous était accordé. Mais si l'on nous impose une simple formalité — un procès pour l'exécution, — vous pouvez vous épargner cet ennui. Je suis prêt pour mon sort. Je ne demande point un procès qui ne soit qu'une moquerie, une insulte, — rien que ce que donne la conscience ou ce que la lâcheté vous conduirait à pratiquer. Je demande qu'on m'épargne la parodie d'un procès. Je ne sais même pas quel est le but principal de cet interrogatoire. Je ne sais pas quel en peut être le bénéfice pour la communauté; et il ne me reste à demander autre chose que de n'être pas follement insulté, comme de lâches barbares seulement insultent ceux qui tombent en leur pouvoir.

Le tribunal a passé outre et une condamnation capitale s'en est suivie contre lui et ses compagnons; et pourtant Brown qui avait pris des otages et fait des prisonniers, avait veillé à leur sûreté; c'est une grande faute qu'il a commise; on ne négocie pas en matière de révolution, on va en avant et l'on brise les obstacles qui gênent sa marche.

La tentative faite par Brown et ses compagnons, malgré qu'elle a échoué, aura certes fait plus pour l'émancipation des esclaves que toutes les publications sentimentales et évangéliques qui parues jusqu'à ce jour.

Elle provoquera l'initiative parmi les nègres, seul moyen pour eux de réussir à briser leurs fers; déjà une agitation s'est produite parmi les esclaves qui, tenus à distance et dans une ignorance profonde de ce qui se passe, ignorent en grande partie ce qui se passe en dehors de la case où ils sont parqués.

Qu'ils vengent donc Brown et ses compagnons, ces hommes traités de bandits par leurs maîtres. La seule manière digne d'honorer la mémoire de ces martyrs de la cause humanitaire, est de suivre leurs traces en brisant leurs chaînes sur la tête de leurs bourreaux!

### Moralité.

Depuis la réunion de nos honorables, la grande affaire à l'ordre du jour est l'enquête sur les élections de Louvain. — Le rapport de M. Defré conclut à l'annulation des élections de cet arrondissement, et sera discuté la semaine prochaine. Nous aurons donc occasion d'y revenir.

Disons seulement que la corruption électorale s'étale chez nous sans honte ni vergogne, et que les exemples de haute moralité donnée par les électeurs et les élus sont des plus édifiants: chez ces honnêtes bourgeois, on trafique de tout.

Nous en sommes arrivés aux beaux jours de l'austère intrigant (M. Guizot), ce maître en fait de corruption électorale; car nous voyons dans le rapport une lettre d'un bourgmestre répétant le

mot, devenu fameux, de cet homme d'Etat: « Vous sentez-vous corrompus. »

Ceci prouve deux choses: la première fait ressortir la vénalité, la dégradation morale, de ces électeurs (« hommes faisant partie d'un corps souverain qui tient en main les destinés du pays » (!) qui se laissent conduire au scrutin comme un troupeau de brutes pour une poignée de sel; la seconde montre combien est usé le parlementarisme, car si ces mêmes électeurs trouvaient qu'il est de leur intérêt d'envoyer à la chambre des hommes qui prissent au sérieux les affaires du pays, ils ne vendraient pas leur vote.

A la chambre, il y a des séances des plus scandaleuses et l'on s'y traite comme ne le serait pas le dernier des goujats.

Comme les lois ne sont faites que pour les imbéciles, et que les gens habiles savent passer à travers leurs mailles, M. Tesch, ministre de la justice, sait parfaitement éluder la loi sur les incompatibilités pour occuper la place de ministre en même temps que celle d'administrateur de la compagnie du chemin de fer du Luxembourg. A ceux qui leur font des reproches, les ministres répondent par des injures.

Allez messieurs, allez! ce n'est pas nous qui crierons :

CASSE-COU!

### Une bonne charge.

Une grande tombola s'organise en ce moment à l'Opéra au bénéfice de la caisse des pensions des artistes. Parmi les lots envoyés à cette tombola, il en est un de Nadar qui a donné lieu à des complications ainsi racontées dans une correspondance de Paris :

Le lot apporté par Nadar est un grand cadre contenant une aquarelle d'une actualité qu'on ne peut contester, mais dont l'aspect audacieux a pétrifié l'assistance. Jugez plutôt :

Un Italien, debout en costume national, porte au pied droit la botte qui est acceptée comme représentant l'Italie géographique. Cette botte, en assez mauvais état, est couverte d'énormes pièces sur lesquelles on lit : *Paix de Villafranca. — Traité de Zurich. — Congrès. — Magenta, etc.* Derrière l'Italien, un zouave que le sentiment des convenances de l'auteur n'a montré que de dos, mais dans lequel des obstinés veulent voir désignée une très-haute personnalité, tire la manique entourée de vieilles chaussures de toutes espèces. Sur son échappe ont lit : « *Entreprend tout ce qui concerne son Etat et même les Etats des autres.* » A droite, un buste de Garibaldi, pensif. — Au fond, un horizon chargé de nuages, sanglant et sillonné d'un éclair. — Au pied de l'Italie, une bombe énorme qui va éclater.

Mais ce qui est difficile à rendre, c'est l'air inquiet et piteux du pauvre Italien, cette façon lamentable dont il se gratte la tête et tend son pied encombré plutôt que chaussé de sa botte rapiécée, prononçant la légende inscrite au bas de l'image : « *En marcherai-je mieux qu'auparavant?...* »

Si intéressante pourtant que soit la tête de l'Italien, elle était beaucoup moins amusante à regarder que la tête de Nadar, guettant son effet sur les figures qui l'entouraient. Je pensais au gamin qui a jeté un pétard dans la boutique d'un épicière et qui regarde pour voir. Tout le personnel de l'Opéra a été appelé en cette grave affaire, le commissaire de police compris, et a défilé devant la pièce curieuse. Inutile de dire que presque tous ont été d'avis que l'admission serait refusée. Et Nadar de s'évertuer à défendre son œuvre, en démontrant qu'elle n'était ni offensante, ni injurieuse, que son dessin ne faisait même que poser une simple question sans la résoudre. Il affirmait que le comité ni personne n'avait le droit de refuser un don qui n'était pas destiné au comité, mais à des tiers intéressés dont le comité n'était que l'intermédiaire, etc.

On a émis l'avis que l'Empereur seul pouvait décider cette grosse petite affaire, et qu'il fallait envoyer le dessin à Compiègne. En attendant, un gros personnage qui se trouvait présent a offert 1,500 francs du dessin s'il était refusé. Les choses en sont là.